

Chambre des Représentants

SESSION 1964-1965

3 MARS 1965

PROJET DE DECLARATION relatif à la revision de la Constitution.

EXPOSE DES MOTIFS

TABLE DES MATIERES.

	Page
Introduction	2
I. Le parlement	5
Observation préalable	5
A. Composition et élection des Chambres	5
1. Nombre des membres de la Chambre des Représentants et du Sénat	5
2. Répartition des sièges entre les circonscriptions	6
3. Droit de vote	6
4. Eligibilité	7
B. Attributions de chacune des Chambres	8
1. Spécialisation relative	8
2. Délégations aux sections ou commissions permanentes	9
C. Procédure parlementaire	9
1. Ouverture des sessions ordinaires	9
2. Harmonisation des rapports entre les communautés linguistiques	9
3. Modalités des votes	10
4. Délégations individuelles	11
5. Propositions de certaines institutions	11
D. Situation juridique des membres des Chambres	11
1. Incompatibilités	11
2. Indemnités	12
II. Le Gouvernement	12
III. Les juridictions judiciaires et administratives et le Conseil d'Etat	13
1. Compétence des juridictions	13
2. Publicité des audiences et des jugements	14
3. Cours d'appel	15
4. Cours d'assises	15
5. Juridictions à compétence spécialisée	15
6. Conseil d'Etat et juridictions administratives	15
IV. Adaptation de la constitution à l'évolution des relations internationales et à la création d'autorités supranationales	16

Kamer van Volksvertegenwoordigers

ZITTING 1964-1965

3 MAART 1965

ONTWERP VAN VERKLARING betreffende de herziening van de Grondwet.

MEMORIE VAN TOELICHTING

INHOUDSTABEL.

	Blz.
Inleiding	2
I. Het parlement	5
Voorafgaande opmerking	5
A. Samenstelling en verkiezing van de Kamers	5
1. Aantal leden van de Kamer der Volksvertegenwoordigers en van de Senaat	5
2. Verdeling van de zetels onder de districten	6
3. Stemrecht	6
4. Verkiezbaarheid	7
B. Bevoegdheden van elke Kamer	8
1. Betrekkelijke specialisatie	8
2. Overdracht aan de secties of aan de vaste commissies	9
C. Parlementaire procedure	9
1. Opening van de gewone zittingen	9
2. Harmonisering van de betrekkingen tussen de taalgemeenschappen	9
3. Modaliteiten der stemmingen	10
4. Persoonlijke delegaties	11
5. Voorstellen van zekere instellingen	11
D. Rechtstoestand van de kamerleden	11
1. Onverenigbaarheden	11
2. Vergoedingen	12
II. De Regering	12
III. De justitiële en administratieve rechtscolleges en de Raad van State	13
1. Bevoegdheid der rechtscolleges	13
2. Openbaarheid van de rechtzittingen en van de vonnissen	14
3. Hoven van beroep	15
4. Hoven van assisen	15
5. Rechtscolleges met gespecialiseerde bevoegdheid	15
6. Raad van State en administratierechtscolleges	15
IV. Aanpassing van de grondwet aan de evolutie van de internationale betrekkingen en aan de oprichting van supranationale instanties	16

	Page		Blz.
V. Les régions linguistiques et l'emploi des langues	18	V. De taalgebieden en het gebruik der talen	18
VI. Décentralisation et déconcentration	19	VI. Decentralisatie en deconcentratie	19
VII. Les libertés publiques	20	VII. De openbare vrijheden	20
1. L'égalité devant la loi	20	1. De gelijkheid voor de wet	20
2. Le secret des communications	21	2. Het geheim der mededelingen	21
3. Les droits économiques et sociaux	21	3. De economische en sociale rechten	21
VIII. Revision et suspension de la constitution	22	VIII. Grondwetsherziening en -schorsing	22
1. Revision de la constitution	22	1. Grondwetsherziening	22
2. Suspension de la constitution	22	2. Schorsing van de Grondwet	22
IX. Dispositions diverses	23	IX. Diverse bepalingen	23
1. Sort à réserver à l'article 1 ^{er} , alinéa 4	23	1. Herziening van artikel I, vierde lid	23
2. La capitale du royaume	23	2. De hoofdstad van het Rijk	23
3. Etablissement du texte néerlandais de la Constitution ...	23	3. Opmaken van de Nederlandse tekst van de Grondwet ...	23
4. Abrogation de certaines dispositions devenues sans objet	24	4. Opheffing van zekere bepalingen die overbodig geworden	24
5. Budgets cycliques	24	5. Cyclische begrotingen	24

INTRODUCTION.

MESDAMES, MESSIEURS,

La Constitution belge est actuellement, avec celle des Etats-Unis d'Amérique et celle de la Suède, l'une des plus anciennes Constitutions écrites en vigueur à ce jour.

Elle n'a fait l'objet, jusqu'à présent, que de deux révisions : celle de 1892-1893 et celle de 1919-1921. C'est ainsi qu'en deux étapes, le régime parlementaire institué par le Congrès national devint, par l'introduction du suffrage universel, un régime démocratique.

La Constitution n'a plus été révisée depuis lors et même à présent, il n'est pas question de toucher à l'essentiel de ses dispositions. Mais, depuis une quarantaine d'années, certaines adaptations sont devenues de plus en plus nécessaires.

Déjà des procédures de révision ont été entamées en 1953 et en 1958; elles tendaient principalement à inscrire dans la Constitution des dispositions relatives à la participation de la Belgique à l'organisation et au fonctionnement d'institutions supranationales. Elles n'ont pas abouti en raison de difficultés d'ordre politique interne.

Au cours des dernières années, de nouveaux problèmes ont surgi, plus particulièrement à propos de l'évolution des rapports entre les deux communautés nationales et de la nécessité d'une certaine modernisation de l'organisation de l'Etat. Ces problèmes ont amené le Gouvernement et les partis nationaux à entreprendre la préparation d'une nouvelle révision constitutionnelle.

I. En octobre 1962, le Gouvernement demanda à certains de ses membres et à quelques parlementaires de se réunir en groupe de travail pour explorer les problèmes et en faire

INLEIDING.

DAMES EN HEREN,

De Belgische Grondwet is thans, samen met die van de Verenigde Staten van Amerika en die van Zweden, een van de oudste geschreven grondwetten, welke ten dage van kracht zijn.

Zij is tot nog toe slechts tweemaal herzien geworden : in 1892-1893 en in 1919-1921. Aldus werd in twee etapes het door het Nationaal Congres tot stand gebrachte parlementaire stelsel, door de invoering van het algemeen stemrecht een democratisch regime.

Sedertdien werd de Grondwet niet meer herzien en zelfs nu is er geen sprake van aan het wezenlijke van haar bepalingen te raken. Sedert een veertigtal jaren echter zijn sommige aanpassingen meer en meer noodzakelijk geworden.

Reeds in 1953 en in 1958 werden herzieningsprocedures aangevat; deze beoogden voornamelijk de opnemings in de Grondwet van bepalingen betreffende de deelneming van België aan de oprichting en de werking van supranationale instellingen. Zij werden niet voltooid ingevolge inwendige politieke moeilijkheden.

Tijdens de jongste jaren zijn nieuwe problemen gerezen, inzonderheid in verband met de evolutie van de verhoudingen tussen de twee nationale gemeenschappen en met de noodzakelijkheid van een zekere modernisering van de Staatsinrichting. Deze problemen hebben de Regering en de nationale partijen ertoe aangezet de voorbereiding van een nieuwe grondwetsherziening aan te vatten.

I. In oktober 1962 verzocht de Regering sommige van haar leden en enkele leden van het parlement een werkgroep te vormen om de problemen te exploreren en de inventaris

l'inventaire : il ne s'agissait pas encore de proposer déjà des solutions définitives, ni de formuler un accord politique sur la réforme de nos institutions, mais plutôt de faciliter les confrontations d'idées, d'examiner les avantages et les inconvénients des aménagements possibles, de dégager quelques lignes directrices en vue de préparer des solutions.

Après avoir consacré de nombreuses réunions à l'accomplissement de sa tâche, ce groupe de travail approuva le 24 octobre 1963 un document de synthèse résumant ses travaux (1); ce document contenait un exposé critique des diverses solutions envisagées, faisait apparaître notamment leurs conséquences éventuelles et indiquait, chaque fois, la pondération des opinions émises à leur sujet.

II. Après en avoir délibéré, le Gouvernement invita le Premier Ministre à transmettre ce document aux présidents des partis traditionnels, en y ajoutant quelques commentaires et suggestions.

Dans son message aux présidents des trois partis (2), le Premier Ministre constatait que l'harmonisation des relations entre Flamands et francophones et la modernisation de l'Etat constituaient les deux objectifs majeurs de la révision de la Constitution, en soulignant que ces deux objectifs devaient être liés de manière à ne pas compromettre l'un au détriment de l'autre. Le Premier Ministre faisait notamment valoir que si des mesures spéciales pour la protection des minorités pouvaient être envisagées dans certains domaines et suivant certaines modalités, il resterait nécessaire de s'en tenir à la conception de la majorité simple pour régler la vie normale des Gouvernements et que si, à l'avenir, une distinction devait être faite en certains cas entre les élus flamands et les élus wallons, la position des élus bruxellois devrait être clairement précisée.

Le Premier Ministre exposait également aux présidents des partis que « l'efficacité du pouvoir exécutif serait compromise, si la direction politique de chaque département ministériel devait, à l'avenir refléter l'ensemble ou même plusieurs des tendances principales de l'opinion publique ». Il ajoutait que « c'est au Parlement que ces tendances sont représentées et qu'elles doivent participer, dans la proportion de leur importance, aux responsabilités et au contrôle des affaires de l'Etat. Ce n'est donc que pour des raisons dictées par des réalités politiques ou administratives que la direction de certains départements ministériels pourrait être partagée entre plusieurs ministres ou secrétaires d'Etat ».

Le Premier Ministre constatait enfin que « la nécessité d'une décentralisation est largement reconnue », mais que « celle-ci ne requiert pas au préalable une révision de la Constitution »; elle est souhaitable pour obtenir plus d'autonomie dans la gestion des intérêts régionaux et pour accroître en même temps, l'efficacité de l'Etat. « Il importe, écrivait-il, que les institutions centrales soient déchargées de tous les problèmes qui peuvent être mieux traités à d'autres niveaux, mais conservent sans partage la charge des intérêts nationaux. »

Ayant ainsi indiqué les principes qui, d'après le gouvernement, ne pouvaient être perdus de vue en la matière, le premier ministre exprimait l'avis du gouvernement que la

er van op te maken : het ging er nog niet om reeds definitieve oplossingen voor te stellen en evenmin een politiek akkoord omtrent de hervorming van onze instellingen tot stand te brengen, maar veeleer de confrontaties van ideeën te vergemakkelijken, de voordelen en de nadelen van mogelijke wijzigingen te onderzoeken en enkele hoofdlijnen uit te stippelen met het oog op de voorbereiding van de oplossingen.

Na tal van vergaderingen aan de volbrenging van zijn taak te hebben gewijd, keurde die groep op 24 oktober 1963 een document goed, dat de synthese was van zijn werkzaamheden (1); dat document behelsde een kritische uiteenzetting van de verschillende vooropgezette oplossingen, wees o.m. op hun eventuele gevolgen en woog telkenmale de ten deze uitgebrachte opinies tegen elkaar af.

II. Na overleg verzocht de Regering de Eerste-Minister dat document aan de voorzitters van de traditionele partijen over te maken en er commentaar en suggesties aan toe te voegen.

In zijn boodschap aan de voorzitters van de drie partijen (2), constateerde de Eerste-Minister dat de harmonisering der betrekkingen tussen franssprekenden en vlamingen en de modernisering van de Staat de twee hoofddoel-einden van de grondwetsherziening waren en hij onderstreepte daarbij dat deze twee objectieven derwijze moesten verbonden zijn dat het ene het andere niet in de weg zou staan. De Eerste-Minister voerde o.m. aan dat zo bijzondere maatregelen voor de bescherming der minderheden in bepaalde gevallen en volgens bepaalde modaliteiten onder ogen konden worden genomen, het noodzakelijk zou blijken zich te houden aan de conceptie van de eenvoudige meerderheid om het normale leven van de Regeringen te regelen en dat zo, in de toekomst, in bepaalde gevallen een onderscheid moest worden gemaakt tussen de waalse en de vlaamse gekozenen, de positie van de brusselse gekozenen duidelijk zou moeten worden omlijnd.

De Eerste-Minister zette tevens voor de voorzitters der partijen uiteen dat de doeltreffendheid van de uitvoerende macht in het gedrang zou komen zo het politiek bestuur van elk ministerieel departement voortaan de weerspiegeling werd van het geheel of zelfs van verschillende van de voornaamste strekkingen in de openbare opinie. Deze strekkingen, voegde hij daaraan toe, dienen in het Parlement vertegenwoordigd te zijn om daar in de mate van hun belangrijkheid deel te nemen aan de verantwoordelijkheid en de controle der Staatszaken. Het bestuur van sommige ministeriële departementen kan slechts onder verschillende ministers of Staatssecretarissen worden verdeeld om redenen welke steunen op politieke of administratieve realiteiten.

De Eerste-Minister stelde ten slotte vast dat de noodzakelijkheid van een decentralisatie door velen erkend wordt maar dat daartoe geen voorafgaande herziening van de Grondwet is vereist; zij is gewenst om tot een ruimere autonomie te komen in het beheer van de gewestelijke belangen en om terzelfdertijd de doeltreffendheid van de Staat te verhogen. De Eerste-Minister schreef dat de centrale instellingen dienen te worden ontlast van al de vraagstukken die met beter gevolg op andere niveaus kunnen worden behandeld, maar dat zij de last van de nationale belangen onverdeeld moeten blijven dragen.

Na aldus de beginselen te hebben gesteld welke volgens de Regering ter zake niet uit het oog mochten worden verloren, zei de Eerste-Minister dat naar de mening van de

(1) Ce document est annexé au présent exposé des motifs (annexe A).

(2) Ce message est annexé au présent exposé des motifs (annexe B).

(1) Dat document is bij deze memorie van toelichting gevoegd (bijlage A).

(2) Die boodschap is bij deze memorie van toelichting gevoegd (bijlage B).

revision de la Constitution ne pourrait heureusement aboutir que si les partis politiques traditionnels prenaient l'engagement de soutenir des vues identiques sur les solutions proposées pour un ensemble de problèmes, quelle que fût leur position ultérieure au sein des chambres lorsque celles-ci auraient été renouvelées en vue de la revision.

III. Ces vues recueillirent l'agrément des trois partis traditionnels, qui constituèrent, en accord avec le Gouvernement, une commission tripartite, chargée d'élaborer le programme de la revision.

L'objectif de cette commission était différent de celui du groupe de travail constitué en octobre 1963, dont la tâche avait été purement exploratoire et préparatoire. Il s'agissait maintenant de dégager des solutions susceptibles de faire l'objet d'un large accord national et de préciser ainsi l'orientation générale de la revision.

La commission tripartite consacra, elle aussi, de nombreuses réunions à l'étude des problèmes dont elle était saisie. Elle constitua en son sein trois sections étudiant respectivement les problèmes relatifs à la réforme des institutions centrales, ceux relatifs à la décentralisation et à la déconcentration et ceux relatifs à l'autonomie culturelle.

Certaines questions particulièrement délicates firent l'objet de réunions restreintes entre les présidents des partis et leurs principaux collaborateurs.

Ces travaux aboutirent à un large accord sur un très grand nombre de questions, mais certaines divergences de vues entraînèrent, au dernier moment, le retrait de la délégation du P. L. P. Les délégations du P. S. B. et du P. S. C. arrêtaient ensuite, sur la base du rapport établi le 22 décembre 1964 par les délégations restreintes des trois partis et soumis à la commission tripartite le 13 janvier 1965 (1), les conclusions définitives de leurs travaux (2). Celles-ci, arrêtées le 26 janvier 1965, furent remises au Premier Ministre le 9 février 1965.

Le Gouvernement se plaît à rendre hommage aux partis traditionnels qui ont ainsi assumé, chacun, les responsabilités qui leur incombent dans la préparation et l'élaboration de cette œuvre nationale que doit être la revision de la Constitution. Il apprécie la part que les délégués de l'opposition ont prise dans les travaux de la commission et regrette que cette collaboration n'ait pu être maintenue jusqu'au bout.

* * *

C'est à la suite de ces travaux que le Gouvernement a l'honneur de présenter à présent au Parlement un projet de déclaration indiquant, conformément à l'article 131 de la Constitution, les dispositions constitutionnelles qui paraissent devoir être soumises à revision.

Le Gouvernement et les partis traditionnels ont poursuivi en cette matière les objectifs suivants :

1. Il importe d'aménager nos institutions de manière à améliorer l'efficacité de leur fonctionnement et à les rendre plus aptes à servir les intérêts fondamentaux de la nation.

(1) Ce document est annexé au présent exposé des motifs (annexe C).

(2) Ce document est annexé au présent exposé des motifs (annexe D).

Régierung, de herziening van de Grondwet slechts op gelukkige wijze zou kunnen verwezenlijkt worden wanneer de traditionele politieke partijen de verbintenis aangingen identieke zienswijzen aan te nemen omtrent de voor een geheel van problemen voorgestelde oplossingen, ongeacht hun latere stellingneming in de Kamers, wanneer deze met het oog op de herziening zouden hernieuwd worden zijn.

III. Deze inzichten droegen de instemming weg van de drie traditionele partijen die, in akkoord met de Regering, een driepartijencommissie vormden, belast met de uitwerking van het herzieningsprogramma.

Het doel van die commissie was verschillend van dat van de werkgroep samengesteld in oktober 1963, waarvan slechts exploratoir en voorbereidend werk werd verwacht. Thans moesten oplossingen worden gevonden, waaromtrent een ruim nationaal akkoord kan worden tot stand gebracht en moest meteen de algemene oriëntering van de herziening worden bepaald.

Ook de driepartijencommissie wijdde tal van vergaderingen aan de studie van de haar voorgelegde problemen. Zij vormde in haar midden drie secties, welke zich respectievelijk inlieten met de studie van de problemen betreffende de hervorming der centrale instellingen, de decentralisatie en de deconcentratie alsmede de culturele autonomie.

Sommige zeer kiese kwesties werden behandeld in beperkte vergaderingen van de partijvoorzitters en hun voorname medewerkers.

Deze werkzaamheden leidden tot een ruim akkoord omtrent een zeer groot aantal kwesties, maar zekere meningsverschillen veroorzaakten op het laatste ogenblik de terugtrekking van de P. V. V. delegatie. De P. S. B.- en C. V. P.-delegaties stelden vervolgens, op grond van het verslag dat op 22 december 1964 door de beperkte delegaties van de drie partijen werd opgemaakt en aan de driepartijencommissie op 13 januari 1965 onderworpen (1), de definitieve conclusies van hun werkzaamheden vast (2). Deze op 26 januari 1965 vastgestelde besluiten werden aan de Eerste Minister overhandigd op 9 februari 1965.

De Regering hecht eraan hulde te brengen aan de traditionele partijen die aldus elk hun verantwoordelijkheden hebben opgenomen bij het voorbereiden en tot standbrengen van dit nationaal werk dat de herziening van de grondwet moet zijn. Zij waardeert het aandeel dat de afgevaardigden van de oppositie in de werkzaamheden van de commissie hebben gehad, en betreurt dat deze medewerking niet tot het einde toe kon worden volgehouden.

* * *

Ingevolge die werkzaamheden heeft de Regering de eer thans aan het Parlement een ontwerp van verklaring te onderwerpen, waarin, overeenkomstig artikel 131 van de grondwet de grondwetsbepalingen die blijken te moeten worden herzien, zijn aangewezen.

De Regering en de traditionele partijen hebben ten deze de volgende objectieven beoogd :

1. Onze instellingen moeten derwijze worden georganiseerd dat de doelmatigheid van hun werking verbeterd wordt en zij beter in staat zijn de fundamentele belangen van de natie te dienen.

(1) Dat document is bij deze memorie van toelichting gevoegd (bijlage C).

(2) Dat document is bij deze memorie van toelichting gevoegd (bijlage D).

2. Il importe d'assurer par des garanties appropriées la coopération fraternelle des flamands et des wallons, dans le cadre d'un même Etat, dont la force principale résulte de leur union.

3. Il importe de procéder à une large décentralisation, permettant de gérer et de régler dans le cadre régional tout ce qui est d'intérêt régional, sans mettre en péril l'intérêt général de la nation.

4. Il convient d'établir des dispositions appropriées à l'évolution de l'ordre juridique international et à la création d'institutions supranationales, notamment dans le cadre européen.

I. Le Parlement.

Observation préalable.

En ce qui concerne le Parlement, le maintien du système bicaméral n'a pas été mis en cause par la commission tripartite. Les discussions de celle-ci n'ont porté que sur l'adoption éventuelle de modifications aux attributions de l'une ou de l'autre Chambre. On a même estimé, dans un sens positif, que le maintien des deux Chambres permettrait, dans une certaine mesure, de mieux adapter le Parlement à sa mission complexe et diversifiée dans la société belge contemporaine.

A. Composition et élection des Chambres.

1. Nombre des membres de la Chambre des Représentants et du Sénat.

Il y a lieu de stabiliser le nombre des membres de chacune des Chambres.

En ce qui concerne la Chambre des Représentants, il convient, comme le propose la commission, de ne plus dépasser le nombre actuel de 212 membres : celui-ci devrait être fixé directement dans le texte de la Constitution. A cette fin, il y a lieu de modifier l'article 49 de la Constitution (1).

Le nombre des membres du Sénat doit être également stabilisé. Il devra dorénavant comprendre, conformément aux propositions de la commission, 106 sénateurs élus directement, 48 sénateurs élus par les Conseils provinciaux et 24 sénateurs cooptés. A cette fin, il y a lieu de modifier l'article 53 de la Constitution (2).

(1) Texte actuel de cette disposition :

Article 49. — La loi électorale fixe le nombre des députés d'après la population; ce nombre ne peut excéder la proportion d'un député sur 40.000 habitants. Elle détermine également les conditions requises pour être électeur et la marche des opérations électorales.

(2) Texte actuel de cette disposition :

Article 53. — Le Sénat se compose :

1° de membres élus à raison de la population de chaque province, conformément à l'article 47. Les dispositions de l'article 48 sont applicables à l'élection de ces sénateurs;

2° des membres élus par les conseils provinciaux dans la proportion d'un sénateur sur 200.000 habitants. Tout excédent de 125.000 habitants au moins donne droit à un sénateur de plus. Toutefois, chaque conseil provincial nommera au moins trois sénateurs;

3° de membres élus par le Sénat à concurrence de la moitié du nombre des sénateurs élus par les conseils provinciaux. Si ce nombre est impair, il est majoré d'une unité.

Ces membres sont désignés par les sénateurs élus par application des n°s 1° et 2° du présent article. L'élection des sénateurs élus par application des n°s 2° et 3° se fait d'après le système de la représentation proportionnelle que la loi détermine.

2. Door middel van aangepaste waarborgen moet de broederlijke samen werking tussen walen en vlamingen verzekerd worden in het raam van éénzelfde Staat wiens macht hoofdzakelijk voortvloeit uit hun eendracht.

3. Een ruime decentralisatie moet worden doorgevoerd, om al wat van regionaal belang is in het regionaal verband te kunnen beheren en regelen, zonder daarom het algemeen belang van de natie in gevaar te brengen.

4. Er moeten bepalingen worden ingevoerd welke rekening houden met de evolutie van de internationale rechtsorde en met het ontstaan van supranationale instellingen, inzonderheid op Europees vlak.

I. Het Parlement.

Voorafgaande opmerking.

Wat het Parlement betreft, werd het behoud van het tweekamerstelsel door de driepartijencommissie niet in 't geding gebracht. De besprekingen sloegen op de eventuele doorvoering van wijzigingen aan de bevoegdheden van de ene of de andere Kamer. Men heeft zelfs in positieve zin geoordeeld dat het behoud van de twee Kamers het inzekere mate zou mogelijk maken het Parlement beter aan te passen aan zijn ingewikkelde en veelzijdige opdracht in de hedendaagse Belgische maatschappij.

A. Samenstelling en verkiezing der Kamers.

1. Aantal leden van de Kamer van Volksvertegenwoordigers en van de Senaat.

Het aantal leden van elk der Kamers moet worden gestabiliseerd.

Voor de Kamer der Volksvertegenwoordigers dient men, zoals de commissie voorstelt, het huidige aantal van 212 leden niet meer te overschrijden : dit aantal zou rechtstreeks in de tekst van de Grondwet moeten worden vastgesteld. Daartoe moet artikel 49 van de Grondwet worden gewijzigd (1).

Het aantal Senaatsleden moet eveneens worden gestabiliseerd. Voortaan zal het, conform de voorstellen van de commissie moeten omvatten : 106 rechtstreeks gekozen Senatoren, 48 Senatoren gekozen door de provinciale raden en 24 gecoöpteerde Senatoren. Daartoe moet artikel 53 van de Grondwet worden gewijzigd (2).

(1) Huidige tekst van die bepaling :

Artikel 49. — De kieswet bepaalt het aantal afgevaardigden naar de bevolking; dat aantal mag de verhouding van één afgevaardigde voor elke 40.000 inwoners niet overschrijden. Zij bepaalt eveneens de voorwaarden waaraan men moet voldoen om kiezer te zijn, alsmede de gang van de kiesverrichtingen.

(2) Huidige tekst van die bepaling :

Artikel 53. — De Senaat is samengesteld :

1° Uit leden, naar de bevolking van elke provincie gekozen, overeenkomstig artikel 47. De bepalingen van artikel 48 zijn van toepassing op de verkiezing dezer senatoren;

2° Uit leden, door de provinciale raden gekozen, naar verhouding van één senator voor elke 200.000 inwoners. Elk hoger getal van ten minste 125.000 inwoners geeft recht op een senator meer. Elke provinciale raad benoemt echter ten minste drie senatoren;

3° Uit leden, gekozen door de Senaat, ten bedrage van de helft van het getal senatoren die door de provinciale raden worden gekozen. Is dit getal een oneven getal, dan wordt het met een eenheid vermeerderd.

Die leden worden benoemd door de senatoren, die bij toepassing van de n°s 1° en 2° van dit artikel zijn gekozen.

De verkiezing der senatoren gekozen bij toepassing van de n°s 2° en 3° geschiedt volgens het stelsel van evenredige vertegenwoordiging, door de wet bepaald.

2. Répartition des sièges entre les circonscriptions.

Il convient d'insérer dans la Constitution des dispositions garantissant que la répartition des sièges entre les circonscriptions soit proportionnelle à leur population respective et soit, à des intervalles déterminés, adaptée à l'évolution de celle-ci. Dans la situation actuelle, cette règle n'est pas explicitement formulée; les adaptations ont été faites par le parlement, parfois avec un certain retard, après chaque recensement décennal (1).

La commission tripartite a estimé qu'il y avait intérêt à fixer le délai dans lequel l'adaptation devrait être faite et qu'à défaut d'intervention du législateur dans ce délai, le gouvernement aurait à faire lui-même l'adaptation d'après les modalités que la constitution établirait à cette fin.

Il conviendrait donc de préciser :

1° que la répartition des sièges entre les circonscriptions doit être proportionnelle à leur population respective;

2° que si elle n'est pas faite par la loi dans les dix-huit mois suivant le recensement décennal, le Roi attribue à chaque circonscription un nombre de sièges de représentants et de sénateurs égal au nombre de fois que le chiffre de sa population comprend le quotient national, c'est-à-dire le chiffre de la population du Royaume divisé respectivement par le total du nombre des membres de la chambre des représentants et par le total du nombre des sénateurs désignés par élection directe. Les sièges non directement attribués par ce premier calcul sont ensuite répartis entre les circonscriptions ayant les plus grands restes;

3° qu'à défaut de recensement publié, le Roi utilise les dernières statistiques publiées par l'Institut national de Statistique.

L'introduction de ces règles nécessitera, en ce qui concerne la Chambre des Représentants, une modification de l'article 49 de la Constitution et, en ce qui concerne le Sénat, des modifications à l'article 53, dont la revision s'impose déjà pour fixer le nombre des sénateurs des diverses catégories, ou à l'article 54 de la Constitution (2).

Il conviendra, en cette matière, de prévoir, pour la répartition des sénateurs élus par les conseils provinciaux, des dispositions qui en garantiront l'adaptation à l'évolution de la population des provinces, dans des conditions semblables à celles prévues pour l'élection directe, mais sans porter atteinte à la règle actuelle, d'après laquelle « chaque conseil provincial nomme au moins trois sénateurs ».

3. Droit de vote.

En ce qui concerne le droit de vote pour l'élection des Membres des Chambres législatives, on admet assez généralement qu'il y a lieu d'assouplir la règle d'après laquelle

(1) Il n'y eut toutefois pas d'adaptation après le recensement de 1920, qui avait fait apparaître presque partout une baisse sensible du chiffre de la population par rapport à celui du recensement de 1910. On se borna à prévoir un siège supplémentaire à la chambre des représentants en faveur de l'arrondissement de Verviers, lors du rattachement à la Belgique des cantons de l'Est.

(2) Texte actuel de l'article 54.

Article 54. — Le nombre des sénateurs élus directement par le corps électoral est égal à la moitié du nombre des membres de la chambre des représentants.

2. Verdeling der zetels onder de kieskringen.

In de grondwet moeten bepalingen worden opgenomen om de verdeling der zetels onder de kieskringen in verhouding tot hun respectieve bevolkingscijfer te waarborgen en om die verdeling op bepaalde tijdstippen aan de evolutie van de bevolking aan te passen. In de huidige toestand is deze regel niet uitdrukkelijk gesteld; de aanpassingen werden door het Parlement soms met een zekere vertraging, na elke tienjaarlijkse telling doorgevoerd (1).

De driepartijencommissie heeft gemeend dat het van belang was de termijn vast te stellen binnen dewelke de aanpassing dient te geschieden en dat indien de wetgever niet binnen deze termijn zou optreden, de regering zelf de aanpassing zou doorvoeren volgens de modaliteiten die met het oog hierop in de grondwet zouden vastgesteld zijn.

Er dient dus nader bepaald te worden :

1° dat de verdeling van de zetels onder de kieskringen naar verhouding van hun bevolking dient te geschieden;

2° dat, indien zij niet bij de wet wordt doorgevoerd binnen achttien maanden na de tienjaarlijkse volkstelling, de koning aan elke kieskring een aantal zetels van Volksvertegenwoordiger en senator toekent, dat gelijk is aan het aantal malen dat het nationaal quotiënt in zijn bevolkingsaantal begrepen is; onder nationaal quotiënt wordt verstaan het bevolkingscijfer van het Rijk, onderscheidelijk gedeeld door het totaal aantal leden van de Kamer der Volksvertegenwoordigers en door het totaal aantal rechtstreeks verkozen senatoren. De zetels, die bij deze eerste berekening niet rechtstreeks worden toegewezen, worden vervolgens verdeeld onder de kieskringen met de grootste overschotten;

3° dat bij ontstentenis van een bekend gemaakte telling, de koning gebruik maakt van de meest recente statistieken, bekendgemaakt door het nationaal instituut voor de statistiek.

De invoering van deze regelen vereist, voor de Kamer der Volksvertegenwoordigers, een wijziging van artikel 49 van de Grondwet, en, wat de Senaat betreft, wijzigingen van artikel 53, waarvan de herziening reeds geboden is met het oog op de vaststelling van het aantal senatoren van de verschillende categorieën, of van artikel 54 van de Grondwet (2).

Op dit stuk dienen, voor de verdeling van de door de provincieraden verkozen senatoren, bepalingen ingelast te worden om de aanpassing aan de bevolkingsontwikkeling in de provincies te waarborgen, onder gelijkaardige voorwaarden als bepaald voor de rechtstreekse verkiezing, maar zonder inbreuk te doen op de huidige regel dat « elke provinciale raad tenminste drie senatoren benoemt ».

3. Stemrecht.

Wat het stemrecht voor de verkiezing van de leden van de Wetgevende Kamers betreft, wordt over het algemeen aangenomen dat er reden bestaat om de regel te verzach-

(1) Er vond nochtans geen aanpassing plaats na de volkstelling van 1920 die bijna overal een niet onbelangrijke daling van het bevolkingscijfer had laten blijken t.o.v. de telling van 1910; alleen werd, bij de aanhechting aan België van de Oostkantons, één bijkomende zetel in de Kamer van Volksvertegenwoordigers toegewezen aan het arrondissement Verviers.

(2) Huidige tekst van artikel 54 :

Artikel 54. — Het getal van de senatoren die rechtstreeks door het kiezerskorps worden gekozen, is gelijk aan de helft van het getal van de leden van de kamer der volksvertegenwoordigers.

ce droit n'appartient qu'aux citoyens domiciliés depuis six mois au moins dans la même commune. Ce point fut déjà mis à l'ordre du jour des procédures de revision de 1954 et le 1958. La commission s'est prononcée dans le même sens.

L'article 47 de la Constitution devrait être modifié à cette fin (1).

La revision de l'article 47 permettra, d'autre part, d'en faire disparaître, par la même occasion, l'alinéa final, qui est devenu sans objet. Cette disposition fut établie au moment où l'on n'avait pas encore pu décider, lors de la revision de 1921, l'introduction du vote des femmes pour les élections législatives : on s'était borné à prévoir que cette réforme pourrait être réalisée par la suite, par une loi votée à la majorité des deux tiers. Le suffrage féminin ayant été introduit dans ces conditions par la loi du 27 mars 1948, la suppression du dernier alinéa de l'article 47 fera, comme le déclarait déjà M. de Schryver en 1953, « disparaître une disposition exceptionnelle, si bien que la Constitution ne contiendra plus aucun texte qui fasse encore une distinction juridique entre l'homme et la femme » (2).

4. Eligibilité.

Il est assez généralement reconnu que la liste des qualifications requises pour l'élection des sénateurs désignés par élection directe ne correspond plus aux besoins actuels. L'article 56bis, qui règle cette matière (3), paraît devoir, dans son ensemble, être soumis à un nouvel examen, qui

(1) Texte actuel de l'article 47 de la constitution :

Article 47. — Les députés à la Chambre des Représentants sont élus directement par les citoyens âgés de vingt et un ans accomplis, domiciliés depuis six mois au moins dans la même commune, et ne se trouvant pas dans l'un des cas d'exclusion prévus par la loi.

Chaque électeur n'a droit qu'à un vote.

Une loi pourra dans les mêmes conditions attribuer le droit de vote aux femmes. Cete loi devra au moins réunir les deux tiers des suffrages.

(2) *Doc. Ch.*, session 1952-1953, n° 693, p. 39.

(3) Texte actuel de l'article 56bis :

Article 56bis. — Pour pouvoir être élu sénateur par application du n° 1° de l'article 53, il faut, en outre, appartenir à l'une des catégories suivantes :

- 1° les ministres, anciens ministres et ministres d'Etat;
- 2° les membres et anciens membres de la Chambre des Représentants et du Sénat;
- 3° les porteurs d'un diplôme de fin d'études délivré par un des établissements d'enseignement supérieur dont la loi détermine la liste;
- 4° les anciens officiers supérieurs de l'armée et de la marine;
- 5° les membres et anciens membres titulaires des tribunaux de commerce ayant été investis d'au moins deux mandats;
- 6° ceux qui ont exercé, au moins pendant dix ans, les fonctions de ministre d'un des cultes dont les membres jouissent d'un traitement à charge de l'Etat;
- 7° les membres titulaires et les anciens membres titulaires d'une des académies royales et les professeurs et anciens professeurs d'un des établissements d'enseignement supérieur dont la loi détermine la liste;
- 8° les anciens gouverneurs de province; les membres et anciens membres des députations permanentes; les anciens commissaires d'arrondissement;
- 9° les membres et anciens membres de Conseils provinciaux ayant été investis d'au moins deux mandats;
- 10° les bourgmestres et anciens bourgmestres, échevins et anciens échevins de communes chefs lieux d'arrondissement et de celles ayant plus de 4.000 habitants;
- 11° les anciens gouverneurs généraux, et vice-gouverneurs généraux du Congo belge, les membres et anciens membres du Conseil colonial;
- 12° les anciens directeurs généraux, les anciens directeurs et les anciens inspecteurs généraux des divers ministères;
- 13° les propriétaires et usufruitiers de biens immeubles situés en Belgique dont le revenu cadastral s'élève au moins à 12.000 francs; les

ten luidens welke dit recht slechts toebehoort aan de ingezetenen, die sedert ten minste zes maanden de gemeente bewonen. Dit punt werd reeds op de agenda geplaatst bij de herzieningsprocedures in 1954 en 1958. De commissie heeft zich in dezelfde zin uitgesproken.

Artikel 47 van de Grondwet zou hiertoe dienen gewijzigd te worden (1).

De herziening van artikel 47 zal het anderzijds mogelijk maken terzelfdertijd het laatste lid van dit artikel, dat geen reden van bestaan meer heeft, te schrappen. Deze bepaling werd ingevoerd toen men, bij de grondwetsherziening in 1921, het vrouwenstemrecht voor de wetgevende verkiezingen nog niet had kunnen invoeren : men had er zich toe beperkt te bepalen dat bedoelde hervorming naderhand zou kunnen verwezenlijkt worden bij een met tweederde-meerderheid goedgestemde wet. Aangezien het vrouwenstemrecht onder deze voorwaarden bij de wet van 27 maart 1948 werd ingevoerd, zou de schrapping van het laatste lid van artikel 47, zoals de H. De Schryver het reeds in 1953 verklaarde, een uitzonderingsbepaling doen verdwijnen, zodat de Grondwet geen enkele tekst meer zal bevatten die nog een juridisch onderscheid maakt tussen man en vrouw (2).

4. Verkiesbaarheid.

Vrijwel algemeen wordt erkend dat de lijst van de kwalificaties, die vereist zijn voor de verkiezing der rechtstreeks verkozen senatoren niet meer met de huidige behoeften overeenstemt. Artikel 56bis, dat op deze materie betrekking heeft (3) dient blijkbaar in zijn geheel, aan een nieuw

(1) Huidige tekst van artikel 47 van de grondwet :

Artikel 47. — De afgevaardigden voor de Kamer der Volksvertegenwoordigers worden rechtstreeks gekozen door de ingezetenen van volle één en twintig jaar, die sedert ten minste zes maanden woonachtig zijn in dezelfde gemeente en zich niet bevinden in een der gevallen van uitsluiting bij de wet voorzien.

Elk kiezer heeft slechts recht op één stem.

Door de wet kan, mits dezelfde vereisten, het kiesrecht aan de vrouwen verleend worden. Deze wet moet door ten minste twee derden van de stemmen aangenomen worden.

(2) *Parl. besch.*, zitting 1952-1953, n° 693, p. 39.

(3) Huidige tekst van artikel 56bis :

Artikel 56bis. — Om tot senator te kunnen gekozen worden bij toepassing van n° 1° van artikel 53, moet men bovendien behoren tot een der volgende categorieën :

- 1° de ministers, gewezen ministers en ministers van Staat;
- 2° de leden en gewezen leden van de Kamer der Volksvertegenwoordigers en van de Senaat;
- 3° de houders van een eindexamen, uitgereikt door een der inrichtingen van hoger onderwijs, waarvan de wet de lijst vaststelt;
- 4° de gewezen opperofficieren van het leger en van de marine;
- 5° de titelvoerende leden en de gewezen titelvoerende leden der handelsrechtbanken, die ten minste tweemaal met een mandaat werden belast;
- 6° zij die gedurende ten minste tien jaar, het ambt hebben bekleed van bedienaar van een der erediinsten waarvan de leden een jaarwedde trekken ten laste van de Staat;
- 7° De werkende leden en de gewezen werkende leden van en der koninklijke akademieën en de leraars en gewezen leraars van een der inrichtingen van hoger onderwijs, waarvan de wet de lijst vaststelt;
- 8° de gewezen provinciale gouverneurs; de leden en gewezen leden van de bestendige deputatieën; de gewezen arrondissementscommissarissen;
- 9° de leden en gewezen leden van de provinciale raden, die ten minste tweemaal met een mandaat werden belast;
- 10° de burgemeesters en gewezen burgemeesters schepenen en gewezen schepenen van gemeente-arrondissementshoofdplaatsen en van gemeenten met meer dan 4.000 inwoners;
- 11° de gewezen gouverneurs-generaal en ondergouverneurs-generaal van Belgisch-Congo, de leden en gewezen leden van de Koloniale Raad;
- 12° de gewezen bestuurders-generaal, de gewezen bestuurders en de gewezen inspecteurs-generaal bij de onderscheiden ministeriën;
- 13° de eigenaars en vruchtgebruikers van onroerende goederen gelegen in België, waarvan het kadastraal inkomen ten minste 12.000 frank

pourrait même aboutir à sa suppression, ou à son remplacement par des dispositions imposant, conformément à certaines suggestions faites au cours des travaux de la commission des qualifications pour l'élection des sénateurs provinciaux et des sénateurs cooptés.

L'article 56ter paraît devoir être, lui aussi, soumis à révision : cet article prévoit, en ce qui concerne l'élection des sénateurs désignés par les Conseils provinciaux, l'inéligibilité des membres des Conseils provinciaux qui les élisent ou de ceux qui en ont fait partie pendant l'année de l'élection ou pendant les deux années antérieures (1). Ce délai semble devoir être abrégé.

B. Attributions de chacune des Chambres.

1. Spécialisation relative.

Il a été reconnu que les deux assemblées devaient conserver les mêmes attributions, mais que ceci ne devait pas exclure une certaine spécialisation : dans l'esprit de propositions déjà faites depuis plusieurs années (2), la Chambre des Représentants aurait à exercer, en ordre principal, le contrôle politique de l'action gouvernementale, tandis que le Sénat exercerait, en ordre principal, les attributions législatives proprement dites. Cette spécialisation peut être réalisée dans une très large mesure, sans qu'une modification expresse de la Constitution soit nécessaire à cette fin. Mais il ne convient pas d'exclure la possibilité d'introduire une disposition modificative de ce genre.

contribuables payant annuellement au trésor de l'Etat au moins 3.000 francs d'impôts directs;

14° ceux qui, en qualité d'administrateur-délégué, directeur ou à un titre analogue, ont été placés pendant cinq ans à la tête de la gestion journalière d'une société commerciale belge par actions, dont le capital est libéré à concurrence d'au moins un million de francs;

15° les chefs d'entreprises industrielles occupant, d'une façon permanente, au moins 100 ouvriers et des entreprises agricoles comprenant au moins 50 hectares;

16° ceux qui, en qualité de directeur-gérant ou à un titre analogue, ont été placés, pendant trois ans, à la tête de la gestion journalière d'une société coopérative belge comptant, depuis cinq ans, au moins 500 membres;

17° ceux qui, en qualité de membres effectifs, ont exercé, pendant cinq ans, les fonctions de président ou de secrétaire d'une mutualité ou d'une fédération mutualiste comptant, depuis cinq ans, au moins 1.000 membres;

18° ceux qui, en qualité de membres effectifs, ont exercé, pendant cinq ans, les fonctions de président ou de secrétaire d'une association professionnelle, industrielle ou agricole comprenant, depuis cinq ans, au moins 500 membres;

19° ceux qui, pendant cinq ans, ont exercé les fonctions de président d'une chambre de commerce ou d'industrie comprenant, depuis cinq ans, au moins 300 membres;

20° les membres des conseils de l'industrie et du travail, des commissions provinciales d'agriculture, des conseils de prud'hommes, ayant été investis d'au moins deux mandats;

21° les membres élus d'un des conseils consultatifs institués auprès des départements ministériels.

Une loi pourra créer des catégories nouvelles d'éligibles; elle devra réunir au moins les deux tiers des suffrages.

(1) Texte actuel de l'article 56ter :

Article 56ter. — Les sénateurs élus par les Conseils provinciaux ne peuvent appartenir à l'assemblée qui les élit ni en avoir fait partie pendant l'année de l'élection ou pendant les deux années antérieures.

(2) Voir notamment M. L. Gérard, « Une répartition du travail entre les deux Chambres », dans *Aspects du régime parlementaire belge*, Bruxelles 1956, pp. 63-77.

onderzoek te worden onderworpen dat zelfs tot zijn opheffing zou kunnen leiden, of tot zijn vervanging door bepalingen waarbij, overeenkomstig voorstellen gedaan tijdens de werkzaamheden van de commissie, kwalificatievereisten zouden opgelegd worden voor de verkiezing van de provinciale senatoren en van de gecoöpteerde senatoren.

Artikel 56ter blijkt eveneens aan herziening te moeten onderworpen worden : dit artikel bepaalt op het stuk van de verkiezing van de door de provincieraden aangestelde senatoren, dat de provincieraadsleden, die hen verkiezen, of degenen die deel hebben uitgemaakt van deze raden tijdens het verkiezingsjaar, of tijdens de twee voorgaande jaren, onverkiesbaar zijn (1). Deze termijn moet blijkbaar verkort worden.

B. Bevoegdheden van elke Kamer.

1. Betrekkelijke specialisatie.

Erkend werd dat beide vergaderingen dezelfde bevoegdheden dienen te bewaren, maar dit betekent niet dat een zekere specialisatie moet uitgesloten worden : in de geest van voorstellen, die reeds sedert verscheidene jaren werden gedaan (2), zou de Kamer der Volksvertegenwoordigers hoofdzakelijk belast zijn met de politieke controle over de regeringspolitiek, terwijl de Senaat hoofdzakelijk de eigenlijke wetgevende bevoegdheden zou uitoefenen. Deze specialisatie kan grotendeels verwezenlijkt worden zonder dat daartoe een uitdrukkelijke wijziging van de Grondwet nodig is. Maar de mogelijkheid om een dergelijke wijzigingsbepaling in te voeren mag niet uitgesloten worden.

betracht; de beaastingplichtigen, die elk jaar ten minste 3.000 frank als rechtstreekse belastingen betalen aan de Schatkist;

14° zij die, als beheerder-afgevaardigde, bestuurder of in een soortgelijke hoedanigheid, gedurende vijf jaar aan 't hoofd gesteld werden van het dagelijks beheer ener Belgische handelsvennootschap op aandelen, waarvan het kapitaal werd volgestort ten bedrage van ten minste één miljoen frank;

15° de hoofden van nijverheidsbedrijven, waarbij ten minste 100 werklieden bestendig arbeiden, en van landbouwbedrijven van ten minste 50 hectaren;

16° zij die, als bestuurder-zaakvoerder of in een soortgelijke hoedanigheid, gedurende drie jaar aan het hoofd gesteld werden van het dagelijks beheer ener Belgische samenwerkende maatschappij met ten minste 500 leden sedert vijf jaar;

17° zij die, als werkende leden, gedurende vijf jaar het ambt hebben vervuld van voorzitter of secretaris van een mutualiteit of van een bond van mutualiteiten met ten minste 1.000 leden sedert vijf jaar;

18° zij die, als werkende leden, gedurende vijf jaar het ambt hebben vervuld van voorzitter of secretaris ener beroeps-, nijverheids- of landbouwvereniging met ten minste 500 leden sedert vijf jaar;

19° zij die, gedurende vijf jaar, het ambt hebben vervuld van voorzitter ener handels- of nijverheidskamer met ten minste 300 leden sedert vijf jaar;

20° de leden van de nijverheids- en arbeidsraden, van de provinciale landbouwcommissiën, van de werkrechtshoudersraden, die ten minste tweemaal met een mandaat werden belast;

21° de gekozen leden van een der raadgevende raden ingesteld bij de ministeriële departementen.

Nieuwe categorieën van verkiesbaren kunnen door een wet ingevoerd worden; deze wet moet door ten minste twee derden van de stemmen aangenomen worden.

(1) De huidige tekst van artikel 56ter :

Artikel 56ter. — De senatoren, door de provinciale raden gekozen, mogen niet deel uitmaken van de vergadering, die hen kiest, noch daarvan deel uitgemaakt hebben gedurende het jaar der verkiezing of gedurende de twee vorige jaren.

(2) Zie o.m. M. L. Gérard, « Une répartition du travail entre les deux Chambres » in *Aspects du régime parlementaire belge*, Brussel, pagg. 63-77.

On peut, en effet, estimer que l'ordre dans lequel les Chambres devraient être saisies des projets gouvernementaux pourraient être déterminé d'une manière explicite à l'article 27 de la Constitution (1). Celui-ci comportait d'ailleurs, jusqu'en 1921, une disposition d'après laquelle la Chambre des Représentants devait voter avant le Sénat les lois relatives « aux recettes ou aux dépenses de l'Etat ou au contingent de l'armée » (2).

2. Délégations aux sections ou commissions permanentes.

L'opinion ayant été émise que chaque assemblée pourrait, en conservant un droit général d'évocation, déléguer ses pouvoirs législatifs dans des matières non controversées à des sections ou commissions permanentes, le Gouvernement estime que le problème ainsi soulevé doit également être déferé aux Chambres qui seront investies du pouvoir de révision. Il propose à cette fin de prévoir la révision éventuelle du titre III de la Constitution par l'introduction d'un article 26bis ouvrant la voie à cette possibilité.

C. Procédure parlementaire.

1. Ouverture des sessions ordinaires.

La nécessité d'avancer la date d'ouverture des sessions ordinaires a été reconnue depuis longtemps. L'intervalle entre le deuxième mardi de novembre et le début de l'année civile est trop bref pour permettre que les budgets soient normalement votés en temps utile; c'est ainsi que s'explique la pratique regrettable des crédits provisoires. Il faut que les Chambres issues des prochaines élections aient la possibilité de réviser sur ce point le premier alinéa de l'article 70 de la Constitution (3).

2. Harmonisation des rapports entre les communautés linguistiques.

La commission a longuement étudié le problème de l'harmonisation des rapports entre les communautés linguistiques et des garanties à prévoir pour remédier aux craintes de « minorisation ».

La commission a proposé, en cette matière, le système de la « motion d'exception motivée », qui devrait faire l'objet d'un article 38bis, à insérer à cet effet dans la Constitution.

Ce système permettrait aux trois quarts des membres inscrits dans chacun des deux groupes linguistiques de chacune des Chambres de déposer une motion motivée, déclarant qu'un projet ou proposition est de nature à

(1) Texte actuel de cette disposition :

Article 27. — L'initiative appartient à chacune des trois branches du pouvoir législatif.

(2) Ancien alinéa 2 de l'article 27 : disposition abrogée par la loi constitutionnelle du 15 octobre 1921.

(3) Texte actuel de l'article 70 :

Article 70. — Les Chambres se réunissent de plein droit, chaque année, le deuxième mardi de novembre, à moins qu'elles n'aient été réunies antérieurement par le Roi.

Les Chambres doivent rester réunies chaque année au moins quarante jours.

Le Roi prononce la clôture de la session.

Le Roi a le droit de convoquer extraordinairement les Chambres.

Men kan, inderdaad, van oordeel zijn dat de volgorde waarin de regeringsontwerpen bij de Kamers aanhangig gemaakt worden uitdrukkelijk zou kunnen bepaald worden in artikel 27 van de Grondwet (1). Dit artikel bevatte trouwens tot in 1921, een bepaling luidens welke de Kamer der Volksvertegenwoordigers de wetten in verband met de ontvangsten of de uitgaven van het Rijk of met het legercontingent vóór de Senaat diende goed te stemmen (2).

2. Toewijzing van bevoegdheden aan afdelingen of vaste commissies.

Waar de mening geopperd werd dat elke vergadering, mits behoud van een algemeen evocatierecht, haar wetgevende bevoegdheden in niet betwiste aangelegenheden aan afdelingen of aan vaste commissies zou kunnen overdragen, meent de Regering dat het aldus gestelde probleem eveneens moet onderzocht worden door de Kamers, die over de herzieningsbevoegdheid zullen beschikken. Met het oog hierop stelt zij voor titel III van de Grondwet gebeurlijk te herzien door het inlassen van een artikel 26bis dat de bedoelde regeling zou mogelijk maken.

C. Parlementaire procedure.

1. Opening van de gewone zittingen.

De noodzakelijkheid de datum van de opening der gewone zittingen te vervroegen is sedert lang erkend. De tijdsspanne tussen de tweede dinsdag van november en het begin van het burgerlijk jaar is tekort om tijdig de normale stemming van de begrotingen mogelijk te maken; aldus is de betreurenswaardige praktijk van de voorlopige kredieten te verklaren. De Kamers, ontstaan uit de eerstvolgende verkiezingen, moeten de mogelijkheid hebben om op dit punt het eerste lid van artikel 70 van de Grondwet te herzien (3).

2. Harmoniëring van de betrekkingen tussen de taalgemeenschappen.

De commissie heeft een uitvoerige studie gewijd aan het probleem van de harmoniëring van de betrekkingen tussen de taalgemeenschappen, en de te verstrekken waarborgen om de vrees voor « minorisatie » te verhelpen.

Op dit stuk heeft de commissie het stelsel van de « gemotiveerde uitzonderingsmotie » voorgesteld, die het voorwerp zou uitmaken van een artikel 38bis, dat met het oog hierop in de Grondwet zou ingelast worden.

Dit stelsel zou aan drievierde van de leden ingeschreven in elk van beide taalgroepen van beide Kamers de mogelijkheid laten een met redenen omklede motie in te dienen, waarbij verklaard wordt dat een wetsontwerp of -voorstel

(1) Huidige tekst van deze bepaling :

Artikel 27. — De voordracht behoort aan elk van de drie takken der wetgevende macht.

(2) Aldus luidde het tweede lid van artikel 27 : deze bepaling werd opgeheven door de constitutionele wet van 15 oktober 1921.

(3) Huidige tekst van artikel 70 :

Artikel 70. — De Kamers komen van rechtswege bijeen ieder jaar, de tweede dinsdag van november, tenzij ze vóór die datum door de Koning bijeengeroepen zijn.

De Kamers moeten elk jaar ten minste veertig dagen bijeenblijven.

De Koning sluit de zitting.

De Koning heeft het recht de Kamers in buitengewone zitting bijeen te roepen.

porter gravement atteinte aux relations entre les deux communautés et qu'il doit dès lors être soumis à une procédure spéciale. Une motion de ce genre pourrait être déposée entre la fin des débats et le vote final en séance publique; elle ne serait pas recevable à l'égard des budgets.

Si le vote faisait ensuite apparaître l'opposition d'au moins les deux tiers des membres de l'un des deux groupes linguistiques, une seconde lecture serait nécessaire et si cette seconde lecture faisait apparaître à nouveau une telle opposition, le texte devrait être renvoyé au Gouvernement.

Le Gouvernement demande aux Chambres de confirmer cette proposition de la commission, en déclarant qu'il y a lieu de prévoir l'insertion dans la Constitution d'un article 38bis, déterminant les règles de la procédure spéciale à observer à l'égard de projets ou propositions de loi qui pourraient porter atteinte aux relations entre les communautés linguistiques.

3. Modalités des votes.

En ce qui concerne les modalités des votes dans chacune des Chambres, le texte de l'article 39 de la Constitution (1) ne correspond plus aux besoins actuels. Déjà les modalités du vote public ont été améliorées en fait par la mise en œuvre de procédés techniques appropriés. L'emploi de ces moyens modernes remplace avantageusement le vote par appel nominal et à haute voix qui, d'après la lettre de l'article 39, est requis pour le vote sur l'ensemble des projets de loi.

Sans doute a-t-on pu estimer à juste titre que la mise en pratique, depuis 1955, de ces nouveaux procédés n'est pas en contradiction avec l'esprit de la disposition constitutionnelle dont il s'agit. Mais il convient de saisir l'occasion de la présente révision pour remplacer celle-ci par un texte plus adéquat.

C'est pourquoi, le Gouvernement propose de déclarer, comme en 1954 et en 1958, qu'il y a lieu à révision de l'article 39 de la Constitution, exception faite de la seconde phrase : celle-ci prévoit, en effet, que les élections et présentations de candidats se font au scrutin secret, ce qui doit être maintenu.

La règle actuelle de l'article 41 (2) qui prescrit que les lois soient votées article par article, est trop stricte, notamment dans la mesure où elle pourrait gêner une certaine spécialisation des Chambres, telle qu'elle a été envisagée ci-dessus.

Il pourrait, en effet, être souhaitable qu'un projet de budget, après avoir été examiné d'une manière détaillée à la Chambre, ne fasse ensuite l'objet que d'un vote global de la part du Sénat, celui-ci pouvant, de toute manière, y proposer des amendements. De même, on peut concevoir qu'un projet de loi longuement examiné par le Sénat, ne soit ensuite soumis, à la Chambre, qu'à un vote global, assorti, le cas échéant, de propositions d'amendement. Le droit d'amendement de chacune des Chambres doit, en effet, rester intact.

(1) Texte actuel de cette disposition :

Article 39. — Les votes sont émis à haute voix ou par assis ou levé; sur l'ensemble des lois, il est toujours voté par appel nominal et à haute voix. Les élections et présentations de candidats se font au scrutin secret.

(2) Texte actuel de l'article 41 :

Article 41. — Un projet de loi ne peut être adopté par l'une des Chambres qu'après avoir été voté article par article.

van dien aard is dat het de betrekkingen tussen de twee gemeenschappen ernstig in het gedrang kan brengen, en dat het bijgevolg aan een bijzondere procedure dient te worden onderworpen. Dergelijke motie zou kunnen ingediend worden tussen het einde van de debatten en de eindstemming in openbare zitting; zij zou niet ontvankelijk zijn wat de begrotingen betreft.

Indien vervolgens uit de stemming zou blijken dat minstens tweederden van de leden van een van beide taalgroepen ertegen gekant zijn, zou een tweede lezing vereist zijn, en indien na deze tweede lezing opnieuw een dergelijk verzet aan het licht zou komen, zou de tekst aan de Regering moeten teruggezonden worden.

De Regering vraagt de Kamers dit voorstel van de commissie te bevestigen door te verklaren dat in de Grondwet een artikel 38bis dient te worden ingelast, waarin de regelen van de bijzondere procedure bepaald worden, die in acht moet genomen worden inzake wetsontwerpen of -voorstellen die de betrekkingen tussen beide taalgemeenschappen in het gedrang zouden kunnen brengen.

3. Modaliteiten van de stemming.

Wat de modaliteiten der stemming in beide Kamers betreft, stemt de tekst van artikel 39 van de Grondwet (1) niet meer met de huidige behoeften overeen. De modaliteiten van de openbare stemming werden reeds in feite verbeterd door het aanwenden van aangepaste technische hulpmiddelen. Het gebruik van deze moderne middelen vervangt op voordelige wijze de stemming bij naamafroeping en mondeling die, naar de letter van artikel 39, vereist is voor de stemming over het geheel van de wetsontwerpen.

Men heeft ongetwijfeld terecht gemeend dat de aanwending, sedert 1955, van deze nieuwe middelen niet in strijd is met de geest van desbetreffende grondwetsbepaling. Maar de gelegenheid van onderhavige herziening dient te baat genomen om deze bepaling door een beter aangepaste tekst te vervangen.

Daarom stelt de Regering voor, zoals in 1954 en in 1958 te verklaren dat er reden is tot herziening van artikel 39 van de grondwet, met uitzondering van de tweede volzin : hierin wordt inderdaad bepaald dat de verkiezingen en de voordrachten van kandidaten bij geheime stemming geschieden, hetgeen behouden dient te blijven.

De huidige regel van artikel 41 (2), dat voorschrijft dat over de wetten artikelsgewijs moet worden gestemd is te strikt, inzonderheid in de mate dat hij een hinder zou kunnen zijn voor een zekere specialisatie van de Kamers, zoals deze tevoren werd vooropgezet.

Het zou inderdaad wenselijk kunnen zijn dat een ontwerp van begroting, na op gedetailleerde wijze door de Kamer te zijn onderzocht geworden, achteraf slechts het voorwerp uitmaakt van een globale stemming in de Senaat, met dien verstande dat deze laatste alleszins amendementen mag voorstellen. Zo ook kan het logisch zijn dat een wetsontwerp na door de Senaat grondig te zijn onderzocht in de Kamer slechts aan een globale stemming, eventueel gepaard gaande met amendementsvoorstellen, wordt onderworpen. Het amendementsrecht van elk der Kamers moet inderdaad onaangetast blijven.

(1) Huidige tekst van deze bepaling :

Artikel 39. — De stemmingen geschieden mondeling of met zitten en opstaan; over de wetsontwerpen in hun geheel wordt steeds bij naamafroeping en mondeling gestemd. Verkiezingen en voordrachten van kandidaten geschieden bij geheime stemming.

(2) Huidige tekst van artikel 41 :

Artikel 41. — Een wetsontwerp kan door een van de Kamers slechts aangenomen worden nadat daarover artikelsgewijs gestemd is.

Dans le même ordre d'idées, on peut penser, indépendamment de toute spécialisation, qu'une Chambre saisie à nouveau d'un projet de loi amendé par l'autre Chambre, devrait avoir la faculté de ne plus délibérer que sur les dispositions amendées, sans avoir à répéter nécessairement ses votes antérieurs sur les autres articles du projet.

Ces considérations amènent le Gouvernement à proposer que l'article 41 de la Constitution soit compris dans la liste des dispositions à reviser.

4. *Délégations individuelles.*

En 1954 et en 1958, il a paru utile de prévoir une modification du titre III, chapitre 1^{er}, de la Constitution, par l'insertion d'une disposition permettant aux membres de la Chambre des Représentants et du Sénat de donner, en certains cas, délégation à l'un de leurs collègues aux fins de participer en leur lieu et place aux délibérations de l'assemblée.

On peut estimer que des dispositions de ce genre pourraient déjà être introduites par la voie de modifications appropriées au règlement de chacune des assemblées. Mais, pour lever toute doute à cet égard, ces délégations pourraient faire l'objet d'un texte constitutionnel explicite, qui trouverait sa place dans l'article 39, que le Gouvernement propose de soumettre à révision, comme on vient de le voir.

5. *Propositions de certaines institutions.*

Il a été proposé que « le droit de faire des propositions, soit à l'exécutif, soit au législatif », soit reconnu aux conseils culturels et au Conseil économique et social, « sous réserve de la détermination par la constituante des conditions mises à l'exercice de ce droit (notamment par la fixation de majorités largement qualifiées) ».

Le Gouvernement est d'avis qu'une modification explicite de la Constitution n'est pas nécessaire sur ce point et que les dispositions relatives aux conditions dans lesquelles des propositions de ce genre pourront être faites, devront être établies par le législateur ordinaire, dans le cadre des lois relatives à l'organisation et au fonctionnement de ces institutions.

D. *Situation juridique des membres des Chambres.*

1. *Incompatibilités.*

L'article 36 de la Constitution (1) soulève certains problèmes qui ont déjà été examinés d'une manière approfondie au cours des discussions qui furent consacrées à cette disposition lors des procédures de révision entamées en 1954 et en 1958 : il fut très généralement admis à l'époque qu'il était nécessaire de régler le problème des incompatibilités

(1) Texte actuel de cette disposition :

Article 36. — Le membre de l'une des deux Chambres nommé par le Gouvernement à toute autre fonction salariée que celle de ministre et qui l'accepte, cesse immédiatement de siéger et ne reprend ses fonctions qu'en vertu d'une nouvelle élection.

In dezelfde gedachtengang mag worden aangenomen dat, afgezien van elke specialisatie, een Kamer waarbij opnieuw een door de andere Kamer geamendeerd wetsontwerp wordt aanhangig gemaakt het recht zou moeten hebben slechts over de geamendeerde bepalingen te beraadslagen en te beslissen, zonder haar vroegere stemmen over de andere artikelen van het ontwerp te moeten herhalen.

Deze overwegingen zetten er de Regering toe aan voor te stellen artikel 41 van de Grondwet in de lijst der voor herziening in aanmerking komende bepalingen op te nemen.

4. *Individuele delegaties.*

In 1954 en in 1958 is het dienstig gebleken een wijziging van titel III, hoofdstuk I, van de grondwet voor te stellen door invoeging van een bepaling, waarbij het de leden van de Kamer der volksvertegenwoordigers en van de Senaat toegelaten zou worden in bepaalde gevallen, delegatie te verlenen aan een van hun collega's om in hun plaats deel te nemen aan de beraadslagingen en beslissingen van de assemblee.

Aangenomen mag worden dat bepalingen van deze aard zouden kunnen opgenomen worden in de reglementen van elk der Kamers. Maar om elke twijfel ter zake weg te nemen, zouden deze delegaties kunnen worden geregeld bij een uitdrukkelijke grondwetsbepaling, die best zou kunnen worden opgenomen onder artikel 39, waarvan de Regering de herziening voorstelt, zoals zoëven werd gezegd.

5. *Voorstellen van sommige instellingen.*

Met heeft voorgesteld dat het recht om « voorstellen te doen aan de Regering of aan de wetgever » zou toegekend worden aan de cultuurraden en aan de economische en sociale raad « onder voorbehoud van de bepaling door de constituante van de voorwaarden waarin dit recht kan worden uitgeoefend (o.m. door het vaststellen van ruime gekwalificeerde meerderheden) ».

De Regering meent dat een uitdrukkelijke wijziging van de Grondwet op dit punt niet noodzakelijk is en dat de bepalingen betreffende de voorwaarden waaronder dergelijke voorstellen zullen kunnen worden gedaan, door de gewone wetgever zullen moeten worden uitgevaardigd ter gelegenheid van de stemmen over de wetten betreffende de organisatie en de werking van die instellingen.

D. *Rechtstoestand van de leden der Kamers.*

1. *Onverenigbaarheden.*

Artikel 36 van de Grondwet (1) stelt zekere problemen welke reeds grondig werden onderzocht tijdens de besprekingen die aan deze bepaling werden gewijd naar aanleiding van de in 1954 en 1958 ingezette herzieningsprocedures : algemeen werd toentertijd aangenomen dat het noodzakelijk was het probleem der parlementaire onverenig-

(1) Huidige tekst van die bepaling :

Artikel 36. — Het lid van een beide Kamers, dat door de Regering benoemd wordt tot een ander bezoldigd ambt dan dat van minister, en dat de benoeming aanneemt, houdt onmiddellijk op zitting te hebben en aanvaard eerst weder zijn waardigheid na opnieuw te zijn gekozen.

parlementaires par des textes plus adéquats que ceux de l'article 36 actuel.

Le Gouvernement propose donc de prévoir la revision de cet article.

2. Indemnités.

En ce qui concerne l'indemnité parlementaire, les dispositions des articles 52 et 57 doivent être assouplies (1). Ceci également fut déjà reconnu en 1954 et en 1958.

Comme l'indiquait l'exposé des motifs du projet de déclaration déposé le 15 avril 1958, la revision des articles 52 et 57 « répond à l'utilité de déterminer la nature exacte de ces indemnités, de substituer les taux actuels aux taux périmés inscrits dans les textes en vigueur et de prévoir à l'avenir l'adaptation des taux actuels par une loi votée à une majorité spéciale » (2). Les discussions antérieurement consacrées à cette matière ont fait apparaître également d'autres problèmes qui devront être résolus à propos de la revision de ces deux articles.

II. Le Gouvernement.

Une organisation plus rationnelle du Gouvernement peut déjà être réalisée sans qu'une revision préalable de la Constitution soit nécessaire à cette fin : toutes les réformes proposées en cette matière par le groupe de travail politique et par la commission tripartite pourraient, sans doute, être mises en œuvre par la voie d'un ou plusieurs arrêtés royaux organiques ou, si le Parlement voulait intervenir lui-même, par la voie législative ordinaire. Ces réformes pourraient tout aussi bien résulter de la pratique, telle que celle-ci a d'ailleurs déjà commencé à se développer depuis quelques années, plus particulièrement depuis le remaniement du Gouvernement Eyskens en septembre 1960.

Il est vrai que certains doutes ont existé, dans le passé, en ce qui concerne la constitutionnalité de la création de « secrétaires d'Etat » ou de « sous-secrétaires d'Etat », correspondant à peu près à ce qu'on appelle en Grande-Bretagne les « junior ministers », tout comme il y eut un temps où des scrupules constitutionnels existaient chez certains au sujet de la fonction du Premier Ministre elle-même.

(1) Texte actuel de ces dispositions :

Article 52. — Chaque membre de la Chambre des Représentants jouit d'une indemnité annuelle de 12.000 francs. Il a droit, en outre, au libre parcours sur toutes les voies de communication exploitées ou concédées par l'Etat.

La loi détermine les moyens de transport que les représentants peuvent utiliser gratuitement en dehors des voies ci-dessus prévues.

Une indemnité annuelle à imputer sur la dotation destinée à couvrir les dépenses de la Chambre des Représentants peut être attribuée au président de cette assemblée.

La Chambre détermine le montant des retenues qui peuvent être faites sur l'indemnité à titre de contribution aux caisses de retraite ou de pension qu'elle juge à propos d'instituer.

Article 57. — Les sénateurs ne reçoivent pas de traitement.

Ils ont droit, toutefois, à être indemnisés de leurs débours. Cette indemnité est fixée à quatre mille francs par an.

Ils ont droit, en outre, au libre parcours sur toutes les voies de communication exploitées ou concédées par l'Etat.

La loi détermine les moyens de transport qu'ils peuvent utiliser gratuitement en dehors des voies ci-dessus prévues.

(2) *Doc. Ch.*, 906 (1957-1958), n° 1.

baarheden te regelen door meer passende teksten dan die van het huidige artikel 36.

De Regering stelt dus voor dit artikel te herzien.

2. Vergoedingen.

Wat de parlementaire vergoedingen betreft moeten de bepalingen van de artikelen 52 en 57 worden versoepeld (1). Dit werd eveneens reeds in 1954 en in 1958 erkend.

Zoals werd gezegd in de memorie van toelichting bij het ontwerp van verklaring ingediend op 15 april 1958, « is het doel van de herziening van de artikelen 52 en 57, de juistheid van bewuste vergoedingen nader te omschrijven, in de geldende teksten de verouderde bedragen door de tegenwoordige te vervangen en te bepalen dat de tegenwoordige bedragen, in de toekomst, zullen aangepast door middel van een met bijzondere meerderheid van stemmen aan te nemen wet » (2). De later aan deze aangelegenheid gewijde besprekingen hebben eveneens andere problemen aan het licht gebracht welke zullen moeten worden opgelost ter gelegenheid van de herziening van deze twee artikelen.

II. De Regering.

Een rationeler inrichting van de Regering kan reeds tot stand worden gebracht zonder dat een voorafgaande grondwetsherziening noodzakelijk is : met al de op dit gebied door de politieke werkgroep en de drie-partijen commissie voorgestelde hervormingen kan zonder twijfel van wal worden gestoken door middel van een of meer organieke koninklijke besluiten of, indien het Parlement zelf wil optreden langs de gewone wetgevende weg om, Evengoed zouden deze hervormingen kunnen voortvloeien uit de praktijk zoals die zich ten andere sinds enkele jaren is gaan ontwikkelen, inzonderheid sedert de omvorming van de Regering Eyskens in september 1960.

Weliswaar heeft men in het verleden de grondwettelijkheid van de instelling van het ambt van « staatssecretaris » of « onderstaatssecretaris », welke nagenoeg overeen zouden stemmen met de in Groot-Brittannië voorkomende « junior ministers », in twijfel getrokken, zoals sommigen ook een zekere tijd zelfs bezwaren hebben geopperd in verband met de functie van Eerste-Minister. Sommigen konden

(1) Huidige tekst van die bepalingen :

Artikel 52. — Elk lid van de Kamer der Volksvertegenwoordigers geniet een jaarlijkse vergoeding van 12.000 frank. Daarenboven heeft hij recht tot vrij verkeer op de verkeerswegen, door de Staat in bedrijf genomen of in concessie gegeven.

Door de wet wordt bepaald van welke vervoermiddelen, buiten bovengemelde wegen, de Volksvertegenwoordigers kosteloos gebruik mogen maken.

Een jaarlijkse vergoeding, aan te rekenen op de dotatie bestemd tot bestrijding der uitgaven van de Kamer der Volksvertegenwoordigers, kan aan de voorzitter dezer vergadering worden verleend.

De Kamer bepaalt welke afhoudingen van de vergoeding mogen gedaan worden tot bijdrage in de lijfrente of pensioenkassen welke zij nuttig acht tot stand te brengen.

Artikel 57. — De senatoren genieten geen jaarwedde.

Zij hebben echter recht op schadeloosstelling voor hun onkosten; deze schadeloosstelling bedraagt 4.000 frank per jaar.

Daarenboven hebben zij recht tot het vrij verkeer op al de verkeerswegen door de Staat in bedrijf genomen of in concessie gegeven.

Door de wet wordt bepaald van welke vervoermiddelen, buiten bovengemelde wegen, zij kosteloos gebruik mogen maken.

(2) *Doc. Kamer*, 906 (1957-1958), n° 1.

Certains ont, en effet, difficilement pu imaginer qu'il fût permis d'établir une certaine hiérarchie parmi les Ministres, en les situant à des niveaux différents d'autorité et de responsabilité. Ces vues trop étroites ne sont plus guère partagées par les constitutionnalistes contemporains qui estiment, de plus en plus, que les textes actuels, notamment celui de l'article 65 (1), ne s'opposent pas du tout à une organisation hiérarchique de ce genre (2). L'on peut donc fort bien se dispenser de compléter à cet égard les dispositions constitutionnelles actuellement en vigueur.

Le groupe de travail et la commission ont toutefois estimé utile de recommander que le statut et la responsabilité de ceux qu'ils proposent d'appeler les « secrétaires d'Etat » soient définis par des dispositions constitutionnelles explicites. Bien que le Gouvernement ne soit pas suffisamment convaincu de la nécessité juridique de ces dispositions, il considère qu'il peut y avoir un certain intérêt à régler d'une manière plus explicite le statut de ces diverses catégories de Ministres, en vue notamment d'exclure à l'avenir toute contestation fondée sur une interprétation trop étroite des textes actuels. Ceci pourrait faire l'objet d'un article 65bis à établir dans ce sens: il faudra, en tout cas, veiller à n'inscrire dans la Constitution que des dispositions très générales, afin de ménager toute la souplesse requise pour la formation et l'organisation des Gouvernements futurs.

III. Les juridictions judiciaires et administratives et le Conseil d'Etat.

1. Compétence des juridictions.

Peu de dispositions constitutionnelles ont soulevé jusqu'à présent autant de difficultés que les articles 92 et 93 de la Constitution (3). D'après le premier de ces articles, les contestations relatives aux droits civils relèvent exclusivement de la compétence des tribunaux. D'après le second, les contestations relatives aux droits politiques sont également du ressort des tribunaux, à moins, toutefois, que la loi n'en décide autrement.

S'il est très généralement reconnu que les « tribunaux » visés par ces deux dispositions sont les tribunaux judiciaires (Cour de cassation, Cours d'appel, Cours d'assises, tribunaux de première instance et juges de paix, cour militaire et conseils de guerre, tribunaux de commerce et conseils de prud'hommes) à l'exclusion des tribunaux administratifs, la plus grande incertitude existe en ce qui concerne le sens et les contours de la notion des « droits civils » et de celle des « droits politiques ».

(1) Texte actuel de cette disposition :

Article 65. — Le Roi nomme et révoque ses ministres.

(2) Voir à ce sujet F. J. De Weert, *La création en Belgique de secrétaires d'Etat*, Bruxelles s.d., et A. Mast, *Overzicht van het grondwettelijk recht*, pp. 260-262, Gand 1963.

(3) Texte actuel de ces dispositions :

Article 92. — Les contestations qui ont pour objet des droits civils sont exclusivement du ressort des tribunaux.

Article 93. — Les contestations qui ont pour objet des droits politiques sont du ressort des tribunaux, sauf les exceptions établies par la loi.

zich inderdaad niet indenken dat het mogelijk was voor de Ministers een bepaalde rangorde op te maken die hen op verschillende niveaus zou plaatsen wat hun bevoegdheid en verantwoordelijkheid betreft. Deze al te enge zienswijze wordt bijna niet meer gedeeld door de hedendaagse rechtsleer die hoe langer hoe meer van oordeel is dat de huidige teksten, onder andere die van artikel 65 (1), zich in het geheel niet in een dergelijke hiërarchische indeling verzetten (2). In dit opzicht zou dus het aanvullen van de thans geldende grondwettelijke bepalingen achterwege gelaten worden.

De werkgroep en de commissie hebben het nochtans nuttig geacht aan te bevelen dat in verband met het statuut en de verantwoordelijkheid van diegenen die zij voorstellen « staatssecretaris » te noemen, uitdrukkelijke grondwettelijke bepalingen zouden vastgelegd worden. Ofschoon de Regering niet voldoende overtuigd is van de juridische noodzakelijkheid van deze bepalingen, neemt zij aan dat men er een zeker belang kan bij hebben dat het statuut van de verschillende categorieën van ministers uitdrukkelijker geregeld wordt ten einde inzonderheid voor de toekomst elke betwisting, gegrond op een te enge interpretatie van de thans geldende teksten, uit te sluiten. Dit zou kunnen gedaan worden in een in die zin op te stellen artikel 65bis. Er dient alleszins voor gewaakt te worden, met het oog op de vereiste soepelheid voor het vormen en inrichten van de toekomstige Regeringen, dat in de Grondwet slechts zeer algemene bepalingen worden opgenomen.

III. De justitiële, administratieve en rechtscolleges en de Raad van State.

1. Bevoegdheid der rechtscolleges.

Tot heden hebben weinig grondwettelijke bepalingen zoveel moeilijkheden doen rijzen als de artikelen 92 en 93 van de Grondwet (3). Luidens eertsvermeld artikel behoren alle geschillen over burgerlijke rechten bij uitsluiting tot de kennisneming van de rechter. Overeenkomstig het tweede behoren alle geschillen over staatsburgerlijke rechten eveneens tot de kennisneming van de rechter, behalve nochtans wanneer de wet het anders bepaalt.

Wel aanvaard men zeer algemeen dat, behoudens de administratieve rechtscolleges, de bij deze bepalingen bedoelde « rechtbanken », gerechtelijke rechtbanken zijn (Hof van Cassatie, Hoven van Beroep, Hoven van Assisen, rechtbanken van eerste aanleg en vrederechten, militaire rechtbanken, krijgsraden, rechtbanken van koophandel en werkrechtshraden), heerst echter de grootste onzekerheid ten aanzien van de betekenis en de omschrijving van de begrippen « burgerlijke rechten » en « staatsburgerlijke rechten ».

(1) Huidige tekst van deze bepaling :

Artikel 65. — De Koning benoemt en ontslaat zijn ministers.

(2) Zie hieromtrent A. Mast, *Overzicht van het grondwettelijk recht*, pp. 260-262, Gent 1963, en F. J. De Weert, *La création en Belgique de secrétaires d'Etat*, Brussel z.d.

(3) Huidige tekst van deze bepalingen :

Artikel 92. — Alle geschillen over burgerlijke rechten behoren bij uitsluiting tot de kennisneming van de rechter.

Artikel 93. — Alle geschillen over Staatsburgerlijke rechten behoren tot de kennisgeving van de rechter, behoudens de bij de wet bepaalde uitzonderingen.

La commission a estimé qu'il y a lieu de mettre fin aux problèmes de compétence qui en résultent et qui ralentissent et compliquent inutilement le fonctionnement des tribunaux judiciaires et administratifs, tout en nuisant gravement aux intérêts des justiciables. Elle a même proposé une formule qui pourrait remplacer celle des articles 92 et 93 actuels : il s'agirait, en substance, de réserver, en principe, aux tribunaux judiciaires le jugement des contestations relatives à des droits, quelle que soit la nature de ceux-ci, tout en permettant au législateur de déférer à d'autres juridictions certaines catégories de ces contestations, à l'exception toutefois des affaires pénales, et tout particulièrement des affaires relatives aux délits de presse et aux délits politiques.

Il est sans doute possible d'envisager également d'autres formules : il faudra cependant veiller à ne déférer le jugement de certaines catégories de contestations à d'autres juridictions que les juridictions judiciaires que dans la mesure où la nature des affaires le requiert et dans la mesure où l'organisation et le fonctionnement de ces autres juridictions pourra fournir aux justiciables des garanties adéquates.

Le Gouvernement considère en tout cas qu'il y a lieu de comprendre les articles 92 et 93 parmi les dispositions soumises à révision.

2. *Publicité des audiences et des jugements.*

Le Gouvernement partage l'avis de la commission d'après lequel il conviendrait d'assouplir les règles relatives à la publicité des audiences et des jugements, dans les cas où elle pourrait être nuisible, notamment en matière de probation, de défense sociale, de justice des enfants. Il propose de prévoir à cette fin la révision des articles 96 et 97 (1); cette révision pourrait s'inspirer des dispositions de l'article 6, § 1^{er}, de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (2).

(1) Texte actuel de ces dispositions :

Article 96. — Les audiences des tribunaux sont publiques, à moins que cette publicité ne soit dangereuse pour l'ordre ou les mœurs; et, dans ce cas, le tribunal le déclare par un jugement.

En matière de délits politiques et de presse, le huis-clos ne peut être prononcé qu'à l'unanimité.

Article 97. — Tout jugement est motivé. Il est prononcé en audience publique.

(2) Texte de cette disposition :

« § 1^{er}. — Toute personne a droit à ce que sa cause soit entendue équitablement, publiquement et dans un délai raisonnable, par un tribunal indépendant et impartial, établi par la loi, qui décidera, soit des contestations sur ses droits et obligations de caractère civil, soit sur le bien-fondé de toute accusation en matière pénale dirigée contre elle. Le jugement doit être rendu publiquement, mais l'accès de la salle d'audience peut être interdit à la presse et au public pendant la totalité ou une partie du procès dans l'intérêt de la moralité, de l'ordre public ou de la sécurité nationale dans une société démocratique, lorsque les intérêts des mineurs ou la protection de la vie privée des parties au procès l'exigent, ou dans la mesure jugée strictement nécessaire par le tribunal, lorsque dans des circonstances spéciales la publicité serait de nature à porter atteinte aux intérêts de la justice ».

De commissie heeft geoordeeld dat er gronden zijn om een einde te maken aan de daaruit voortvloeiende bevoegdheidsproblemen, die de werking van de justitiële en administratieve rechtbanken vertragen en bemoeilijken en ernstig nadeel opleveren voor de rechtsonderhorigen. Zij heeft zelfs een formule voorgesteld welke die van de artikelen 92 en 93 kan vervangen. Het zou er in hoofdzaak om gaan in principe de justitiële rechtbanken uitspraak te laten doen in de geschillen over rechten van welke aard ook, maar tevens de wetgever toe te laten bepaalde categorieën onder deze geschillen naar andere rechtscolleges te verwijzen, met uitzondering nochtans van de strafzaken, en voornamelijk de zaken betreffende de persmisdrijven en politieke misdrijven.

Het is stellig mogelijk nog andere formules in overweging te nemen : daarbij zal men er echter op moeten bedacht zijn, de beoordeling van bepaalde soorten van geschillen slechts aan andere dan rechterlijke rechtscolleges toe te wijzen in de mate waarin de inrichting van die andere rechtscolleges aangepaste waarborgen zal kunnen bieden aan de rechtsonderhorigen.

De regering is in elk geval van oordeel dat de artikelen 92 en 93 behoren te worden opgenomen onder de voor herziening vatbare bepalingen.

2. *Openbaarheid der terechtzittingen en de vonnissen.*

De Regering onderschrijft het advies van de commissie, volgens hetwelk de regelen betreffende de openbaarheid der terechtzittingen en vonnissen soepeler moeten worden gemaakt in de gevallen dat zij schadelijk zou kunnen zijn, met name inzake proeftijd, sociaal verweer en kindergerecht. Zij stelt voor daartoe de artikelen 96 en 97 (1) te herzien; bij deze herziening zou kunnen worden afgegaan op het bepaalde in artikel 6, § 1, van het Europees verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden (2).

(1) Huidige tekst van deze bepalingen :

Artikel 96. — De terechtzittingen van de rechtbanken zijn openbaar, tenzij deze openbaarheid gevaar oplevert voor de orde of de goede zeden; in dit geval wordt zulks door de rechtbank bij vonnis verklaard.

Terzake van politieke misdrijven en persmisdrijven kan het sluiten der deuren slechts met algemene stemmen worden uitgesproken.

Artikel 97. — Elk vonnis vermeldt de gronden waarop het rust. Het wordt in openbare terechtzitting uitgesproken.

(2) Tekst van die bepaling :

« § 1. — Bij het vaststellen van zijn burgerlijke rechten en verplichtingen of bij het bepalen van de gegrondheid van een tegen hem ingestelde strafvervolgning heeft eenieder recht op een eerlijke en openbare behandeling van zijn zaak, binnen een redelijke termijn, door een onpartijdige en onpartijdige rechterlijke instantie welke bij de wet is ingesteld. Het vonnis moet in het openbaar worden gewezen maar de toegang tot de rechtszaal kan aan de pers en het publiek worden ontzegd gedurende het gehele proces of een deel daarvan, in het belang van de goede zeden, van de openbare orde of 's lands veiligheid in een democratische samenleving, wanneer de belangen van minderjarigen of de bescherming van het privé leven van partijen bij het proces dit eisen of, in die mate als door de rechter onder bepaalde omstandigheden strikt noodzakelijk wordt geoordeeld, wanneer openbaarmaking de belangen van de rechtspraak zou schaden ».

3. *Cours d'appel.*

Il a été préconisé de fixer à cinq le nombre de nos Cours d'appel.

Il y a lieu, par conséquent, de permettre aux chambres chargées de la revision de se prononcer à ce sujet : à cette fin, l'article 104 de la Constitution (1) doit être compris parmi les dispositions à reviser.

4. *Cours d'assises.*

On a pu mettre en doute l'utilité des Cours d'assises, du moins en certaines matières. Le problème du jury semble devoir, en tout cas, faire l'objet d'un nouvel examen d'ensemble, à la lumière de l'expérience. C'est pourquoi le Gouvernement propose d'inscrire également l'article 98 (2) parmi les dispositions à reviser.

5. *Juridictions à compétence spécialisée.*

Compte tenu des modifications envisagées en ce qui concerne les articles 92 et 93, le problème des juridictions à compétence spécialisée devra pouvoir faire l'objet d'un nouvel examen : à cette fin, il convient de prévoir la revision éventuelle du deuxième alinéa de l'article 105 de la Constitution (3).

6. *Conseil d'Etat et juridictions administratives.*

Le Conseil d'Etat a été créé par une loi ordinaire, celle du 23 décembre 1946. Cette institution est suffisamment importante pour que son existence soit consacrée dans le texte même de la Constitution, comme l'a proposé la commission.

Il convient donc de prévoir, conformément à la suggestion de la commission, l'insertion dans le titre III de la Constitution d'un chapitre IIIbis, relatif au Conseil d'Etat.

Ce chapitre devrait, dans l'esprit du Gouvernement, contenir quelques dispositions très brèves formulant l'essentiel des principes relatifs à la compétence et à l'organisation du Conseil d'Etat, mais devrait aussi comporter des dispositions analogues au sujet des autres juridictions administratives, afin notamment d'étendre expressément à celles-ci comme au Conseil d'Etat les garanties juridictionnelles et le contrôle de légalité prévus, en ce qui concerne les tribu-

(1) Texte actuel de cette disposition :

Article 104. — Il y a trois cours d'appel en Belgique. La loi détermine leur ressort et les lieux où elles sont établies.

(2) Texte actuel de cette disposition :

Article 98. — Le jury est établi en toutes matières criminelles et pour délits politiques et de la presse.

(3) Texte actuel de l'article 105 :

Article 105. — Des lois particulières règlent l'organisation des tribunaux militaires, leurs attributions, les droits et obligations des membres de ces tribunaux, et la durée de leurs fonctions.

Il y a des tribunaux de commerce dans les lieux déterminés par la loi. Elle règle leur organisation, leurs attributions, le mode de nomination de leurs membres et la durée des fonctions de ces derniers.

3. *Hoven van beroep.*

Men heeft voorgesteld het aantal hoven van beroep op vijf vast te stellen.

De kamers die met de herziening belast zullen zijn zullen daaromtrent de nodige beschikkingen moeten kunnen nemen : daartoe dient artikel 104 van de Grondwet (1) opgenomen te worden onder de bepalingen die voor herziening in aanmerking komen.

4. *Hoven van assisen.*

Men heeft het nut van de Hoven van assisen, vooral in zekere zaken, in twijfel kunnen trekken. Het vraagstuk van de jury blijkt alleszins het voorwerp van een algemeen onderzoek te moeten uitmaken, rekening houdende van de in dit verband verworven ervaring. Daarom stelt de Regering voor artikel 98 (2) op te nemen tussen de bepalingen, die voor herziening in aanmerking komen.

5. *Rechtscolleges met gespecialiseerde bevoegdheid.*

Rekening houdende met de wijzigingen overwogen in verband met de artikelen 92 en 93, dient het vraagstuk van de rechtscolleges met gespecialiseerde bevoegdheid opnieuw onderzocht te worden : daartoe past het, de eventuele herziening van het tweede lid van artikel 105 van de Grondwet (3) voor ogen te nemen.

6. *Raad van State en administratieve rechtscolleges.*

De Raad van State werd ingesteld bij een gewone wet dd. 23 december 1946. Deze instelling is voldoende belangrijk opdat haar bestaan in de tekst zelf van de Grondwet zou worden bevestigd, zoals de commissie het heeft voorgesteld.

Overeenkomstig het voorstel van de commissie zou onder titel III van de grondwet een hoofdstuk IIIbis betreffende de Raad van State moeten worden ingevoegd.

Dit hoofdstuk zou, volgens de Regering, enkele zeer korte bepalingen dienen te behelzen omtrent de hoofdbeginselen betreffende de bevoegdheid en de organisatie van de Raad van State, maar zou eveneens gelijkaardige bepalingen moeten inhouden in verband met de andere administratieve rechtscolleges, opdat o.m. de jurisdictiewaarborgen en de wettelijkheidscontrole, welke bij de bepalingen onder het huidige hoofdstuk III, inzonderheid

(1) Huidige tekst van die bepaling :

Artikel 104. — Er zijn in België drie Hoven van Beroep. De wet bepaalt hun rechtsgebied, alsmede de plaatsen waar zij gevestigd zijn.

(2) Huidige tekst van die bepaling :

Artikel 98. — De jury wordt ingesteld voor alle misdaden, alsook voor politieke misdrijven en persmisdrijven.

(3) Huidige tekst van artikel 105 :

Artikel 105. — De inrichting van de militaire rechtbanken, hun bevoegdheden, de rechten en verplichtingen van de leden dezer rechtbanken, alsmede de duur van hun bediening worden door bijzondere wetten geregeld.

Er zijn rechtbanken van koophandel in de plaatsen aangewezen door de wet. Deze regelt hun inrichting, hun bevoegdheden, de wijze van benoeming van hun leden en de duur van het ambt van deze leden.

naux judiciaires, par les dispositions du chapitre III actuel, plus particulièrement par les articles 96, 97 et 107 (1).

En consacrant ainsi formellement l'application des garanties juridictionnelles aux juridictions administratives, la Constitution révisée confirmerait en même temps la jurisprudence établie en cette matière, tant par les arrêts du Conseil d'Etat que par ceux de la Cour de Cassation.

Dans la mesure où le chapitre IIIbis à insérer dans le titre III aurait également à définir les attributions consultatives du Conseil d'Etat en matière législative, il conviendrait d'y prévoir, conformément aux propositions de la commission, l'obligation du Gouvernement de soumettre, en tout cas, à l'avis motivé du Conseil d'Etat les projets relatifs aux droits et libertés garantis par le titre II de la Constitution.

IV. Adaptation de la Constitution à l'évolution des relations internationales et à la création d'autorités supranationales.

A l'occasion de la participation de la Belgique à la création d'institutions supranationales européennes, et en tout premier lieu, à l'occasion de la signature du traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier, et de celui qui avait pour but d'établir une Communauté européenne de défense, le problème de l'adaptation de la Constitution belge à cette nouvelle évolution fut posé.

Certains affirmèrent à l'époque que les transferts de souveraineté que contenaient ces traités devaient être considérés comme inconstitutionnels (2). D'autres, par contre, estimèrent qu'en créant des communautés plus vastes que les Etats nationaux, on sortait, par le fait même, du champ d'application des Constitutions de ces Etats, qui ne pouvaient régir que leur ordre juridique interne et, tout au plus, la compétence des organes chargés de les représenter vis-à-vis de l'extérieur (3).

Sans doute était-il utile, en présence de controverses de ce genre, de prévoir dans la Constitution même, des dispositions expresses relatives à ces transferts de souveraineté, afin, précisément, d'éviter que des objections d'ordre constitutionnel puissent encore être faites à l'avenir.

Mais, en même temps, il paraissait souhaitable de déterminer avec précision la procédure à suivre en cette matière par les organes représentant la Belgique lors de la conclusion de traités comportant des transferts de souveraineté. C'est en raison de ces considérations que les déclarations

bij de artikelen 96, 97 en 107 (1) voor de gewone rechtbanken zijn voorzien, uitdrukkelijk tot die administratieve rechtscolleges zoals tot de Raad van State zouden worden uitgebreid.

Door also formeel de toepassing van de jurisdictiewaARBORGEN op de administratieve rechtscolleges te huldigen zou de herziene grondwet terzelfdertijd de terzake, zowel door de arresten van de Raad van State als door die van het Hof van Cassatie gevestigde rechtspraak bekrachtigen.

In de mate van het onder titel II in te voegen hoofdstuk IIIbis eveneens de consultatieve bevoegdheden van de Raad van State inzake wetgeving mocht omschrijven, zou daarin, overeenkomstig de voorstellen van de commissie, voor de Regering de verplichting moeten worden gesteld, altijd aan het gemotiveerd advies van de Raad van State te onderwerpen, de ontwerpen betreffende de rechten en vrijheden welke onder titel II van de grondwet zijn gewaarborgd.

IV. Aanpassing van de Grondwet aan de evolutie van de internationale betrekkingen en aan de instelling van supranationale overheden.

Naar aanleiding van de deelneming van België aan de oprichting van Europese supranationale instellingen, en in de allereerste plaats, naar aanleiding van de ondertekening van het verdrag tot instelling van de Europese gemeenschap voor Kolen en Staal, en van het verdrag met het oog op de oprichting van een Europese defentiegemeenschap, werd het vraagstuk van de aanpassing van de Belgische grondwet aan die nieuwe evolutie gesteld.

Sommigen beweerden destijds dat de soevereiniteitsoverdrachten, welke die verdragen inhielden, als ongrondwettig moesten worden beschouwd (2).

Anderen, daarentegen, waren van oordeel dat het oprichten van grotere gemeenschappen dan de Nationale Staten, uiteraard buiten het toepassingsveld valt van de grondwetten dezer Staten, welke slechts hun inwendige rechtsorde kunnen beheersen en, ten hoogsten, de bevoegdheid van de organen, belast met hun vertegenwoordiging naar buiten uit, kunnen regelen (3).

Ten overstaan van betwistingen van die aard was het ongetwijfeld van nut in de grondwet zelf uitdrukkelijke bepalingen in te lassen in verband met deze soevereiniteitsoverdrachten, om juist te vermijden dat in de toekomst bezwaren van grondwettelijke aard zouden kunnen aangevoerd worden.

Maar het bleek terzelfdertijd gewenst nauwkeurig de procedure te bepalen, die op dit stuk dient gevolgd te worden door de lichamen die België vertegenwoordigen bij het sluiten van verdragen waarmee een soevereiniteitsoverdracht gepaard gaat. Op grond van deze over-

(1) Texte actuel de l'article 107 :

Article 107. — Les cours et tribunaux n'appliqueront les arrêtés et règlements généraux, provinciaux et locaux, qu'autant qu'ils seront conformes aux lois.

(2) Voir notamment P. De Visscher, « Le plan Schumann et la Constitution » dans *La Relève*, 1951, n° 26, et W. J. Ganshof van der Meersch, « La constitution belge et l'évolution de l'ordre juridique international », dans *Annales de droit et de sciences politiques*, t. XII, n° 49, 1952, pp. 231 et suivantes.

(3) Cfr. J. Dabin, « Note complémentaire sur le problème de l'intégration des communautés », dans *Annales de droit et de sciences politiques*, t. XIII, n° 51, 1953, pp. 44 et suivantes, et J. De Meyer, « La constitution belge et l'Europe », dans *Synthèses*, n° 69, février 1952, pp. 292 et suivantes.

(1) Huidige tekst van artikel 107 :

Artikel 107. — De hoven en rechtbanken passen de algemene, provinciale en plaatselijke besluiten en verordeningen slechts toe voor zover zij met de wetten overeenkomen.

(2) Zie o.m. P. De Visscher « Le plan Schuman et la Constitution » in *La Relève*, 1951, n° 26, en W. J. Ganshof van der Meersch, « La Constitution belge et l'évolution de l'ordre juridique international » in *Annales de droit et de sciences politiques*, t. XII, n° 49, 1952, blz. 231 en volgende.

(3) Cfr. J. Dabin, « Note complémentaire sur le problème de l'intégration des communautés », in *Annales de droit et de sciences politiques*, t. XIII, n° 51, 1953, blz. 44 en volgende, en J. De Meyer, « La Constitution belge et l'Europe », in *Synthèses*, n° 69, februari 1952, blz. 292 en volgende.

de 1954 et de 1958 ouvrirent la voie, d'une part, à l'insertion, au titre III de la Constitution, d'un article 25bis, relatif à l'exercice de pouvoirs par des autorités supranationales ou internationales et, d'autre part, à la revision de l'article 68 de la Constitution (1).

Il y avait d'ailleurs encore d'autres motifs de reviser l'article 68, afin notamment de permettre une formulation plus précise des règles relatives à l'approbation parlementaire de certaines catégories de conventions internationales et un assouplissement de la procédure d'approbation elle-même (2).

La commission tripartite s'est également occupée du problème et a précisé sur certains points le contenu de la revision à envisager. Elle a notamment estimé qu'une procédure simplifiée d'approbation devait pouvoir être établie pour la plupart des conventions internationales, mais que des lois d'approbation explicites devaient rester en tout cas nécessaires pour les traités dont les dispositions seraient relatives aux droits et libertés garantis au titre II ou comporteraient l'attribution de pouvoirs à des autorités supranationales ou internationales.

La commission a laissé ouverte la question de savoir s'il était opportun d'énoncer dans la Constitution des règles relatives à la primauté du droit international sur le droit interne.

Compte tenu de ces conclusions de la commission, le Gouvernement propose de prévoir à nouveau la revision de l'article 68.

L'insertion éventuelle d'un article 25bis, prévue en 1954 et en 1958, ne lui paraît pas nécessaire. Il suffit, en effet, de régler à l'article 68 la procédure de l'assentiment à donner aux traités qui attribuent des pouvoirs à des autorités supranationales ou internationales: ainsi, la possibilité de cette attribution de pouvoirs elle-même sera reconnue d'une manière suffisamment explicite, sans qu'il soit nécessaire d'y ajouter des formules qui n'auraient, au point de vue juridique, qu'une valeur purement déclarative. On peut d'ailleurs estimer qu'il n'appartient pas à une Constitution nationale de définir des règles relevant, par leur nature même, d'un ordre juridique supérieur à l'ordre juridique national.

La revision de l'article 68 pourrait permettre d'y insérer éventuellement des dispositions relatives à la non-application des dispositions du droit interne, légales ou réglementaires, qui seraient contraires au droit international ou au

wegingen hebben de verklaringen van 1954 en 1958 de weg gebaad, enerzijds, voor de inlassing van een artikel 25bis in Titel III van de grondwet, in verband met de uitoefening van bevoegdheden door supranationale of internationale overheden en, anderzijds, voor de herziening van artikel 69 van de grondwet (1).

Er bestonden nog andere redenen om artikel 68 te herzien, o.m. met het oog op een nauwkeurigere vastlegging van de regelen betreffende de goedkeuring, door het Parlement, van zekere categorieën van internationale overeenkomsten en op een versoepeling van de goedkeuringsprocedure zelf (2).

De driepartijencommissie heeft zich eveneens ingelaten met het probleem en heeft op zekere punten de inhoud van de voorgenomen herziening nader omschreven. Zij was o.m. van mening dat een vereenvoudigde goedkeuringsprocedure voor de meeste internationale overeenkomsten moest kunnen ingevoerd worden, maar dat uitdrukkelijke goedkeuringswetten in ieder geval noodzakelijk dienden te blijven voor de verdragen, waarvan de bepalingen betrekking mochten hebben op de rechten en vrijheden die de Titel II gewaarborgd worden of waarbij machten aan supranationale of internationale overheden mochten worden toegekend.

De commissie heeft geen antwoord gegeven op de vraag of het aangewezen is in de grondwet regelen op te nemen in verband met de voorrang van het internationaal recht op het nationaal recht.

Rekening houdend met deze besluiten van de commissie, stelt de Regering voor opnieuw de herziening van artikel 68 in overweging te nemen.

De gebeurlijke inlassing van een artikel 25bis, die in 1954 en 1958 voorzien was, blijkt haar niet nodig te zijn. Het volstaat inderdaad in artikel 68 de procedure te regelen voor de goedkeuring der verdragen waarbij bevoegdheden worden toegekend aan supranationale of internationale overheden: aldus zal de mogelijkheid van deze machtstoekenning zelf op voldoende uitdrukkelijke wijze erkend worden, zonder dat het nodig zij er formules aan toe te voegen, die juridisch gezien, een louter verklarende waarde zouden hebben. Men kan trouwens vooropzetten dat een nationale grondwet geen regelen behoort vast te leggen die uiteraard tot een hogere rechtsorde dan de nationale rechtsorde behoren.

De herziening van artikel 68 zou eveneens mogelijk maken dat daarin eventueel bepalingen zouden worden opgenomen betreffende het niet toepassen van voorschriften uit het interne recht, voorkomende in wetten of in verordeningen.

(1) Texte actuel de cette disposition :

Article 68. — Le Roi commande les forces de terre et de mer, déclare la guerre, fait les traités de paix, d'alliance et de commerce. Il en donne connaissance aux Chambres aussitôt que l'intérêt et la sûreté de l'Etat le permettent, en y joignant les communications convenables.

Les traités de commerce et ceux qui pourraient grever l'Etat ou lier individuellement des Belges, n'ont d'effet qu'après avoir reçu l'assentiment des Chambres.

Nulle cession, nul échange, nulle adjonction du territoire ne peut avoir lieu qu'en vertu d'une loi. Dans aucun cas, les articles secrets d'un traité ne peuvent être destructifs des articles patents.

(2) Voir J. De Meyer, « Het staatsrecht der buitenlandse betrekkingen », dans *Vereniging voor de vergelijkende studie van het recht van België en Nederland, Jaarboek VII, 1958-1959*, pp. 17 à 44, et le rapport de la section de droit public de l'association, *Ibid.*, pp. 12-13. Voir aussi P. F. Smets, *L'assentiment des Chambres législatives aux traités internationaux*, Bruxelles 1964.

(1) Huidige tekst van deze bepaling :

Artikel 68. — De Koning voert het bevel over land- en zeemacht, verklaart oorlog, sluit de vredes-, verbonds- en handelsverdragen. Hij geeft er kennis van aan de Kamers, zodra het belang en de veiligheid van de Staat het toelaten, onder bijvoeging van de passende mededelingen.

De handelsverdragen en de verdragen, waardoor de Staat zou kunnen worden bezwaard of Belgen persoonlijk gebonden, zijn slechts van kracht nadat zij door de Kamers zijn goedgekeurd.

Geen afstand, geen ruiling, geen aanhechting van grondgebied kan plaats hebben dan krachtens een wet. In geen geval kunnen de geheime artikelen van een verdrag de openbaar gemaakte artikelen te niet doen.

(2) Zie J. De Meyer, « Het Staatsrecht der buitenlandse betrekkingen » in « *Vereniging voor de vergelijkende studie van het recht van België en Nederland, Jaarboek VII, 1958-1959*, pp. 17 tot 44, en het verslag van de sectie publiek recht van de vereniging, *Ibid.*, pp. 12-13. Zie ook P. F. Smets, « *L'assentiment des Chambres législatives aux traités internationaux* », Brussel 1964.

droit communautaire d'institutions supranationales (1). Mais on pourrait tout aussi bien estimer que ceci devrait plutôt faire l'objet d'une disposition complétant à cette fin l'article 107 de la Constitution (2) ou, mieux encore, d'un article 107bis, à insérer à la suite de cet article. Afin de permettre l'adoption éventuelle de cette formule, le Gouvernement propose de prévoir également, dans la déclaration de revision, l'insertion d'un article 107bis, conçu dans ce sens.

V. Les régions linguistiques et l'emploi des langues.

La commission a estimé que la Constitution devrait consacrer l'existence des quatre régions linguistiques et déterminer les principes fondamentaux de leur statut.

Elle a proposé à cette fin l'insertion dans la Constitution d'un article 3bis, qui contiendrait :

1° l'énumération des quatre régions linguistiques : la région de langue française, la région de langue néerlandaise, la région de Bruxelles-capitale et la région de langue allemande;

2° la détermination des langues officielles de chacune de ces régions : le français pour la région de langue française; le néerlandais pour la région de langue néerlandaise; le français et le néerlandais, à valeur égale, pour Bruxelles-capitale; l'allemand pour la région de langue allemande, à l'exception des actes publics pour lesquels la loi imposerait, dans cette région, l'usage de l'allemand et du français;

3° la reconnaissance de l'autonomie culturelle des régions de langue française et de langue néerlandaise;

4° l'attribution au législateur du pouvoir de fixer les limites des régions, de régler l'emploi des langues en matières administrative, judiciaire, militaire et scolaire, ainsi que pour les rapports des entreprises privées avec leur personnel et avec les administrations publiques, de déterminer les régimes spéciaux applicables à certaines communes ou institutions, sans compromettre le régime linguistique régional, et de préciser le contenu de l'autonomie culturelle de chacune des régions;

5° une disposition d'après laquelle le vote des lois ainsi prévues ne serait pas acquis s'il faisait apparaître l'opposition de la majorité des membres inscrits dans l'un des deux groupes linguistiques.

Le Gouvernement, conscient de la nécessité de consacrer dans la Constitution les éléments essentiels de l'équilibre qui doit exister, en cette matière, entre les deux communautés culturelles, et de garantir en même temps le droit des habitants de la région de langue allemande d'être gouvernés, administrés et jugés en leur propre langue, demande aux Chambres de confirmer cette proposition de la commission en déclarant qu'il y a lieu de prévoir l'insertion dans la Constitution d'un article 3bis, établi dans le sens indiqué ci-dessus.

gen, indien deze voorschriften in strijd zouden zijn met het internationaal recht of met het gemeenschapsrecht van supranationale instellingen (1). Men zou echter evengoed kunnen menen dat dit veeleer het voorwerp zou moeten uitmaken van een toevoeging bij artikel 107 van de grondwet (2) of, beter nog, van een artikel 107bis, dat onmiddellijk na artikel 107 in de grondwet zou worden ingevoegd. Om de eventuele aanneming van deze formule mogelijk te maken stelt de regering voor, in de herzieningsverklaring eveneens het invoegen van een aldus opgevat artikel 107bis te voorzien.

V. De taalgebieden en het taalgebruik.

De commissie is van mening dat de grondwet het bestaan van de vier taalgebieden dient vast te leggen en de grondbeginselen van hun rechtstoestand dient te bepalen.

Te dien einde heeft zij voorgesteld in de grondwet een artikel 3bis in te lassen, met als inhoud :

1° de opsomming van de vier taalgebieden : het Nederlands taalgebied, het Frans taalgebied, het gebied Hoofdstad Brussel en het Duits taalgebied;

2° de vaststelling van de officiële talen van elk gebied : het Nederlands voor het Nederlands taalgebied, het Frans voor het Frans taalgebied, het Frans en het Nederlands, op gelijke voet, voor Hoofdstad Brussel; het Duits voor het Duits taalgebied, met uitzondering van de openbare akten, waarvoor de wet, in dit gebied het gebruik van het Duits en van het Frans zou opleggen;

3° de erkenning van de culturele autonomie van de Nederlandse en van de Franse taalgebieden;

4° de toekenning aan de wetgever van de bevoegdheid om de grenzen van de gebieden vast te stellen, om het taalgebruik te regelen in bestuurs- en rechtszaken en met betrekking tot de strijdkrachten en het onderwijs, alsmede voor de betrekkingen van de privé-ondernemingen met hun personeel en met de openbare besturen, om de bijzondere stelsels te bepalen die op zekere gemeenten of instellingen van toepassing zijn, zonder het gewestelijke taalstelsel in het gedrang te brengen, en om de betekenis van de culturele autonomie van elk der gebieden nader te bepalen.

5° een bepaling luidens welke de aldus bepaalde wetten niet zouden goedgestemd zijn, indien daarbij het verzet van de meerderheid van de leden van een van beide taalgroepen tot uiting kwam.

De Regering, die zich bewust is van de noodzaak om in de grondwet de belangrijke elementen vast te leggen van het evenwicht dat op dit stuk tussen de beide cultuurgemeenschappen moet bestaan, en terzelfdertijd het recht van de inwoners van het Duits taalgebied te waarborgen om in hun taal geregeerd, bestuurd en berecht te worden, vraagt de Kamers dit voorstel van de commissie te bevestigen door te verklaren dat er gronden aanwezig zijn om in de Grondwet een artikel 3bis, gesteld in de hierboven aangegeven zin, op te nemen.

(1) Voir notamment à ce sujet les articles 66 et 67, alinéa 2, de la Constitution des Pays-Bas. L'article 66 dispose que « les dispositions légales en vigueur dans le royaume ne sont point appliquées, si cette application n'est pas conciliable avec les dispositions, obligatoires pour chacun, de conventions (internationales) conclues soit avant, soit après la promulgation de ces dispositions légales ». L'article 67, alinéa 2, dispose qu'il en est de même à l'égard de « décisions d'organisation de droit international public ».

(2) Texte actuel de cette disposition :

Article 107. — Les cours et tribunaux n'appliqueront les arrêtés et règlements généraux, provinciaux et locaux, qu'autant qu'ils seront conformes aux lois.

(1) Zie daaromtrent in het bijzonder de artikelen 66 en 67, tweede lid, van de Nederlandse grondwet. Artikel 66 bepaalt : « Binnen het Koninkrijk geldende wettelijke voorschriften vinden geen toepassing, wanneer deze toepassing niet verenigbaar zou zijn met een ieder verbindende bepalingen van (internationale) overeenkomsten, die hetzij vóór hetzij na de totstandkoming der voorschriften zijn aangegaan ». Artikel 67, tweede lid, bepaalt hetzelfde ten aanzien van « besluiten van volkenrechtelijke organisaties ».

(2) Huidige tekst van die bepaling :

Artikel 107. — De hoven en rechthbanken passen de algemene, provinciale en plaatselijke besluiten en verordeningen slechts toe voor zover zij met de wetten overeenkomen.

Il faudra, par le fait même, prévoir une nouvelle formulation de l'article 23 (1), qui devra être mis en concordance avec cet article 3bis.

VI. Décentralisation et déconcentration.

La commission a examiné d'une manière approfondie les problèmes relatifs à la décentralisation et à la déconcentration.

Animée par le double souci de « réaliser une décentralisation aussi large et efficace que possible » et de « confier les compétences ainsi décentralisées aux institutions les plus compétentes pour les exercer dans le ressort territorial le plus approprié », elle a reconnu que « pour certaines matières qui relèvent essentiellement d'une bonne gestion administrative, la décentralisation devrait, de l'accord unanime, se faire au bénéfice des institutions existantes et dans le cadre des ressorts territoriaux existants (communes et provinces); que pour certaines autres matières qui relèvent essentiellement de la politique économique régionale, la question du ressort territorial et des institutions susceptibles d'exercer les compétences décentralisées devraient faire l'objet d'un large débat, certains membres de la commission étant favorables à l'utilisation des provinces, d'autres à la Constitution de régions ».

La plupart des conclusions auxquelles ont abouti les travaux de la commission tripartite peuvent être réalisées par la voie législative ordinaire, voire par la voie de règlements gouvernementaux.

Dans la mesure où la commission recommande la mise en œuvre du développement régional « dans le cadre des institutions publiques, provinciales, intercommunales et communales et des institutions mixtes dénommées sociétés régionales d'investissements et sociétés de développement régional », et qu'elle prévoit que « l'initiative de créer des sociétés de développement régionales soit prise par les institutions provinciales et communales, avec la participation des forces vives de la région », on peut estimer que les textes constitutionnels actuellement en vigueur, et notamment l'article 108, tel qu'il a été modifié par la loi constitutionnelle du 24 août 1921, permettent déjà la création d'institutions de ce genre, pour autant qu'elles n'existent déjà depuis longtemps.

Mais il y a certains problèmes que la commission n'a pas eu l'occasion d'examiner.

C'est ainsi que le problème des grandes agglomérations et celui du regroupement des petites communes paraissent également requérir l'introduction de dispositions constitutionnelles explicites. Trop souvent, en effet, les réformes envisagées en cette matière ont été gênées par des objections d'ordre constitutionnel qui, même si elles ne sont pas, en général fondées, ont pu créer certaines difficultés.

Afin d'y remédier, le texte de la Constitution devra préciser les pouvoirs du législateur en ces matières.

C'est pourquoi le gouvernement propose de déclarer qu'il y a lieu à révision de l'article 108 (2).

(1) Texte actuel de cette disposition :

Article 23. — L'emploi des langues usitées en Belgique est facultatif; il ne peut être réglé que par la loi, et seulement pour les actes de l'autorité publique et pour les affaires judiciaires.

(2) Texte actuel de cette disposition :

Article 108. — Les institutions provinciales et communales sont régies par les lois.

Ces lois consacrent l'application des principes suivants :

Hieruit volgt dat artikel 23 (1), dat zal moeten aangepast worden aan bedoeld artikel 3bis, moet worden herzien.

VI. Decentralisatie en deconcentratie.

De commissie heeft de vraagstukken betreffende de decentralisatie en de deconcentratie grondig onderzocht.

Met het tweevoudige doel een zo ruim en doeltreffend mogelijke decentralisatie tot stand te brengen en de aldus gedecentraliseerde bevoegdheden toe te vertrouwen aan de lichamen die het meest bevoegd zijn om ze uit te oefenen binnen de meest gepaste gebiedskring, heeft zij eenparig erkend dat de decentralisatie, wat sommige aangelegenheden betreft, die essentieel met een goed administratief beheer te maken hebben, zou moeten plaats vinden ten gunste van de bestaande instellingen en in het kader van de huidige gebiedsindelingen (gemeenten en provinciën); wat andere aangelegenheden betreft, die essentieel tot het beleid regionaal economisch behoren, zou het vraagstuk van de gebiedskring en van de instellingen die in aanmerking komen om de gedecentraliseerde bevoegdheden uit te oefenen, het voorwerp dienen uit te maken van een ruime gedachtenwisseling daar sommige commissieleden voorstander zijn van de aanwending van de provincies en andere van de invoering van gewesten.

De meeste conclusies waarin de werkzaamheden van de driepartijencommissie resulteren zijn vatbaar voor verwezenlijking langs de gewone wetgevende weg om, of zelfs bij wege van regeringsveroordelingen.

In de mate waarin de commissie de uitvoering van de streekontwikkeling aanbeveelt in het kader van de openbare, provinciale, intercommunale en gemeentelijke instellingen en van gemengde instellingen, met name de gewestelijke investeringsmaatschappijen en gewestelijke ontwikkelingsmaatschappijen, en waarin zij voorstaat dat « het initiatief tot het oprichten van gewestelijke ontwikkelingsmaatschappijen wordt genomen door de provinciale en gemeentelijke instellingen met deelneming van de dynamische krachten van het gewest », kan men besluiten dat de huidige teksten van de grondwet, en inzonderheid artikel 108 ervan, zoals het werd gewijzigd door de constitutionele wet van 24 augustus 1921, de oprichting van dergelijke instellingen toelaat, zo deze al niet sedert lange tijd bestaan.

Er zijn echter ook vraagstukken welke de commissie niet heeft kunnen onderzoeken.

Het vraagstuk van de grote agglomeraties en dat van de groepering der kleine gemeenten vergen blijkbaar ook de invoering van uitdrukkelijke grondwettelijke bepalingen. De ten deze voorgenomen hervormingen sluiten inderdaad vaak op grondwettigheidsbezwaren, die, ook al zijn de meeste ervan ongegrond, toch moeilijkheden hebben teweeggebracht.

Om dat te vermijden dient de Grondwet de bevoegdheden van de wetgever in deze zaken te bepalen.

De Regering stelt derhalve voor te verklaren dat er gronden aanwezig zijn tot herziening van artikel 108 (2) van de Grondwet.

(1) Huidige tekst van deze bepaling :

Artikel 23. — Het gebruik der in België gesproken talen is vrij; het kan slechts bij de wet geregeld worden en alleen voor de handelingen der openbare overheid en voor de gerechtszaken.

(2) De huidige tekst luidt als volgt :

Artikel 108. — De provinciale en de gemeentelijke instellingen worden door wetten geregeld.

Die wetten verzekeren de toepassing van de volgende beginselen :

La revision de l'article 108 devrait permettre de préciser, en ce qui concerne le 1^o, que les membres des députations permanentes des conseils provinciaux et les échevins des communes, sont élus par les Conseils provinciaux et communaux. En effet, ce système, prévu depuis 1836 par l'article 3 de la loi provinciale et par l'article 2 de la loi communale, n'est pas exactement couvert par l'article 108, 1^o, actuel.

Il conviendra, en même temps, de prévoir, par des dispositions appropriées et sans préjudice de ce qui pourra être réalisé par la voie d'ententes ou d'associations de communes, les pouvoirs du législateur en ce qui concerne la constitution et l'organisation de groupements ou de fédérations de communes, notamment dans les grandes agglomérations.

La revision de l'article 108 permettrait enfin de lever les doutes qui ont pu exister en ce qui concerne la constitutionnalité de certaines mesures de déconcentration et qui se sont notamment manifestés lors de l'élaboration de la loi du 27 juin 1962 au sujet de l'attribution aux gouverneurs des provinces du pouvoir d'annulation prévu par le texte actuel de l'article 108, 5^o.

VII. Les libertés publiques.

Le système de garantie des droits et libertés, que contient le titre II de la Constitution, a pu servir de modèle à un grand nombre de constitutions étrangères. Il doit toutefois être précisé et complété sur certains points.

1. L'égalité devant la loi.

Lors des discussions relatives à la déclaration de revision de 1954, il fut proposé de préciser, à l'article 6 de la Constitution (1), que l'égalité des Belges devant la loi était garantie « sans distinction de sexe » (2). Ces propositions furent rejetées, d'une part en raison du caractère limité qu'on voulait, à l'époque, donner à la revision, d'autre part en raison de l'inutilité d'une explicitation constitutionnelle de l'égalité des sexes, celle-ci n'étant plus contestée par personne.

Il pourrait toutefois être souhaitable de compléter l'article 6 actuel, afin d'en préciser la portée, non seulement dans

¹o l'élection directe, sauf les exceptions que la loi peut établir à l'égard des chefs des administrations communales et des commissaires du Gouvernement près des Conseils provinciaux;

²o l'attribution aux Conseils provinciaux et communaux de tout ce qui est d'intérêt provincial et communal, sans préjudice de l'approbation de leurs actes, dans des cas et suivant le mode que la loi détermine.

Plusieurs provinces ou plusieurs communes peuvent s'entendre ou s'associer dans les conditions et suivant le mode à déterminer par la loi, pour régler et gérer en commun des objets d'intérêt provincial ou d'intérêt communal. Toutefois, il ne peut être permis à plusieurs Conseils provinciaux ou plusieurs Conseils communaux de délibérer en commun;

³o la publicité des séances des Conseils provinciaux et communaux dans les limites établies par la loi;

⁴o la publicité des budgets et des comptes;

⁵o l'intervention du Roi ou du pouvoir législatif, pour empêcher que les Conseils provinciaux et communaux ne sortent de leurs attributions et ne blessent l'intérêt général.

(1) Texte actuel de cette disposition :

Article 6. — Il n'y a dans l'Etat aucune distinction d'ordres. Les Belges sont égaux devant la loi; seuls ils sont admissibles aux emplois civils et militaires, sauf les exceptions qui peuvent être établies par une loi pour des cas particuliers.

(2) Voir les propositions introduites, à la Chambre des Représentants, par M^{me} Groesser (*Doc. Ch.*, 1953-1954, n^o 656) et, au Sénat, par M. Vermeylen (*Doc. Sén.*, 1953-1954, n^o 100).

De herziening van artikel 108 zou moeten toelaten, wat het 1^o betreft, nader te bepalen dat de leden van de bestendige deputaties van de provinciale raden en de schepenen der gemeenten verkozen worden door de provincieraadsleden en de gemeenteraadsleden. Inderdaad, dit stelsel dat sedert 1836 door artikel 3 van de provinciewet en door artikel 2 van de gemeentewet is ingevoerd, is niet geheel gedekt door het huidige artikel 108, 1^o.

Het past, bij dezelfde gelegenheid, door aangepaste bepalingen en onverminderd hetgeen bij wege van verstandhouding of vereniging van gemeenten kan worden verwenzen, de bevoegdheid van de wetgever te bepalen inzake de oprichting en de organisatie van groeperingen of federaties van gemeenten, inzonderheid in de grote agglomeraties.

De herziening van artikel 108 zou tenslotte toelaten de onzekerheid op te heffen die inzake hun grondwettigheid aan sommige deconcentratie maatregelen mag hebben gekleefd, en die onder meer tot uiting kwam bij de uitwerking van de wet van 27 juni 1962, ter zake van de toekenning, aan de provinciegouverneurs, van de vernietigingsbevoegdheid, bedoeld in de huidige tekst van artikel 108, 5^o.

VII. De openbare vrijheden.

Het onder Titel II van de Grondwet voorkomende stelsel, waarbij rechten en vrijheden worden gewaarborgd, heeft tot voorbeeld gestrekt bij het opmaken van talrijke Grondwetten in vreemde landen. Wat sommige punten betreft moet het nochtans nader bepaald worden en aangevuld.

1. De gelijkheid voor de wet.

Bij de besprekingen over de herzieningsverklaring van 1954, werd voorgesteld in artikel 6 van de Grondwet (1) nader te verduidelijken dat de gelijkheid van de Belgen voor de wet « zonder onderscheid van kunne » was gewaarborgd (2). Die voorstellen werden afgewezen, enerzijds wegens de beperkte omvang die men destijds aan de herziening wilde geven, anderzijds wegens de nuttelosheid van een uitdrukkelijke bevestiging in de Grondwet van de gelijkheid der geslachten, die immers door niemand nog betwist wordt.

Het zou nochtans kunnen wenselijk zijn de thans geldende bepalingen van artikel 6 op zodanige wijze aan te

¹o de rechtstreekse verkiezing, behoudens de uitzonderingen welke de wet kan invoeren, ten aanzien van de hoofden der gemeentebesturen en van de commissarissen der Regering bij de provinciale raden;

²o het opdragen, aan de provinciale raden en aan de gemeenteraden, van al wat van provinciaal en gemeentelijk belang is, behoudens de goedkeuring hunner handelingen, in de gevallen en op de wijze bepaald door de wet.

Verscheidene provinciën of verscheidene gemeenten mogen zich onderling verstaan of zich verenigen onder de voorwaarden en op de wijze, door de wet te bepalen, om zaken van provinciaal belang of van gemeentelijk belang gemeenschappelijk te regelen en te beheren. Aan verscheidene provinciale raden of aan verscheidene gemeenteraden mag echter niet toegelaten zijn, te zamen te beraadslagen.

³o de openbaarheid van de vergaderingen der provinciale raden en der gemeenteraden binnen de grenzen door de wet gesteld;

⁴o de openbaarheid van de begrotingen en van de rekeningen;

⁵o de tussenkomst van de Koning of van de wetgevende macht om te beletten dat de provinciale raden en de gemeenteraden buiten hun bevoegdheid gaan en het algemeen belang krenken.

(1) Huidige tekst van die bepaling :

Artikel 6. — Er is geen onderscheid van standen in de Staat. De Belgen zijn gelijk voor de wet; zij alleen kunnen tot de burgerlijke en militaire bedieningen worden toegelaten, behoudens de uitzonderingen die voor bijzondere gevallen door een wet kunnen ingevoerd worden.

(2) Zie de voorstellen ingediend, bij de Kamer van Volksvertegenwoordigers, door Mevr. Groesser (*St. Kamer*, 1953-1954, n^o 656) en, bij de Senaat, door de heer Vermeylen (*St. Senaat*, 1953-1954, n^o 100).

le sens de l'interdiction de toute discrimination fondée sur le sexe, mais aussi dans le sens de l'interdiction de certaines autres formes de discrimination, telles que celles fondées sur la race et la religion (1).

C'est dans cet esprit que le Gouvernement propose d'envisager la révision éventuelle de l'article 6.

Il est à ce propos, nécessaire de souligner que l'interdiction, par la constitution, de toute discrimination fondée sur le sexe ne pourra avoir pour effet d'interdire que certains emplois publics soient réservés, soit aux hommes, soit aux femmes, si les besoins du service public le requièrent (2).

2. Le secret des communications.

En vue de « mieux garantir le secret des communications que les citoyens échangent entre eux » (3), la révision de l'article 22 de la Constitution (4) avait été inscrite au programme des procédures de révision entamées en 1953 et en 1958. Il s'agissait en effet, de « tenir compte de l'incidence des moyens techniques modernes sur la valeur d'un principe fondamental de nos libertés, formulé sans réserve par les constituants de 1831 » (5).

Ces considérations continuent à être valables. C'est pourquoi le Gouvernement propose de retenir à nouveau l'article 22 parmi les dispositions à réviser.

3. Les droits économiques et sociaux.

Il convient d'inscrire dans la constitution un certain nombre de dispositions garantissant les droits économiques et sociaux.

Des dispositions de ce genre existent dans la plupart des constitutions contemporaines et plus particulièrement dans celles qui ont été établies depuis la fin de la première guerre mondiale.

Sans doute, n'est il pas toujours facile de formuler en cette matière des dispositions de droit positif, mais il est certainement possible de consacrer dans le texte même de la Constitution les principes les plus importants de notre législation sociale (6).

(1) Voir à ce sujet l'article 14 de la convention européenne pour la sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, qui interdit les discriminations fondées sur « la race, la couleur, la langue, la religion, les opinions, l'origine nationale ou sociale, l'appartenance à une minorité nationale, la fortune, la naissance ou toute autre situation ».

(2) Voir à ce sujet A. Mast, *Overzicht van het Belgisch grondwettelijk recht*, pp. 373-375, Gand 1963, et les exemples cités par lui. Voir aussi l'arrêt du conseil d'Etat du 10 avril 1951, en cause de la commune de St-Lenaarts (R. J. D. A., 1951, p. 204, avec note de P. De Visscher) et ceux du 29 mai 1952, en cause Lalmand et en cause Meurs (R. J. D. A., 1952, p. 296).

(3) Exposé des motifs du projet de déclaration relative à la révision de la constitution, déposé à la Chambre des Représentants, le 15 avril 1958, Doc. Ch. n° 906 (1957-1958), n° 1, p. 2.

(4) Texte de cette disposition :

Article 22. — Le secret des lettres est inviolable. La loi détermine quels sont les agents responsables de la violation du secret des lettres confiées à la poste.

(5) *Ibid.*, loc. cit.

(6) Voir le rapport de P. De Visscher, « Les libertés économiques et sociales et la révision de la constitution », dans *Annales de droit et de sciences politiques*, t. XII, n° 49, 1952, pp. 305 et suivantes, et le compte-rendu de la discussion de ce rapport à la XII^e journée interuniversitaire d'études juridiques, *Ibid.*, t. XIII, n° 51, 1953, pp. 14-20. Voir aussi J. De Meyer, « Overwegingen betreffende de herziening van de grondwet », dans *Politica-Berichten*, t. III, 1953, n° 2, pp. 1 et suivantes, spécialement les pages 6 à 9.

vullen dat de zin daarvan nader zou worden bepaald, niet alleen met betrekking tot het verbod van elke discriminatie volgens het geslacht, doch ook met betrekking tot het verbod van sommige andere vormen van discriminatie, zoals die in verband met ras of godsdienst (1). In die geest stelt de Regering voor, de herziening van artikel 6 in overweging te nemen.

Nu moet in dit verband toch wel even worden aangestipt dat het verbieden in de grondwet van elke discriminatie, gegrond op het geslacht, niet kan betekenen dat het daarbij zou verboden zijn dat bepaalde openbare betrekkingen zouden worden voorbehouden voor mannen of vrouwen, indien het belang van de openbare dienst zulks mocht vereisen (2).

2. Het geheim van de mededelingen.

Ten einde het geheim der mededelingen tussen de burgers beter te waarborgen (3), werd de herziening van artikel 22 van de Grondwet (4) opgenomen in het programma van de in 1953 en 1958 aangevatte herzieningsprocedures. Het kwam er inderdaad op aan « rekening te houden met de terugslag van de moderne verkeerstechnieken op de waarde van een der grondbeginselen van onze vrijheden dat in 1831 zonder enig voorbehoud door de leden van de grondwetgevende vergadering werd vastgesteld » (5).

Deze beschouwingen zijn nog immer geldig. Daarom went de Regering artikel 22 onder de voor herziening in aanmerking komende bepalingen op te nemen.

3. Economische en sociale rechten.

Het past in de Grondwet een aantal bepalingen in te voegen om de economische en sociale rechten te waarborgen.

Die bepalingen komen in de meeste eigentijdse Grondwetten voor en vooral in die welke na het einde van de eerste wereldoorlog tot stand kwamen.

Het is ongetwijfeld niet gemakkelijk ten deze positief-rechtelijke bepalingen te formuleren, maar het is mogelijk in de tekst van de grondwet de voornaamste beginselen van onze sociale wetgeving vast te leggen (6).

(1) Zie hieromtrent het bepaalde in artikel 14 van de Europese conventie tot vrijwaring van de rechten van de mens en in de fundamentele vrijheden, waarbij verboden wordt elk « onderscheid op welke grond ook, zoals geslacht, ras, kleur, taal, godsdienst, politieke of andere overtuiging, nationale of maatschappelijke afkomst, het behoren tot een nationale minderheid, vermogen, geboorte of andere status ».

(2) Zie hieromtrent A. Mast, *Overzicht van het Belgisch grondwettelijk recht*, blz. 373-375, Gent 1963, en de aldaar aangehaalde voorbeelden. Zie ook het arrest van de Raad van State van 10 april 1951, inzake de gemeente St-Lenaarts (R. J. D. A., 1951, blz. 204, met noot P. De Visscher) en de arresten van 29 mei 1952, inzake Lalmand en inzake Meurs (R. J. D. A., 1952, blz. 296).

(3) Memorie van toelichting bij het ontwerp van verklaring betreffende de herziening van de grondwet, bij de Kamer der Volksvertegenwoordigers neergelegd de 15^e april 1958. Besch. K. n° 906 (1957-1958), n° 1, p. 2.

(4) Tekst van deze bepaling :

Artikel 22. — Het briefgeheim is onschendbaar.

De wet bepaalt welke agenten verantwoordelijk zijn voor de schending van het geheim der aan de post toevertrouwde brieven.

(5) *Ibid.*, loc. cit.

(6) Zie verslag van P. De Visscher, « Les libertés économiques et sociales et la révision de la Constitution », in *Annales de droit et de sciences politiques*, t. XII, n° 49, 1952, blz. 305 et volgende, en het overzicht van de besprekingen van dit verslag op de XII^e interuniversitaire studiedag voor rechtstudie, *Ibid.*, t. XIII, n° 51, 1953, blz. 14-20. Zie ook J. De Meyer « Overwegingen betreffende de herziening van de grondwet », in *Politica-Berichten*, t. III, 1953, n° 2, blz. 1 en volgende, voornamelijk blz. 6 tot 9.

C'est pourquoi le Gouvernement propose de compléter le titre II de la Constitution par une série d'articles définissant les droits économiques et sociaux garantis par la Constitution.

VIII. Revision et suspension de la Constitution.

1. Revision de la Constitution.

En ce qui concerne les règles relatives à la revision de la Constitution, il a été reconnu, d'une part, que la disposition qui interdit la revision de la Constitution pendant une régence peut créer des difficultés et empêcher que des réformes nécessaires soient introduites en temps utile : sans doute convient-il d'assouplir à cet égard l'article 84 (1), afin de permettre tout au moins que, pendant une régence, une procédure de revision puisse déjà commencer et même, si la régence doit s'étendre sur un certain nombre d'années, être poursuivie et achevée ou afin de permettre, au cours d'une régence, la revision de dispositions qui ne touchent pas essentiellement aux prérogatives de la couronne.

Il a été admis, d'autre part, qu'il y a lieu d'interdire toute revision de la Constitution en temps de guerre ou lorsque les Chambres se trouvent empêchées de se réunir librement sur le territoire national : à cette fin, un article 131bis devrait être inséré dans la Constitution pour énoncer cette interdiction.

2. Suspension de la Constitution.

L'article 130 actuel interdit de suspendre la Constitution en tout ou en partie (2).

Il a été proposé de compléter la constitution « par des dispositions soumettant à des conditions très strictes la proclamation de l'état d'urgence et assurant un fondement juridique plus solide à des mesures, telles que celles contenues dans les arrêtés-lois de 1916, prises en cas de déclaration de guerre, de constatation de l'état de guerre ou de proclamation de l'état d'urgence ».

Le Gouvernement estime qu'il y aurait de graves dangers à s'engager dans cette voie. D'une part, il convient d'éviter d'ouvrir la porte, par des dispositions constitutionnelles trop souples, à des entreprises attentatoires aux libertés publiques et aux institutions démocratiques. D'autre part, il convient également d'éviter que des dispositions trop rigides ne fassent obstacle à certaines mesures de salut public, que les circonstances pourraient rendre nécessaires (3).

(1) Texte actuel de cette disposition :

Article 84. — Aucun changement à la constitution ne peut être fait pendant une régence.

(2) Texte actuel de l'article 130 :

Article 130. — La constitution ne peut être suspendue en tout ni en partie.

(3) Voir à ce sujet les rapports de W. J. Ganshof van der Meersch, « De schorsing van vrijheidsrechten in uitzonderingstoestanden », et de F. J. F. M. Duynstee, « Vrijheidsrechten in noodtoestanden, dans *Vereniging voor de vergelijkende studie van het recht van België en Nederland, Jaarboek III, 1949-1950*, pp. 13-73 et 72-138, avec des conclusions de la section de droit public de cette association, *Ibid.*, pp. 7-9. Voir également le rapport de W. J. Ganshof Van der Meersch et M. Diderich, « Les états d'exception et la constitution belge », dans *Annales de droit et de sciences politiques*, t. XIII, n° 52, 1953, pp. 49-132, et le compte-rendu de la XIII^e journée interuniversitaire d'études juridiques, *Ibid.*, t. XIII, n° 53, 1953, spécialement les pp. 304-318.

De Regering stelt daarom voor Titel II van de Grondwet aan te vullen met een reeks artikelen ter bepaling van de door de Grondwet gewaarborgde economische en sociale rechten.

VIII. Herziening en schorsing van de Grondwet.

1. Herziening van de grondwet.

Met betrekking tot de regelen in verband met de herziening van de grondwet werd enerzijds erkend dat de bepaling welke verbiedt de grondwet in de loop van een regentschap te herzien, aanleiding kan geven tot moeilijkheden en de tijdige verwezenlijking van noodzakelijke hervormingen kan verhinderen : men mag geredelijk annemen dat artikel 84 (1) dient te worden versoepeld om toe te laten dat onder een regentschap een herzieningsprocedure ten minste zou kunnen worden ingeleid en zelfs, wanneer het regentschap een zeker aantal jaren moet duren, zou kunnen worden voortgezet en voltooid, of om toe te laten dat, tijdens een regentschap, de herziening zou kunnen plaats vinden van bepalingen die niet wezenlijk de rechten van de kroon raken.

Anderzijds werd aangenomen dat elke herziening van de grondwet moet verboden zijn in oorlogstijd of wanneer de Kamers zich in de onmogelijkheid bevinden om vrij op het nationale grondgebied samen te komen : daartoe zou een artikel 131bis, waarin dat verbod zou worden vastgesteld, in de grondwet moeten worden ingevoegd.

2. Schorsing van de Grondwet.

Het huidige artikel 130 verbiedt de gehele of gedeeltelijke schorsing van de Grondwet (2).

Er werd voorgesteld de grondwet aan te vullen « met bepalingen waardoor de afkondiging van de noodtoestand aan zeer strikte voorwaarden onderworpen wordt en een solieder juridische grondslag gegeven wordt aan maatregelen zoals die welke voorkomen in de besluitwetten van 1916, getroffen in geval van oorlogsverklaring, vaststelling van de staat van oorlog en afkondiging van de noodtoestand ».

De Regering is van mening dat men aldus een zeer gevaarlijke weg zou opgaan. Enerzijds moet men vermijden, door te soepele grondwetsbepalingen het pad te effenen voor ondernemingen die de openbare vrijheden en de democratische instellingen zouden in het gedrang brengen. Anderzijds mag men niet door te strenge behandelingen verhinderen dat maatregelen die voor 's lands heil noodzakelijk zijn genomen zouden kunnen worden wanneer de omstandigheden die maatregelen vergen (3).

(1) Huidige tekst van deze bepaling :

Artikel 84. — Gedurende een regentschap kan geen verandering aan de Grondwet worden toegebracht.

(2) Huidige tekst van artikel 130 :

Artikel 130. — De Grondwet kan noch geheel, noch gedeeltelijk geschorst worden.

(3) Zie dienaangaande de verslagen van W. J. Ganshof van der Meersch, « De schorsing van vrijheidsrechten in uitzonderingstoestanden », en van F. J. F. M. Duynstee, « Vrijheidsrechten in noodtoestanden », in *Vereniging voor de vergelijkende studie van het recht van België en Nederland, Jaarboek III, 1949-1950*, blz. 13-73 en 72-138, met de conclusies van de afdeling publiek recht van deze vereniging; *Ibid.*, blz. 7-9. Zie ook het verslag van W. J. Ganshof van der Meersch en M. Diderich, « Les états d'exception et la Constitution belge », in *Annales de droit et de sciences politiques*, t. XIII, n° 52, 1953, blz. 49-132, en het verslag van de XIII^e interuniversitaire dag voor rechtsstudie, *Ibid.*, t. XIII, n° 53, 1953, inzonderheid, blz. 304-318.

La tradition constitutionnelle paraît déjà avoir indiqué les principes qui doivent, en cette matière, déterminer l'action du Gouvernement et du Parlement.

IX. Dispositions diverses.

1. Sort à réserver à l'article 1^{er}, alinéa 4.

L'article 1^{er}, alinéa 4, de la Constitution (1) fut déjà inscrit au programme des procédures de révision entreprises en 1953 et en 1958. Il s'agissait alors de « préciser les rapports devant exister entre la Belgique et le Congo » et de « renoncer au régime suivant lequel les troupes belges destinées à la défense du Congo belge ne peuvent être recrutées que par des engagements volontaires » (2).

Le but ainsi assigné à la révision de l'article 1^{er}, alinéa 4, est évidemment dépassé depuis lors par l'accession à l'indépendance des territoires africains qui étaient, à l'époque, administrés par la Belgique. Mais, par le fait même, la révision de l'article 1^{er}, alinéa 4, s'impose cette fois-ci pour un motif différent de ceux qui furent invoqués en 1954 et en 1958. La Belgique n'a plus de territoires d'outre-mer et ne compte plus en avoir à l'avenir. L'article 1^{er}, alinéa 4, qui avait précisément été introductif dans la Constitution, lors de la révision de 1893, en vue du transfert à la Belgique de l'Etat indépendant du Congo, paraît donc devoir être abrogé.

2. La capitale du royaume.

D'après l'article 126 de la Constitution (3), la ville de Bruxelles est la capitale du royaume et le siège du Gouvernement. Il conviendra de préciser le sens de cette disposition, d'une part, pour faire apparaître clairement que les services gouvernementaux peuvent tout aussi bien être établis dans d'autres communes de l'agglomération bruxelloise que la commune de Bruxelles elle-même et, d'autre part, pour préciser sur certains points le statut de Bruxelles en tant que capitale du royaume.

Les travaux de la commission permanente pour l'amélioration des relations communautaires dont la création a été proposée, permettront de donner à ce sujet, s'il y a lieu, des indications aux Chambres chargées de la révision de la Constitution.

C'est pourquoi l'article 126 doit être également soumis à révision.

3. Etablissement du texte néerlandais de la Constitution.

Déjà en 1954 et en 1958, la nécessité d'établir, à l'occasion de la révision constitutionnelle, une version néerlandaise officielle pour l'entièreté de la Constitution, avait été

De grondwettelijke traditie heeft blijkbaar reeds de beginselen vastgesteld die in dergelijke aangelegenheden aan de actie van Regering en Parlement moeten ten gronde liggen.

IX. Diverse bepalingen.

1. Herziening van artikel 1, vierde lid.

Artikel 1, vierde lid, van de Grondwet (1) kwam reeds voor op het programma der in 1953 en 1958 opgenomen herzieningsprocedures. Toen kwam het erop aan de betrekkingen tussen België en Congo nader te bepalen en aan het stelsel, hetwelk erin bestond dat de voor de verdediging van Belgisch Congo in te zetten Belgische troepen slechts bij vrijwillige dienstneming mochten worden aangeworven, een einde te maken (2).

De opzet van die herziening van artikel 1, 4^e lid, is vanzelfsprekend voorbijgestreefd ten gevolge van de onafhankelijkheid van de toentertijd door België bestuurde Afrikaanse gebieden. De herziening van artikel 1, 4^e lid, is, door dat feit zelf, geboden, zij het om andere redenen dan die welke in 1954 en 1958 werden ingeroepen. België bezit geen overzeese gebieden meer en rekent voor de toekomst niet meer op zulkdanig bezit. Artikel 1, 4^e lid, dat bij de herziening van 1893 in de Grondwet werd ingevoegd met het oog op de overdracht van de Onafhankelijke Congostaat aan België, blijkt dus te moeten worden opgeheven.

2. De hoofdstad van het Rijk.

De stad Brussel is krachtens artikel 126 van de Grondwet (3) de hoofdstad van het Rijk en de zetel van de Regering. De zin van deze bepaling moet nader worden bepaald, enerzijds, ten einde te verduidelijken dat de regeringsdiensten ook in andere gemeenten van de agglomeratie dan de gemeente Brussel mogen gevestigd zijn en, anderzijds, om in bepaalde opzichten het statuut van Brussel als hoofdstad van het Rijk nader te omschrijven.

De werkzaamheden van de vaste commissie voor de bevordering van de communautaire betrekkingen waarvan de oprichting werd voorgesteld, zullen in dit verband eventueel nadere aanduidingen kunnen verstrekken aan de met de Grondwetsherziening belaste Kamers.

Daarom dient artikel 126 eveneens herzien te worden.

3. Vaststelling van de Nederlandse tekst van de Grondwet.

Reeds in 1954 en in 1958 had iedereen de noodzaak erkend ter gelegenheid van de grondwetsherziening een officiële Nederlandse tekst van gans de Grondwet op te

(1) Texte actuel de cette disposition :

« Les colonies, possessions d'outre-mer ou protectorats que la Belgique peut acquérir sont régis par des lois particulières. Les troupes belges destinées à leur défense ne peuvent être recrutées que par des engagements volontaires ».

(2) Exposé des motifs du projet de déclaration relatif à la révision de la constitution, déposé à la Chambre des Représentants le 15 avril 1958, *Doc. Ch.*, n° 906 (1957-1958), n° 1, pp. 1 et 2.

(3) Texte actuel de cette disposition :

Article 126. — La ville de Bruxelles est la capitale de la Belgique et le siège du Gouvernement.

(1) Huidige tekst van die bepaling :

Voor de koloniën, overzeese bezittingen of beschermde gebieden die België kan verkrijgen, gelden bijzondere wetten. De Belgische troepen, tot hun verdediging bestemd, kunnen alleen bij vrijwillige dienstneming worden aangeworven.

(2) Memorie van toelichting bij de ontwerp-verklaring betreffende de grondwetsherziening, bij de Kamer der Volksvertegenwoordigers neergelegd op 15 april 1958, *Besch. K.*, n° 906 (1957-1958), n° 1, biz. 1 en 2.

(3) Huidige tekst van die bepaling :

Artikel 126. — De stad Brussel is de hoofdstad van België en de zetel van de Regering.

admise par tous. On estimait également que, par la même occasion, la Constitution devait être complétée par un article disposant qu'elle est établie dans les deux langues nationales et que les deux textes ont la même valeur authentique et font, par conséquent, foi au même titre.

Ces considérations ont conservé toute leur valeur. Il importe à nouveau de prévoir, d'une part, la révision de tous les articles de la Constitution, uniquement en vue d'établir leur version néerlandaise et, d'autre part, la révision du titre VIII par l'insertion d'un article 140 disposant que la Constitution belge est établie en français et en néerlandais et que les deux textes font foi.

4. Abrogation de certaines dispositions devenues sans objet.

Bien qu'en principe l'abrogation d'une disposition transitoire ne soit pas juridiquement nécessaire, il avait été reconnu, lors des procédures de révision entamées en 1954 et en 1958, qu'il pouvait être utile de faire disparaître, par voie d'abrogation expresse, les dispositions transitoires relatives aux articles 47, 52, 53 et 56bis, qui furent adoptées lors de la révision de la Constitution de 1919-1921 (1), ainsi que les articles 132, 135 et 136 (2), qui datent déjà de 1831 et qui n'avaient également qu'un caractère purement transitoire.

Le Gouvernement ne pense pas qu'il y ait lieu de prévoir l'abrogation de ces dispositions, puisqu'elles sont déjà, par elles-mêmes, devenues sans objet.

5. Budgets cycliques.

Un assouplissement des règles de l'annualité budgétaire pourrait être nécessaire pour permettre le vote de programmes financiers s'étendant sur plusieurs années.

Le Gouvernement se rallie à la suggestion qui a été faite en ce sens et propose de prévoir, à cette fin, l'insertion d'un article 115bis, relatif à ces programmes.

*Le Ministre de l'Intérieur
et de la Fonction publique,*

stellen. Men was eveneens van mening dat, bij dezelfde gelegenheid, de Grondwet diende aangevuld te worden met een artikel, waarin bepaald zou worden dat in beide landstalen is gesteld en dat beide teksten dezelfde authentieke waarde hebben, en, dienvolgens, evenzeer rechtsgeldig zijn.

Deze overwegingen hebben hun volle waarde behouden. Het is opnieuw van belang enerzijds tot de herziening van alle artikelen van de grondwet te besluiten, met als enig doel de Nederlandse tekst ervan vast te stellen, en, anderzijds, in Titel VIII een artikel 140 in te lassen waarbij bepaald wordt dat de Belgische grondwet in het Frans en in het Nederlands is gesteld en dat beide teksten rechtsgeldig zijn.

4. Opheffing van zekere bepalingen, die overbodig geworden zijn.

Hoewel de opheffing van een overgangsbepaling in beginsel juridische niet vereist is, werd bij de in 1954 en in 1958 aangevatte herzieningsprocedures aanvaard dat het dienstig kon zijn door een uitdrukkelijke opheffing de overgangsbepalingen in verband met de artikelen 47, 52, 53 en 56bis, die bij de herziening van 1919-1921 (1) werden aangenomen, te doen verdwijnen, evenals de artikelen 132, 135 en 136 (2) die van 1831 dateren, en die eveneens loutere overgangsbepalingen waren.

De Regering is niet van mening dat nodig is deze bepalingen op te heffen, aangezien zij uiteraard reeds geen uitwerking meer hebben.

5. Cyclische begrotingen.

Een versoepeling van de regelen betreffende de eenjarigheid van de begrotingen zou noodzakelijk kunnen zijn ten einde de goedstemming van financiële programma's, die zich over verscheidene jaren uitstrekken, mogelijk te maken.

De Regering is het eens met het in deze zin gedane voorstel en stelt te dien einde de inlassing voor van een artikel 115bis betreffende de bedoelde programma's.

*De Minister van Binnenlandse Zaken
en van Openbaar Ambt,*

A. GILSON.

(1) Texte de ces dispositions :

Disposition transitoire du 15 novembre 1920 : « La disposition du premier alinéa de l'article 52 est applicable à la session 1919-1920 ».

Disposition transitoire du 7 février 1921 : « Sont admises au droit de suffrage, concurremment avec les citoyens visés à l'article 47 de la constitution, les femmes qui, réunissant les conditions prescrites par cet article, appartiennent à l'une des catégories énoncées dans l'article 2 de la loi du 9 mai 1919 ».

Disposition transitoire à l'article 56bis, du 15 octobre 1921 : « Le terme de cinq ans des catégories 14^e, 17^e, 18^e et 19^e, et celui de trois ans de la 16^e catégorie, sont ramenés à deux ans pour la première application de ces dispositions ».

Disposition transitoire à l'article 53, du 15 octobre 1921 : « Les femmes admises au droit de suffrage pour la Chambre des Représentants, concurremment avec les citoyens visés à l'article 47 de la Constitution, sont admises également à participer à l'élection des membres du Sénat visés au 1^o de l'article 53 ».

(2) Texte de ces dispositions :

Article 132. — Pour le premier choix du chef de l'Etat, il pourra être dérogé à la première disposition de l'article 80.

Article 135. — Le personnel des cours et des tribunaux est maintenu tel qu'il existe actuellement, jusqu'à ce qu'il y ait été pourvu par une loi.

Cette loi devra être portée pendant la première session législative.

Article 136. — Une loi, portée dans la même session, déterminera le mode de la première nomination des membres de la Cour de cassation.

(1) Tekst van deze bepalingen :

Overgangsbepaling van 15 november 1920 : « Het bepaalde in het eerste lid van artikel 52 is toepasselijk op het zittingsjaar 1919-1920 ».

Overgangsbepaling van 7 februari 1921 : « Zijn kiesgerechtigd, te gelijk met de ingezetenen bedoeld bij artikel 47 der Grondwet, de vrouwen die aan de bij dit artikel gestelde vereisten voldoen en tevens behoren tot een der groepen vermeld in artikel 2 der wet van 9 mei 1919 ».

Overgangsbepaling op artikel 56bis, dd. 15 oktober 1921 : « De termijn van vijf jaar voor de 14^e, 17^e, 18^e en 19^e categorieën en die van drie jaar voor de 16^e categorie worden, voor de eerste toepassing van deze bepalingen, tot op twee jaar verminderd ».

Overgangsbepaling op artikel 53, dd. 15 oktober 1921 : « De vrouwen, toegelaten tot het stemrecht voor de Kamer der Volksvertegenwoordigers te zamen met de burgers bedoeld in artikel 47 der Grondwet, worden eveneens toegelaten tot het deelnemen aan de verkiezing der leden van de Senaat bedoeld in n^o 1 van artikel 53 ».

(2) Tekst van deze bepalingen :

Artikel 132. — Bij de eerste keuze van het Staatshoofd mag van de eerste bepaling van artikel 80 afgeweken worden.

Artikel 135. — Het personeel van de hoven en de rechtbanken blijft in dienst zoals het thans bestaat, totdat daarin door een wet voorzien wordt.

Die wet moet gedurende de eerste zitting van de Wetgevende Kamers ingevoerd worden.

Artikel 136. — Een wet, gedurende dezelfde zitting in te voeren, zal de wijze bepalen waarop de leden van het Hof van Verbreking voor de eerste maal worden benoemd.

REVISION DE LA CONSTITUTION.

Projet de déclaration.

BAUDOUIN.

Roi des Belges.

A tous, présents et à venir, SALUT.

Sur la proposition de Nos Ministres réunis en conseil,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de l'Intérieur présentera en Notre nom aux Chambres législatives, le projet de déclaration dont la teneur suit :

Il y a lieu à revision :

1° de l'article 1^{er} de la Constitution, par l'abrogation de son 4^e alinéa;

2° du titre I^{er} de la Constitution, par l'insertion d'un article 3^{bis}, relatif aux régions linguistiques;

3° de l'article 6 de la Constitution, en vue d'y préciser notamment que l'égalité des Belges devant la loi exclut toute distinction fondée sur la race, la religion ou le sexe;

4° de l'article 22 de la Constitution;

5° de l'article 23 de la Constitution;

6° du titre II de la Constitution, par l'insertion de dispositions relatives aux droits économiques et sociaux;

7° du titre III de la Constitution, par l'insertion d'un article 26^{bis}, relatif à la délégation éventuelle par chacune des Chambres de certains pouvoirs à ses commissions ou sections;

8° de l'article 27 de la Constitution;

9° de l'article 36 de la Constitution;

10° du titre III, chapitre I^{er}, de la Constitution, par l'insertion d'un article 38^{bis}, réglant la procédure spéciale à observer à l'égard de projets ou propositions de loi qui pourraient porter gravement atteinte aux relations entre les communautés linguistiques;

11° de l'article 39 de la Constitution, exception faite de la deuxième phrase de cette disposition;

12° de l'article 41 de la Constitution;

13° de l'article 47 de la Constitution;

14° de l'article 49 de la Constitution;

15° de l'article 52 de la Constitution;

16° de l'article 53 de la Constitution;

17° de l'article 54 de la Constitution;

18° de l'article 56^{bis} de la Constitution;

19° de l'article 56^{ter} de la Constitution;

20° de l'article 57 de la Constitution;

21° du titre III, chapitre II, de la Constitution, par l'insertion d'un article 65^{bis}, comportant des dispositions relatives au statut des diverses catégories de Ministres;

22° de l'article 68 de la Constitution;

23° de l'article 70, alinéa 1^{er}, de la Constitution;

24° de l'article 84 de la Constitution;

25° de l'article 92 de la Constitution;

HERZIENING VAN DE GRONDWET.

Ontwerp van verklaring.

BOUDEWIJN,

Koning der Belgen.

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, ONZE GROET.

Op de voordracht van Onze in raad vergaderde Ministers,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Onze Minister van Binnenlandse Zaken zal in Onze naam bij de wetgevende Kamers het ontwerp van verklaring, waarvan de inhoud volgt, indienen :

Er bestaat reden tot herziening van :

1° artikel 1 van de Grondwet, door opheffing van het 4° lid;

2° titel I van de Grondwet, door invoeging van een artikel 3^{bis} betreffende de taalgebieden;

3° artikel 6 van de Grondwet, ten einde inzonderheid nader te bepalen dat de gelijkheid van de Belgen voor de wet elk onderscheid volgens geslacht, godsdienst of ras uitsluit;

4° artikel 22 van de Grondwet;

5° artikel 23 van de Grondwet;

6° titel II van de Grondwet, door invoeging van bepalingen betreffende de economische en sociale rechten;

7° titel III van de Grondwet, door invoeging van een artikel 26^{bis} betreffende de eventuele delegatie, door elk der Kamers, van bepaalde bevoegdheden aan hun commissies of afdelingen;

8° artikel 27 van de Grondwet;

9° artikel 36 van de Grondwet;

10° titel III, hoofdstuk I, van de Grondwet, door invoeging van een artikel 38^{bis}, houdende regeling van de bijzondere procedure welke moet worden in acht genomen voor wetsontwerpen of -voorstellen, die de betrekkingen tussen de taalgemeenschappen ernstig in het gedrang zouden kunnen brengen;

11° artikel 39 van de Grondwet, met uitzondering van de tweede volzin van die bepaling;

12° artikel 41 van de Grondwet;

13° artikel 47 van de Grondwet;

14° artikel 49 van de Grondwet;

15° artikel 52 van de Grondwet;

16° artikel 53 van de Grondwet;

17° artikel 54 van de Grondwet;

18° artikel 56^{bis} van de Grondwet;

19° artikel 56^{ter} van de Grondwet;

20° artikel 57 van de Grondwet;

21° titel III, hoofdstuk II, van de Grondwet, door invoeging van een artikel 65^{bis}, houdende bepalingen betreffende het statuut van de verschillende categorieën van Ministers;

22° artikel 68 van de Grondwet;

23° artikel 70, 1^e lid, van de Grondwet;

24° artikel 84 van de Grondwet;

25° artikel 92 van de Grondwet;

26° de l'article 93 de la Constitution;
 27° de l'article 96 de la Constitution;
 28° de l'article 97 de la Constitution;
 29° de l'article 98 de la Constitution;
 30° de l'article 104 de la Constitution;
 31° de l'article 105, alinéa 2, de la Constitution;
 32° du titre III, chapitre III, de la Constitution, par l'insertion d'un article 107bis, relatif à la non-application des dispositions du droit interne, légales ou réglementaires, qui seraient contraires au droit international ou au droit communautaire d'institutions supranationales;
 33° du titre III de la Constitution, par l'insertion d'un chapitre IIIbis, relatif aux juridictions administratives et au Conseil d'Etat;
 34° de l'article 108 de la Constitution;
 35° du titre IV de la Constitution, par l'insertion d'un article 115bis, relatif aux programmes financiers s'étendant sur plusieurs années;
 36° de l'article 126 de la Constitution;
 37° du titre VII de la Constitution, par l'insertion d'un article 131bis, en vue d'interdire toute révision de la Constitution en temps de guerre ou lorsque les Chambres se trouvent empêchées de se réunir librement sur le territoire national;
 38° du titre VIII de la Constitution, par l'adjonction d'un article 140, disposant que la Constitution belge est établie en français et en néerlandais et que les deux textes font foi;
 39° de tous les articles de la Constitution, uniquement en vue d'établir sa version néerlandaise.

Donné à Bruxelles, le 1^{er} mars 1965.

26° artikel 93 van de Grondwet;
 27° artikel 96 van de Grondwet;
 28° artikel 97 van de Grondwet;
 29° artikel 98 van de Grondwet;
 30° artikel 104 van de Grondwet;
 31° artikel 105, 2° lid, van de Grondwet;
 32° titel III, hoofdstuk III, van de Grondwet, door invoeging van een artikel 107bis, betreffende de niet-toepassing van internrechtelijke wets- of verordeningbepalingen die in strijd zouden zijn met het internationaal recht of met het gemeenschapsrecht van supranationale instellingen;
 33° titel III van de Grondwet, door invoeging van een hoofdstuk IIIbis, betreffende de administratieve rechtscolleges en de Raad van State;
 34° artikel 108 van de Grondwet;
 35° titel IV van de Grondwet, door invoeging van een artikel 115bis, betreffende de financiële programma's welke over verschillende jaren zijn gespreid;
 36° artikel 126 van de Grondwet;
 37° titel VII van de Grondwet, door invoeging van een artikel 131bis, strekkende tot het verbieden van elke grondwetsherziening in oorlogstijd of wanneer de Kamers zich in de onmogelijkheid bevinden vrij te vergaderen op het nationaal grondgebied;
 38° titel VIII van de Grondwet, door toevoeging van een artikel 140, bepalende dat de Belgische Grondwet in het Frans en in het Nederlands is gesteld en dat beide teksten rechtsgeldig zijn;
 39° van al de artikelen van de Grondwet, alleen om de Nederlandse versie ervan vast te stellen.

Gegeven te Brussel, 1 maart 1965.

BAUDOUIN.

PAR LE ROI :

Le Premier Ministre,

VANWEGE DE KONING :

De Eerste-Minister,

Th. LEFEVRE.

*Le Vice-Premier Ministre
 et Ministre des Affaires étrangères,*

*De Vice-Eerste-Minister
 en Minister van Buitenlandse Zaken,*

P.-H. SPAAK.

Le Ministre de la Justice,

De Minister van Justitie,

P. VERMEYLEN.

Le Ministre de la Défense nationale,

De Minister van Landsverdediging,

P. W. SEGERS.

Le Ministre des Finances,

De Minister van Financiën,

A. DEQUAE.

*Le Ministre de l'Agriculture,**De Minister van Landbouw,*

Ch. HEGER.

*Le Ministre des Affaires économiques et de l'Energie,**De Minister van Economische Zaken en Energie,*

A. SPINOY.

*Le Ministre de la Prévoyance sociale,**De Minister van Sociale Voorzorg,*

E. LEBURTON.

*Le Ministre de l'Intérieur
et de la Fonction publique,**De Minister van Binnenlandse Zaken
en van het Openbaar Ambt,*

A. GILSON.

*Le Ministre des Travaux publics,**De Minister van Openbare Werken,*

G. BOHY.

*Pour le Ministre du Commerce extérieur
et de l'Assistance technique, absent,
Le Ministre de la Défense nationale,**Voor de Minister van Buitenlandse Handel
en Technische Bijstand, afwezig,
De Minister van Landsverdediging,*

P. W. SEGERS.

*Le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones,**De Minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie,*

E. ANSEELE.

*Le Ministre, Adjoint aux Affaires étrangères,**De Minister, Adjunct voor Buitenlandse Zaken,*

H. FAYAT.

*Pour le Ministre de l'Emploi et du Travail, absent,
Le Ministre des Communications,**Voor de Minister van Tewerkstelling en Arbeid, afwezig,
De Minister van Verkeerswezen,*

A. BERTRAND.

*Le Ministre de la Culture,
Adjoint à l'Education nationale,**De Minister van Cultuur,
Adjunct voor Nationale Opvoeding,*

R. VAN ELSLANDE.

*Le Ministre de la Santé publique et de la Famille,**De Minister van Volksgezondheid en van het Gezin,*

J. CUSTERS.

Le Ministre des Communications,

De Minister van Verkeerswezen,

A. BERTRAND.

Le Ministre des Classes moyennes,

De Minister van Middenstand,

A. DE CLERCK.

Le Ministre, Adjoint aux Finances,

De Minister, Adjunct voor Financiën,

H. DERUELLES.

Le Ministre de l'Education nationale,

De Minister van Nationale Opvoeding,

H. JANNE.

Chambre des Représentants

SESSION 1964-1965

3 MARS 1965.

PROJET DE DECLARATION relatif à la revision de la Constitution.

ANNEXES

TABLE DES MATIERES.

ANNEXE A.

	Pages
Synthèse des travaux du groupe de travail politique (24 octobre 1963)	4
Chapitre I. — L'harmonisation des relations entre Flamands et Wallons	4
Section 1. — Pouvoir législatif	4
A. Maintien ou abandon du bicaméralisme	4
B. Compétence et composition de la Chambre, des Représentants	5
C. Compétence du Sénat	5
D. Composition du Sénat	5
I. Nature de la composition du Sénat	5
II. Répartition des sièges sénatoriaux	5
1. Représentation égale des groupes flamand et wallon	5
2. Représentation régionale pondérée	6
3. Statu quo	7
E. Mécanisme d'adoption des lois	7
I. Majorités spéciales dans certaines matières	7
II. Procédure de conciliation	8
III. Techniques diverses	10
Section 2. — Pouvoir exécutif	10
A. Répartition des charges ministérielles	10
B. Mission de certains secrétaires d'Etat	10
Section 3. — Autorités déconcentrées et Institutions décentralisées	11
A. Matières culturelles	11
B. Matières économiques et sociales	12
C. Aménagement des institutions existantes dans un esprit de décentralisation et de déconcentration	12
I. Déconcentration	12
II. Décentralisation	13
III. Cogestion Etat — Provinces	13
IV. Aménagement de l'organisation provinciale	13
V. Aménagement de l'organisation communale	13
VI. Statut de Bruxelles	14
Section 4. — Organisation judiciaire	14
Chapitre II. — La modernisation de l'Etat	14
Section 1. — Pouvoir législatif	14
A. Spécialisation des Assemblées	14
B. Participation de conseils spécialisés à l'activité législative	15
C. Pouvoirs délégués ou pouvoirs spéciaux	15
D. Délibération complémentaire	15
Section 2. — Pouvoir exécutif	15
A. Fonctions du Premier Ministre	15
B. Conseils ministériels restreints	15
C. Responsabilité du Cabinet et des Ministres	15
D. Nombre de Ministres	15

Kamer van Volksvertegenwoordigers

ZITTING 1964-1965

3 MAART 1965.

ONTWERP VAN VERKLARING betreffende de herziening van de Grondwet.

BIJLAGEN

INHOUDSOPGAVE.

BIJLAGE A.

	Bladz.
Synthese van de werkzaamheden van de politieke werkgroep (24 oktober 1963)	4
Hoofdstuk I. — Harmonisering der Vlaams-Waalse verhoudingen	4
Afdeling 1. — Wetgevende macht	4
A. Behoud of afschaffing van het bicameralisme	4
B. Bevoegdheid en samenstelling van de Kamer van Volksvertegenwoordigers	5
C. Bevoegdheid van de Senaat	5
D. Samenstelling van de Senaat	5
I. Aard van de samenstelling van de Senaat	5
II. Zetelverdeling in de Senaat	5
1. Gelijke vertegenwoordiging van de Vlaamse en de Waalse groep	5
2. « Gepondereerde » regionale vertegenwoordiging	6
3. Status quo	7
E. Goedkeuring der wetten — modaliteiten	7
I. Speciale meerderheid in sommige kwesties	7
II. Verzoeningsprocedure	8
III. Diverse technieken	10
Afdeling 2. — Uitvoerende macht	10
A. Verdeling der ministeriële taken	10
B. Opdrachten aan Staatssecretarissen	10
Afdeling 3. — Gedeconcentreerde gezagsorganen en gedecentraliseerde instellingen	11
A. Culturele zaken	11
B. Economische en sociale zaken	12
C. Aanpassing der bestaande instellingen in een geest van decentralisatie en deconcentratie	12
I. Deconcentratie	12
II. Decentralisatie	13
III. Medebeheer Staat — Provincies	13
IV. Aanpassing van de provinciale organisatie	13
V. Aanpassing van de gemeentelijke organisatie	13
VI. Statuut van Brussel	14
Afdeling 4. — Gerechtelijke organisatie	14
Hoofdstuk II. — De modernisering van de Staat	14
Afdeling 1. — Wetgevende macht	14
A. Specialisatie van beide Kamers	14
B. Deelneming van gespecialiseerde raden aan de wetgevende taak	15
C. Volmachten of speciale machten	15
D. Aanvullende beraadslaging	15
Afdeling 2. — Uitvoerende macht	15
A. De functies van de Eerste-Minister	15
B. Beperkte ministerraden	15
C. Verantwoordelijkheid van het Kabinet en van de Ministers	15
D. Aantal der ministers	15

	Pages
E. Institution de Secrétaires d'Etat	16
I. But	16
II. Statut et responsabilité	16
III. Fonctions	16
Section 3. — Autorités déconcentrées et Institutions décentralisées	16
Chapitre III. — Problèmes relatifs à la révision de la Constitution	16
Chapitre IV. — L'adaptation de la Constitution aux situations internationales	17
A. Révision des articles 68 et 25	17
B. Les délégations aux organes supranationaux porteront-elles sur les pouvoirs ou sur leur exercice	17
C. Ratification des traités	17
D. Pouvoirs de contrainte des institutions supranationales	18
E. Effet interne des traités internationaux, notamment à l'égard des lois	18
F. Recours à la guerre	18
G. Dénonciation des traités	19
H. Mode d'élaboration des traités internationaux	19
Note finale	19

ANNEXE B.

Message aux présidents des partis traditionnels (7 novembre 1963)	22
---	----

ANNEXE C.

Commission tripartite pour la réforme des institutions — Projet de rapport (22 décembre 1964)	22
Introduction	22
Déclaration liminaire	23
Réforme des institutions centrales	24
Première Partie. — Réforme du Parlement	24
A. Composition	24
I. Maintien du bicaméralisme	24
II. Elections législatives	24
III. Chambre des Représentants	25
IV. Sénat	25
V. Absence des parlementaires et délégations de vote	26
B. Organisation	26
C. Fonction législative	27
D. Fonction financière	28
E. Fonction de contrôle	28
F. Harmonisation des relations entre les communautés	29
G. Délégation de pouvoirs	30
Deuxième Partie. — Réforme du Gouvernement	30
A. Structure gouvernementale	30
B. Institution de secrétaires d'Etat	30
C. Statut des fonctionnaires	31
Troisième Partie. — Problèmes judiciaires et juridictionnels	31
A. Principes généraux	31
B. Nombre des Cours d'Appel	31
C. Répartition des compétences juridictionnelles	31
D. Extension des garanties judiciaires	32
E. Contrôle juridictionnel de la constitutionnalité des lois	32
Quatrième Partie. — Autres questions	33
A. Les droits individuels et libertés publiques	33
B. La Presse	34
C. Le référendum	34
D. La révision de la Constitution	34
E. Etat d'urgence et état de guerre	34
F. Adaptation de la Constitution aux conditions nouvelles de la vie internationale	34
Décentralisation et déconcentration	35
Problèmes abordés et ordre des travaux	35
Chapitre I. — Décentralisation dans les matières relevant de la gestion administrative	36
Section 1. — Travaux communaux et provinciaux	36
I. Travaux publics	36
A. Travaux publics communaux et provinciaux	36
B. Travaux publics de l'Etat	38
II. Travaux relevant du domaine de la Santé publique	39
III. Logement	39
IV. Travaux relevant du domaine de l'Agriculture	40
V. Urbanisme	40
VI. Travaux et tâches relevant d'autres domaines de la gestion administrative	41
Section 2. — Décisions des communes et des provinces	41
I. Généralités	41
II. Barèmes et régime social du personnel des communes et des provinces	42
III. Cadres et nominations du personnel des communes et des provinces	43
IV. Budgets communaux et provinciaux	43
V. Emprunts, patrimoine des communes et des provinces	44
Enoncé synthétique des conclusions dégagées à propos du chapitre I	44

	Bladz.
E. Staatssecretarissen	16
I. Doel	16
II. Statuut en verantwoordelijkheid	16
III. Functies	16
Afdeling 3. — Gedecentraliseerde gezagsorganen en gedecentraliseerde instellingen	16
Hoofdstuk III. — Problemen in verband met de herziening van de Grondwet	16
Hoofdstuk IV. — De aanpassing van de Grondwet aan de internationale toestand	17
A. Herziening van de artikelen 68 en 25	17
B. Machtsoverdrachten aan internationale of supranationale organen: overdracht van de macht zelf of van de uitoefening ervan	17
C. Bekrachtiging van de verdragen	17
D. Dwangmiddelen van de internationale of supranationale instellingen	18
E. Interne samenwerking van de internationale verdragen, inzonderheid ten opzichte van de wetten	18
F. Beroep op oorlog	18
G. Opzeggen van verdragen	19
H. Voorbereidingsmethode i.v.m. de internationale verdragen	19
Slotnota	19

BIJLAGE B.

Boodschap aan de voorzitters van de traditionele partijen (7 november 1963)	22
---	----

BIJLAGE C.

Driepartijcommissie voor de hervorming der instellingen — Ontwerp-verslag (22 december 1964)	22
Inleiding	22
Inleidende verklaring	23
Centrale instellingen	24
Eerste Deel. — Hervorming van het Parlement	24
A. Samenstelling	24
I. Behoud van het bicameralisme	24
II. Wetgevende verkiezingen	24
III. Kamer van Volksvertegenwoordigers	25
IV. Senaat	25
V. Afwezigheid der parlementsleden en overdracht van stemrecht	26
B. Organisatie	26
C. Wetgevende functie	27
D. Financiële functie	28
E. Controle functie	28
F. Het harmoniëren der relaties tussen de Gemeenschappen	29
G. Overdracht van machten	30
Tweede Deel. — Hervorming van de Regering	30
A. Structuur van de Regering	30
B. Staatssecretarissen	30
C. Statuut der ambtenaren	31
Derde Deel. — Rechterlijke en Jurisdictieproblemen	31
A. Algemene principes	31
B. Aantal Hoven van Beroep	31
C. Verdeling der rechtsbevoegdheden	31
D. Uitbreiding van de rechterlijke waarborgen	32
E. Jurisdictionele controle van de grondwettelijkheid der wetten	32
Vierde Deel. — Andere aangelegenheden	33
A. De individuele rechten en openbare vrijheden	33
B. De Pers	34
C. Referendum	34
D. Grondwetsherziening	34
E. Noodtoestand en staat van oorlog	34
F. Aanpassing van de Grondwet aan de nieuwe omstandigheden van het internationaal leven	34
Decentralisatie en decorcentratie	35
Behandelde problemen en volgorde der werkzaamheden	35
Hoofdstuk I. — Decentralisatie op administratief gebied	36
Sectie 1. — Gemeentelijke en provinciale werken	36
I. Openbare werken	36
A. Gemeentelijke en provinciale openbare werken	36
B. Openbare werken van de Staat	38
II. Werken op het gebied van Volksgezondheid	39
III. Huisvesting	39
IV. Werken op het gebied van de landbouw	40
V. Urbanisme	40
VI. Werken en taken op andere terreinen van het administratief beheer	41
Sectie 2. — Beslissingen van gemeenten en provincies	41
I. Algemene beschouwingen	41
II. Weddeschalen en sociaal regime van het personeel van gemeenten en provincies	42
III. Personeelskader en benoemingen in de gemeenten en provincies	43
IV. Gemeentelijke en provinciale begrotingen	43
V. Leningen en patrimonium van gemeenten en provincies	44
Synthetisch overzicht van de besluiten in verband met hoofdstuk I	44

	Pages		Bladz.
Chapitre II. — Décentralisation économique	48	Hoofdstuk II. — Economische decentralisatie	48
<i>Section 1. — Principes généraux</i>	48	<i>Sectie 1. — Algemene principes</i>	48
<i>Section 2. — Organes du développement économique</i>	49	<i>Sectie 2. — Organen van de economische ontwikkeling</i>	49
I. Au niveau du pouvoir central	49	I. Op het vlak van het centraal gezag	49
II. Au niveau régional	49	II. Op het gewestelijk vlak	49
<i>Autonomie culturelle</i>	50	<i>Culturele autonomie</i>	50
I. Institution des Conseils culturels, composition, nomination des membres, bureau et secrétariat, conseil culturel pour les belges d'expression allemande	50	I. Instelling van Cultuurraden, Samenstelling, benoeming van de leden, Bureau en Secretariaat, culturele instelling voor de Duitstalige Belgen	50
II. Rôle des conseils culturels dans leur région linguistique et dans l'agglomération bruxelloise	51	II. Rol van de Cultuurraden in hun taalgebied en in de Brusselse agglomeration	51
III. Compétences des Conseils culturels	51	III. Bevoegdheden van de Cultuurraden	51
IV. Protection des minorités philosophiques et idéologiques	52	IV. Bescherming van de filosofische en ideologische minderheden	52
Note complémentaire	52	Aanvullende nota	52
Annexe	53	Bijlage	53

ANNEXE D.

Conclusions des délégations du Parti Social Chrétien et du Parti Socialiste Belge sur les travaux de la commission pour la réforme des institutions (26 janvier 1965)	57
<i>Déclaration liminaire</i>	57
Chapitre I. — Réforme des institutions centrales	58
Première Partie. — Réforme du Parlement	58
A. Composition	58
I. Principes généraux	58
II. Elections législatives	58
III. Chambre des Représentants	58
IV. Sénat	58
V. Absence des parlementaires et délégations de vote	58
B. Organisation	59
C. Fonction législative	59
D. Fonction financière	60
E. Fonction de contrôle	60
F. Harmonisation des relations entre les communautés	60
Deuxième Partie. — Réforme du Gouvernement	61
A. Structure gouvernementale	61
B. Institution de Secrétaires d'Etat	62
C. Statut des fonctionnaires	62
Troisième Partie. — Problèmes judiciaires et juridictionnels	63
A. Principes généraux	63
B. Nombre des Cours d'appel	63
C. Répartition des compétences juridictionnelles	63
D. Extension des garanties judiciaires	63
E. Protection des libertés publiques	63
Quatrième Partie. — Autres questions	64
A. La révision de la Constitution	64
B. Etat d'urgence et état de guerre	64
C. Adaptation de la Constitution aux conditions nouvelles de la vie internationale	64
Chapitre II. — Décentralisation et déconcentration	64
Première Partie. — Décentralisation dans les matières relevant de la gestion administrative	64
<i>Section I. — Travaux communaux et provinciaux</i>	64
A. Travaux publics	64
I. Travaux publics communaux et provinciaux	64
II. Travaux publics de l'Etat	65
B. Travaux relevant du domaine de la santé publique	66
C. Logement	66
D. Travaux relevant du domaine de l'agriculture	66
E. Urbanisme	66
F. Travaux et tâches relevant d'autres domaines de la gestion administrative	67
<i>Section II. — Décisions des communes et des provinces</i>	67
A. Généralités	67
B. Barèmes et régime social du personnel des communes et des provinces	67
C. Cadres et nominations du personnel des communes et des provinces	67
D. Budgets communaux et provinciaux	67
E. Emprunts, patrimoine des communes et des provinces	68
Deuxième Partie. — Décentralisation économique	68
A. Principes généraux	68
B. Organes du développement économique	69
I. Au niveau du pouvoir central	69
1. Programme économique national	69
2. Mesures d'entraînement économique	69
3. Conseil économique et social	69
II. Au niveau régional	69
Chapitre III. — Autonomie culturelle	70
A. Organes de l'autonomie culturelle	70
B. Mission des Conseils culturels	71
C. Compétences des Conseils culturels	71
D. Protection des minorités philosophiques et idéologiques	73
E. Observations complémentaires	73

BIJLAGE D.

Besluiten van de afgevaardigden van de Belgische Socialistische Partij en van de Christelijke Volkspartij betreffende de werkzaamheden van de commissie voor de hervorming van de instellingen (26 januari 1965)	57
<i>Inleidende verklaring</i>	57
Hoofdstuk I. — Centrale instellingen	58
Eerste Deel. — Hervorming van het Parlement	58
A. Samenstelling	58
I. Algemene beginselen	58
II. Wetgevende vertegenwoordigers	58
III. Kamer van Volksvertegenwoordigers	58
IV. Senaat	58
V. Afwezigheid der parlementsleden en overdracht van stemrecht	58
B. Organisatie	59
C. Wetgevende functie	59
D. Financiële functie	60
E. Controlefunctie	60
F. Het harmoniseren der relaties tussen de gemeenschappen	60
Tweede Deel. — Hervorming van de Regering	61
A. Structuur van de Regering	61
B. Aanstelling van Staatssecretarissen	62
C. Statuut der ambtenaren	62
Derde Deel. — Rechterlijke en jurisdictieproblemen	63
A. Algemene principes	63
B. Aantal Hoven van Beroep	63
C. Verdeling der rechtsbevoegdheden	63
D. Uitbreiding van de rechterlijke waarborgen	63
E. Bescherming der openbare vrijheden	63
Vierde Deel. — Andere aangelegenheden	64
A. Grondwetsherziening	64
B. Noodtoestand en staat van oorlog	64
C. Aanpassing van de Grondwet aan de nieuwe omstandigheden van het internationaal leven	64
Hoofdstuk II. — Decentralisatie en deconcentratie	64
Eerste Deel. — Administratieve decentralisatie	64
<i>Sectie I. — Gemeentelijke en provinciale werken</i>	64
A. Openbare werken	64
I. Gemeentelijke en provinciale openbare werken	64
II. Openbare Rijkswerken	65
B. Werken i.v.m. de volksgezondheid	66
C. Huisvesting	66
D. Werken i.v.m. de landbouw	66
E. Urbanisme	66
F. Werkzaamheden en taken op andere gebieden van het administratief beheer	67
<i>Sectie II. — Beslissingen van de gemeenten en de provincies</i>	67
A. Algemene beschouwingen	67
B. Weddeschalen en sociaal regime van het personeel van gemeenten en provincies	67
C. Personeelskader en benoemingen in de gemeenten en provincies	67
D. Gemeentelijke en provinciale begrotingen	67
E. Leningen, patrimonium van gemeenten en provincies	68
Tweede Deel. — Economische decentralisatie	68
A. Algemene principes	68
B. Organen van de economische ontwikkeling	69
I. Op het vlak van het centraal gezag	69
1. Nationaal economisch programma	69
2. Economische prikkels	69
3. Economische en Sociale Raad	69
II. Op het gewestelijk vlak	69
Hoofdstuk III. — Culturele autonomie	70
A. Organen der culturele autonomie	70
B. Taak der Cultuurraden	71
C. Bevoegdheid der Cultuurraden	71
D. Bescherming der filosofische en ideologische minderheden	73
E. Aanvullende beschouwingen	73

ANNEXE A.

SYNTHESE DES TRAVAUX
DU GROUPE DE TRAVAIL POLITIQUE.

(24 octobre 1963.)

CHAPITRE I.

L'HARMONISATION DES RELATIONS
ENTRE FLAMANDS ET WALLONS.

Le Groupe de Travail a considéré que l'harmonisation des relations entre Flamands et Wallons constitue, avec la modernisation de l'Etat, l'objectif majeur de la révision de la Constitution. Les Belges d'expression française et d'expression néerlandaise sont arrivés à un moment où leur existence en commun au sein de l'Etat, qui n'est mise en cause par personne, doit faire l'objet de réadaptations.

Les échanges de vues préliminaires du Groupe de Travail ont mis en lumière les faits essentiels qui rendent ces réadaptations nécessaires.

1. La communauté flamande désire que, dans le cadre et en fonction d'une stricte égalité entre les Belges, les populations de langue néerlandaise exercent l'influence qui leur revient dans les affaires publiques et trouvent dans les institutions, en droit comme en fait, les moyens qui sont nécessaires à la poursuite de leur épanouissement social, économique et culturel.

2. La communauté wallonne désire que son infériorité numérique, qui s'accroîtra dans l'avenir prévisible, n'ait pas pour effet de la soumettre de manière fatale à une majorité flamande pour les questions qui touchent à ses intérêts fondamentaux, au moment où elle doit plus que jamais trouver dans l'Etat les moyens qui sont nécessaires à son renouveau démographique et économique ainsi qu'à la poursuite de son épanouissement social et culturel.

3. Les deux communautés désirent que les pouvoirs législatif et exécutif, renonçant à une centralisation qu'elles jugent excessive, accordent aux institutions décentralisées ainsi qu'aux organes décentralisés une plus grande liberté de décision et de gestion, spécialement dans les domaines culturel et économique.

Le Groupe de Travail a examiné comment il serait possible de répondre à ces aspirations, en aménageant l'appareil institutionnel sur les plans:

- du pouvoir législatif;
- du pouvoir exécutif;
- des autorités déconcentrées et des institutions décentralisées;
- de l'organisation judiciaire.

SECTION I.

POUVOIR LEGISLATIF.

A. — Maintien ou abandon du bicaméralisme.

Une question préjudicielle était de savoir s'il faut maintenir ou abandonner le système bicaméral.

Tous les membres ont estimé ce maintien souhaitable. Outre les raisons de bonne technique législative invoquées, plusieurs membres ont fait valoir, à l'appui de ce maintien, diverses considérations ayant un rapport direct avec l'harmonisation des relations entre Flamands et Wallons. Les uns ont observé que la double épreuve imposée aux projets et propositions de lois empêche toute surprise dans la solution législative qui intervient finalement. D'autres ont insisté sur la nécessité ou l'opportunité de rendre possible, par le maintien du Sénat, une représentation législative plus adéquate des intérêts régionaux. En toute hypothèse, même dans le cas du maintien pur et simple de sa composition actuelle, le Sénat permet, par la catégorie des sénateurs provinciaux, une représentation des intérêts régionaux plus marquée qu'à la Chambre.

BIJLAGE A.

SYNTHESE VAN DE WERKZAAMHEDEN
VAN DE POLITIEKE WERKGROEP.

(24 oktober 1963.)

HOOFDSTUK I.

HARMONISERING
DER VLAAMS-WAALSE VERHOUDINGEN.

De werkgroep was van oordeel dat het harmoniseren van de Vlaams-Waalse verhoudingen, samen met het moderniseren van de Staat, het hoofdobjectief van de grondwetsherziening is. De franstalige en nederlandsstalige Belgen zijn nu tot het inzicht gekomen dat hun wijze van samenleven in één Staat — door niemand in het gedrang gebracht — zekere aanpassingen vereist.

De inleidende gedachtenwisseling in de werkgroep heeft de voornaamste punten in het licht gesteld die deze aanpassingen noodzakelijk maken.

1. De Vlaamse gemeenschap wenst dat, in het kader en in functie van een strikte gelijkheid tussen de Belgen, de nederlandsstalige bevolkingsgroep de invloed in het publieke leven kan uitoefenen die hem toekomt, en in de instellingen, in rechte en in feite, de middelen kan vinden welke noodzakelijk zijn voor zijn verdere sociale, economische en culturele ontplooiing.

2. De Waalse gemeenschap wenst dat haar numerieke inferioriteit, die in de toekomst nog zal slinken, niet tot gevolg zou hebben dat zij in een aantal kwesties die voor haar van fundamenteel belang zijn fataal aan een Vlaamse meerderheid wordt onderworpen. En dit op een ogenblik, waarop ze meer dan ooit bij de Staat de middelen moet vinden welke noodzakelijk zijn voor haar demografische en economische herleving en voor haar verdere sociale en culturele ontplooiing.

3. Beide gemeenschappen wensen dat de wetgevende en uitvoerende macht zou afzien van een overdreven geachte centralisatie en een grotere vrijheid in beslissing en beheer zou verlenen aan gedecentraliseerde stellingen en aan gedeconcentreerde gezagsorganen, vooral op cultureel en economisch gebied.

De werkgroep heeft onderzocht hoe het mogelijk zou zijn aan deze verlangens voldoening te schenken door een aanpassing van onze instellingen, op het stuk van:

- de wetgevende macht;
- de uitvoerende macht;
- de gedeconcentreerde gezagsorganen en de gedecentraliseerde instellingen;
- de gerechtelijke organisatie.

AFDELING I.

WETGEVENDE MACHT.

A. — Behoud of afschaffing van het bicameralisme.

Vooraf moest uitgemaakt worden of het bicamerale stelsel al dan niet dient behouden.

Alle leden hebben geopteerd voor het behoud. Behalve argumenten in verband met een goede wetgevende techniek, hebben verscheidene leden nog diverse argumenten laten gelden in verband met de harmonisering van de Vlaams-Waalse betrekkingen. De enen laten gelden dat de dubbele proef voor wetsontwerpen en -voorstellen elke verrassing bij de finale regeling uitsluit. Anderen hebben gewezen op de noodzaak of de wenselijkheid van het behoud via de Senaat van een wetgevende vertegenwoordiging die beter beantwoordt aan de regionale belangen. Dank zij de categorie der provinciale senatoren waarborgt de Senaat in zijn huidige samenstelling, beter dan de Kamer, de vertegenwoordiging der gewestelijke belangen.

B. — Compétence et composition de la Chambre des Représentants.

Tous les membres ont estimé que la compétence et la composition de la Chambre des Représentants, émanation directe du suffrage populaire, doivent rester inchangées.

C. — Compétence du Sénat.

La plupart des membres ont estimé que le Sénat doit, comme la Chambre, conserver sa compétence actuelle. Ils se fondent pour émettre cette opinion sur la considération que les garanties offertes aux citoyens flamands et wallons par leur représentation dans les deux assemblées législatives sont, par définition, d'ordre politique: il faut donc que le Sénat, comme la Chambre, exerce à la fois la fonction législative et le contrôle politique.

Certains membres ont observé que cette conception n'a sa pleine valeur que pour autant que le Sénat conserve, dans le principe, une composition basée essentiellement sur une représentation du corps électoral proportionnelle à la fois au nombre des habitants des circonscriptions et aux votes recueillis par les diverses listes. S'il devait être porté atteinte à ce principe, le pouvoir de décision du Sénat serait remis en question.

D'autres membres ont fait valoir que la nécessité de renforcer l'efficacité des institutions pourrait commander de spécialiser davantage les fonctions de chacune des assemblées. Ce problème est abordé au chapitre de la modernisation de l'Etat.

D. — Composition du Sénat.

I. — Nature de la composition du Sénat.

1. Il a été unanimement considéré que si la compétence du Sénat est politique, sa composition doit l'être également.

Aussi la représentation directe d'intérêts économiques, sociaux et culturels ne paraît pas devoir être retenue: la somme des représentations d'intérêts différents, d'ailleurs spécialement difficile à pondérer en matière économique et sociale, ne permettrait pas de dégager l'intérêt général qui suppose toujours des options essentiellement politiques.

2. Ceci ne signifie pas qu'il ne faille tenir compte de l'existence de ces intérêts ni qu'on puisse méconnaître l'opportunité d'assurer, par d'autres voies que leur représentation directe, leur collaboration au travail législatif.

A cet égard, les conditions requises pour être élu Sénateur pourraient mettre l'accent sur des qualifications précises, qui pourraient d'ailleurs être exigées de manière plus stricte pour les Sénateurs provinciaux et pour les Sénateurs cooptés, dans l'hypothèse où ces derniers seraient maintenus.

D'autre part, le Sénat, comme d'ailleurs la Chambre devraient, de manière plus régulière et peut-être institutionnelle, consulter les groupes d'intérêts matériels ou moraux éventuellement institués en conseils consultatifs. Cet aspect du problème est abordé au chapitre de la modernisation de l'Etat.

II. — Répartition des sièges sénatoriaux.

Trois groupes de solutions ont été envisagés:

- la représentation égale des deux groupes flamand et wallon;
- une représentation régionale pondérée;
- le statu quo.

1. — Représentation égale des groupes flamand et wallon.

Un long débat a porté sur les avantages et les inconvénients que pourrait présenter l'introduction d'un système fédéral.

Quelques membres se sont déclarés favorables à cette modification des institutions qui consoliderait, dans leur opinion, l'ensemble belge. Soulignant que le fédéralisme est un phénomène normal et fréquent de la vie publique contemporaine, ils ont estimé que son introduction en Belgique, selon des modalités à définir, répondrait le mieux à l'existence de deux communautés. L'attribution aux institutions fédérales des pouvoirs nécessaires dans les matières d'intérêt commun empêcherait, dans leur opinion, que la dualité des politiques régionales ne porte atteinte à la cohésion du pays et ne contrarie la tendance à l'unification européenne. D'autre part, le système fédéral rendrait à leur avis confiance à la communauté wallonne, en la libérant du sentiment que son avenir, notamment sur le plan économique et social, risque de dépendre désormais de la seule bonne volonté de la communauté flamande.

B. — Bevoegdheid en samenstelling van de Kamer.

Alle leden waren van mening dat de bevoegdheid en de samenstelling van de Kamer van Volksvertegenwoordigers ongewijzigd dient te blijven als rechtstreekse uiting van het algemeen stemrecht.

C. — Bevoegdheid van de Senaat.

De meeste leden waren van mening dat de Senaat, zoals de Kamer, zijn huidige bevoegdheid moet behouden. Zulks omdat zij menen dat de waarborgen aan Vlamingen en Walen geboden door hun vertegenwoordiging in beide Kamers per definitie van politieke aard zijn. Bijgevolg moet de Senaat, zoals de Kamer, tegelijk een controlefunctie en een wetgevende functie vervullen.

Sommige leden waren van mening dat deze opvatting slechts volledig tot haar recht komt indien de Senaat in principe samengesteld wordt in verhouding tot het aantal inwoners der kiesomschrijvingen en in verhouding tot het aantal stemmen behaald door de verschillende lijsten. Wordt een inbreuk gepleegd op dit principe, dan komt de beslissingsbevoegdheid van de Senaat in het gedrang.

Andere leden deden gelden dat het versterken van de doeltreffendheid onzer instellingen het noodzakelijk kon maken de taken van elk van de Kamers meer te specialiseren. Dit vraagstuk wordt aangesneden onder het hoofdstuk over de modernisering van de Staat.

D. — Samenstelling van de Senaat.

I. — Aard van de samenstelling van de Senaat.

1. Men was eensgezind van oordeel dat zo de bevoegdheid van de Senaat van politieke aard is, zijn samenstelling dit ook moet zijn.

Zo meende men de directe vertegenwoordiging van economische, sociale en culturele belangen niet te moeten weerhouden: de som van de vertegenwoordigingen der verschillende belangen, die trouwens bijzonder moeilijk om afwegen zijn op het sociaal-economisch vlak, zou immers niet identisch zijn met het algemeen belang, dat steeds essentieel politieke opties impliceert.

2. Zulks betekent niet dat men geen rekening moet houden met het bestaan van deze belangen, of dat men de opportuniteit niet moet erkennen van hun medewerking aan de wetgevende arbeid, zij het dan op een andere wijze dan door hun directe vertegenwoordiging.

In dit verband zouden de voorwaarden welke vereist zijn om verkozen te worden tot senator, het accent kunnen leggen op preciese kwalificaties, die trouwens veel strikter zouden kunnen zijn voor de provinciale en gecoöpteerde senatoren; in de hypothese dat deze laatsten gehandhaafd worden.

Anderzijds zou de Senaat, zoals de Kamer trouwens, regelmatig en misschien wel institutioneel, de eventueel als adviserende Raden ingestelde materiële en morele belangengroepen moeten raadplegen. Dit aspect van het vraagstuk wordt behandeld in het hoofdstuk over de modernisering van de Staat.

II. — Zetelverdeling in de Senaat.

Drie oplossingen werden onderzocht:

- de gelijke vertegenwoordiging van de Vlaamse en de Waalse groep;
- de «gepondereerde» regionale vertegenwoordiging;
- het status quo.

1. — Gelijke vertegenwoordiging van de Vlaamse en de Waalse groep.

Er werd uitvoerig van gedachten gewisseld over de voor- en nadelen van de invoering van een federaal systeem.

Enige leden spraken zich uit ten gunste van deze omvorming der instellingen die, volgens hen, het Belgische geheel zouden verstevigen. Zij wezen erop dat het federalisme een normaal en frekwent verschijnsel is in het openbaar leven en dat de toepassing van dit stelsel in België, volgens nader te bepalen modaliteiten, het best zou beantwoorden aan de behoeften van beide gemeenschappen. De toekenning aan de federale instellingen van de nodige machten in aangelegenheden van gemeenschappelijk belang zou, naar hun mening, verhinderen dat de dualiteit van het regionaal beleid de cohesie van het land zou in gevaar brengen en de Europese integratie-tendens zou tegenwerken. Anderdeels zou het federaal systeem, naar hun mening, de Waalse gemeenschap opnieuw vertrouwen schenken in zichzelf door ze te bevrijden van het gevoel dat haar toekomst, met name op economisch en sociaal gebied, voortaan uitsluitend afhankelijk is van de goede wil der Vlaamse gemeenschap.

La plupart des membres ont écarté la structure fédérale parce que dans leur opinion, elle conduirait à la dislocation du pays. Outre qu'il n'existe pas d'exemple convaincant d'instauration du fédéralisme au départ d'un Etat unitaire, ils ont souligné que, contrairement à la situation qui prévaut dans les Etats fédéraux, les institutions fédérales auraient en Belgique l'impossible mission de concilier en permanence les tendances de deux entités seulement, composées sur des bases uniquement linguistiques et culturelles et dotées, selon toute vraisemblance, de majorités politiques différentes. La situation de Bruxelles poserait d'ailleurs, dans leur opinion, un problème constant. D'autre part, compte tenu du fait que l'économie belge constitue un ensemble au sein de l'économie européenne en voie d'unification, le cloisonnement des régions flamandes et wallonnes, dont les interdépendances sont multiples, entraînerait à leur avis l'inéluctable affaiblissement des deux communautés. Il pourrait les mettre dans l'impossibilité de résoudre certains de leurs problèmes vitaux.

Ce débat étant achevé, l'instauration au Sénat d'une représentation égale des groupes flamand et wallon a été préconisée par quelques membres, soit dans l'optique d'un régime fédéral, soit dans celle du maintien d'un système institutionnel unitaire.

Le Sénat paritaire suppose, dans l'esprit de ses partisans, que la représentation de l'arrondissement de Bruxelles soit organisée paritaire, soit qu'elle participe pour moitié à la vie de chacun des deux groupes, soit qu'elle forme une entité distincte composée de deux parties égales.

Ce type de composition n'entraîne pas nécessairement le maintien ou la suppression des catégories de Sénateurs provinciaux et de Sénateurs cooptés.

Les membres qui ont préconisé l'instauration d'un Sénat paritaire ont invoqué notamment :

a) que ce type de composition donnerait une image claire de la protection que l'on entend reconnaître au groupe wallon ou au groupe francophone;

b) qu'il est basé sur une conception que ses partisans considèrent comme la seule réaliste, à savoir l'existence d'une communauté wallonne et d'une communauté flamande dans le cadre de la communauté belge;

c) qu'il écarterait de la sorte le danger de la minorisation de la communauté wallonne;

d) qu'il s'accompagnerait d'un jeu de majorités — tant en ce qui concerne une liste de « questions protégées » qu'en ce qui concerne les autres questions — dont le résultat serait d'institutionnaliser l'obligation de négocier; l'instauration de ce jeu de majorités n'emporte cependant pas l'avis unanime des membres partisans du Sénat paritaire;

e) qu'il épargnerait ainsi au pays tout entier l'aventure de majorisations répétées, qui pourraient se révéler funestes.

La plupart des membres ont cependant estimé que le système du Sénat paritaire ne constituerait pas une solution appropriée. Ils ont surtout objecté à cette solution :

a) que la parité heurterait le système d'une représentation nationale proportionnelle;

b) qu'une différenciation idéologique qui s'introduirait entre la Chambre composée à la représentation proportionnelle et le Sénat paritaire risquerait de rendre les gouvernements de majorité simple impossibles; que ce risque serait encore aggravé si la parité du Sénat était assortie de règles spéciales de majorité;

c) que cette parité risquerait, au demeurant, de séparer le Sénat en deux groupes dont l'opposition pourrait cristalliser artificiellement certains différends et bloquerait certaines décisions, en rendant d'ailleurs plus difficiles des solutions négociées;

d) qu'elle ne serait pas une protection efficace, parce qu'une majorité précaire pourrait se constituer, sur un projet contesté, grâce à l'appoint de Bruxelles;

e) qu'il serait d'ailleurs fort difficile de réaliser un système par lequel, sans diviser les électeurs de l'arrondissement de Bruxelles, la parité serait assurée entre les élus des habitants parlant le néerlandais et les élus des habitants parlant le français.

2. — Représentation régionale pondérée.

a) Les membres ne se sont guère attardés au système de la représentation égale des provinces. Il apparaît en effet que ce système conduirait à une répartition des sièges très proche de la formule paritaire. L'accent a été mis sur le fait qu'il donnerait un avantage marqué à la représentation politique de certains de nos partis, ce qui ne peut être le résultat de la révision de la Constitution. Comme le Sénat paritaire, le Sénat provincial conduirait d'ailleurs à une distorsion dans la composition politique des deux assemblées.

b) Un système plus nuancé de pondération a fait l'objet d'un examen approfondi.

De meeste leden hebben de federale structuur afgewezen omdat zij, naar hun mening, zou leiden tot de ontwrichting van het land. Zij hebben gewezen op het feit dat er geen overtuigend voorbeeld bestaat van de installatie van het federalisme in een oorspronkelijk unitaire staat. Zij hebben ook onderstreept dat in tegenstelling met de situatie in de federale staten, de federale instellingen in België voor de onmogelijke taak zouden staan bestendig het streven te verzoenen van slechts twee deelgebieden, die een louter taalkundige en culturele basis hebben en naar alle waarschijnlijkheid over een verschillende politieke meerderheid zouden beschikken. Bovendien zou de situatie van Brussel, naar hun mening, een bestendig probleem scheppen. Anderdeels, rekening houdend met het feit dat de Belgische economie een geheel vormt in de schoot van een eenwordende Europese economie, zou het afschutten van de Vlaamse en Waalse gewesten, die in menig opzicht afhankelijk zijn van elkaar, beide gemeenschappen onherroepelijk verzwakken. Zij zouden wellicht niet meer in staat zijn sommige vitale problemen op te lossen.

Vervolgens werd door enkele leden een gelijke vertegenwoordiging van de Vlaamse en de Waalse groep in de Senaat voorgesteld, hetzij in een federaal regime, hetzij in het kader van een unitair systeem.

De paritaire Senaat onderstelt volgens zijn voorstanders dat de vertegenwoordiging van het arrondissement Brussel paritair georganiseerd wordt, hetzij dat deze voor de helft tot elk van beide groepen behoort, hetzij dat zij een aparte entiteit zou vormen samengesteld uit twee gelijke delen.

Zulke samenstelling leidt niet noodzakelijk tot het behoud of de afschaffing van de categorieën der provinciale senatoren en gecoöpteerde senatoren.

De leden die zich uitspraken voor een paritaire Senaat deden o.m. gelden :

a) dat dergelijke samenstelling een klaar beeld zou geven van de bescherming welke men aan de Waalse of aan de franstalige groep wil verlenen;

b) dat zij steunt op een opvatting die de enig realistische zou zijn, namelijk het bestaan van een Waalse en een Vlaamse gemeenschap in het kader van de Belgische;

c) dat aldus het gevaar voor minorisering van de Waalse gemeenschap verwijderd wordt;

d) dat zij zou gepaard gaan met een systeem van meerderheden — zowel in verband met een lijst van « beveiligde kwesties » als in verband met andere kwesties — waardoor de verplichting tot onderhandelen zou geïnstitutionaliseerd worden; de instelling van dit systeem van meerderheden werd nochtans niet eenparig goedgekeurd door de voorstanders van de paritaire Senaat;

e) dat het land niet zou meegesleept worden in het avontuur van herhaalde « majorisaties » die noodlottig zouden kunnen zijn.

De meeste leden waren nochtans van mening dat de paritaire Senaat geen passende oplossing biedt, om de volgende redenen :

a) de pariteit is in strijd met het systeem van de nationale evenredige vertegenwoordiging;

b) een ideologische differentiatie tussen de Kamer, samengesteld op een basis van evenredigheid, en de paritaire Senaat zou regeringen met een gewone meerderheid onmogelijk maken; dit risico zou nog toenemen indien de pariteit van de Senaat zou gekoppeld worden aan speciale meerderheden;

c) deze pariteit dreigt bovendien de Senaat te verdelen in twee groepen waardoor sommige meningsverschillen artificieel zouden versterken en bepaalde beslissingen geblokkeerd worden, terwijl ook oplossingen door onderhandelingen zouden bemoeilijkt worden;

d) de pariteit zou geen doeltreffende beveiliging bieden, omdat over een betwist ontwerp een precare meerderheid zou kunnen tot stand komen dank zij de Brusselse vertegenwoordiging;

e) het zou trouwens zeer moeilijk zijn een systeem op te bouwen dat, zonder de kiezers van het arrondissement Brussel te splitsen, de pariteit zou verwezenlijken tussen de mandatarissen van de nederlands-talige en die van de franstalige inwoners.

2. — Gepondereerde regionale vertegenwoordiging.

a) De leden hebben weinig aandacht geschonken aan een gelijke vertegenwoordiging per provincie. Dit systeem zou leiden tot een zetelverdeling die de paritaire formule zou benaderen. Er werd vooral op gewezen dat dit systeem de politieke vertegenwoordiging van sommige partijen zou bevoordelen, wat niet het gevolg mag zijn van de grondwetsherziening. Zoals de paritaire Senaat zou de provinciale Senaat trouwens leiden tot een distorsie tussen de politieke samenstelling der twee Kamers.

b) Een meer genuanceerde « ponderatie » werd grondig onderzocht.

Un membre a exposé que dans son opinion, l'harmonisation des relations entre Flamands et Wallons résulterait, plutôt que de réformes radicales, d'un ensemble de mesures destinées à déceler à temps les divergences de vues entre les représentants des deux communautés et à les aplanir avant qu'elles ne se transforment en opposition caractérisée. Dans cette perspective, il pourrait être psychologiquement souhaitable que l'écart numérique entre les deux représentations ne dépasse pas, au Sénat, un certain pourcentage : l'expérience prouve en effet que dans les assemblées où une majorité importante est appelée à discuter avec une minorité numériquement très faible, celle-ci arrive difficilement à se faire écouter. Une pondération, ainsi conçue, ne porterait pas atteinte au caractère majoritaire de la représentation flamande. En matière de protection des minorités, la pondération est d'ailleurs fréquemment utilisée : le droit public belge la connaît (elle fut notamment introduite au Sénat, en 1894, pour les Sénateurs provinciaux et pour des motifs moins importants que ceux qui la justifiaient aujourd'hui) ; il y est souvent recouru dans les institutions internationales, les institutions européennes notamment. Sur le plan technique enfin, la pondération souhaitée pourrait porter sur la catégorie des Sénateurs provinciaux, en manière telle qu'au total le rapport des forces politiques en présence ne serait pas faussé.

La plupart des membres ont déclaré ne pas être insensibles à ces vues, d'autant que la pondération est, en soi, un principe sain. Ils se sont demandé cependant si son instauration au Sénat répondrait, dans les circonstances actuelles, aux préoccupations qui sont en jeu. Une pondération accentuée porterait atteinte au principe de la représentation proportionnelle : si le Sénat conserve des prérogatives identiques à celles de la Chambre, une telle atteinte ne peut être consentie. Une pondération faible n'aurait pas les effets escomptés par la représentation wallonne : même sur le plan psychologique, elle manquerait son but. Enfin, il est peu prévisible que la pondération du Sénat, intervenant peu de temps après l'adaptation des sièges aux chiffres de la population, soit accueillie favorablement par l'opinion flamande.

3. — *Le statu quo.*

Compte tenu de ce qui précède, la plupart des membres ont estimé que si le Sénat conservait sa compétence actuelle, il convenait de maintenir également, pour la répartition des sièges sénatoriaux, le principe de la représentation proportionnelle. L'adoption d'un autre système aurait nécessairement pour corollaire la suppression du pouvoir de décision du Sénat.

E. — Mécanisme d'adoption des lois.

I. — Majorité spéciale dans certaines matières.

1. Les membres ont été unanimes à considérer que l'harmonisation des relations entre Flamands et Wallons rend hautement opportuniste de prévoir désormais qu'en certaines matières, qui ont une importance fondamentale pour les deux communautés, l'adoption des lois devra se faire à une majorité renforcée. Ce système de garantie implique que lorsqu'un projet ou une proposition ne recueille pas cette majorité, la loi n'est pas votée.

2. La détermination des matières qui devraient recueillir cette majorité a cependant fait l'objet d'appréciations différentes.

a) La plupart des membres ont considéré que, sous peine de bloquer le fonctionnement des institutions, ces matières devaient être limitées. A titre exemplatif, ils ont envisagé de soumettre à la règle de la majorité qualifiée :

- l'emploi des langues dans l'Administration, l'Armée, l'Enseignement et la Justice;
- la modification des limites territoriales des provinces et des communes;
- les principes contenus dans le pacte scolaire;
- le système électoral.

Certains membres ont noté que le législateur devrait sans doute pouvoir ultérieurement compléter cette liste, par une loi adoptée à la même majorité spéciale.

b) Quelques membres ont estimé que les matières fondamentales pour les deux communautés devraient comporter, outre celles mentionnées ci-dessus :

- la législation relative aux provinces et aux communes;
- l'enseignement;
- la culture;
- l'organisation judiciaire;
- la législation sociale (notamment la politique familiale et la politique du logement);
- la législation relative à l'économie, en ce qui concerne l'infrastructure, l'aménagement du territoire, les investissements publics et les incitants.

Een lid heeft de mening geopperd dat de harmonisering van de Vlaams-Waalse verhoudingen veel minder het gevolg zou zijn van radicale hervormingen dan wel van een aantal maatregelen ertoe strekkend tijdig de meningsverschillen tussen de vertegenwoordigers van beide gemeenschappen, te ontdekken en te effenen alvorens zij uitgroeien tot een kennelijke tegenstelling. In dit perspectief zou het psychologisch wenselijk zijn dat het numeriek verschil tussen de twee vertegenwoordigingen in de Senaat een zeker percentage niet zou overtreffen. De ervaring leert immers dat in vergaderingen, waar een sterke meerderheid discussieert met een zeer zwakke minderheid, deze laatste zich moeilijk kan doen gelden. Een aldus opgevatte ponderatie zou geen afbreuk doen aan de Vlaamse meerderheid. Inzake de bescherming van minderheden wordt de ponderatie trouwens dikwijls toegepast, o.m. in het Belgisch publiek recht. Ponderatie werd in de Senaat toegepast vanaf 1894 voor de provinciale senatoren en zulks om minder belangrijke redenen dan de huidige. Ponderatie wordt ook toegepast in internationale instellingen, o.m. in de Europese instellingen. Tenslotte zou de gewenste ponderatie derwijze kunnen toegepast worden op de categorie der provinciale senatoren dat de globale verhouding tussen de politieke krachten niet vervalst wordt.

De meeste leden vonden de ponderatie, op zichzelf, een gezond principe en waren niet ongevoelig voor de aangehaalde argumenten. Zij vroegen zich nochtans af of ponderatie van de Senaat in de huidige omstandigheden zou beantwoorden aan de verzuchtingen. Een geaccentueerde ponderatie zou afbreuk doen aan het principe van de evenredige vertegenwoordiging: indien de Senaat dezelfde prerogatieven behoudt als de Kamer kan dergelijke afbreuk niet toegestaan worden. Een zwakke ponderatie zou niet de gewenste gevolgen hebben voor de Waalse vertegenwoordiging: zelfs psychologisch zou zij haar doel missen. Tenslotte is het weinig waarschijnlijk dat de ponderatie van de Senaat, onmiddellijk volgend op de zetelaanpassing, door de Vlaamse opinie gunstig zou onthaald worden.

3. — *Het status quo.*

Derhalve waren de meeste leden van mening dat indien de Senaat zijn huidige bevoegdheid behoudt, ook het principe van de evenredige vertegenwoordiging dient gehandhaafd bij de verdeling der zetels. Elk ander stelsel zou moeten leiden tot de afschaffing van de beslissingsbevoegdheid van de Senaat.

E. — Goedkeuring der wetten. Modaliteiten.

I. — Speciale meerderheid in sommige kwesties.

1. De leden waren eenstemmig van mening dat, met het oog op de harmonisering der betrekkingen tussen Vlamingen en Walen, het zeer wenselijk zou zijn voortaan in sommige aangelegenheden die van fundamenteel belang zijn voor beide gemeenschappen, voor de goedkeuring van wetten een versterkte meerderheid te eisen. Dit systeem van waarborgen impliceert dat een wet niet tot stand komt indien deze meerderheid niet bereikt wordt.

2. Het aanduiden van de kwesties waarvoor deze meerderheid zou vereist zijn, leidde echter tot meningsverschillen.

a) De meeste leden waren van mening dat deze aangelegenheden moeten beperkt worden, zoniet zou de werking der instellingen geblokkeerd worden. Zo hebben zij, bij wijze van voorbeeld, de gekwalificeerde meerderheid voorgesteld voor :

- het gebruik der talen in administratie, leger, onderwijs en gerecht;
- de wijziging der territoriale grenzen van provinciën en gemeenten;
- de principes van het schoolpakt;
- het kiesstelsel.

Sommige leden hebben aangestipt dat de wetgever ongetwijfeld deze lijst later moet kunnen aanvullen door een wet goedgekeurd met dezelfde speciale meerderheid.

b) Enkele leden waren van mening dat tot de fundamentele kwesties bovendien moeten gerekend worden :

- de wetgeving betreffende de provinciën en gemeenten;
- het onderwijs;
- de cultuur;
- de gerechtelijke organisatie;
- de sociale wetgeving (o.m. de familiale politiek en de huisvesting);
- de economische wetgeving in verband met de infrastructuur, de ruimtelijke ordening, de openbare investeringen en de stimuli.

3. La question de savoir si la liste des matières soumises à la majorité spéciale doit se référer à ces matières elles-mêmes ou aux lois qui les régissent n'a pas fait l'objet d'un examen approfondi, les membres considérant qu'il leur appartient surtout de dégager des orientations générales. Il a cependant été noté par certains membres que les deux formules ont leurs inconvénients : une définition de matières risque de prêter à des difficultés d'interprétation; une nomenclature de lois risque d'entraîner une rigidité trop grande.

Certains membres se sont demandé du reste s'il était possible d'établir *ne varietur* une liste des matières ou des lois protégées. Un membre a suggéré que si pareille liste figurait dans la Constitution, elle soit aussi réduite que possible mais qu'il soit permis dans des cas déterminés, à une très forte majorité (soit au moins les trois quarts) des élus de l'un ou l'autre groupe linguistique, de réclamer pour le vote d'un projet ou d'une proposition de loi l'application du régime prévu pour les matières protégées.

4. Pour le choix de la majorité spéciale, des solutions différentes ont été avancées.

Plusieurs membres ont préconisé que cette majorité soit exprimée par un pourcentage global des voix, par exemple les deux tiers.

Plusieurs autres membres, observant qu'une telle majorité pourrait ne comprendre qu'une faible quotité d'élus appartenant à l'un des groupes linguistiques, ont plutôt préconisé que, dans les matières en cause, la majorité doive comprendre un pourcentage, sans doute de la moitié, de voix des élus francophones d'une part, d'expression néerlandaise d'autre part, ou même si l'on veut éviter de partager les élus bruxellois entre l'un et l'autre groupes, un pourcentage de voix des élus flamands d'une part, des élus wallons d'autre part.

Les partisans de la première solution ont cependant noté que ce système aurait l'inconvénient de donner au vote un caractère trop exclusivement linguistique.

Quelques membres ont enfin suggéré que la majorité, comportant la moitié des voix des élus flamands et la moitié des voix des élus wallons, soit dégagée par des scrutins séparés des deux groupes linguistiques. Ce système a suscité des objections de la plupart des membres : ceux-ci ont redouté qu'il ne cristallise les opinions les plus radicales, créant ainsi un danger d'affrontement plus grand; ils ont craint que ce système n'amorce une modification plus profonde des institutions parlementaires, mettant en danger leur unité.

5. Il fallait encore déterminer si la majorité spéciale serait exigée dans les deux assemblées ou dans l'une d'elles seulement.

Un membre a considéré que cette majorité pourrait n'être exigée qu'à la Chambre, en raison du fait que les décisions à prendre en ces matières ont un caractère de haute politique et que la Chambre, issue du seul suffrage populaire, est l'expression politique la plus directe de la Nation. Il n'aurait pas d'objection fondamentale, cependant, à ce que cette majorité soit également requise au Sénat, pour autant que celui-ci continue comme aujourd'hui d'être composé à la représentation proportionnelle.

Un autre membre, partisan du Sénat paritaire, a estimé que la majorité spéciale devrait, si cette parité était réalisée, être en tout cas exigée dans cette assemblée.

La plupart des membres ont considéré que, dans l'hypothèse où le Sénat resterait une assemblée politique composée à la représentation proportionnelle et dotée de prérogatives législatives identiques à celles de la Chambre, la majorité spéciale requise pour certaines matières devrait être exigée dans les deux assemblées.

6. En relation avec ce qui précède, les membres ont encore examiné s'il ne s'indiquerait pas de donner, dans certaines matières et notamment dans les matières soumises à majorité spéciale, saisine prioritaire à la Chambre.

Ce système peut se recommander d'une part, parce qu'il éviterait le dépôt concomitant de projets et de propositions sur des objets identiques ou analogues dans deux assemblées différents; d'autre part, parce qu'il conférerait à la Chambre, saisie en premier lieu, une certaine prépondérance politique et au Sénat, saisi ensuite, une spécialisation plus grande.

Il n'a pas été rejeté de manière absolue, ni pour toutes les matières, mais il a paru aux membres qu'il faille conserver au Sénat, si sa compétence reste politique, le droit d'initiative qui doit appartenir à chacun de ses membres.

Si d'ailleurs le Sénat peut être saisi le premier des projets de loi, cette procédure permet une plus heureuse répartition du travail parlementaire et laisse à l'Exécutif le choix de soumettre d'abord ses projets à une assemblée plutôt qu'à l'autre, pour des raisons de méthode ou d'opportunité.

II. — Procédure de conciliation.

1. Hormis les matières qui seront soumises à une majorité spéciale, il va de soi qu'en toutes autres matières les assemblées législatives devront, comme par le passé, se prononcer à la majorité simple.

Sans mettre ce principe en cause, plusieurs membres ont estimé que, pour ces matières qui ne seront pas protégées par une majorité spéciale,

3. De la question de savoir si la liste des matières soumises à la majorité spéciale doit se référer à ces matières elles-mêmes ou aux lois qui les régissent n'a pas fait l'objet d'un examen approfondi, les membres considérant qu'il leur appartient surtout de dégager des orientations générales. Il a cependant été noté par certains membres que les deux formules ont leurs inconvénients : une définition de matières risque de prêter à des difficultés d'interprétation; une nomenclature de lois risque d'entraîner une rigidité trop grande.

Certains membres se sont demandé du reste s'il était possible d'établir *ne varietur* une liste des matières ou des lois protégées. Un membre a suggéré que si pareille liste figurait dans la Constitution, elle soit aussi réduite que possible mais qu'il soit permis dans des cas déterminés, à une très forte majorité (soit au moins les trois quarts) des élus de l'un ou l'autre groupe linguistique, de réclamer pour le vote d'un projet ou d'une proposition de loi l'application du régime prévu pour les matières protégées.

4. In verband met de keuze van de speciale meerderheid werden verschillende oplossingen voorgesteld.

Verscheidene leden stelden voor dat deze meerderheid zou uitgedrukt worden in een globaal stemmenpercentage, b.v. tweederden.

Verscheidene andere leden deden opmerken dat een dergelijke meerderheid eventueel een gering aantal mandatarissen van een der taalgroepen zou omvatten en stelden derhalve voor dat de vereiste meerderheid een zeker percentage, ongetwijfeld de helft, van de stemmen van de nederlandstalige en van de franstalige gekozenen afzonderlijk zou moeten tellen, of zelfs, indien men de splitsing van de Brusselse gekozenen wil vermijden, een zeker percentage van Vlaamse of Waalse gekozenen afzonderlijk.

De aanhangers van de eerste oplossing hebben nochtans aangestipt dat dit systeem bij de stemming al te zeer de klemtoon zou leggen op de taal.

Enige leden hebben tenslotte gesuggereerd dat de meerderheid, omvattende de helft van de stemmen van Vlaamse gekozenen en de helft van de stemmen van Waalse mandatarissen, in beide taalgroepen door een afzonderlijke stemming zou tot stand komen. Dit voorstel stuitte op verzet bij de meeste leden. Zij vreesden dat aldus de meest radicale opinies zouden gekristalliseerd worden waardoor het gevaar van een krachtproef zou toenemen; zij vreesden ook dat dit systeem een grondige wijziging van de parlementaire instellingen zou inluiden en hun eenheid in gevaar zou brengen.

5. Verder moest ook bepaald worden of de speciale meerderheid in beide Kamers of slechts in één van beide zou vereist zijn.

Een lid was van mening dat deze meerderheid alleen in de Kamer geëist moest worden omdat de beslissingen terzake van groot politiek belang zijn en de Kamer, uitsluitend samengesteld op basis van het algemeen stemrecht, de meest directe politieke uiting van de natie is. Hij had er echter geen fundamenteel bezwaar tegen dat deze meerderheid ook in de Senaat vereist zou zijn voor zover deze zoals thans zou samengesteld zijn volgens de evenredige vertegenwoordiging.

Een ander lid, voorstander van de paritaire Senaat, was van mening dat, indien deze pariteit zou tot stand komen, de speciale meerderheid in elk geval in deze assemblée diende geëist.

De meeste leden waren van mening dat, indien de Senaat een politieke assemblée zou blijven samengesteld volgens de evenredige vertegenwoordiging en beschikkend over dezelfde wetgevende prerogatieven als de Kamer, de vereiste speciale meerderheid voor sommige kwesties in beide assemblées moest geëist worden.

6. In verband met wat voorafgaat hebben de leden ook nog onderzocht of het niet wenselijk zou zijn dat sommige kwesties, o.m. deze welke een speciale meerderheid vergen, eerst bij de Kamer ingediend worden.

Dit systeem verdient aanbeveling enerzijds omdat aldus het gelijktijdig indienen van ontwerpen en voorstellen in verband met identische of analoge kwesties in twee verschillende assemblées vermeden wordt; anderzijds omdat het aan de Kamer, indien zij het eerst aan bod moet komen, een zekere politieke voorrang verleent en aan de Senaat, die daarna optreedt, een grotere specialisatie. Dit voorstel werd niet radicaal verworpen, maar de leden waren van mening dat de Senaat, indien hij zijn politieke bevoegdheid behoudt, ook het initiatiefrecht moet behouden dat toekomt aan ieder van zijn leden.

Overigens, indien de Senaat de behandeling van wetsontwerpen mag aanvatten vóór de Kamer wordt een betere werkverdeling mogelijk en kan de Regering haar ontwerpen bij de assemblée van haar keuze indienen om redenen van methode of opportuniteit.

II. — Verzoeningsprocedure.

1. Afgezien van de kwesties die onderworpen zullen worden aan een speciale meerderheid, zullen de wetgevende Kamers over alle andere aangelegenheden zoals voorheen bij eenvoudige meerderheid beslissen.

Zonder dit principe in twijfel te trekken waren verscheidene leden van mening dat voor de niet beveiligde kwesties een alarm- en verzoen-

un mécanisme d'alerte et de conciliation devrait être institué. Ce mécanisme, qu'ils estiment indispensable à l'harmonisation des relations entre Flamands et Wallons, aurait pour but de déceler à temps les risques d'opposition qui peuvent surgir entre les représentants des deux communautés, de faire en sorte que la majorité qui se dessine en faveur d'un projet soit pleinement informée des objections graves que les élus d'une des communautés font valoir à l'encontre de ce projet et de réunir enfin, grâce à une confrontation des points de vue au sein d'une commission parlementaire composée paritaire, toutes les chances d'aboutir à une solution de compromis.

Dans l'esprit de ces partisans, la conciliation ne jouerait pas cependant en matière budgétaire, le budget ne pouvant être soumis, pour des raisons évidentes de continuité dans le fonctionnement de l'Etat, aux lenteurs d'une telle procédure. D'autres garanties d'harmonisation seraient trouvées en ce domaine : dépôt par le Gouvernement de lois de programme qui seraient, elles, susceptibles de provoquer la procédure de conciliation; garanties — dont il sera question plus loin — au niveau de l'Exécutif.

2. Les autres membres n'ont pas repoussé le principe de la conciliation. Ils ont fait valoir cependant que pour que l'institution constitutionnelle d'une telle procédure puisse être envisagée, il faudrait essentiellement :

a) que la conciliation ne puisse être provoquée par l'opposition, qui la détournerait de son but à seule fin d'entraver le travail parlementaire et l'action gouvernementale;

b) que cette procédure, même dans l'hypothèse où toute manœuvre de l'opposition serait écartée, ne compromette pas, par ses lenteurs, la direction de l'Etat;

c) qu'elle n'ait pas pour effet de mettre en échec le principe selon lequel les assemblées se prononcent à la majorité simple;

d) qu'elle ne conduise pas, de manière générale, à rendre les Gouvernements de majorité simple impossibles.

3. Sur le plan technique, diverses solutions ont été étudiées pour rencontrer cet ensemble de préoccupations.

a) Quant au mécanisme devant déclencher la procédure de conciliation, la solution la plus largement préconisée a été que cette procédure soit de droit lorsqu'elle serait demandée par une fraction importante, à déterminer, des élus des arrondissements flamands ou des élus des arrondissements wallons.

b) Quant à l'assemblée devant laquelle la procédure devrait être déclenchée, certains membres ont proposé que ce soit uniquement l'assemblée saisie en dernier lieu, ceci afin de ne faire jouer la garantie qu'en dernier ressort, au moment où les chances de compromis qu'offre la procédure normale seraient épuisées. D'autres membres ont estimé qu'il serait plus sage de permettre la procédure de conciliation dès qu'un risque d'opposition se manifeste, que ce soit à la Chambre saisie en premier ou en second lieu. La solution la plus largement préconisée a été finalement que la procédure puisse être déclenchée dans chacune des assemblées, mais seulement à partir du vote de la commission compétente.

c) Quant à la composition de la Commission de conciliation, il a été généralement suggéré qu'elle réalise la coopération des deux assemblées, afin de donner à la conciliation son maximum de chances.

A titre exemplatif, il a été indiqué que la Commission pourrait se composer de 28 membres. Créée dans chaque cas, en vue de réunir les parlementaires les plus indiqués pour la recherche d'une solution, elle comporterait 14 députés (6 élus d'arrondissements flamands, 6 élus d'arrondissements wallons et 2 élus bruxellois) désignés par le Président de la Chambre et 14 sénateurs (6 élus d'arrondissements flamands, 6 élus d'arrondissements wallons et 2 élus bruxellois) désignés par le Président du Sénat. Les désignations tiendraient compte de la représentation proportionnelle des partis.

Le Gouvernement serait représenté à la Commission.

d) Quant au laps de temps réservé à la procédure de conciliation, il a été envisagé que la Commission devrait être nommée dans les huit jours de la demande et qu'elle devrait présenter son rapport à l'assemblée saisie dans le mois. Ce dernier délai a paru trop court à un membre.

e) Quant aux effets juridiques de la procédure de conciliation, les suggestions suivantes ont été faites :

1^{re} hypothèse. Si, sur les points qui font l'objet du recours, une proposition du texte législatif est votée par la Commission de conciliation, avec une majorité qui comprend au moins deux élus de chacun des groupes flamand et wallon, ce texte remplace, de plein droit, le

ningsprocedure dient ingesteld. Dit mechanisme, dat zij onmisbaar achten voor de harmonisering der Vlaams-Waalse verhoudingen, zou tot doel hebben bijtijds het gevaar van een krachtproef tussen de vertegenwoordigers van beide gemeenschappen te signaleren en er voor te zorgen dat de meerderheid, die zich aftekent ten gunste van een ontwerp, volledig ingelicht zou worden over de ernstige bezwaren welke de gekozenen van een der gemeenschappen hebben tegen een bepaald ontwerp. Dank zij een confrontatie der standpunten in een paritaire parlementaire commissie zou dan een ernstige kans op een compromis geboden worden.

De voorstanders van de verzoeningsprocedure zijn evenwel van oordeel dat deze niet mag gelden voor begrotingszaken; het is immers evident dat om redenen van continuïteit in de werking van de Staat, de begrotingen niet aan een dergelijke uiteraard trage procedure mogen onderworpen worden. Andere waarborgen kunnen op dit terrein de harmonisering in de hand werken : door de Regering ingediende programma-wetten, die wel het voorwerp van de verzoeningsprocedure zouden kunnen uitmaken; waarborgen op het niveau van de Uitvoerende macht (zie verder).

2. De andere leden hebben het principe van de verzoening niet verworpen. Zij deden echter opmerken dat de grondwettelijke instelling van een dergelijke procedure dient gekoppeld aan bepaalde voorwaarden :

a) de conciliatieprocedure mag niet uitgelokt worden door de oppositie, alleen maar met het doel de parlementaire werkzaamheden en de actie van de Regering af te remmen;

b) zelfs in de hypothese dat elk maneuver van de oppositie uitgesloten is, mag deze procedure door haar traagheid het gezag van de Staat niet in het gedrang brengen;

c) deze procedure mag niet tot gevolg hebben dat het principe wordt uitgeschakeld, volgens hetwelk de Kamers zich bij eenvoudige meerderheid uitspreken;

d) in 't algemeen mag zij er niet toe leiden de regeringen, die steunen op een eenvoudige meerderheid, onmogelijk te maken.

3. Om tegemoet te komen aan al deze bekommernissen, werden verschillende technische oplossingen onderzocht :

a) Wat het mechanisme betreft dat de verzoeningsprocedure op gang moet brengen, was de door de meesten vooropgezette oplossing dat deze procedure zou kunnen ingeroepen worden wanneer ze zou worden aangevraagd door een nader te bepalen belangrijke fractie van de gekozenen der Vlaamse, resp. der Waalse arrondissementen.

b) Wat de Kamer betreft in dewelke deze procedure zou kunnen worden uitgelokt, waren zeker de leden van oordeel dat dit alleen maar voor de laatste behandelende Kamer mocht gelden, teneinde de waarborg slechts in laatste instantie te doen gelden, op het ogenblik dat de kansen op een vergelijk, welke de normale procedure biedt, zouden uitgeput zijn. Andere leden meenden dat het wijzer zou zijn de procedure van verzoening toe te laten vanaf het ogenblik dat een risico van oppositie zich laat gevoelen, in de eerste of de laatste behandelende Kamer. De oplossing die door de meesten tenslotte werd bijgetreden was dat de procedure zou kunnen uitgelokt worden in elk van beide Kamers, maar dan slechts vanaf de stemming in de bevoegde commissie.

c) Wat de samenstelling van de verzoeningscommissie betreft, werd over het algemeen voorgesteld dat zij de samenwerking tussen beide Kamers zou verwezenlijken, teneinde aan de verzoening een zo groot mogelijke kans tot slagen te geven.

Bij wijze van voorbeeld, werd voorgesteld dat de Commissie zou kunnen samengesteld zijn uit 28 leden. Zij zou worden opgericht voor elk bijzonder geval, en telkens de parlementairen groeperen die het meest geschikt zijn om een oplossing te bereiken. Zij zou 14 volkvertegenwoordigers tellen (6 gekozenen uit de Vlaamse arrondissementen, 6 gekozenen uit de Waalse arrondissementen en 2 gekozenen uit Brussel), aangeduid door de voorzitter van de Kamer, en 14 senatoren (6 gekozenen uit de Vlaamse arrondissementen, 6 gekozenen uit de Waalse arrondissementen en 2 gekozenen uit Brussel), aangeduid door de voorzitter van de Senaat. De leden zouden worden aangeduid rekening houdend met de evenredige vertegenwoordiging der partijen. De Regering zou bij de Commissie vertegenwoordigd zijn.

d) Wat de tijd betreft welke aan de verzoeningsprocedure mag toegemeten worden, werd de mening geopperd dat de Commissie zou moeten aangesteld zijn binnen de 8 dagen na het verzoek, en dat zij haar verslag aan de behandelende Kamer zou moeten overmaken binnen de maand. Een lid vond deze termijn te kort.

e) Wat de juridische gevolgen van de verzoeningsprocedure betreft, werden volgende suggesties geformuleerd :

Eerste hypothese : Indien de Verzoeningscommissie over de punten waarvoor op haar beroep wordt gedaan een ontwerp van tekst stemt met een meerderheid die ten minste twee gekozenen zowel uit de Vlaamse als uit de Waalse groep omvat, dan vervangt deze tekst

texte antérieur et il est soumis à la délibération de l'Assemblée saisie, qui en entreprend l'examen selon la procédure normale.

Un membre a cependant estimé qu'un texte sur lequel se serait fait l'accord de la Commission de conciliation ne devrait plus pouvoir être amendé par l'Assemblée qu'aux deux tiers des voix.

2^{me} hypothèse. Si, sur les points qui font l'objet du recours, une proposition de texte législatif n'a pu être votée par la Commission de conciliation à la majorité mixte indiquée ci-dessus, la Commission se borne à faire rapport de ses travaux à l'Assemblée saisie.

Selon l'avis de plusieurs membres, les travaux de cette Assemblée doivent reprendre à ce moment, selon la procédure normale, les considérations formulées dans le rapport de la Commission constituant pour tous un précieux complément d'information.

Certains membres ont été d'un avis différent : l'échec de la conciliation constitue, à leur avis, l'indice que le problème n'est pas mûr pour une solution nationale; il doit entraîner le retrait du projet ou de la proposition, pour un temps à fixer.

3^{me} hypothèse. Il a paru à certains membres qu'une procédure plus contraignante pourrait être envisagée dans un cas déterminé. Si la demande de conciliation est faite à la fin de la discussion des articles dans l'Assemblée saisie en second lieu et si la Commission adopte une proposition de texte législatif aux 5/7^{mes} des voix (soit 20 voix sur 28), ce texte devrait pouvoir être soumis à chacune des deux assemblées pour y être admis sans amendement ou rejeté.

Un tel système a paru inacceptable à la plupart des autres membres : il transférerait en effet une partie importante du pouvoir législatif à la Commission de conciliation.

III. — Techniques diverses.

L'examen de diverses autres techniques, qui ne présentent qu'un intérêt indirect pour le problème de l'harmonisation des relations entre Flamands et Wallons, a été fait dans le cadre des questions relatives à la modernisation de l'Etat. Il en sera fait mention au chapitre II.

SECTION 2.

POUVOIR EXECUTIF.

Sur le plan des relations entre Flamands et Wallons, deux points ont fait l'objet d'un examen particulier :

- la répartition des charges ministérielles;
- la mission qui pourrait être impartie à certains secrétaires d'Etat.

A. — Répartition des charges ministérielles.

Les membres ont unanimement estimé que l'équilibre, qui est de tradition, entre le nombre des ministres de langue néerlandaise et celui des ministres de langue française, devrait être maintenu. Tous ont cependant considéré que cette coutume, inspirée de la sagesse politique, ne devrait pas faire l'objet d'une disposition constitutionnelle.

B. — Mission de certains Secrétaires d'Etat.

Il sera exposé, au chapitre de la modernisation de l'Etat, que les membres préconisent de prévoir, par une disposition constitutionnelle, la possibilité d'instituer désormais des Secrétaires d'Etat.

Certains membres ont préconisé que cette institution contribue également à l'harmonisation des relations entre les deux communautés. Selon ces membres, dans un Gouvernement dont le nombre des ministres serait à l'avenir restreint, quatre départements auraient, sur le plan de ces relations, une importance prépondérante : le département de l'Education nationale et de la Culture; le département des Affaires sociales, regroupant les départements actuels de l'Emploi et du Travail et de la Prévoyance sociale; le département des Affaires économiques, regroupant les départements actuels des Affaires économiques et de l'Energie, des Classes moyennes et de l'Agriculture; le département des Affaires techniques, regroupant les Travaux publics et les Communications. Ces départements auraient à traiter constamment de problèmes touchant aux intérêts essentiels des deux communautés; aussi serait-il nécessaire que l'établissement de leur budget se fasse avec le souci d'harmoniser ces intérêts. Cette harmonisation, au sein même de l'Exécutif, serait d'autant plus importante qu'en matière budgétaire il ne peut être envisagé d'instaurer une procédure parlementaire de

van rechtswege de vorige tekst en wordt hij aan de beraadslaging van de behandelende Kamer onderworpen, die het onderzoek volgens de normale procedure voortzet.

Een lid was echter van mening dat een tekst, waarover de Verzoeningscommissie zich akkoord heeft verklaard, nog slechts zou mogen gewijzigd worden door de Kamer met een meerderheid van twee derden der stemmen.

Tweede hypothese : Indien de Verzoeningscommissie over de punten waarvoor op haar beroep wordt gedaan, er niet toe komt een voorstel van tekst te stemmen met de hoger omschreven meerderheid, dan beperkt zij er zich toe bij de behandelende Kamer verslag over haar werkzaamheden uit te brengen.

Naar het oordeel van verscheidene leden, dient deze Kamer dan haar werkzaamheden volgens de normale procedure voort te zetten. De in het verslag van de Commissie geformuleerde overwegingen betekenen dan voor allen een aanvullende informatie van waarde.

Sommige leden waren een andere mening toegedaan : volgens hen houdt het mislukken van de verzoening de aanwijzing in dat het probleem niet rijp is voor een nationale oplossing, en moet dit tot gevolg hebben dat het ontwerp of het voorstel voor een nader te bepalen duur wordt ingetrokken.

Derde hypothese : Bepaalde leden waren van oordeel dat in een wel omschreven geval een meer dringende procedure onder ogen diende genomen. Wordt het verzoek tot verzoening gesteld, op het einde van de bespreking der artikelen, in de Kamer welke de tekst in tweede instantie behandelt, en keurt de Commissie een voorstel van wetgevende tekst goed met 5/7 der stemmen (d.i. 20 stemmen op 28), dan zou deze tekst aan beide Kamers moeten kunnen voorgelegd om er zonder enig amendement aanvaard of verworpen te worden.

Een dergelijk systeem leek onaanvaardbaar voor het merendeel der andere leden : inderdaad, zo zou een belangrijk deel van de wetgevende macht aan de Verzoeningscommissie worden overgedragen.

III. — Diverse technieken.

Een onderzoek werd ook gewijd aan verschillende andere technieken. Daar deze slechts onrechtstreeks het vraagstuk van de harmonisering der Vlaams-Waalse verhoudingen raken, worden zij behandeld onder hoofdstuk II, in het raam van de kwesties met betrekking tot de modernisering van de Staat.

AFDELING 2.

UITVOERENDE MACHT.

Op het vlak van de Vlaams-Waalse verhoudingen, werden twee punten aan een bijzonder onderzoek onderworpen :

- de verdeling der ministeriële taken;
- de opdrachten die aan bepaalde staatssecretarissen zouden kunnen worden toevertrouwd.

A. — Verdeling der ministeriële taken.

De leden waren eenstemmig van oordeel dat het traditionele evenwicht tussen het aantal nederlandsstalige en franstalige ministers dient behouden. Allen waren echter de mening toegedaan dat dit door politieke wijsheid ingegeven gebruik niet door een grondwettelijke beschikking moet worden geregeld.

B. — Opdrachten van bepaalde Staatssecretarissen.

In het hoofdstuk « Modernisering van de Staat » wordt uiteengezet dat de leden voorstellen voortaan, bij grondwettelijke beschikking, de mogelijkheid van het benoemen van staatssecretarissen te voorzien.

Sommige leden hebben vooropgesteld dat deze instelling eveneens zou bijdragen tot het harmoniseren van de verhoudingen tussen beide gemeenschappen. Volgens deze leden zouden, in een Regering waarvan het aantal ministers in de toekomst zou worden beperkt, vier departementen op dat punt van overwegend belang zijn, met name het departement van Nationale Opvoeding en Cultuur; het departement van Sociale Zaken dat de huidige departementen van Arbeid en Teverkstelling en Sociale Voorzorg zou groeperen; het departement van Economische Zaken dat de huidige departementen van Economische Zaken en Energie, Middenstand en Landbouw zou omvatten; het departement van Technische Zaken, dat Openbare Werken en Verkeerswezen zou groeperen. Daar deze departementen voortdurend problemen ter behandeling zullen krijgen die de essentiële belangen der gemeenschappen raken, zou het noodzakelijk zijn dat de opstelling van hun begroting zou geschieden met de zorg voor het harmoniseren van deze belangen. Deze harmonisering, in de schoot van de uitvoerende macht, zou des te belangrijker zijn voor begrotingsaangelegenheden,

conciliation. Dans ces conditions, le résultat escompté serait obtenu en adjoignant à chaque ministre, titulaire d'un de ces départements-clés, deux secrétaires d'Etat qui l'aideraient à élaborer son budget en pleine connaissance des besoins des provinces flamandes et des provinces wallonnes. Ces deux secrétaires d'Etat lui apporteraient une assistance analogue pour l'élaboration des lois générales. Ils pourraient être également chargés de prendre certains règlements d'exécution, tenant compte des particularités de chacune des communautés. Des experts consultés par ces membres ont estimé que pareil système pourrait fonctionner sans nuire à l'efficacité.

Aux yeux de ces membres, une telle utilisation des secrétaires d'Etat, ne devrait, pas plus que leurs autres utilisations possibles, faire l'objet d'une prévision de la Constitution. Cependant, il faudrait à leur avis que ce mode d'utilisation devienne une pratique gouvernementale constante.

Ces vues ont rallié la sympathie de certains membres. Il a toutefois été souligné que l'utilisation des secrétaires d'Etat devrait pouvoir se faire avec le maximum de souplesse et que le but principal de cette institution nouvelle serait manqué si elle conduisait, au total, à une inflation de l'exécutif. Il a été dit à cet égard qu'en toute hypothèse, la doublure systématique des ministres par des secrétaires d'Etat de l'autre rôle linguistique devrait être catégoriquement écartée.

SECTION 3.

AUTORITES DECONCENTREES ET INSTITUTIONS DECENTRALISEES.

Les membres ont unanimement considéré que d'importantes mesures de déconcentration et de décentralisation sont nécessaires, tant pour décharger les institutions centrales d'affaires qui les encombrement que pour permettre aux différentes parties du pays de régler comme elles l'entendent les questions qui présentent un intérêt régional ou local caractérisé.

Le choix des mesures à prendre dépend cependant de la nature des problèmes. Aussi la déconcentration et la décentralisation ont-elles été abordées sur le double plan :

- des matières culturelles;
- des matières économiques et sociales.

D'autre part, les membres ont également cherché dans quelle mesure les institutions existantes pourraient être aménagées de manière à en améliorer le fonctionnement, dans un esprit de décentralisation et de déconcentration.

L'examen de ces questions a mis en lumière leur grande complexité. Aussi les travaux des membres n'ont-ils pas, dans leur état actuel, épuisé la matière.

A. — Matières culturelles.

Il a été unanimement considéré qu'en matière culturelle, la création d'institutions régionales propres à chacune des communautés se justifie par la dualité linguistique et culturelle de ces communautés.

A cet égard, tous les membres ont souhaité qu'il soit créé sans tarder un Conseil culturel pour la Flandre et un Conseil culturel pour la Wallonie.

Ces Conseils jouiraient de quatre prérogatives :

1. formuler d'initiative, à l'intention des institutions centrales, des avis et des propositions à propos des matières d'ordre culturel;
2. être obligatoirement consultés, par les pouvoirs législatif et exécutif, à propos des projets de lois et arrêtés d'ordre culturel;
3. prendre, sous le contrôle du pouvoir exécutif, certaines mesures réglementaires pour l'application des lois d'ordre culturel;
4. prendre, sous le contrôle du pouvoir exécutif, certaines mesures réglementaires dans les matières culturelles pour lesquelles compétence exclusive leur serait attribuée.

Une autonomie financière appropriée leur serait reconnue.

Un membre, tout en approuvant ces principes, a fait remarquer qu'il ne faut pas confondre les problèmes d'enseignement avec les autres problèmes culturels et qu'il faut prévoir en tout cas des mesures adéquates pour protéger, en ces matières, les minorités qui constituent les non-chrétiens en Flandre et les chrétiens en Wallonie.

Le projet de loi sur les conseils culturels, voté au Sénat au cours d'une précédente législature mais non soumis à la Chambre, devrait être revu en fonction de l'ensemble des considérations qui précèdent.

daar hier het instellen van een parlementaire verzoeningsprocedure niet zou worden voorzien. In deze omstandigheden, zou het gewenste resultaat kunnen bekomen worden door bij iedere minister-titularis van één dezer sleuteldepartementen, twee staatssecretarissen te voegen die hem zouden bijstaan bij het opmaken van zijn begroting, met volle kennis van de behoeften der Vlaamse en Waalse provincies. Deze twee staatssecretarissen zouden hem op gelijkaardige wijze kunnen bijstaan bij de voorbereiding van de algemene wetgeving. Zij zouden tevens kunnen belast worden met het treffen van zekere uitvoeringsbesluiten die rekening houden met het eigen karakter van elke gemeenschap. Experten, welke door deze leden werden geraadpleegd, waren van oordeel dat een dergelijk systeem zou kunnen functioneren zonder aan de doeltreffendheid te schaden.

Volgens deze leden, zou een dergelijke aanwending der Staatssecretarissen, evenmin als hun andere mogelijke toepassingen, moeten voorzien worden door de Grondwet. Wat echter wel nodig is volgens hen, is dat deze aanwending een constante van de regeringspraktijk zou uitmaken.

Deze zienswijze droeg de sympathie van bepaalde leden weg. Er werd echter onderstreept dat de aanwending van Staatssecretarissen met de grootst mogelijke soepelheid zou moeten kunnen gebeuren, en dat het voornaamste opzet dat met deze nieuwe instelling wordt beoogd, niet zou worden bereikt, zo ze zou leiden tot een inflatie van de Uitvoerende Macht. In dit verband werd gezegd dat in elk geval, het systematisch doubleren van ministers door Staatssecretarissen van een andere taalrol met klem moest worden afgewezen.

AFDELING 3.

GEDECONCENTREERDE GEZAGSORGANEN EN GEDECENTRALISEERDE INSTELLINGEN.

De leden waren eenstemmig van oordeel dat belangrijke maatregelen inzake deconcentratie en decentralisatie noodzakelijk zijn, en dit zowel om de centrale instellingen te ontlasten van zaken die hen overbelasten, als om de verschillende delen van het land toe te laten de zaken, die een uitgesproken gewestelijk of plaatselijk karakter hebben, te regelen op de door hen gewenste wijze.

De keuze van de te nemen maatregelen hangt uiteraard af van de aard der problemen. Zo werd de deconcentratie en de decentralisatie dan ook besproken op een dubbel plan :

- dit van de culturele zaken, en
- dit van de sociale en economische zaken.

Anderzijds hebben de leden ook onderzocht, in welke mate de bestaande instellingen kunnen worden aangepast en hun werking kan worden verbeterd, in een geest van decentralisatie en deconcentratie.

Dit onderzoek heeft de grote complexiteit van deze kwesties in het licht gesteld. Het onderwerp werd dan ook tijdens de besprekingen niet uitgeput.

A. — Culturele zaken.

Men was eenstemmig van oordeel dat, voor de culturele zaken, de oprichting van een aan elk der gemeenschappen eigen regionale instelling verantwoord is door de taalkundige en culturele dualiteit der gemeenschappen.

In dit verband, hebben alle leden de wens uitgedrukt dat zonder verder dralen een Kultuurraad voor Vlaanderen en een Kultuurraad voor Wallonië zou worden opgericht.

Deze Raden zouden beschikken over de volgende vier prerogatieven :

1. op eigen initiatief adviezen en voorstellen over culturele zaken aan de centrale instellingen voorleggen;
2. het verstrekken van adviezen aan de wetgevende en uitvoerende macht in verband met de wetsontwerpen en besluiten van culturele aard;
3. onder controle van de uitvoerende macht sommige reglementerende maatregelen treffen bij de toepassing van wetten van culturele aard;
4. onder controle van de uitvoerende macht sommige reglementaire maatregelen treffen in culturele aangelegenheden waarvoor zij exclusieve bevoegdheid ontvangen.

Een passende financiële autonomie zou hun worden toegekend.

Een lid, dat overigens deze principes goedgekeurde, verklaarde dat de onderwijsproblemen niet mogen verward worden met de andere culturele problemen en dat in elk geval passende maatregelen moeten worden voorzien om de niet-kristelijke minderheid in Vlaanderen en de kristelijke in Wallonië te beschermen.

Het wetsontwerp betreffende de cultuurraden, dat door de Senaat tijdens een voorgaande legislatuur goedgekeurd werd maar niet ingediend werd bij de Kamer, zou moeten herzien worden overeenkomstig hetgeen voorafgaat.

B. — Matières économiques et sociales.

En ce domaine, les opinions ont été plus diverses.

Certains membres ont estimé que dans le cadre de l'entité belge il existe des problèmes économiques et sociaux fondamentalement différents en Flandre et en Wallonie. Aussi ont-ils préconisé que la décentralisation des compétences se fasse, en ces matières, au profit de deux régions dotées d'institutions appropriées. Une variante, soutenue par quelques membres, consisterait à donner compétence en ces matières à trois conseils intermédiaires émanant respectivement des conseils provinciaux flamands, des conseils provinciaux wallons et des institutions de l'agglomération bruxelloise constituée en district européen. Une deuxième variante consisterait à laisser compétence au Parlement mais à prévoir que celui-ci délibérerait, pour ces matières, en sections régionales.

D'autres membres ont estimé qu'il serait peu conforme aux réalités de décentraliser les compétences en matière économique et sociale en se fondant sur le caractère flamand ou wallon des régions. Selon ces membres, l'économie des régions flamandes et wallonnes connaît de multiples imbrications; de plus, les problèmes économiques ne se posent pas de la même manière dans toutes les parties de la Wallonie d'une part, de la Flandre d'autre part. Aussi ces membres considèrent-ils que la décentralisation doit se faire au profit d'entités qui constituent, en ces domaines, une aire rationnelle d'initiative et d'impulsion. A cet égard, les uns ont envisagé de redistribuer le pays en quatre ou cinq grandes régions, qui pourraient d'ailleurs former le siège de provinces regroupées. D'autres, invoquant la volonté de dynamisme manifestée par plusieurs provinces et de nombreux petits centres régionaux, ont estimé préférable d'axer la décentralisation économique et sociale sur les provinces actuelles et sur les petites régions qui les constituent, étant entendu que les collaborations entre provinces d'une part, entre petites régions d'autre part, seraient facilitées. A cet égard, l'importance de l'action que peuvent mener les communes et les intercommunales a été soulignée. Enfin, il a été dit qu'il n'existe vraisemblablement aucune région-type permettant de résoudre à la fois tous les problèmes du développement régional. Aussi conviendrait-il d'envisager, sans aucun préjugé, une structure très souple articulée à différents niveaux et faisant usage, dans la mesure du possible, des structures existantes.

Après avoir entendu le Ministre des Affaires économiques et de l'Energie exposer les solutions qu'il entrevoit, les membres ont convenu de s'en tenir aux considérations qui viennent d'être rapportées, afin de permettre au Gouvernement de retravailler d'abord le problème au niveau ministériel.

C. — Aménagement des institutions existantes dans un esprit de décentralisation et de déconcentration.

Les membres ont unanimement considéré que de judicieuses mesures de décentralisation et de déconcentration, au profit des institutions et autorités existantes, seraient conformes à l'esprit même du régime et qu'elles seraient nécessaires pour remédier au malaise qui a résulté, tant en Flandre qu'en Wallonie, d'un centralisme excessif. Certaines de ces mesures n'impliqueraient d'ailleurs aucune révision de la Constitution.

Un membre, tout en approuvant les vues qui précèdent, a cependant observé que dans un pays qui, comme la Belgique, constitue au sein de l'Europe une entité régionale peu étendue, les limites d'une décentralisation compatible avec le maintien de l'unité du pays risquent d'être assez rapidement atteintes.

Sous le bénéfice de ces considérations générales, les points suivants ont été abordés.

I. — Déconcentration.

L'accent a été mis sur une double nécessité :

— nécessité de poursuivre, au Ministère de l'Intérieur, la politique de déconcentration du pouvoir de tutelle, déjà commencée en ce qui concerne plusieurs éléments du pouvoir d'approbation et en ce qui concerne la totalité du pouvoir d'annulation (1); il faudra tendre à déléguer aux gouverneurs, à brève échéance, la totalité du pouvoir de tutelle à l'égard des communes de moins de dix mille habitants;

— nécessité d'une étude approfondie de l'activité déjà exercée par les services départementaux et parastatals existant actuellement au niveau régional et des possibilités d'extension de cette activité.

(1) Une loi du 27 juin 1962 est consacrée à cet objet.

B. — Economische en sociale aangelegenheden.

Op dit gebied liepen de meningen meer uiteen.

Sommige leden waren van oordeel dat er in het Belgisch kader fundamenteel verschillende economische en sociale problemen bestaan in Vlaanderen en in Wallonië. Daarom stelden zij voor dat terzake een decentralisatie der bevoegdheden zou verwezenlijkt worden ten voordele van beide landsdelen die over organen ad hoc zouden beschikken. Enige leden stelden als variante voor bevoegdheid te verlenen aan drie intermediaire raden die een emanatie zouden zijn respectievelijk van de Vlaamse en de Waalse provincieraden en van de instellingen der Brusselse agglomeratie die als een Europees distrikt zou ingericht worden. Volgens een tweede variante zou de bevoegdheid aan het Parlement gelaten worden, dat daarover evenwel zou beraadslagen in regionale afdelingen.

Andere leden waren van mening dat het weinig realistisch zou zijn de bevoegdheden op economisch en sociaal gebied te decentraliseren overeenkomstig het Vlaams of Waals karakter van de streken. Volgens deze leden zijn de Vlaamse en Waalse streken economisch dooreengestengeld; bovendien worden de economische problemen niet op dezelfde wijze gesteld in alle delen van Wallonië enerzijds of van Vlaanderen anderzijds. Derhalve zijn deze leden van mening dat de decentralisatie moet gebeuren ten gunste van entiteiten die terzake een rationele ruimte vormen voor initiatieven en impulsen. De eenen zouden het land willen indelen in vier of vijf grote streken, die overigens nieuwe provincies zouden kunnen vormen. Anderen verwijzen naar het dynamisme van verscheidene provincies en van talrijke kleine gewestelijke centra en menen dat de decentralisatie op de provincies en op deze kleine gewesten dient gericht mits de samenwerking tussen provincies onderling enerzijds en tussen kleine gewesten onderling anderzijds zou bevorderd worden. In dit verband werd gewezen op de belangrijke actie van gemeenten en intercommunales. Tenslotte werd beweerd dat er waarschijnlijk geen enkel type-gewest bestaat dat alle problemen der streekontwikkeling zou kunnen oplossen. Daarom dient zonder enig vooroordeel gestreefd naar een zeer soepele structuur met verschillende niveaus, waarbij zoveel mogelijk gebruik dient gemaakt van de bestaande structuren.

Na een uiteenzetting door de Minister van Economische Zaken en Energie over zijn opvattingen, besloten de leden zich te houden aan hetgeen voorafgaat om de Regering in de gelegenheid te stellen eerst het probleem op ministerieel niveau te herzien.

C. — Aanpassing der bestaande instellingen in een geest van decentralisatie en deconcentratie.

De leden waren eenparig van mening dat doeltreffende decentralisatie en deconcentratie maatregelen ten gunste van de bestaande instellingen en overheden zouden beantwoorden aan de geest van het regime en tevens onmisbaar zijn om de malaise te bestrijden die zowel in Vlaanderen als in Wallonië veroorzaakt wordt door een overdreven centralisme. Sommige van deze maatregelen vergen trouwens geen grondwetsherziening.

Een lid, dat overigens het voorafgaande beaamt, merkte nochtans op dat in een land zoals België, dat in Europa een gewest van bescheiden omvang vormt, de grenzen van een decentralisatie verenigbaar met de eenheid van het land vrij vlug bereikt zijn.

Onder voorbehoud van deze algemene beschouwingen werden dan de volgende punten behandeld.

I. — Deconcentratie.

De klemtoon werd gelegd op een dubbele noodzaak :

— enerzijds dient op Binnenlandse Zaken de reeds aangevatte politiek van deconcentratie van de voogdijmacht voortgezet i.v.m. verscheidene elementen van de goedkeuringsbevoegdheid en de totaliteit van de bevoegdheid tot nietigverklaring (1). Er dient naar gestreefd de volledige voogdijmacht over gemeenten met minder dan 10.000 inwoners zo spoedig mogelijk over te dragen aan de gouverneurs;

— anderzijds dient een grondig onderzoek gewijd aan de activiteit die reeds uitgeoefend wordt door de departementale en parastatale diensten welke reeds op het gewestelijk niveau bestaan, met het oog op een mogelijke uitbreiding van deze activiteit.

(1) Een wet van 27 juni 1962 heeft dit geregeld.

II. — Décentralisation.

Compte tenu des éléments qui pourront être réunis au sujet de l'état actuel de la déconcentration et de ses extensions possibles, l'intérêt a été reconnu d'étudier les possibilités d'accroissement des attributions des organes provinciaux (conseils provinciaux et députations permanentes), en s'inspirant peut-être de la liste des compétences dévolues en certains pays aux organes de ce genre.

III. — Cogestion Etat-Provinces.

Un membre a constaté qu'une étude approfondie des éléments du problème de la décentralisation et de la déconcentration pourrait également aboutir à la conclusion que l'évolution des réalités contemporaines est telle qu'il est vain de vouloir dessaisir l'Etat de certaines attributions, à l'égard desquelles il doit pouvoir continuer à agir d'une manière probablement plus efficace qu'une autorité régionale ou locale.

Ceci l'a amené à examiner la possibilité d'une fusion de l'idée de décentralisation avec celle de déconcentration. Cette fusion pourrait être réalisée dans le sens d'une certaine cogestion. Il s'agirait d'associer l'Etat et la province dans la gestion de certaines affaires et d'assurer, en même temps qu'un contrôle politique provincial sur cette gestion, une coordination efficace de l'activité des organes et services déconcentrés de l'Etat et des institutions paraétatiques avec celle des organes et services proprement provinciaux.

On pourrait ainsi établir un organe groupant, sous la présidence du Gouverneur, les chefs des services déconcentrés de l'Etat dans la province, les membres de la députation permanente, les chefs des services provinciaux et, s'il y a lieu, les représentants des unités régionales plus étroites (les « petites régions »).

IV. — Aménagement de l'organisation provinciale.

Le même membre a aussi exprimé l'avis que c'est surtout au niveau des provinces qu'il faut donner aux institutions un véritable contenu et une structure suffisamment forte : c'est là que se situent l'un des principaux points faibles du système actuel et une part importante du malaise auquel il convient de remédier. Ces réformes resteraient d'ailleurs tout aussi nécessaires si la configuration territoriale actuelle des provinces était modifiée.

La faiblesse actuelle des provinces tient en partie à certains aspects institutionnels. Aussi ce membre s'est-il demandé s'il ne faut pas envisager un certain renforcement des institutions provinciales, notamment :

1° par la suppression de l'incompatibilité entre les mandats provinciaux et les mandats parlementaires. Ceci permettrait à des hommes politiques de premier plan de jouer un rôle dans la gestion des provinces et de donner, par conséquent, un relief plus marqué aux institutions provinciales, tout en assurant la présence directe des provinces dans les délibérations du Parlement national;

2° par la création, à côté du Gouverneur actuel qui serait ramené à sa mission constitutionnelle de « commissaire du Gouvernement auprès du Conseil provincial », d'un président de la députation permanente qui serait son principal représentant vis-à-vis du pouvoir central et des communes. Il serait élu par le Conseil provincial comme les autres membres de la députation et serait donc normalement le leader de la majorité du Conseil provincial;

3° par une adaptation du nombre des membres de la députation permanente à l'importance respective des diverses provinces et par la suppression de la règle relative à la représentation des divers arrondissements au sein de la députation;

4° par la mise en œuvre de la responsabilité politique de la députation vis-à-vis du conseil provincial, qui devrait pouvoir la renverser par un vote de censure;

5° par la levée des restrictions trop étroites qui limitent actuellement la durée des sessions du conseil provincial.

Ces vues ont été écoutées avec intérêt par les autres membres.

V. — Aménagement de l'organisation communale.

La nécessité d'un effort drastique de regroupement au niveau des communes a été soulignée. Un membre s'est également préoccupé d'une organisation plus adéquate des circonscriptions communales (fusion des petites communes, intégration des grandes agglomérations, etc.) : des lois ordinaires peuvent y pourvoir sans révision de la Constitution.

Un autre membre a souligné l'importance du rôle que les villes et communes peuvent jouer et jouent en fait dans le développement régional. Il s'agit de les moderniser afin de leur permettre d'agir d'une façon encore plus efficace. Même si l'impulsion doit venir d'échelons supérieurs, l'essentiel des résultats peut être obtenu, en cette matière, soit par les communes elles-mêmes, soit par les associations intercommunales. Il convient de leur permettre de s'organiser de manière à remplir adéquatement leur tâche.

II. — Decentralisatie.

Rekening gehouden met alle beschikbare elementen in verband met de huidige toestand inzake deconcentratie en de eventuele uitbreiding ervan, werd het nuttig geacht te onderzoeken hoe de bevoegdheden van de provinciale organen (Provinciale Raden en Bestendige Deputaties) kunnen uitgebreid worden, zulks wellicht op basis van de lijst van de bevoegdheden in andere landen aan soortgelijke organen toegekend.

III. — Medebeheer Staat-Provincies.

Een lid heeft vastgesteld dat een grondig onderzoek van de elementen van het decentralisatie- en deconcentratieprobleem ook zou kunnen leiden tot het besluit dat de gang van zaken thans derwijze evolueert dat het onbegonnen werk is de Staat te willen ontlasten van sommige bevoegdheden welke hij waarschijnlijk om redenen van efficiency beter zelf kan blijven uitoefenen dan een regionale of lokale overheid.

Daarom heeft hij de mogelijkheid overwogen van een zekere fusie van de decentralisatie-idee met de deconcentratie-opvatting. Zulks zou kunnen leiden tot een zeker medebeheer, waardoor Staat en provincies samen betrokken worden bij het beheer van sommige zaken. Meteen zou een zekere provinciale politieke controle verzeerd worden alsmede een doeltreffende coördinatie van de activiteit der gedeconcentreerde staats- en parastatale diensten met deze van de eigenlijke provinciale organen en diensten.

Zo zou men een orgaan kunnen vormen waarin onder het voorzitterschap van de gouverneur zouden gegroepeerd worden : de diensthoofden van de gedeconcentreerde rijksdiensten in de provincie, de leden van de Bestendige Deputatie, de provinciale diensthoofden en eventueel de vertegenwoordigers van kleinere regionale eenheden (de « kleine gewesten »).

IV. — Aanpassing van de provinciale organisatie.

Hetzelfde lid was ook van mening dat vooral op het niveau van de provincies aan de instellingen een waarachtige inhoud en een stevige structuur dient verleend : dit is een der zwakste punten van het huidige systeem waaruit heel wat malaise voortvloeit. Deze hervormingen zouden trouwens even noodzakelijk blijven indien de territoriale indeling der provincies gewijzigd werd.

De huidige zwakte der provincies houdt in zekere mate verband met sommige institutionele aspecten. Voornoemd lid heeft dan ook gesuggereerd de provinciale instellingen te verstevigen :

1° door de afschaffing van de onverenigbaarheid tussen de provinciale en de parlementaire mandaten. Zo zouden vooraanstaande politieke personaliteiten in de gelegenheid gesteld worden een rol te spelen in het beheer der provincies, waardoor de provinciale instellingen zouden in relief gesteld worden, en tevens de provincies rechtstreeks in het Parlement te vertegenwoordigen.

2° door de benoeming, naast de gouverneur die zich zou beperken tot zijn grondwettelijke rol van « regeringscommissaris » bij de provinciale raad, van een voorzitter van de bestendige deputatie die haar voornaamste vertegenwoordiger zou zijn t.o.v. het centraal gezag en de gemeenten. Hij zou door de provincieraad verkozen worden zoals de andere deputatieleden en dus normaal de leider van de meerderheid van de provincieraad zijn;

3° door een aanpassing van het aantal leden der bestendige deputatie overeenkomstig de belangrijkheid der respectieve provincies en door de afschaffing van de regel betreffende de vertegenwoordiging der verschillende arrondissementen in de deputatie;

4° door het organiseren van de politieke verantwoordelijkheid der deputatie tegenover de Provincieraad, die de deputatie zou moeten kunnen doen vallen door een votum van wantrouwen;

5° door het opheffen van de enge bepalingen die thans de duur van de zittingen van de Provincieraaden beperken.

Deze uiteenzettingen genoten de belangstelling van de andere leden.

V. — Aanpassing van de gemeentelijke organisatie.

De noodzaak van een drastische hergroepering op het niveau der gemeenten werd onderstreept. Een lid pleitte voor een meer adequaat organisatie der gemeentelijke omschrijvingen (fusie van kleine gemeenten, integratie der grote agglomeraties, enz.) : gewone wetten volstaan, grondwetsherziening is niet noodzakelijk.

Een ander lid wees op de belangrijke rol van steden en gemeenten i.v.m. de streekontwikkeling. Zij moeten gemoderniseerd worden met het oog op een grotere efficiency. Zelfs indien de impuls moet uitgaan van hogerhand, kan op dit stuk toch zeer veel bereikt worden door de gemeenten zelf of door de intercommunale verenigingen. Zij moeten zich kunnen reorganiseren om die taak naar behoren te vervullen.

VI. — Statut de Bruxelles.

S'intéressant plus particulièrement au statut de Bruxelles, un membre a proposé le dédoublement de l'arrondissement actuel en un arrondissement « national » à régime spécial, qui comprendrait les cantons urbains et qui devrait inclure notamment la Forêt de Soignes ainsi que Zaventem et l'autoroute vers l'aéroport, et un arrondissement « régional » de type classique, comprenant les cantons extérieurs. Ce membre a préconisé que, dans un certain délai, les communes qui en exprimeraient le désir puissent passer de l'un de ces arrondissements à l'autre.

Dans le même ordre d'idées, un autre membre s'est déclaré favorable à la création d'un grand district de Bruxelles, vraiment bilingue, dont le statut linguistique serait fixé par l'ensemble de la communauté belge et dont l'étendue serait déterminée par les réalités du développement urbain. D'après lui, ce district devrait trouver son expression dans chacun des conseils culturels.

Ces vues n'ont cependant pas été partagées par tous les autres membres. Deux d'entre eux ont notamment marqué leur désaccord à propos de l'étendue qui serait donnée à un district bilingue. Ils ont souligné le danger de toute extension de la « tache d'huile » et du processus qui en résulterait.

SECTION 4.

ORGANISATION JUDICIAIRE.

Un membre a attiré l'attention sur la nécessité de porter à cinq le nombre des Cours d'appel, fixé à trois par l'article 104 de la Constitution : il y aurait ainsi deux Cours d'appel unilingues dans chaque région linguistique, et une Cour bilingue à Bruxelles.

Ce point de vue a rallié l'assentiment de la plupart des membres.

CHAPITRE II.

LA MODERNISATION DE L'ETAT.

Au cours de ses travaux sur l'harmonisation des relations entre Flamands et Wallons, le Groupe de travail n'a pas perdu de vue que cette harmonisation serait facilitée si les Belges des deux communautés bénéficiaient d'un appareil institutionnel plus efficace.

Aussi s'est-il efforcé de réunir et d'examiner un ensemble de propositions et de suggestions susceptibles de moderniser l'Etat.

SECTION 1.

POUVOIR LEGISLATIF.

A. — Spécialisation des Assemblées.

Plusieurs membres ont estimé que l'ampleur et la complexité sans cesse croissante des tâches de l'Etat recommandent que la Belgique renonce à un système dans lequel les deux assemblées législatives exercent des compétences identiques. Dans cet ordre d'idées, ils ont préconisé :

— que la Chambre exerce seule désormais la fonction de contrôle politique (vote de la confiance et de la méfiance, vote du budget, interpellations);

— que la Chambre et le Sénat exercent concurremment, comme aujourd'hui, la fonction législative;

— que le Sénat, tant par les qualifications requises de ses membres que par son organisation, soit mis en mesure de renforcer la qualité du travail législatif.

De l'avis de plusieurs autres membres, l'exercice par le Sénat du contrôle politique est lié au caractère politique de cette assemblée. Cette fonction peut d'autant moins lui être retirée que, même sans toucher à sa composition actuelle, le Sénat est l'assemblée où les intérêts régionaux sont le plus nettement représentés.

D'autres membres, sans être formellement opposés à la suppression du contrôle politique du Sénat, ont cependant observé qu'en fait l'exercice de ce contrôle ne retarde guère les travaux parlementaires, le plus grand nombre des interpellations étant traditionnellement présentées à la Chambre; ils ont ajouté que les modifications apportées au règlement d'ordre intérieur du Sénat permettent à celui-ci d'imprimer à ses travaux un rythme plus rapide qu'autrefois.

VI. — Statuut van Brussel.

In verband met het statuut van Brussel heeft een lid de ontubbeling voorgesteld van het huidige arrondissement Brussel in een « nationaal » arrondissement met een speciaal regime, dat de stadskantons zou omvatten plus het Zoniënwoud, Zaventem en de autoweg naar de luchthaven, en een « regionaal » arrondissement van het klassiek type dat de buitenkantons zou groeperen. Dit lid was van mening dat, binnen een bepaalde termijn, de gemeenten zouden mogen overgaan van het een arrondissement naar het andere indien zij daarom verzoeken.

In dezelfde geest pleitte een ander lid voor de oprichting van een groot Brussels distrikt, dat werkelijk tweetalig zou zijn en waarvan het taalstatuut zou vastgesteld worden door de hele Belgische gemeenschap. De uitgestrektheid ervan zou berekend worden in overeenstemming met de groei van de grootstad. Dit distrikt zou in beide Cultuurraden vertegenwoordigd zijn.

Deze opvattingen werden nochtans niet door alle leden gedeeld. Twee leden spraken zich uit tegen de voorgestelde uitgestrektheid van het tweetalig distrikt. Zij wezen op het gevaar van een uitbreiding der « olievlek » met alle gevolgen van dien.

AFDELING 4.

GERECHTELIIKE ORGANISATIE.

Een lid wees op de noodzaak het aantal der hoven van beroep te brengen op vijf in plaats van drie (art. 108 van de Grondwet). Er zouden dan twee een talige hoven zijn in elk landsgedeelte en een tweetalige hof te Brussel.

Dit voorstel werd door de meeste leden goedgekeurd.

HOOFDSTUK II.

DE MODERNISERING VAN DE STAAT.

De werkgroep was zich ervan bewust dat de harmonisering van de Vlaams-Waalse betrekkingen zou bevorderd worden indien de Belgen van beide gemeenschappen over een meer doeltreffend institutioneel apparaat zouden beschikken. Daarom heeft de groep een aantal voorstellen en suggesties onderzocht i.v.m. de modernisering van de Staat.

AFDELING 1.

WETGEVENDE MACHT.

A. — Specialisatie der beide Kamers.

Verscheidene leden waren van mening dat de toenemende omvang en complexiteit der staatstaken vereist dat België vaarwel zegt aan een systeem waarin twee wetgevende vergaderingen dezelfde bevoegdheid bezitten. In dit perspectief werd voorgesteld :

— dat de Kamer voortaan alleen bevoegd zou zijn i.v.m. de politieke controle, het stemmen en weigeren van het vertrouwen, het stemmen van de begroting, interpellaties;

— dat Kamer en Senaat samen, zoals thans, de wetgevende functie zouden uitoefenen;

— dat de Senaat, door de vereiste kwalificaties van zijn leden en door zijn organisatie in staat zou gesteld worden om de kwaliteit van de wetgeving te verbeteren.

Sommige leden waren van mening dat de uitoefening van de politieke controle door de Senaat het gevolg is van het politiek karakter van deze assemblée. Deze functie mag stellig niet wegvallen omdat in de Senaat de regionale belangen duidelijker vertegenwoordigd zijn.

Andere leden, hoewel niet formeel gekant tegen de afschaffing van de politieke controle door de Senaat, waren van mening dat deze laatste de parlementaire werkzaamheden nauwelijks vertraagt, vermits de meeste interpellaties traditioneel in de Kamer gebeuren. Zij voegden erbij dat de wijziging van het reglement van de Senaat deze in de gelegenheid stelt zijn werkzaamheden sneller te doen verlopen dan vroeger.

B. — Participation de conseils spécialisés à l'activité législative.

Tous les membres ont estimé qu'afin de renforcer les contacts du Parlement avec les milieux représentant les différents intérêts, les dirigeants des Conseils spécialisés devraient être plus fréquemment entendus par les commissions parlementaires.

Certains membres ont en outre suggéré que les Conseils spécialisés, en ce compris les Conseils culturels en Assemblée plénière, puissent saisir le Parlement de propositions de lois, pour autant qu'elles soient proposées à une très large majorité de leurs membres.

Cette suggestion n'a cependant pas recueilli l'adhésion unanime. Il a été notamment observé que les Conseils spécialisés doivent leurs avis au ministre politiquement responsable et que c'est à lui qu'il appartient d'autoriser le dépôt de leurs propositions devant le Parlement.

C. — Pouvoirs délégués ou pouvoirs spéciaux.

Les membres ont estimé qu'il ne faut pas déroger au principe de la prééminence du Pouvoir législatif, doté de toutes les compétences résiduelles. Aussi ne croient-ils pas opportun de reviser la Constitution pour élargir ou restreindre les possibilités d'attribution de pouvoirs spéciaux à l'Exécutif, ainsi que le Parlement l'a admis dans des circonstances exceptionnelles et pour un temps limité.

D. — Délibération complémentaire.

La question a été posée de savoir si, notamment dans le cadre de l'harmonisation des relations entre Flamands et Wallons, le système de la nouvelle délibération, pratiqué par certains pays, pourrait offrir des avantages. Ce système permet, soit à un nombre déterminé de parlementaires, soit au Gouvernement de demander à l'Assemblée saisie une nouvelle délibération avant le vote sur l'ensemble du projet, lorsque des amendements ont été, au cours de la discussion publique des articles, apportés au texte débattu; il réserve aussi au Gouvernement, dans d'autres pays, le droit de demander aux Chambres une nouvelle délibération de la loi votée, avant sa promulgation.

Il a été unanimement considéré qu'un des avantages du système bicaméral est de permettre les corrections indispensables entre le vote émis par l'une des Chambres et le vote à émettre par l'autre.

La statistique semble démontrer que le retard apporté au vote d'une loi par le système de la navette ne provient pas de la technique elle-même, mais des incidences politiques du projet. De nombreux exemples montrent qu'un vote rapide peut intervenir en cas de retour d'un projet devant l'une des Chambres et qu'il est toujours obtenu dans les cas où l'urgence s'impose.

Aussi n'y a-t-il pas lieu de retenir l'hypothèse d'une délibération complémentaire.

SECTION 2.

POUVOIR EXÉCUTIF.

La modernisation de l'organisation du pouvoir exécutif a fait l'objet de longs échanges de vues. Il a été généralement estimé que le Constituant doit éviter de contrarier, par des textes nouveaux, le développement d'évolutions dues à la coutume. En revanche, il est souhaitable que la Constitution ouvre à l'Exécutif certaines possibilités de meilleure organisation.

Dans cet esprit, les échanges de vues ont abouti aux conclusions suivantes.

A. — *Les fonctions du Premier Ministre* ne doivent pas être précisées par un texte constitutionnel.

B. — Afin de permettre une organisation aussi souple que possible du travail gouvernemental, il n'y a pas lieu de consacrer constitutionnellement l'existence et la fonction de *conseils ministériels restreints*.

C. — *La responsabilité collective du Cabinet*, dont le Premier Ministre porte plus spécialement le poids, ne doit pas supprimer toute responsabilité individuelle des ministres pour les objets de leur compétence propre.

D. — *Le nombre des ministres* devrait être restreint, grâce au regroupement de certaines compétences.

B. — Deelneming van gespecialiseerde raden aan de wetgevende taak.

Alle leden waren van mening dat met het oog op een nauwer contact tussen het Parlement en de diverse belangengroepen, de leiders van de gespecialiseerde raden méér zouden moeten gehoord worden door de parlementaire commissies.

Sommige leden hebben bovendien gesuggereerd dat de gespecialiseerde raden, inclusief de kultuurraden in plenaire zitting, het recht zouden hebben bij het Parlement wetsvoorstellen in te dienen op voorwaarde dat deze door een grote meerderheid van hun leden goedgekeurd werden.

Deze suggestie vond nochtans geen algemene bijval. Men liet o.m. opmerken dat de gespecialiseerde raden hun adviezen moeten overmaken aan de verantwoordelijke Minister en dat deze bevoegd is om de in diening van deze voorstellen bij het Parlement toe te staan.

C. — Volmachten of speciale machten.

De leden waren van mening dat geen afbreuk mag gedaan worden aan de voorrang van de wetgevende macht, die alle residuaire bevoegdheden bezit. Zij achten het evenmin gewenst de Grondwet te herzien om de mogelijkheid van het toekennen van speciale machten aan de Uitvoerende Macht uit te breiden of te beperken, zoals deze door het Parlement in het verleden, in uitzonderlijke omstandigheden en voor een beperkte duur, toegestaan werden.

D. — Aanvullende beraadslaging.

De vraag werd gesteld of, in het kader van de harmonisering van de Vlaams-Waalse betrekkingen het systeem van een tweede beraadslaging, toegepast in andere landen, ook bij ons voordelen kan bieden. Volgens dit systeem kan een bepaald aantal parlementsleden of de Regering de assemblee verzoeken nogmaals te beraadslagen vóór de stemming over het geheel van een ontwerp, wanneer amendementen werden toegevoegd aan de tekst tijdens de openbare behandeling der artikelen. In andere landen verleent dit systeem aan de Regering ook het recht de Kamers uit te nodigen tot een nieuwe beraadslaging over een goedgekeurde wet vóór de afkondiging.

Men was eenstemmig van mening dat een der voordelen van het bicameraal stelsel gelegen is in het aanbrengen van onmisbare verbeteringen tussen de stemming door de ene en de stemming door de andere kamer.

Uit de statistieken zou blijken dat de vertraging van de wetgeving door het pendelsysteem niet het gevolg is van deze techniek zelf maar van de politieke ontwikkelingen. Talrijke voorbeelden bewijzen dat een snelle stemming mogelijk is bij de terugzending van een ontwerp en dat zulks steeds gebeurd is in dringende gevallen.

Derhalve wordt een aanvullende beraadslaging overbodig geacht.

AFDELING 2.

UITVOERENDE MACHT.

De modernisering van de organisatie der uitvoerende macht werd uitvoerig besproken. Over 't algemeen was men van oordeel dat de Grondwetgever moet vermijden door nieuwe teksten de evolutie te remmen veroorzaakt door de gewoonten. Daarentegen is het gewenst dat de Grondwet aan de Uitvoerende Macht zekere mogelijkheden biedt met het oog op een betere organisatie.

Op dit stuk heeft de discussie geleid tot de volgende conclusies:

A. — *De functies van de Eerste-Minister* moeten niet gepreciseerd worden in een grondwettelijke tekst.

B. — Om de organisatie van het regeringswerk zo soepel mogelijk te maken is het niet nodig het bestaan en de functie van *beperkte ministerraden* in de Grondwet te voorzien.

C. — *De collectieve verantwoordelijkheid van het Kabinet*, die in de eerste plaats op de Eerste-Minister rust, mag niet leiden tot de afschaffing van elke individuele verantwoordelijkheid van de ministers voor hetgeen tot hun bevoegdheid behoort.

D. — *Het aantal der ministers* moet beperkt worden door een hergroepering van zekere bevoegdheden.

E. — *Institution de Secrétaires d'Etat.*

I. — Il y a lieu de permettre l'institution de secrétaires d'Etat afin de :

- a) diminuer le nombre de ministres;
- b) assurer une meilleure répartition des tâches et des compétences au sein de l'Exécutif.

II. — Il convient que la Constitution établisse le statut et la responsabilité du secrétaire d'Etat.

1) Le secrétaire d'Etat ne ferait pas partie du Conseil des Ministres. Il y serait appelé pour toute décision concernant un objet de sa compétence. Son sort suivrait celui du Gouvernement en ce qui concerne la politique générale du Cabinet.

2) Le secrétaire d'Etat aurait accès aux Chambres qui pourraient requérir sa présence et qui devraient l'entendre à sa demande.

3) Sa responsabilité serait personnelle pour les affaires dont la compétence lui aurait été donnée lors de la constitution du Gouvernement ou que le ou les ministres, dont il dépendrait, lui auraient déléguées.

Cette responsabilité serait partagée par le ou les ministres dont il dépendrait dans les cas où une compétence exclusive ne lui aurait pas été attribuée ou lorsqu'il aurait été couvert par le ou les ministres dont il dépendrait.

III. — Les modalités d'application ne seraient pas précisées dans la Constitution mais permettraient selon les cas :

- 1) de grouper certaines activités au sein d'un même ministère (ex. : affaires sociales « travail et prévoyance sociale » — affaires économiques « avec les classes moyennes et l'agriculture »);
- 2) de coordonner certaines activités propres à plusieurs départements (ex. : protection de la jeunesse, affaires européennes);
- 3) de répartir certaines activités en tenant compte soit des connaissances linguistiques du ministre ou du ou des secrétaires d'Etat, soit de la connaissance plus spéciale du secrétaire d'Etat ou du Ministre en ce qui concerne certains problèmes régionaux;
- 4) d'établir des budgets complexes en tenant compte des problèmes régionaux et en assurant leur exécution selon ces besoins (les points 3 et 4 ont fait l'objet d'un exposé spécial au chapitre de l'harmonisation des relations entre Flamands et Wallons);
- 5) de charger un secrétaire d'Etat d'une tâche passagère (ex. : réforme judiciaire, réforme de l'enseignement supérieur).

SECTION 3.

AUTORITES DECONCENTREES
ET INSTITUTIONS DECENTRALISEES.

Les considérations développées en matière de déconcentration et de décentralisation au chapitre de l'harmonisation des relations entre Flamands et Wallons ont, il va de soi, une égale valeur sur le plan de la modernisation de l'Etat.

Dans la mesure en effet où une meilleure distribution des compétences permettra d'apporter des solutions plus satisfaisantes aux problèmes locaux, régionaux et nationaux, l'efficacité de l'Etat se trouvera accrue et celui-ci pourra, grâce à l'ensemble de ses institutions, réaliser plus heureusement sa mission.

CHAPITRE III.

PROBLEMES RELATIFS A LA REVISION
DE LA CONSTITUTION.

Les membres ont estimé que la procédure générale de révision de la Constitution, fixée par l'article 131 de celui-ci, ne doit pas être modifiée.

Par analogie avec une des solutions qui ont été proposées pour le vote dans les matières soumises à une majorité spéciale, certains membres ont cependant préconisé que la majorité des deux tiers des suffrages requise par l'article 131 doive comporter un pourcentage, à déterminer, de voix des élus flamands et de voix des élus wallons.

D'autre part, dans le souci d'éviter en des matières moins fondamentales le recours à la procédure rigide de l'article 131, le Constituant pourrait, s'inspirant de ce qu'il fit en 1921 pour le suffrage féminin (art. 47,

F. — *Staatssecretarissen.*

I. — De instelling van staatssecretarissen wordt toelaatbaar geacht om :

- a) het aantal der ministers te verminderen;
- b) een betere verdeling van de taken en bevoegdheden in de regering te verzekeren.

II. — Het statuut en de verantwoordelijkheid van de staatssecretaris dient in de Grondwet bepaald.

1) De staatssecretaris zou geen lid zijn van de Ministerraad. Hij zou gehoord worden in verband met elke beslissing betreffende de kwestie die tot zijn bevoegdheid behoort. Zijn lot zal gebonden zijn aan dat van de Regering in verband met de algemene politiek van het Kabinet.

2) De staatssecretaris zou toegang hebben tot de Kamers, die zijn aanwezigheid zouden kunnen eisen en hem op zijn verzoek zouden moeten horen.

3) Zijn verantwoordelijkheid zou persoonlijk zijn voor aangelegenheden die hem werden toevertrouwd bij de vorming van de Regering of die aan hem door de minister(s) van wie hij afhangt zouden zijn overgedragen.

Deze verantwoordelijkheid zou gedeeld worden door de minister(s) onder dewelke hij ressorteert in de gevallen waarvoor hem geen exclusieve bevoegdheid zou toegekend zijn of wanneer hij zou gedeeltelijk zijn door de minister(s) waarvan hij afhangt.

III. — De toepassingsmodaliteiten zouden niet gepreciseerd worden in de Grondwet maar zouden de mogelijkheid voorzien om naar gelang van het geval :

- 1) sommige activiteiten in eenzelfde ministerie te groeperen (bv. sociale zaken « arbeid en sociale voorzorg » — economische zaken « met middenstand en landbouw »);
- 2) sommige activiteiten eigen aan meerdere departement te coördineren (bv. bescherming van de jeugd, Europese zaken);
- 3) sommige activiteiten te verdelen overeenkomstig de talenkennis van de minister of de staatssecretaris(sen) of overeenkomstig de bijzondere kennis van de staatssecretaris of de minister in verband met sommige regionale problemen;
- 4) complexe begrotingen op te stellen rekening houdend met de regionale problemen en de uitvoering ervan overeenkomstig deze behoeften (punten 3 en 4 werden speciaal behandeld in het hoofdstuk over de harmonisering der Vlaams-Waalse betrekkingen);
- 5) een staatssecretaris te belasten met een tijdelijke taak (bv. gerechtelijke hervorming, hervorming van het hoger onderwijs).

AFDELING 3.

GEDECONCENTREERDE GEZAGSORGANEN
EN GEDECENTRALISEERDE INSTELLINGEN.

De beschouwingen gewijd aan deconcentratie en decentralisatie in het hoofdstuk over de harmonisering van de Vlaams-Waalse betrekkingen zijn natuurlijk ook geldig in verband met de modernisering van de Staat.

Immers, in de mate dat een betere verdeling der bevoegdheden meer bevredigende oplossingen biedt voor de lokale, regionale en nationale problemen wordt ook de doelmatigheid van de Staat verhoogd en zal deze zijn taak behoorlijker vervullen dank zij het globale raderwerk van zijn instellingen.

HOOFDSTUK III.

PROBLEMEN IN VERBAND
MET DE HERZIENING VAN DE GRONDWET.

De leden waren van mening dat de algemene herzieningsprocedure, geformuleerd in artikel 131 van de Grondwet, niet dient gewijzigd.

Bij wijze van analogie met een der voorgestelde oplossingen in verband met de stemming over kwesties onderworpen aan een speciale meerderheid, hebben sommige leden nochtans voorgesteld dat de tweederden-meerderheid vereist door artikel 131 een nader te bepalen stemmen-percentage van Vlaamse en Waalse mandatarissen zou moeten omvatten.

Om anderzijds te vermijden dat voor minder fundamentele kwesties een beroep zou gedaan worden op de strakke procedure van art. 131, zou de Grondwetgever, naar het voorbeeld van wat hij in 1921 deed

al. 3), indiquer les objets qui pourront être réglés par une loi, prise à la majorité spéciale.

Deux point spéciaux ont encore été examinés.

Les membres ont estimé que l'interdiction de reviser la Constitution sous une régence doit être assouplie. Il faut permettre la révision pour certaines matières qui ne touchent pas essentiellement aux prérogatives de la Couronne. Il y a lieu toutefois de ne prévoir cette faculté que pour autant que la régence se prolonge.

Les membres ont aussi estimé que la Constitution ne peut être révisée en temps de guerre. Ils ne verraient pas d'objection à le préciser dans un texte constitutionnel.

CHAPITRE IV.

L'ADAPTATION DE LA CONSTITUTION AUX SITUATIONS INTERNATIONALES.

Pour cet aspect de la révision de la Constitution, les membres se sont appuyés sur les travaux approfondis qui eurent lieu au cours des précédentes législatures, spécialement en 1953-1954. Ils ont également entendu diverses personnalités particulièrement qualifiées. Aussi l'étude de ces questions a-t-elle pu être très complète, exception faite de quelques points particuliers qui doivent encore faire l'objet d'un examen complémentaire.

A. — Est-il nécessaire de reviser en même temps que l'article 68 l'article 25 ?

Il est résulté de l'échange de vues qu'il n'y a pas lieu de modifier la solution finalement envisagée en 1953. Cette solution est la suivante :

1. L'article 25, qui est une disposition-clé de la Constitution, ne doit pas être révisé.

2. Il convient que la Constitution prévoit en termes exprès la possibilité de consentir des délégations aux organes supranationaux. Une disposition distincte (art. 25bis par exemple) consacrerait cette possibilité.

Il a d'autre part été observé qu'il n'y a pas lieu de prévoir de délégation au profit d'organes internationaux. Selon la doctrine et la pratique, un pays ne consent jamais à une organisation internationale une délégation des pouvoirs que ses organes propres exercent sur les citoyens. Il reconnaît à l'organisation les pouvoirs qui appartiennent à celle-ci dans l'ordre international, avec toutes les conséquences d'ordre interne qui y sont liées.

B. — Les délégations aux organes supranationaux porteront-elles sur les pouvoirs eux-mêmes ou seulement sur l'exercice de ces pouvoirs ?

Il a été estimé qu'il n'y a pas lieu de renouveler la querelle juridique qui se produisit lors des travaux parlementaires de 1953-1954. Il peut être proposé que la délégation porte sur l'exercice des pouvoirs, étant entendu que l'organe supranational bénéficiaire en tirera le droit d'édicter, dans les limites de cette délégation, des mesures directement applicables en Belgique.

C. — Des règles spéciales doivent-elles présider à la ratification des traités ?

Il a été rappelé que l'article 68 fait la distinction entre les traités dont le Roi doit en tout cas donner connaissance aux Chambres (alinéa 1), ceux qui exigent l'assentiment des Chambres (alinéa 2) et ceux qui exigent une loi (alinéa 3). En pratique, la distinction n'a cependant jamais été faite entre la procédure de l'assentiment et la procédure législative : les traités visés aux alinéas 2 et 3 ont toujours fait l'objet de lois d'approbation.

L'échange de vues qui a suivi a conduit aux conclusions suivantes :

1. Compte tenu de l'intensification de la vie internationale, un grand nombre de conventions qui font actuellement l'objet de lois d'approbation ou qui, au contraire, échappent totalement aux Chambres, devraient pouvoir leur être soumises selon une procédure simple et rapide. Cette procédure pourrait prendre la forme d'un assentiment

i.v.m. het vrouwenstemrecht (art. 47, al. 3) de kwesties kunnen aanduiden die zouden mogen geregeld worden door een wet, goedgekeurd met een speciale meerderheid.

Verder werden nog twee speciale kwesties onderzocht.

De leden zijn van mening dat het verbod van Grondwetherziening tijdens een regenschap dient versoepeld. Herziening dient toegelaten voor sommige kwesties die niet ernstig raken aan de prerogatieven van de kroon. Deze mogelijkheid dient slechts te worden voorzien voor het geval dat het regentschap blijft aanslepen.

De leden zijn ook van mening dat de Grondwet niet mag herzien worden in oorlogstijd. Zij hebben er geen bezwaar tegen dat zulks in de tekst van de Grondwet zou gepreciseerd worden.

HOOFDSTUK IV.

DE AANPASSING VAN DE GRONDWET AAN DE INTERNATIONALE TOESTAND.

Voor dit aspect van de Grondwetherziening hebben de leden zich gesteund op het grondig onderzoek dat plaats had in de loop der voorgaande legislatures, vooral in 1953-1954. Zij hebben tevens verschillende bijzonder gekwalificeerde personaliteiten gehoord.

Het onderzoek van deze kwesties was dan ook zeer volledig behalve i.v.m. enkele bijzondere punten die een aanvullend onderzoek verdienen.

A. — Is het noodzakelijk artikel 25 samen met artikel 68 te herzien ?

Uit de gedachtenwisseling bleek dat er geen reden is om de in 1953 laatst voorgestelde oplossing te wijzigen. Deze oplossing luidt als volgt :

1. Artikel 25 dat als een der hoekstenen van de Grondwet moet beschouwd worden, dient niet gewijzigd te worden.

2. Het past dat de Grondwet uitdrukkelijk in de mogelijkheid voorziet aan supranationale organen sommige bevoegdheden over te dragen. Een afzonderlijke beschikking (bv. artikel 25bis) zou deze mogelijkheid bekrachtigen.

Er werd anderdeels opgemerkt dat geen machtsoverdracht ten bate van internationale organen dient voorzien. Volgens de doctrine en de praktijk, draagt een land aan een internationale organisatie nooit die machten over welke zijn eigen organen over de burgers uitoefenen. Het kent aan de organisatie de machten toe, die deze in de internationale orde toebehoren, met alle gevolgen van dien op het binnenlandse vlak.

B. — Hebben de machtsoverdrachten aan supranationale organen betrekking op de macht zelf of alleen op de uitoefening ervan ?

Men is van oordeel, dat het niet past de juridische betwisting te hervatten welke bij de parlementaire werkzaamheden van 1953-1954 plaats vond. Er kan voorgesteld worden dat de overdracht op de uitoefening van de macht slaat, met dien verstande dat het gemachtigd internationaal orgaan er het recht zal uithalen binnen de perken van deze macht in België rechtstreeks toepasselijke maatregelen uit te vaardigen.

C. — Moeten bijzondere regels voor de bekrachtiging van deze verdragen voorzien worden ?

Er wordt aan herinnerd dat artikel 68 een onderscheid maakt tussen de verdragen waarvan de Koning aan de Kamers kennis moet geven (al. 1), deze die de toestemming van de Kamers vereisen (al. 2) en die welke een wet vergen (al. 3). Praktisch gesproken, werd het onderscheid nooit gemaakt tussen de toestemmings- en de wettelijke procedure : de bij alinea's 2 en 3 beoogde verdragen worden steeds door de wet goedgekeurd.

De hieropvolgende gedachtenwisseling leidt tot de volgende besluiten :

1. Rekening houdende met het intenser worden van het internationaal leven, zouden talrijke overeenkomsten die thans het voorwerp uitmaken van goedkeuringswetten of die, integendeel, helemaal aan de Kamers ontsnappen, aan deze laatste moeten voorgelegd worden volgens een eenvoudige en snelle procedure. Deze zou de vorm van een

ou toute autre forme jugée appropriée. Si l'assentiment est retenu, il pourrait être exprès ou tacite (1).

2. Pour les traités dont les dispositions concernent le titre II de la Constitution (« Des Belges et de leurs Droits ») ou comportent délégation de pouvoirs au profit d'autorités supranationales, il conviendrait d'envisager d'en faire l'objet de lois d'approbation prises à une majorité spéciale.

D. — Y a-t-il lieu de définir dans la Constitution les pouvoirs de contrainte dont pourraient disposer en Belgique les institutions supranationales ?

Il est certain que les délégations qui seront consenties à ces institutions devront avoir pour corollaire les pouvoirs de contrainte nécessaires au respect de leurs décisions.

Ce point devra donc être réglé dans le cadre du problème des délégations qui fait l'objet du point A.

E. — Y a-t-il lieu de définir l'effet interne des traités internationaux, notamment à l'égard des lois ?

La plupart des constitutions récentes déclarent la primauté du traité sur la loi interne. En doctrine, cette primauté se justifie, selon les écoles, par la supériorité du droit international par rapport aux droits nationaux, ou par la prééminence de la loi interne d'approbation d'un traité sur les autres lois internes.

Sans vouloir départager ces doctrines, il a été estimé qu'il serait nécessaire que la Constitution, actuellement muette sur ce point, consacre désormais la primauté des traités. Corrélativement, il conviendrait de laisser les tribunaux juger de la conformité des lois aux traités.

F. — Le recours à la guerre doit-il être prévu dans la Constitution sous une forme nouvelle ?

I. — Faut-il encore viser, comme dans le texte actuel, la déclaration de guerre ?

Compte tenu du fait qu'il n'est pas concevable que la Belgique s'engage dans une guerre offensive, les membres envisageraient avec faveur que la Constitution donne au Roi le pouvoir de *constater l'état de guerre* au lieu du pouvoir de *déclarer* la guerre.

Il convient cependant de vérifier si l'Etat engagé dans une guerre défensive ne doit pas se réserver la possibilité de *déclarer la guerre* — acte prévu par le droit international — à l'Etat agresseur ou aux Etats qui s'associent à l'agression.

II. — Faut-il, pour déclarer la guerre ou constater l'état de guerre, l'assentiment préalable des Chambres ?

Deux opinions se sont ici fait jour.

1. Un membre a considéré que l'hypothèse la plus vraisemblable à envisager désormais est que la Belgique soit engagée dans un conflit par le jeu de la légitime défense collective, sans qu'aucune agression soit commise sur son territoire, ou avant toute agression directe sur ce territoire. Aussi a-t-il estimé que la Constitution doit subordonner la déclaration de guerre ou la constatation de l'état de guerre à l'assentiment préalable des Chambres.

Il a admis cependant que cet assentiment préalable ne soit pas requis lorsque, en cas d'agression directe notamment, il est impossible de réunir les Chambres (voy. art. 59 de la Constitution néerlandaise). Il s'agit là du cas de légitime défense nationale : cette légitime défense joue automatiquement, sans qu'un texte soit nécessaire pour la consacrer.

(1) Assentiment tacite : l'assentiment serait, par exemple, réputé acquis lorsque la convention déposée sur le bureau des Chambres pendant un laps de temps déterminé, n'aurait donné lieu à aucune observation (voy. art. 61 de la Constitution néerlandaise).

toestemming of elk andere als aangepast beschouwde vorm kunnen aannemen. Wordt de toestemming weerhouden, dan zou deze uitdrukkelijk of stilzwijgend (1) kunnen zijn.

2. Voor de verdragen waarvan de beschikkingen (titel II van de Grondwet betreffen (« Over de Belgen en hun rechten ») of overdracht van macht aan supranationale autoriteiten behelzen, zou het aanbeveling verdienen deze tot voorwerp te maken van goedkeuringswetten waarvoor een bijzondere meerderheid is vereist.

D. — Is het nodig bij de Grondwet dwangmiddelen te bepalen waarover supranationale instellingen in België zouden kunnen beschikken ?

Het staat vast dat de aan deze instellingen toegekende machten de nodige dwangmiddelen tot het eerbiedigen van hun beslissingen moeten insluiten.

Dit punt zal bijgevolg moeten geregeld worden in het kader van het delegatieprobleem waarvan sprake onder punt A.

E. — Is het nodig de interne uitwerking van de internationale verdragen te bepalen, inzonderheid ten opzichte van de wetten ?

De recente grondwetten erkennen merendeels de voorrang van het verdrag op de interne wet. Volgens de rechtsleer wordt deze voorrang, naar gelang van de opvattingen, verantwoord door de hogere gelding van het internationaal recht ten overstaan van het nationaal recht, of door de voorrang van de interne goedkeuringwet van een verdrag op de andere interne wetten.

Zonder deze doctrinevraag een oplossing te willen geven, is het nodig dat de Grondwet, die thans ter zake niets bepaalt, voortaan de voorrang van de verdragen bekrachtigt. Dienovereenkomstig moet aan de rechtbanken de bevoegdheid worden verleend over de overeenstemming van de wetten met de verdragen te oordelen.

F. — Moet het beroep op oorlog onder een nieuwe vorm in de Grondwet voorzien worden ?

I. — Dient men verder, zoals in de huidige tekst, de oorlogsverklaring te vernoemen ?

Rekening houdend met het feit dat het ondenkbaar is dat België tot een offensieve oorlog zou overgaan, zouden de leden ermee instemmen dat de Grondwet aan de Koning de macht verleent de *staat van oorlog* vast te stellen in plaats van de macht oorlog te *verklaren*.

Er dient nochtans onderzocht of een Staat die in een verdedigingsoorlog is betrokken, zich niet het recht zou moeten voorbehouden *oorlog te verklaren* — handeling voorzien in het internationaal recht — aan de aanvallende Staat of aan de bij de aanval betrokken Staten.

II. — Is vooraf de toestemming der Kamers nodig om oorlog te verklaren of de staat van oorlog vast te stellen ?

Hieromtrent kwamen twee meningen tot uiting :

1. De voortaan meest waarschijnlijke veronderstelling, aldus een lid, is dat België bij een conflict zou betrokken worden wegens een collectieve zelfverdediging, zonder dat een aanval tegen zijn grondgebied zou ondernomen worden of vóór elke rechtstreekse aanval tegen het grondgebied. Hij is dan ook van oordeel dat de Grondwet de oorlogsverklaring of de vaststelling van de staat van oorlog van de voorafgaandelijke toestemming der Kamers afhankelijk moet stellen.

Dit lid aanvaardt nochtans dat deze voorafgaandelijke toestemming niet vereist zou zijn wanneer het, met name ingeval van rechtstreekse aanval, onmogelijk is de Kamers bijeen te roepen (zie art. 59 van de Nederlandse Grondwet). Het gaat hier om de nationale zelfverdediging : deze zelfverdediging werkt automatisch zonder dat een tekst nodig is om deze te bekrachtigen.

(1) Stilzwijgende toestemming : de toestemming zou, bv. als verworven beschouwd worden, zo de overeenkomst, gedurende een bepaalde termijn bij het Bureau der Kamers neergelegd, geen opmerking zou uitgelokt hebben (zie art. 61 van de Nederlandse Grondwet).

2. Une personnalité consultée a observé qu'en raison des caractères de la guerre moderne, il peut se produire des situations dans lesquelles une délibération des Chambres serait possible mais prendrait trop de temps : il est des cas en effet où chaque minute compte. Aussi serait-elle favorable à un système selon lequel le Roi constaterait l'état de guerre, sous réserve de porter la question devant le Parlement aussitôt qu'il le pourrait.

Au cours de l'échange de vues qui a suivi, un membre a noté que dans l'hypothèse de la légitime défense collective, il convient que les Chambres puissent vérifier si l'entrée en guerre de la Belgique est conforme à ses engagements internationaux. La situation d'extrême urgence ne peut cependant être perdue de vue. Pour rencontrer les deux hypothèses, la Constitution pourrait décider : « Le Roi constate l'état de guerre, en conformité avec les engagements internationaux de la Belgique. Cette constatation est subordonnée à l'assentiment préalable des Chambres, sauf si celles-ci ne peuvent être réunies ».

La personnalité consultée a estimé que, même ainsi aménagé, le texte serait trop rigide. Il peut en effet se produire qu'il soit possible de réunir les Chambres, mais que la situation commande une décision immédiate.

Un autre membre a suggéré que, dans ce cas, la constatation de l'état de guerre puisse se faire *sur-le-champ*, le Roi donnant connaissance de sa décision aux Chambres dès que les circonstances le permettent. Il semble d'ailleurs qu'en vertu de la législation en vigueur, la constatation de l'état de guerre soit un acte de l'Exécutif sans portée internationale, d'où découlent automatiquement, selon des règlements préétablis, toute une série de mesures d'ordre interne. Autre chose est l'acte d'hostilité — la déclaration de guerre — prévu par le texte actuel de la Constitution.

G. — La procédure de dénonciation des traités doit-elle être entourée des mêmes garanties que leur approbation ?

La réponse est affirmative.

H. — Le mode d'élaboration des traités internationaux ne doit-il pas être évoqué dans la Constitution ?

Un membre a noté que la pratique internationale connaît à présent une grande variété d'accords (« executive agreements » notamment) qui obéissent à des règles simplifiées. Il faut en tenir compte lors de la revision.

Un membre a souhaité que la Constitution définisse le traité international qu'elle vise dans ses dispositions.

Un membre a noté que la Constitution des Pays-Bas est très détaillée sur ce point (art. 60 et suivants). Il s'est demandé cependant s'il y a intérêt à agir de la sorte.

Une personnalité consultée a été de cet avis. En principe, il est en effet souhaitable qu'à partir d'un certain niveau, tous les accords soient soumis aux Chambres selon une procédure adaptée à leur importance (assentiment tacite, exprès, approbation). Il faudra toutefois veiller à ce que la matière fasse l'objet de définitions non ambiguës dans la Constitution.

Une autre personnalité consultée a noté que le texte actuel de l'article 68 marque nettement la hiérarchie des conventions et des procédures.

Un membre en a convenu, mais a rappelé que la pratique va au-delà des prévisions de l'article 68 : il arrive fréquemment aujourd'hui, par exemple, que des accords internationaux soient conclus au niveau des administrations.

Dans un ordre voisin d'idées, un autre membre a noté que la Constitution des Pays-Bas règle l'hypothèse dans laquelle une convention peut déroger à la Constitution (art. 63). Ce cas devrait également être examiné dans la perspective, par exemple, de la création d'une union politique européenne.

NOTE FINALE.

Le Groupe de travail n'a pas perdu de vue qu'outre les problèmes abordés dans cette synthèse, d'autres questions doivent être traitées à l'occasion de la revision de la Constitution, en relation notamment avec l'organisation des pouvoirs ainsi qu'avec les droits fondamentaux des citoyens.

Il en tient compte pour la détermination des articles à reviser.

2. Een geraadpleegde personaliteit deed opmerken dat om reden van de kenmerken van de moderne oorlog, sommige toestanden zich kunnen voordoen waarin een beraadslaging der Kamers mogelijk zou zijn maar te veel tijd zou vergen : er zijn inderdaad gevallen waar ieder ogenblik telt. Daarom is hij voorstander van een stelsel volgens hetwelk de Koning de staat van oorlog zou vaststellen mits de zaak voor het Parlement te brengen zodra dit mogelijk wordt.

Bij de hieropvolgende gedachtenwisseling liet een lid opmerken dat het in het aangehaald geval van collectieve zelfverdediging nodig is dat de Kamers zouden kunnen onderzoeken of het in oorlog treden van België overeenstemt met de door het land aangegane verbintenissen. De aangehaalde toestand van noodweer mag nochtans niet uit het oog verloren worden. Om beide veronderstellingen tegemoet te komen zou de Grondwet als volgt kunnen beslissen : « De Koning stelt de staat van oorlog vast overeenkomstig de internationale verbintenissen van België. Deze vaststelling is van de toestemming der Kamers afhankelijk behoudens in geval deze niet kunnen bijengeroepen worden. »

Deze geraadpleegde personaliteit is van oordeel dat de tekst, zelfs in die zin gewijzigd, te strak zou zijn. Gevallen kunnen zich voordoen waarin de mogelijkheid bestaat de Kamers bijeen te roepen maar waarin de toestand een onmiddellijke beslissing eist.

Een ander lid stelde voor dat, in dit geval, de vaststelling van de staat van oorlog zonder verwijl zou kunnen gebeuren, en dat de Koning de Kamers van zijn beslissing op de hoogte zou brengen zodra de omstandigheden zulks toelaten. Het blijkt trouwens dat, krachtens de in voege zijnde wetgeving, de vaststelling van de staat van oorlog een handeling van de uitvoerende macht is zonder internationale draagwijdte waaruit, volgens vooraf vastgestelde reglementen, een hele reeks maatregelen van inwendige orde automatisch voortvloeien. Iets anders is de handeling van vijandigheid — de oorlogsverklaring — zoals ze door de huidige tekst van de Grondwet voorzien is.

G. — Moet de opzeggingsprocedure van de verdragen met dezelfde waarborgen als hun aanneming omgeven worden ?

Het antwoord luidt bevestigend.

H. — Moet de voorbereidingsmethode van de internationale verdragen in de Grondwet aangehaald worden ?

Een lid merkte op dat de internationale praktijk thans een grote verscheidenheid van akkoorden kent (nl. « executive agreements ») die aan vereenvoudigde regels onderworpen zijn. Hiermede dient rekening gehouden bij de herziening.

Een lid wenste dat de Grondwet zou bepalen welk internationaal verdrag zij in haar beschikkingen beoogt.

Een lid merkte op dat de Grondwet van Nederland op dit punt zeer omstandig is (art. 60 en volgende). Hij vraagt zich nochtans af of men bij deze handelwijze belang heeft.

Een geraadpleegde personaliteit meende van wel. In principe, is het wenselijk dat vanaf een bepaald niveau alle akkoorden aan de Kamers voorgelegd worden volgens een met hun belangrijkheid overeenstemmende procedure (stilzwijgende, uitdrukkelijke toestemming, goedkeuring). Toch zal men erover moeten waken dat dit probleem op onduidelijke wijze door de Grondwet zou geregeld worden.

Een ander vooraanstaande merkte op dat de huidige tekst van artikel 68 duidelijk de rangorde van de overeenkomsten en van de procedures aangeeft.

Een lid was het hiermede eens, maar herinnerde eraan dat de praktijk verder gaat dan de beschikkingen van artikel 68 : het gebeurt thans ook dat b.v. internationale overeenkomsten aangegaan worden op het niveau van de besturen.

Ongeveer in dezelfde gedachtengang merkte een lid op dat de Grondwet van Nederland de hypothese regelt waarin een overeenkomst van de Grondwet kan afwijken (art. 63). Dit geval zou eveneens moeten onderzocht worden in het vooruitzicht, bij voorbeeld, van de stichting van een Europese politieke gemeenschap.

SLOTNOTA.

De werkgroep heeft niet uit het oog verloren dat behalve de problemen behandeld in deze synthese nog andere kwesties moeten onderzocht worden bij de herziening van de Grondwet o.m. i.v.m. de organisatie der machten en met de fundamentele rechten der burgers.

Hij houdt daarmede rekening bij het aanduiden der artikels die voor herziening vatbaar zijn.

ANNEXE B.

MESSAGE AUX PRESIDENTS
DES PARTIS TRADITIONNELS.

(7 novembre 1963.)

Monsieur le Président,

Le Gouvernement s'est engagé, dans sa déclaration du 2 mai 1961, à faire en sorte que la prochaine assemblée législative soit constituante. Cette œuvre doit être dès maintenant préparée.

Au mois d'octobre 1962, le Gouvernement a demandé à certains de ses membres et à quelques parlementaires de se réunir en Groupe de Travail. L'objectif de celui-ci était plus d'explorer les problèmes et d'en faire l'inventaire que d'y apporter une solution définitive.

Avec un éminent souci du bien commun auquel le Gouvernement rend hommage, le Groupe de Travail a consacré de nombreuses réunions à l'accomplissement de sa tâche. Le 24 octobre 1963, il s'est mis d'accord pour approuver un document de synthèse résumant ses premiers travaux.

Après en avoir délibéré, le Gouvernement m'a chargé de l'honneur de remettre ce document aux Présidents des partis traditionnels, en y ajoutant quelques commentaires et suggestions sur lesquels ses membres se sont mis unanimement d'accord.

Je m'empresse de m'acquitter de ce devoir en vous priant de trouver, sous ce pli, un exemplaire du document de synthèse.

* * *

I. — Je crois devoir tout d'abord rappeler et souligner que le Gouvernement n'attendait pas du Groupe de Travail un accord politique sur la réforme de nos institutions.

Le but des études demandées était plutôt de faciliter les confrontations d'idées qui devront avoir lieu entre les responsables politiques, en précisant les aménagements qu'il sera nécessaire d'apporter aux institutions, en examinant leurs avantages et leurs inconvénients et en dégagant quelques lignes directrices en vue de préparer des solutions possibles.

La tâche accomplie jusqu'à présent par le Groupe de Travail et que celui-ci, à la demande du Gouvernement, entend compléter dans certaines de ses parties, ne va pas au-delà de cette préoccupation mais elle y répond entièrement. Chaque solution envisagée fait l'objet d'un exposé critique où sont clairement montrées les conséquences qu'elle pourrait avoir sur le plan psychologique, comme sur le fonctionnement des institutions. La pondération des opinions est chaque fois indiquée.

Ce travail permet de prévoir que l'accord national, nécessaire, sur les solutions à adopter exigera de la part des responsables politiques des conversations qui seront délicates. Dès lors, le Gouvernement espère qu'en se préparant à ces conversations, les partis traditionnels garderont à l'esprit la nécessité de ne pas compromettre par des prises de position rigides la solution qui devra finalement intervenir.

II. — L'harmonisation des relations entre Flamands et francophones et la modernisation de l'Etat constituent les deux objectifs majeurs de la révision de la Constitution.

Il est utile de souligner que ces deux objectifs ne seront probablement pas atteints si l'on se borne à juxtaposer des solutions conçues séparément pour l'un et pour l'autre. Il convient au contraire de se demander pour chacune des solutions envisagées, si, servant l'un de ces objectifs, elle ne compromet pas l'autre. Une telle liaison dans l'analyse doit fournir la raison décisive de l'adoption ou du rejet de certaines solutions, des amendements qui devront être apportés à certaines autres et éventuellement de l'établissement de certains mécanismes compensateurs.

III. — Il semble évident que si des mesures spéciales pour la protection des minorités peuvent être envisagées dans certains domaines et suivant certaines modalités, il restera nécessaire de s'en tenir à la conception de la majorité simple pour régler la vie normale des gouvernements.

IV. — Certaines solutions examinées par le Groupe de Travail postulent une distinction à établir entre les élus flamands et les élus wallons. Il conviendra, au cas où ces solutions seraient adoptées, que la position des élus bruxellois soit clairement précisée.

V. — L'efficacité du pouvoir exécutif serait compromise si la direction politique de chaque Département ministériel devait à l'avenir refléter l'ensemble ou même plusieurs des tendances principales de l'opinion publique.

BIJLAGE B.

BOODSCHAP AAN DE VOORZITTERS
VAN DE TRADITIONELE PARTIJEN.

(7 november 1963.)

Mijnheer de Voorzitter,

In de regeringsverklaring van 2 mei 1961 heeft de Regering beloofd het nodige te doen opdat de volgende legislatuur een grondwetgevende zou zijn. Deze taak moet nu reeds voorbereid worden.

In oktober 1962 heeft de Regering sommige van haar leden alsmede enige parlementsleden verzocht een Werkgroep te vormen. Deze zou eraan streven de problemen te onderzoeken en een inventaris ervan op te maken veeleer dan een definitieve oplossing voor te leggen.

Met een grote bezorgdheid om het algemeen welzijn, waaraan de Regering hulde brengt, heeft de Werkgroep talrijke vergaderingen aan dit onderzoek gewijd. Op 24 oktober 1963 heeft zij een document goedgekeurd, dat een synthese biedt van zijn werkzaamheden.

Na beraadslaging heeft de Regering mij belast met de vererende opdracht dit document over te maken aan de voorzitters der traditionele partijen, aangevuld met enig commentaar en enkele suggesties die eenstemmig door haar leden goedgekeurd werden.

Gaarne vervul ik deze plicht en zend U hierbij een exemplaar van dit document.

* * *

I. — Eerst en vooral moet ik er aan herinneren en onderstrepen dat de Regering vanwege de Werkgroep geen politiek accord verwachtte betreffende de hervorming van onze instellingen.

Het doel van het onderzoek door de Werkgroep was veeleer de toekomstige confrontaties van ideeën tussen politieke verantwoordelijken te vergemakkelijken door de noodzakelijke aanpassingen der instellingen te preciseren, hun voordelen en nadelen te onderzoeken en enkele richtlijnen aan te duiden met het oog op de voorbereiding van mogelijke oplossingen.

De taak tot dusver door de Werkgroep verricht en welke deze op verzoek der Regering nog wil aanvullen i.v.m. sommige punten, reikt niet verder dan deze bezorgdheid, maar beantwoordt daaraan volledig.

Elke voorgestelde oplossing geeft aanleiding tot een kritische uiteenzetting, waarin duidelijk aangetoond wordt welke weerslag zij zou kunnen hebben op het psychologisch vlak en op de werking der instellingen. Het relatief gewicht der opinies wordt telkens aangeduid.

Dit werk laat voorzien dat delicate besprekingen tussen politieke verantwoordelijken zullen moeten gevoerd worden om het onontbeerlijke nationaal accord te bereiken betreffende de vereiste oplossingen.

De Regering wenst dan ook dat de traditionele partijen, wanneer zij zich op deze besprekingen voorbereiden, de noodzakelijkheid zouden voor ogen houden de eindoplossing niet door stugge stellingnamen in het gedrang te brengen.

II. — De harmonisering der betrekkingen tussen Vlamingen en frans-taligen en de modernisering van de Staat zijn de twee voornaamste objectieven van de grondwetsherziening.

Het past hierbij te onderstrepen dat deze twee doeleinden waarschijnlijk niet zullen bereikt worden, indien men er zich toe beperkt oplossingen voor elk van beide problemen afzonderlijk tegenover elkaar te plaatsen. Integendeel, bij elke voorgestelde oplossing dient de vraag gesteld of zij door het ene doel te dienen het andere niet in gevaar brengt.

Indien men dit verband niet uit het oog verliest bij de analyse, zal het de beslissende reden aan de hand doen om sommige oplossingen te aanvaarden of te verwerpen, om andere te amenderen en om gebeurlijk sommige compensatie-mechanismen te voorzien.

III. — Het is wel duidelijk dat, indien speciale maatregelen kunnen overwogen worden om de minderheden te beschermen op bepaalde gebieden en volgens zekere modaliteiten, het toch noodzakelijk zal blijken zich te houden aan de conceptie van de gewone meerderheid om het normale leven der regeringen te regelen.

IV. — Sommige oplossingen, door de Werkgroep onderzocht, onderstellen dat een onderscheid gemaakt zou worden tussen Vlaamse gekozenen en Waalse gekozenen. Indien dergelijke oplossingen zouden weerhouden worden, zou de positie van de Brusselse gekozenen duidelijk gepreciseerd moeten worden.

V. — De doeltreffendheid van de Uitvoerende Macht zou in het gedrang komen, indien de politieke leiding van elk departement voortaan alle of meerdere belangrijke strekkingen van de publieke opinie zou moeten weerspiegelen.

C'est au Parlement que ces tendances sont représentées et qu'elles doivent participer, dans la proportion de leur importance aux responsabilités et au contrôle des affaires de l'Etat. Ce n'est donc que pour des raisons dictées par les réalités politiques ou administratives que la direction de certains départements ministériels pourrait être partagée entre plusieurs Ministres ou secrétaires d'Etat.

VI. — La nécessité d'une décentralisation est largement reconnue. Celle-ci ne requiert pas au préalable une révision de la constitution. L'opinion publique la demande en vue d'obtenir plus d'autonomie dans la gestion des intérêts régionaux. L'ensemble des Belges la souhaite afin d'accroître l'efficacité de l'Etat. Le Groupe de Travail — conscient de l'importance et de la complexité de ces questions, — s'est promis d'en poursuivre l'étude. Pour que la décentralisation serve l'intérêt commun, il importe que les institutions centrales soient déchargées de tous les problèmes qui peuvent être mieux traités à d'autres niveaux mais conservent sans partage la charge des intérêts nationaux.

Une attention spéciale devra être portée, tant au contenu des compétences qui seraient redistribuées qu'aux différents modes de leur exercice, ainsi qu'aux mécanismes selon lesquels la hiérarchie entre l'intérêt général, les intérêts régionaux et les intérêts locaux serait respectée.

* * *

Le Gouvernement souhaite que ces quelques indications générales ne soient pas perdues de vue par les partis politiques lorsqu'ils se livreront à l'étude de la réforme constitutionnelle.

L'intention du Gouvernement est de prier prochainement les partis politiques traditionnels d'examiner avec lui la suite à donner aux travaux du Groupe de Travail, complétés par les indications qui seront données par les Congrès politiques.

Dès maintenant cependant, le Gouvernement tient à indiquer qu'à son avis cette révision ne pourra heureusement aboutir que si les partis politiques traditionnels prennent l'engagement de soutenir des vues identiques sur les solutions proposées pour les plus importants problèmes, et cela quelle que soit leur position demain — au pouvoir ou dans l'opposition — au sein de l'assemblée constituante. Le Gouvernement fera tout ce qui est en son pouvoir pour réaliser cet accord.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments de haute considération.

(sé) Théo LEFÈVRE.

Deze strekkingen zijn vertegenwoordigd in het Parlement en daarnemen zij, in verhouding tot hun belangrijkheid, deel aan de controle op de Staatszaken. Bijgevoeg zou de leiding van sommige ministeriële departementen slechts om redenen van politiek realisme en administratieve doelmatigheid tussen verschillende Ministers of Staatssecretarissen mogen verdeeld worden.

VI. — De noodzakelijkheid van decentralisatie wordt vrij algemeen erkend. Zij vereist geen voorafgaandelijke herziening van de Grondwet. De publieke opinie verlangt zulks met het oog op een ruimere autonomie in het beheer der regionale belangen. Alle Belgen wensen zulks om de efficiency van de Staat op te voeren. De Werkgroep — bewust van het belang alsmede van de complexiteit van deze kwesties — wil het onderzoek ervan voorzetten. Opdat de decentralisatie het algemeen belang zou dienen moeten de centrale instellingen ontlast worden van alle problemen die beter behandeld kunnen worden op andere niveau's, maar moeten zij ook de nationale belangen onverdeeld blijven beheren.

Bijzondere aandacht dient dan ook gewijd zowel aan de inhoud der bevoegdheden die zouden herverdeeld worden als aan de verschillende modaliteiten bij de uitoefening ervan, alsmede aan het mechanisme dat er moet voor zorgen dat de hiërarchie tussen het algemeen belang, de gewestelijke en de lokale belangen geëerbiedigd wordt.

* * *

De Regering wenst dat de politieke partijen deze algemene aanwijzingen niet zouden uit het oog verliezen bij hun onderzoek van de Grondwetswijziging. De Regering heeft het inzicht de traditionele politieke partijen binnenkort te verzoeken samen met haar te onderzoeken welk gevolg dient gegeven aan de werkzaamheden van de Werkgroep, aangevuld door de aanwijzingen die zullen verstrekt worden door de politieke congressen.

Nochtans wenst de Regering nu reeds te verklaren dat deze herziening slechts dan tot een gunstig resultaat zal leiden indien de traditionele politieke partijen er zich toe verbinden dezelfde standpunten te verdedigen betreffende de oplossingen voorgesteld voor de belangrijkste problemen en zulks ongeacht de positie — aan de macht of in de oppositie — welke zij morgen in de Grondwetgevende vergadering zullen innemen. De Regering zal alles in het werk stellen opdat dit akkoord zou tot stand komen.

Met de meeste hoogachting,

(get.) Theo LEFÈVRE.

ANNEXE C.

**PROJET DE RAPPORT
SOU MIS A LA COMMISSION TRIPARTITE
POUR LA REFORME DES INSTITUTIONS
LE 13 JANVIER 1965.**

INTRODUCTION.

La Commission tripartite pour la réforme des institutions a été constituée, selon le vœu du Gouvernement et des Partis traditionnels, au cours du mois de janvier 1964.

Ces Partis ont convenu de rechercher un accord sur les principales modifications qui devraient être apportées à la Constitution, afin d'adapter les institutions aux nécessités de la Belgique contemporaine, dans une pleine entente entre Wallons, Flamands et Bruxellois.

Ils ont décidé d'examiner, par les travaux en commun, les questions qui concernent l'harmonisation des relations entre les Belges des deux Communautés, ainsi que les questions relatives à la modernisation de l'Etat qui ont de l'importance pour cette harmonisation.

* * *

La commission était composée des membres suivants :

Représentants du Parti Social Chrétien.

M. P. Vanden Boeynants, Ancien Ministre, Député, Président du P.S.C. et MM. J. De Saeger, Député; A. de Schryver, Ministre d'Etat, Député; P. Harmel, Ancien Ministre, Député; Urbain, Ancien Ministre, Sénateur; R. Vandekerckhove, Sénateur, Vice-Président du P.S.C.; Ch. Van Hemelrijck, Ancien Ministre, Sénateur; P. Wigny, Ancien Ministre, Député.

A certaines réunions, M. P. Vanden Boeynants, souffrant a été remplacé en sa qualité de chef de délégation par M. A. de Schryver et en sa qualité de membre de la Commission par M. A. Saint-Remy, Député.

M. Van Hemelrijck, décédé le 8 octobre 1964, a été remplacé par M. Leemans, Sénateur.

**Représentants
du Parti Socialiste Belge.**

M. L. Collard, Ministre d'Etat, Député, Président du P.S.B. et MM. F. Gelders, Député; J. Merlot, Ancien Ministre, Vice-Président de la Chambre des Représentants; E. Pierson, Député; R. Thone, Député permanent; E. Van Bogaert, Sénateur; T. J. Van Eynde, Député, Vice-Président du P.S.B.; A. Vranckx, Conseiller d'Etat.

**Représentants
du Parti de la Liberté et du Progrès.**

M. O. Vanaudenhove, Ancien Ministre, Sénateur, Président du P.L.P. et MM. W. De Clercq, Député; A. De Winter, Député; R. Lefebvre, Ancien Ministre, Député; A. Lilar, Ancien Ministre, Sénateur; H. Maisse, Sénateur; R. Motz, Ministre d'Etat, Sénateur; J. Van Offelen, Ancien Ministre, Député.

M. Motz, décédé le 27 mars 1964, a été remplacé par M. L. Courdent, Député permanent.

Ont été chargés par le Gouvernement de le représenter aux séances de la Commission : MM. P. Vermeylen, Ministre de la Justice et A. Gilson, Ministre de l'Intérieur et de la Fonction Publique.

Ont également assisté à certaines séances de la Commission : MM. A. Spinoy, Ministre des Affaires économiques et de l'Energie, R. Van Elslande, Ministre de la Culture, Adjoint à l'Education nationale et H. Janne, Ministre de l'Education nationale et de la Culture.

* * *

BIJLAGE C.

**ONTWERP-VERSLAG VOORGELEGD
AAN DE DRIEPARTIJENCOMMISSIE
VOOR DE HERVORMING DER INSTELLINGEN
OP 13 JANUARI 1965.**

INLEIDING.

De driepartijencommissie voor de hervorming der instellingen kwam, overeenkomstig de wens van de Regering en de traditionele partijen, in januari 1964 tot stand.

Genoemde partijen wilden een akkoord bereiken betreffende de voornaamste wijzigingen die de Grondwet zou moeten ondergaan om de instellingen in overeenstemming te brengen met de huidige behoeften van België overeenkomstig de wensen van Vlamingen, Walen en Brusselaars.

Zij hebben besloten gemeenschappelijk de kwesties te onderzoeken betreffende de harmonisatie der betrekkingen tussen de twee gemeenschappen alsook de kwesties betreffende de modernisering van de Staat die van belang zijn voor deze harmonisatie.

* * *

De Commissie was samengesteld als volgt :

Vertegenwoordigers der Christelijke Volkspartij.

De heer P. Vanden Boeynants, Oud-Minister, Kamerlid en Voorzitter van de C.V.P. en de heren J. De Saeger, Kamerlid, A. de Schryver, Minister van Staat, Kamerlid; P. Harmel, Oud-Minister, Kamerlid; Urbain, Oud-Minister, Senator; R. Vandekerckhove, Senator, Ondervoorzitter van de C.V.P.; M. Van Hemelrijck, Oud-Minister, Senator; P. Wigny, Oud-Minister, Kamerlid.

Op sommige vergaderingen werd de heer P. Vanden Boeynants, ziek zijnde, als hoofd van de delegatie vervangen door de heer A. de Schryver en als lid van de Commissie door de heer A. Saint-Remy, Kamerlid.

De heer Van Hemelrijck, overleden op 8 oktober 1964, werd vervangen door de heer V. Leemans, Senator.

**Vertegenwoordigers
van de Belgische Socialistische Partij.**

De heer L. Collard, Minister van Staat, Kamerlid, Voorzitter van de B.S.P. en de heren F. Gelders, Kamerlid; J. Merlot, Oud-Minister, Ondervoorzitter van de Kamer van Volksvertegenwoordigers; E. Pierson, Kamerlid; R. Thone, Bestendig Afgevaardigde; E. Van Bogaert, Senator; J. Van Eynde, Kamerlid, Ondervoorzitter van de B.S.P.; A. Vranckx, Raadsheer bij de Raad van State.

**Vertegenwoordigers
van de Partij voor Vrijheid en Vooruitgang.**

De heer O. Vanaudenhove, Oud-Minister, Senator, Voorzitter van de P.V.V. en de heren W. De Clercq, Kamerlid; A. De Winter, Kamerlid; R. Lefebvre, Oud-Minister, Kamerlid; A. Lilar, Oud-Minister, Senator; H. Maisse, Senator; R. Motz, Minister van Staat, Senator; J. Van Offelen, Oud-Minister, Kamerlid.

De heer Motz, overleden op 27 maart 1964, werd vervangen door de heer L. Courdent, Bestendig Afgevaardigde.

De Regering werd bij de Commissie vertegenwoordigd door : de heren P. Vermeylen, Minister van Justitie en A. Gilson, Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt.

Hebben eveneens sommige vergaderingen van de Commissie bijgewoond : de heren A. Spinoy, Minister van Economische Zaken en Energie, R. Van Elslande, Minister van Cultuur, Adjunct voor Nationale Opvoeding en H. Janne, Minister van Nationale Opvoeding en Cultuur.

* * *

La Commission a constitué, au cours de ses travaux, les Sections suivantes :

Section 1. — Problèmes culturels.

La Section, présidée par M. L. Collard, comprenait les membres suivants :

Représentants du Parti Social Chrétien : MM. P. Harmel et R. Vandekerckhove.

Représentants du Parti Socialiste Belge : MM. E. Pierson et J. Van Eynde.

Représentants du Parti de la Liberté et du Progrès : MM. W. De Clercq et R. Motz.

Section 2. — Décentralisation. — Déconcentration.

La Section, présidée par M. O. Vanaudenhove, comprenait les membres suivants :

Représentants du Parti Social Chrétien : MM. J. De Saeger, Urbain et A. Saint-Rémy.

Représentant du Parti Socialiste Belge : MM. J. Gelders, J. Merlot et R. Thone.

Représentants du Parti de la Liberté et du Progrès : MM. A. Lilar, H. Maisse et J. Van Offelen.

Section 3. — Institutions centrales.

La Section, présidée par M. A. de Schryver, comprenait les membres suivants :

Représentants du Parti Social Chrétien : MM. M. Van Hemelrijck et P. Wigny.

Représentants du Parti Socialiste Belge : MM. E. Van Bogaert et A. Vranckx.

Représentants du Parti de la Liberté et du Progrès : MM. A. De Winter et R. Lefebvre.

La Commission a tenu 13 séances (1); ces séances furent présidées à tour de rôle par MM. L. Collard, O. Vanaudenhove et P. Vanden Boeynants (M. A. de Schryver pendant l'absence de ce dernier).

La Section 1 a tenu trois séances; la Section 2 en a tenu six; la Section 3 en a tenu sept (2).

La solution de certaines questions a été préparée, à la demande de la Commission, par des entretiens entre les chefs des trois délégations, assistés dans plusieurs cas par des délégations restreintes.

DECLARATION LIMINAIRE.

I.

Les représentants des Partis traditionnels siégeant à la Commission pour la réforme des institutions ont, dès le début de leurs travaux, exprimé leur volonté de proposer des solutions répondant aux exigences de la modernisation de l'Etat et à la nécessité d'assurer des relations harmonieuses entre les Communautés, sans compromettre le bon fonctionnement de nos institutions et la formation normale des gouvernements futurs.

Ils ont estimé qu'il ne leur appartenait pas de rédiger des textes constitutionnels, laissant cette mission à la prochaine Constituante, mais bien d'indiquer les principes essentiels sur lesquels les Constituants pourront baser leurs travaux sans altérer les fondements et l'esprit de l'accord national réalisé à la Commission tripartite.

(1) La Commission s'est réunie aux dates suivantes : 14, 21 et 29 janvier 1964; 4, 11, 18 et 25 février 1964; 3 et 10 mars 1964; 2, 9, 11 et 16 juin 1964.

(2) La Section 1 s'est réunie aux dates suivantes : 17 et 24 mars, 28 avril 1964.

La Section 2 s'est réunie aux dates suivantes : 17, 24 et 26 mars 1964; mars 1964, 15 avril 1964 et 12 mai 1964.

La Section 3 s'est réunie aux dates suivantes : 17, 19, 24, 25 et 26 mars 1964, 15 avril 1964 et 12 mai 1964.

De Commissie is tijdens haar werkzaamheden overgegaan tot de oprichting van drie Secties :

Sectie 1. — Culturele problemen.

Deze sectie, voorgezeten door de heer L. Collard, omvatte de volgende leden :

Vertegenwoordigers van de Christelijke Volkspartij : de heren P. Harmel en R. Vandekerckhove.

Vertegenwoordigers van de Belgische Socialistische Partij : de heren E. Pierson en J. Van Eynde.

Vertegenwoordigers van de Partij voor Vrijheid en Vooruitgang : de heren W. De Clercq en R. Motz.

Sectie 2. — Decentralisatie. — Deconcentratie.

Deze sectie, voorgezeten door de heer O. Vanaudenhove, omvatte de volgende leden :

Vertegenwoordigers van de Christelijke Volkspartij : de heren J. De Saeger, Urbain en A. Saint-Remy.

Vertegenwoordigers van de Belgische Socialistische Partij : de heren J. Gelders, J. Merlot en R. Thone.

Vertegenwoordigers van de Partij voor Vrijheid en Vooruitgang : de heren A. Lilar, H. Maisse en J. Van Offelen.

Sectie 3. — Centrale instellingen.

Deze sectie, voorgezeten door de heer A. de Schryver, omvatte de volgende leden :

Vertegenwoordigers van de Christelijke Volkspartij : de heren M. Van Hemelrijck en P. Wigny.

Vertegenwoordigers van de Belgische Socialistische Partij : de heren E. Van Bogaert en A. Vranckx.

Vertegenwoordigers van de Partij voor Vrijheid en Vooruitgang : de heren A. De Winter en R. Lefebvre.

De Commissie vergaderde 13 maal (1); deze vergaderingen werden beurtelings voorgezeten door de heren L. Collard, O. Vanaudenhove en P. Vanden Boeynants (de heer A. de Schryver tijdens de afwezigheid van laatstgenoemde).

Sectie 1 vergaderde 3 maal; sectie 2 vergaderde 6 maal en sectie 3 vergaderde 7 maal (2).

Op verzoek van de Commissie werd de oplossing van sommige problemen voorbereid door besprekingen tussen de drie delegatiehoofden, herhaaldelijk bijgestaan door beperkte afvaardigingen.

INLEIDENDE VERKLARING.

I.

De vertegenwoordigers der traditionele partijen, leden der Commissie voor de Hervorming der Instellingen, hebben vanaf het begin van hun werkzaamheden oplossingen willen voorstellen welke beantwoorden aan de vereiste modernisering van de Staat en aan de noodzaak de relaties tussen de Gemeenschappen te harmoniseren, zonder dat evenwel de goede werking van onze Instellingen en de normale Regeringsvorming in de toekomst hierdoor in het gedrang zouden worden gebracht.

Zij waren van oordeel dat het hen niet toekwam de grondwettelijke teksten zelf te redigeren; deze taak hebben zij aan de volgende Constituante overgelaten. Zij hebben echter de essentiële principes willen vastleggen waarop de Grondwetgevers zich bij hun werkzaamheden zullen kunnen baseren, zonder de grondslagen en de geest te wijzigen van het nationaal akkoord dat in de Driepartijencommissie tot stand is gekomen.

(1) De Commissie kwam bijeen op de volgende data : 14, 21 en 29 januari 1964; 4, 11, 18 en 25 februari 1964; 3 en 10 maart 1964; 2, 9, 11 en 16 juni 1964.

(2) Sectie 1 kwam bijeen op de volgende data : 17 en 24 maart 1964; 28 april 1964.

Sectie 2 kwam bijeen op de volgende data : 17, 24 en 26 maart 1964; 28 april 1964; 5 en 12 mei 1964.

Sectie 3 kwam bijeen op de volgende data : 17, 19, 24, 25 en 26 maart 1964; 15 april 1964; 12 mei 1964.

II.

La Commission tripartite propose la création d'une « Commission permanente pour l'amélioration des relations communautaires ». Paritaire sur le plan linguistique, elle comprendrait un nombre égal de représentants des partis nationaux, choisis parmi des personnalités du monde politique, universitaire, culturel, scientifique, économique et social.

Cette Commission serait créée par une loi inspirée par le texte de la loi du 3 mai 1948 portant création d'un « Centre de Recherche pour la solution nationale des problèmes sociaux, politiques et juridiques en régions wallonne et flamande ».

Cet Organisme aurait pour mission :

1° de rechercher et de proposer soit à l'Exécutif soit au Législatif, toutes mesures susceptibles d'améliorer et de favoriser les relations entre les Communautés non seulement dans les textes légaux, mais dans l'esprit et l'application de ceux-ci;

2° d'élaborer les modalités d'un statut qui doit permettre à l'Agglomération bruxelloise de remplir, dans les meilleures conditions, son indispensable fonction de « *Bruxelles capitale de la Belgique* » et de « *Capitale de l'Europe* ».

REFORME DES INSTITUTIONS CENTRALES.

PREMIERE PARTIE.

REFORME DU PARLEMENT.

A. — Composition.

I. — Maintien du bicamérisme.

La Commission unanime s'est prononcée pour le maintien du bicamérisme. Celui-ci se justifie car, mieux que l'unicamérisme, il permet au Parlement de s'adapter aux tâches toujours plus complexes et diversifiées qui lui incombent dans la société belge contemporaine (cf. B ci-après).

II. — Elections législatives.

1. — Il convient d'écarter les systèmes électoraux uninominal, majoritaire et préférentiel.

Le système de la représentation proportionnelle comporte plus d'avantages que d'inconvénients, parce qu'il traduit le mieux la conception que l'on se fait en Belgique de la justice électorale.

2. — La division du pays en arrondissements électoraux doit être maintenue. Une nouvelle répartition des sièges parlementaires par arrondissements électoraux devra être réalisée de façon à jumeler les arrondissements qui, ayant une faible population, n'ont que deux mandataires, soit à la Chambre, soit au Sénat, ce qui ne permet pas le jeu normal et équitable de la représentation proportionnelle.

3. — La répartition des sièges entre les arrondissements est proportionnelle à leur population respective. Si elle n'est pas faite par la loi pendant les 18 mois suivant ceux où le recensement décennal est publié ou si ce recensement n'est pas publié dans les 18 mois de sa date, le Roi attribue à chaque arrondissement un nombre de sièges de représentants égal au nombre de fois que le chiffre de sa population comprend le quotient national, c'est-à-dire le chiffre de la population du Royaume divisé par 212. Les sièges non directement attribués par ce premier calcul seront répartis entre les arrondissements ayant les plus forts restes. A défaut de recensement publié dans le délai indiqué, le Roi utilisera les dernières statistiques publiées par l'Institut national de statistique.

Certains membres de la Commission ont toutefois réservé leur adhésion à ce principe jusqu'à ce qu'un accord soit formellement intervenu sur les garanties destinées à protéger les minorités.

4. — La législation électorale devrait être revue afin notamment de supprimer toute condition de durée de résidence dans la commune au moment de l'établissement des listes pour les votations législatives et provinciales, de permettre aux miliciens de participer aux scrutins et de retirer aux listes le bénéfice de l'apparentement dans chaque province où elles n'auraient pas recueilli 5 % des suffrages exprimés.

II.

De Driepartijencommissie stelt de oprichting van een « Vaste Commissie voor de verbetering der Communautaire relaties » voor. Deze Commissie zou op taalparitaire basis worden samengesteld, en bestaan uit eenzelfde aantal vertegenwoordigers van elk der nationale partijen, gekozen tussen vooraanstaanden uit politieke, universitaire, kulturele, wetenschappelijke, sociale en economische kringen.

Deze Commissie zou worden opgericht bij wet, waarbij men zich zal inspireren aan de tekst van de Wet van 3 mei 1948 « houdende inrichting van een Centrum van Onderzoek voor de nationale oplossing van de maatschappelijke en rechtskundige vraagstukken in de Vlaamse en Waalse gewesten ».

De taak van dit organisme zou bestaan in :

1° het zoeken naar en het voorstellen van — hetzij aan de Uitvoerende Macht, hetzij aan de Wetgevende Macht — alle maatregelen welke ertoe kunnen bijdragen de relaties tussen de Gemeenschappen te verbeteren en te begunstigen, en dit niet alleen in de wetteksten maar ook in hun geest en toepassing.

2° het uitwerken van de modaliteiten van een statuut voor de Brusselse Agglomeratie dat deze moet toelaten haar onmisbare rol van « *Hoofdstad van België* » en « *Hoofdstad van Europa* » in de beste voorwaarden te vervullen.

HERVORMING DER CENTRALE INSTELLINGEN.

EERSTE DEEL.

HERVORMING VAN HER PARLEMENT.

A. — Samenstelling.

I. — Behoud van het bicamérisme.

De Commissie heeft zich eenparig uitgesproken voor het behoud van het bicamérisme. Dit dient gehandhaafd omdat het, beter dan het unicamérisme, aan het Parlement de gelegenheid biedt zich aan te passen aan zijn steeds meer complexe en gediversifieerde taak in de hedendaagse Belgische samenleving (zie B hierna).

II. — Wetgevende verkiezingen.

1. — De uninominale, majoritaire en preferentiële kiesstelsels dienen verworpen.

Het systeem der evenredige vertegenwoordiging biedt meer voor- dan nadelen, omdat het beter de opvatting weergeeft die in België heerst inzake electorale rechtvaardigheid.

2. — De indeling van het land in kiesarrondissementen dient gehandhaafd. Een nieuwe verdeling der parlementaire mandaten tussen de kiesarrondissementen vergt tevens de koppeling van de arrondissementen die wegens hun geringe bevolking slechts over 2 mandaten beschikken, hetzij in de Kamer of in de Senaat, waardoor een normale en billijke toepassing van de evenredige vertegenwoordiging onmogelijk gemaakt wordt.

3. — De verdeling der mandaten tussen de arrondissementen is evenredig met hun respectieve bevolking. Indien zij niet gebeurt bij de wet binnen de 18 maanden volgend op de publicatie van de tienjaarlijkse volkstelling of indien deze telling niet gepubliceerd wordt binnen de 18 maanden na datum, wijst de Koning aan ieder arrondissement een aantal mandaten toe gelijk aan het aantal keren dat zijn bevolkingscijfer het nationale quotient omvat, d.w.z. het bevolkingscijfer van het Rijk gedeeld door 212. De zetels die overeenkomstig deze eerste berekening niet rechtstreeks toegewezen zijn, zullen verdeeld worden tussen de arrondissementen met de grootste overschotten. Indien de volkstelling niet binnen de gestelde termijn gepubliceerd wordt, zal de Koning gebruik maken van de laatste statistieken gepubliceerd door het Nationaal Instituut voor de Statistiek.

Sommige leden van de Commissie hebben terzake nochtans voorbehoud gemaakt in afwachting dat een formeel akkoord bereikt wordt betreffende de waarborgen aan de minderheden.

4. — De kieswetgeving dient herzien, o.m. om de voorwaarden te schrappen i.v.m. de duur van het verblijf in de gemeente wanneer de lijsten opgemaakt worden voor de wetgevende en provinciale verkiezingen, alsook om de miliciens in de gelegenheid te stellen deel te nemen aan de verkiezingen en om het voordeel van de apparentering te ontnemen aan de lijsten in elke provincie waar zij minder dan 5 % der uitgebrachte stemmen zouden behaald hebben.

5. — La proposition a été faite de supprimer l'incompatibilité entre les mandats de conseiller provincial et de sénateur afin de conférer une vie nouvelle aux institutions provinciales.

Un membre de la Commission a suggéré de ne supprimer cette incompatibilité que pour les sénateurs élus directement et cooptés mais de la maintenir pour les sénateurs provinciaux.

D'aucuns estiment toutefois que la suppression de l'incompatibilité entre les mandats de conseiller provincial et de sénateur risquerait de multiplier fâcheusement les cumuls de mandats, les conflits d'intérêt et les confusions de pouvoirs. L'opinion a été émise aussi qu'une telle mesure favoriserait l'absentéisme, surtout si elle intervenait en même temps qu'un accroissement des compétences dévolues aux Conseils provinciaux.

6. — Ces divers arguments ont porté certains membres à préconiser au contraire l'extension des incompatibilités en interdisant le cumul des mandats de parlementaires et de bourgmestres et échevins des communes de 25.000 habitants et plus.

Un membre toutefois a insisté pour que ce chiffre soit abaissé à 10.000.

7. — Compte tenu des divergences d'opinion existant en matière d'incompatibilités, la Commission décide de ne retenir qu'une conclusion, pris à l'unanimité d'ailleurs, celle de réduire le délai de deux ans prévu à l'article 56ter de la Constitution.

III. — *Chambre des représentants.*

Il est apparu souhaitable de limiter à 212 le nombre des membres de la Chambre des représentants car, proportions gardées, il est déjà plus considérable que dans la plupart des Etats.

IV. — *Sénat.*

1. — Le système du Sénat paritaire a été repoussé parce que comportant plus d'inconvénients que d'avantages.

L'opinion a toutefois été émise qu'il ne saurait être définitivement rejeté qu'après l'adoption d'autres formules présentant des garanties efficaces contre la minorisation.

Le système du Sénat pondéré visant à accroître l'importance de la représentation des entités provinciales dans cette assemblée, a de même été rejeté parce que ne présentant pas une protection efficace des minorités.

2. — Le maintien de sénateurs provinciaux et cooptés s'avère souhaitable, à condition toutefois que les sénateurs élus au suffrage universel direct restent largement majoritaires.

Malgré l'utilisation malheureuse qui en a parfois été faite, la coopération a donné dans l'ensemble de bons résultats et elle pourrait rendre de grands services à une assemblée désormais spécialisée (cf. C. ci-après).

Les représentants du P. L. P. ont réservé leur accord sur le maintien des sénateurs provinciaux et cooptés en réitérant les propositions de leur parti relatives à l'institution d'un Sénat national (cf. 5 a) ci-dessous).

3. — Il est apparu souhaitable de ne pas restreindre le nombre des membres du Sénat, en raison de la nécessité de trouver dans cette assemblée suffisamment de spécialistes (cf. C. ci-après), mais d'adopter un nombre fixe, tant pour le total des sénateurs que pour chaque catégorie. Outre les sénateurs de droit, le Sénat comptait 178 membres, dont 106 élus directs, 48 sénateurs provinciaux et 24 sénateurs cooptés.

Il va de soi que, dans ce système, la répartition des sénateurs provinciaux évoluerait en fonction de l'évolution du chiffre de la population des différentes provinces, le minimum constitutionnel de trois sénateurs provinciaux par province étant en toute hypothèse maintenu.

4. — Rien ne justifie plus le maintien des qualifications imposées aux sénateurs élus au suffrage universel direct par l'article 56bis de la Constitution. En revanche, il convient de prévoir des qualifications assez strictes pour les autres sénateurs en vue de favoriser l'élection de spécialistes des diverses activités économiques, sociales, culturelles et juridiques.

Quant aux qualifications exigibles des sénateurs provinciaux et cooptés, trois conceptions ont été défendues.

a) Il ne faut pas établir de listes de qualifications, mais reconnaître à certaines institutions (Universités, Conseils économiques, etc...) le droit de présenter des éligibles au nombre de 2.000 ou 3.000 parmi lesquels les partis choisiraient ensuite leurs candidats.

— Avantages allégués : souplesses du système.

— Inconvénients opposés : politisation de toutes les institutions visées.

5. — Er werd voorgesteld de onverenigbaarheid af te schaffen tussen het mandaat van provincieraadslid en dat van senator om de provinciale instellingen nieuw leven in te blazen.

Een lid van de Commissie heeft voorgesteld deze onverenigbaarheid alleen af te schaffen voor de rechtstreeks verkozen en gecoöpteerde senatoren maar ze te handhaven voor de provinciale senatoren.

Sommigen menen nochtans dat de afschaffing van de onverenigbaarheid tussen de mandaten van provincieraadslid en senator cumulatie van mandaten op ergerlijke wijze zou kunnen bevorderen en meteen de belangenconflicten en de machtsverwarring. Ook werd de mening geuit dat een dergelijke maatregel het absentisme zou bevorderen, vooral wanneer deze zou samenvallen met een uitbreiding van de bevoegdheid der Provinciale Raden.

6. — Deze argumenten hebben sommige leden ertoe gebracht de uitbreiding der onverenigbaarheden aan te bevelen en o.m. cumulatie van het mandaat van parlements lid met dit van burgemeester en schep en van gemeenten met meer dan 25.000 inwoners.

Een lid heeft nochtans aangedrongen opdat dit cijfer zou verlaagd worden tot 10.000.

7. — Rekening houdend met de bestaande meningsverschillen betreffende de onverenigbaarheden heeft de Commissie besloten slechts één conclusie te weerhouden, die trouwens eenparig goedgekeurd werd, nl. de vermindering van de termijn van twee jaar voorzien in artikel 56ter van de Grondwet.

III. — *Kamer van Volksvertegenwoordigers.*

Het is wenselijk gebleken het aantal kamerleden te beperken tot 212 omdat dit cijfer proportioneel reeds hoger ligt dan in de meeste landen.

IV. — *Senaat.*

1. — Het systeem van de paritaire Senaat werd afgewezen omdat het meer nadelen dan voordelen biedt. Nochtans werd de mening geopperd dat het pas definitief mag verworpen worden nadat andere formules zouden aanvaard zijn die doeltreffende waarborgen tegen minorisatie bieden.

Het systeem van de gepondereerde Senaat, waardoor men het belang van de provinciale vertegenwoordiging in deze assemblée wil opvoeren, werd eveneens verworpen omdat het geen doeltreffende bescherming biedt aan de minderheden.

2. — Het behoud van de provinciale en gecoöpteerde senatoren lijkt wenselijk op voorwaarde nochtans dat de rechtstreeks verkozen senatoren een ruime meerderheid blijven vormen.

Niettegenstaande zij soms misbruikt werd heeft de coöptatie over 't algemeen goede resultaten opgeleverd en zou zij grote diensten kunnen bewijzen aan een assemblée die voortaan gespecialiseerd zou zijn (zie C hierna).

De P. V. V.-vertegenwoordigers hebben voorbehoud gemaakt betreffende het behoud van de provinciale en gecoöpteerde senatoren en de voorstellen van hun partij herhaald i.v.m. een Nationale Senaat (zie 5a hierna).

3. — Het is wenselijk gebleken het aantal senatoren niet te verminderen wegens de noodzaak in deze assemblée over genoeg specialisten te beschikken (zie C hierna) maar wel een onveranderlijk aantal vast te stellen, zowel globaal als voor elke categorie van senatoren. Behalve de senatoren van rechtswege zou de Senaat 178 leden tellen, waarvan 106 rechtstreeks gekozen senatoren, 48 provinciale en 24 gecoöpteerde senatoren.

Het spreekt vanzelf dat, in dit systeem, de verdeling der provinciale senatoren zou geschieden overeenkomstig de evolutie van het bevolkingscijfer der verschillende provincies, met dien verstande dat het constitutioneel minimum van drie provinciale senatoren per provincie in elk geval zou gehandhaafd worden.

4. — Niets wettigt nog langer het behoud der door artikel 56bis van de Grondwet opgelegde kwalificaties voor de rechtstreeks verkozen senatoren. Daarentegen moeten vrij strikte kwalificaties geëist worden voor de andere senatoren met het oog op de aanduiding van specialisten op economisch, sociaal, cultureel en juridisch gebied.

In verband met de kwalificaties vereist voor de provinciale en gecoöpteerde senatoren, werden drie opvattingen verdedigd:

a) Er moeten geen lijsten van kwalificatie opgesteld worden, maar aan sommige instellingen (Universiteiten, Economische Raden, enz...) dient het recht verleend 2.000 tot 3.000 gekwalificeerde kandidaten voor te stellen waaronder de partijen dat hun kandidaten zouden kiezen.

— Voordeel: Soepelheid van het systeem.

— Nadelen: Politisering van alle betrokken instellingen.

b) Seraient éligibles les diplômés de l'enseignement supérieur et toute personne ayant exercé des fonctions dirigeantes dans une activité économique ou sociale.

— Avantages allégués. Toutes les compétences sont visées.

— Inconvénients opposés. L'expression « fonctions dirigeantes » peut tout recouvrir. Mieux vaut se passer de qualifications que de les accepter toutes.

c) Seraient éligibles seulement les diplômés de l'enseignement supérieur (c'est-à-dire les universitaires et assimilés et les titulaires d'un diplôme de l'enseignement technique à partir du niveau A 1).

— Avantages allégués. Selon ses protagonistes, la rigidité de cette troisième solution ne présenterait pas d'inconvénients majeurs étant donné, d'une part, la suppression des qualifications préconisée pour les sénateurs élus directs, et d'autre part, l'accroissement du nombre des diplômés de l'enseignement supérieur.

— Inconvénients opposés. Les qualifications seraient trop restrictives.

La Commission s'en remet à la sagesse du Constituant en ce qui concerne les qualifications exigibles des sénateurs non élus directement.

5. — En ce qui concerne les sénateurs élus au suffrage universel direct, deux thèses ont été soutenues.

a) Selon les représentants du P. L. P., ils devraient être élus sur des listes nationales, c'est-à-dire dans une circonscription unique, de façon à ce que les partis soient contraints d'équilibrer leurs candidats wallons et flamands et à ce que les électeurs, par leurs voix de préférence, disposent du choix le plus large.

Au cas où cette formule ne serait acceptée ni pour la désignation de l'ensemble du Sénat, ni pour celle de tous les sénateurs élus au suffrage universel direct, les représentants du P. L. P. tiendraient à ce qu'elle fût appliquée à une partie de ceux-ci.

b) D'après les autres membres, le système électoral actuel pourrait être maintenu, sauf ce qui a été dit sous les chiffres II et IV 4 ci-dessus. Quant à la proposition du P. L. P., elle risquerait, selon eux, d'aboutir au résultat exactement contraire à celui poursuivi, car en matière de présentation des candidats, elle déposséderait les instances locales au profit des instances centrales des partis dont la majorité nationale verrait son rôle accru, et elle inciterait les électeurs à voter pour les seuls candidats de leur communauté linguistique au lieu de les engager à se prononcer sur des programmes et des idées.

V. — Absence des parlementaires et délégations de vote.

Les Ministres retenus hors du Parlement pour représenter officiellement le Gouvernement et les Parlementaires mandatés officiellement dans une Organisation internationale hors du territoire belge, devraient être autorisés, dans des conditions restrictives, soit à déléguer leur vote à leurs collègues, soit à se faire remplacer par des suppléants.

Dans les autres cas d'absence justifiée, la pratique du pairage, qu'il ne saurait être question d'imposer, devrait suffire.

Pour la solution de ces questions, la Commission s'en remet à la sagesse du Constituant.

B. — Organisation.

1. — Les deux assemblées doivent conserver des compétences identiques dans l'exercice des fonctions législatives, financières et de contrôle reconnues au Parlement.

2. — Dans toute la mesure compatible avec le respect de ce principe, il apparaît souhaitable que le Sénat se spécialise dans la législation et la Chambre en matière financière et de contrôle.

La spécialisation « préférentielle » des deux assemblées permettrait d'éviter des répétitions et des doubles emplois qui nuisent au crédit du système actuel.

3. — Pour résoudre les conflits entre les deux assemblées, il convient de conserver la procédure de la navette.

Le recours à une réunion des deux assemblées ou à une commission mixte de conciliation ne paraît pas indiqué.

En revanche, une collaboration organique des Commissions compétentes des deux assemblées a été préconisée en vue de prévenir, autant que faire se peut, conflits et navettes.

b) Zouden verkiesbaar zijn de gediplomeerden van het hoger onderwijs en al wie een leidende functie zou vervuld hebben in een economische of sociale activiteit.

— Voordelen: Alle bevoegde personen worden beoogd.

— Nadelen: De uitdrukking « leidende functie » kan alles en nog wat dekken. Het is beter geen kwalificaties te eisen dan ze alle te aanvaarden.

c) Zouden alleen verkiesbaar zijn de gediplomeerden van het hoger onderwijs (d.w.z. de universitaires en gelijkgestellten en de houders van een diploma van het technisch onderwijs vanaf de graad A 1).

— Voordelen: De strakheid van deze oplossing zou geen ernstige bezwaren opleveren gezien enerzijds de afschaffing der kwalificaties voorgesteld voor de rechtstreeks verkozen senatoren en anderzijds het stijgend aantal gediplomeerden van het hoger onderwijs.

— Nadelen: De kwalificaties zijn te restrictief.

De Commissie verlaat zich op de wijsheid van de Constituante met betrekking tot de eisbare kwalificaties voor niet rechtstreeks verkozen senatoren.

5. — Betreffende de rechtstreeks verkozen senatoren werden twee opvattingen verdedigd:

a) Volgens de P. V. V.-vertegenwoordigers zouden zij moeten gekozen worden op nationale lijsten, d.w.z. in één enkele omschrijving, derwijze dat de partijen verplicht zouden zijn het aantal van hun Vlaamse en Waalse kandidaten in evenwicht te brengen terwijl de kiezers, door hun voorkeurstem, de ruimste keuze kunnen doen.

Indien deze formule niet zou aanvaard worden voor de aanduiding van de gehele Senaat, noch voor die van alle rechtstreeks verkozen senatoren, zouden de P. V. V.-vertegenwoordigers wensen dat zij toch zou toegepast worden op een deel van laatstgenoemden.

b) Volgens de andere leden zou het huidig kiesstelsel mogen gehandhaafd worden, behalve in verband met II en IV hierboven. Het P. V. V.-voorstel zou volgens hen kunnen leiden tot het tegendeel van het beoogde resultaat, vermits het inzake voorstelling van de kandidaten de lokale instanties machteloos zou maken ten voordele van de centrale partijinstanties waarin de nationale meerderheid een grotere rol zou spelen. Het zou de kiezers ook aanzetten alleen te stemmen voor de kandidaten van hun taalgemeenschap in plaats van ze ertoe aan te zetten te stemmen voor programma's en ideeën.

V. — Afwezigheid der parlementsleden en overdracht van stemrecht.

De Ministers weerhouden buiten het Parlement om officieel de Regering te vertegenwoordigen en de parlementsleden officieel gemandateerd in een Internationale Organisatie buiten het Belgisch grondgebied, zouden hun collega's mogen machtigen om in hun plaats te stemmen of zich door plaatsvervangers laten vervangen mits bepaalde restrictieve voorwaarden zouden vervuld zijn.

In de andere gevallen van gewettigde afwezigheid zou de praktijk van het paireren volstaan zonder evenwel opgelegd te worden.

Voor de regeling van deze kwesties verlaat de Commissie zich op de wijsheid van de Constituante.

B. — Organisatie.

1. — De twee assemblées moeten dezelfde bevoegdheid behouden in de uitoefening van de wetgevende, financiële en controlebevoegdheid toegekend aan het Parlement.

2. — In de mate dat zulks verenigbaar is met de eerbiediging van dit principe, lijkt het wenselijk dat de Senaat zich zou specialiseren op het gebied van de wetgeving en de Kamer op het gebied van de financiële en controle-bevoegdheid.

De « preferentiële » specialisatie der twee assemblées zou herhalingen en « overlappings » voorkomen die het huidig systeem enigszins diskrediteren.

3. — Om de conflicten tussen de twee assemblées op te lossen dient de pendelprocedure gehandhaafd.

Een gezamenlijke zitting van de twee assemblées of een gemengde verzoeningscommissie lijken niet wenselijk.

Daarentegen werd een organische samenwerking der bevoegde commissies van de twee assemblées aanbevolen om zoveel mogelijk conflicten en pendelwerk te voorkomen.

4. — La Commission propose de renforcer le rôle des Commissions permanentes des deux assemblées.

A cet effet, il convient de les outiller de façon plus efficace :

a) pour l'exécution de leur tâche législative, les Commissions du Sénat seraient assistées de fonctionnaires spécialisés dans leurs domaines respectifs.

b) pour l'exécution de leur tâche budgétaire et financière, les Commissions de la Chambre seraient assistées d'un Service de techniciens apte à les aider sur le triple plan de la structure du budget, du contrôle de son exécution et du contrôle de la reddition des comptes.

C. — Fonction législative.

1. — Le Sénat serait saisi en principe le premier des projets de loi, sauf des projets les plus politiques et des projets financiers, fiscaux et militaires.

2. — La procédure de l'assemblée saisie en premier lieu des projets de loi, donc en principe du Sénat, serait modifiée comme suit :

a) Les projets feraient l'objet d'une étude préalable dans la Commission permanente compétente siégeant comme à présent, sauf ce qui a été dit au paragraphe B 3 ci-dessus en ce qui concerne la collaboration éventuelle des commissions des deux assemblées.

b) Les Commissions pourraient consacrer une séance publique à l'audition et à la discussion du projet de rapport relatif aux projets en question. Les autres membres de l'assemblée seraient autorisés à intervenir, sans droit de vote.

c) La séance plénière de l'assemblée serait consacrée à un débat général limité et à la discussion et au vote des amendements ainsi que des articles.

3. — Dans l'assemblée saisie en second lieu, donc en principe la Chambre, le projet serait soumis à une procédure abrégée.

L'opinion a été émise que chaque assemblée pourrait, en conservant un droit général d'évocation, déléguer ses pouvoirs législatifs dans des matières non controversées à des sections permanentes et qu'elle devrait être affranchie elle-même de l'obligation de voter toujours les lois article par article.

4. — L'extension du droit d'initiative législative a été longuement débattue. Deux opinions ont été exprimées à cet égard. Selon la majorité de la Commission, l'initiative législative, actuellement réservée aux parlementaires et au Gouvernement, devrait être étendue, non point à tous les citoyens ni à des associations quelconques, mais à certains organismes de droit public se prononçant à une majorité qualifiée. Afin d'éviter autant que possible des prises de position démagogiques, l'obligation serait faite auxdits organismes de chiffrer les dépenses qu'entraînerait l'adoption de leurs propositions.

Une minorité des membres de la Commission s'est fermement opposée à toute extension du droit d'initiative législative en raison des inconvénients mentionnés ci-après b) et du danger qui en résulterait pour le régime parlementaire.

a) Avantages allégués.

L'octroi du droit d'initiative à certains organismes, tels que les Conseils culturels, le Conseil économique et social, etc..., rapprocherait le citoyen du Parlement et de l'Etat. Dans un tel système, l'organisme auteur d'une proposition se ferait représenter dans la Commission parlementaire compétente, qui constituerait le cadre d'un dialogue fructueux entre les forces vives de la Nation et le Gouvernement, ce qui ne manquerait pas de relever le prestige du Parlement. En multipliant les occasions qu'ont les individus de prendre une part active à la vie publique, par le truchement de leurs organisations économiques, sociales et culturelles, une telle mesure contribuerait à résoudre la crise contemporaine du civisme issue du sentiment d'impuissance ou d'aliénation qu'éprouve trop souvent l'homme dans la société moderne.

b) Inconvénients opposés.

— Les organismes en question ne couvrent pas le champ de toutes les activités législatives.

— Les intérêts particuliers ainsi associés au travail législatif pourraient introduire dans le régime représentatif un élément de corporatisme.

— L'extension de l'initiative législative à certains organismes risque d'institutionnaliser, donc d'aggraver l'affrontement entre les intérêts particuliers qu'ils représentent et l'intérêt général que doit défendre le Gouvernement.

4. — De Commissie stelt voor de taak der Vaste Commissies van beide assemblys uit te breiden. Daartoe zouden deze over een adequate staf moeten beschikken :

a) Voor de uitoefening van hun wetgevende taak zouden de Senaatscommissies bijgestaan worden door terzake gespecialiseerde ambtenaren.

b) Voor de uitvoering van hun budgettaire en financiële taak zouden de Kamercommissies bijgestaan worden door een Technische Dienst op het drievoudig gebied van de structuur der begroting, de controle op de uitvoering ervan en de controle op de rekeningen.

C. — Wetgevende functie.

1. — De wetsontwerpen zouden in principe eerst ingediend worden bij de Senaat, behalve de uitgesproken politieke ontwerpen, de financiële, fiscale en militaire ontwerpen.

2. — De procedure van de assemblée die de behandeling van wetsontwerpen het eerst aanvat, in principe dus de Senaat, zou gewijzigd worden als volgt :

a) De ontwerpen zouden vooraf onderzocht worden in de vaste bevoegde Commissie zoals thans, behalve i.v.m. wat gezegd werd in § B 3 hierboven betreffende de eventuele samenwerking van de commissies der twee assemblys.

b) De commissies zouden een openbare zitting mogen wijden aan een discussie van het ontwerp-verslag over de behandelde ontwerpen. De andere leden van de assemblée zouden hiaraan mogen deelnemen, zonder stemrecht.

c) De pleno-zitting van de assemblée zou gewijd zijn aan een beperkt algemeen debat en aan de discussie en de stemming over de amendementen en de artikelen.

3. — In de assemblée die daarna het ontwerp behandelt, in principe dus de Kamer, zou een verkorte procedure toegepast worden.

De mening werd geopperd dat elke Assemblée, mits behoud van een algemeen evocatie-recht, haar wetgevende macht in niet betwiste aangelegenheden zou mogen overdragen aan vaste secties en niet zou mogen verplicht worden altijd over elke wet artikelgewijs te stemmen.

4. — De uitbreiding van het wetgevend initiatiefrecht werd langdurig behandeld. Twee opinies werden geformuleerd: volgens de meerderheid van de Commissie zou het wetgevend initiatief, thans voorbehouden aan parlementsliden en Regering, moeten uitgebreid worden, niet tot alle burgers en verenigingen zonder onderscheid, maar tot zekere publiekrechtelijke organismen die zich zouden uitspreken met een gekwalificeerde meerderheid. Om demagogie terzake zoveel mogelijk te vermijden, zouden deze organismen de uitgaven moeten berekenen waartoe de goedkeuring van hun voorstellen aanleiding zou geven.

Een minderheid in de Commissie is kordaat gekant tegen iedere uitbreiding van het wetgevend initiatiefrecht wegens de hierna vermeldde bezwaren b) en het gevaar dat het parlementair regime zou lopen.

a) Voordelen :

De toekenning van het initiatiefrecht aan zekere organismen zoals de Cultuurraden, de Economische en Sociale Raad, enz... zou de burgers dichter bij het Parlement en de Staat brengen. In dit systeem zou het organisme dat een wetsvoorstel formuleert zich doen vertegenwoordigen in de bevoegde parlementaire commissie die het kader zou vormen voor een vruchtbare dialoog tussen de levende krachten van de Natie en de Regering, wat het prestige van het Parlement zou verhogen. Door de burgers volop de gelegenheid te bieden om actief deel te nemen aan het openbaar leven, door tussenkomst van hun economische, sociale en culturele organisaties, zou een dergelijke maatregel bijdragen tot de oplossing van de huidige crisis inzake civisme die voortspuit uit het gevoel van onmacht of vervreemding dat de mens in de moderne samenleving al te dikwijls beklemt.

b) Nadelen :

— De bedoelde organismen bestrijken niet het gehele terrein der wetgevende activiteiten.

— Via de particuliere belangen, die aldus bij het wetgevend werk betrokken worden, zou in het representatief regime een corporatistisch element kunnen binnensluipen.

— De uitbreiding van het wetgevend initiatief tot zekere organismen dreigt de tegenstelling tussen de particuliere belangen en het algemeen belang, dat de Regering dient te verdedigen, te institutionaliseren en bijgevolg toe te spitsen.

c) Réfutation de certains inconvénients allégués.

— Le danger corporatiste existerait si l'on confiait aux intérêts organisés un pouvoir de décision; il n'en va pas de même si on ne leur confie qu'un droit de saisine avec les précautions sus-mentionnées.

— Mieux vaut institutionnaliser un affrontement inévitable plutôt que de le voir se dérouler en dehors des institutions, car les décisions prises sans les garanties inhérentes au système parlementaire ne peuvent manquer de léser davantage l'intérêt général.

La Commission tripartite n'a pas tranché la question de savoir si le droit d'initiative législative doit être reconnu aux Conseils culturels ni au Conseil économique et social.

5. — Par ailleurs, il serait souhaitable que le Parlement recourût plus fréquemment aux consultations extra-parlementaires. Toutefois, il ne devrait se voir imposer en la matière ni obligation ni limitation.

6. — Le Conseil d'Etat, son Bureau de coordination préalablement renforcé, serait chargé d'opérer d'initiative et de façon permanente la coordination des lois. Il saisiirait le Parlement de projets de coordination de lois accompagnés de rapports explicatifs. Le Parlement les adopterait selon une procédure abrégée.

D. — Fonction financière.

1. — La Chambre serait saisie en premier lieu du programme général, du budget des recettes et des propositions de dépenses annuelles, lesquelles seraient rassemblées en un seul budget comprenant autant de chapitres qu'il y a de départements ou en un petit nombre de budgets correspondant à des départements regroupés.

Les Commissions devraient recevoir des pouvoirs accrus afin d'exercer un contrôle financier plus efficace.

Il a été préconisé, soit de reporter le début de l'année budgétaire au 1^{er} avril, soit d'avancer la rentrée parlementaire au 1^{er} octobre.

2. — Un débat de politique générale aurait lieu à l'occasion du dépôt du ou des budgets des recettes et des dépenses, et non plus lors de la discussion du seul budget des voies et moyens comme à présent.

3. — Au Sénat, les budgets seraient soumis à une procédure accélérée.

4. — Il convient de revoir le statut et le fonctionnement de la Cour des Comptes en fonction des exigences actuelles. Il paraît souhaitable de reconnaître à cette Cour une compétence plus large englobant notamment tous les parastataux et d'accélérer sa procédure en lui permettant de recourir à un contrôle sur place. En revanche, ladite Cour ne devrait pas se voir attribuer un quelconque contrôle d'opportunité.

La Cour des Comptes serait tenue de présenter à la Chambre, dans un court délai après la clôture de chaque exercice, ses observations préliminaires sur l'exécution du budget, sans préjudice du rapport accompagnant le Compte général de l'Etat, lequel ne peut intervenir qu'après un certain temps.

E. — Fonction de contrôle.

1. — Le contrôle politique s'exercerait en principe à la Chambre.

Les sénateurs garderaient le droit d'accorder ou de retirer leur confiance au Gouvernement. Ils conserveraient également le droit de poser des questions au Gouvernement et de l'interpeller; mais, de préférence, leurs interpellations seraient jointes à la discussion générale du budget du Ministre auquel elles seraient adressées.

2. — Il convient de ne pas institutionnaliser les votes de confiance ou de méfiance, car il appartient au Gouvernement d'en apprécier la portée.

3. — L'institution de Commissaires spéciaux a été envisagée pour assister le Parlement dans sa fonction de contrôle et de protection des libertés individuelles.

4. — Le Conseil d'Etat devrait être autorisé à présenter au Parlement un Rapport annuel consacré à la vie administrative du pays, aux abus administratifs qu'il aurait pu constater, et à ses suggestions en vue de modifier les lois équivoques ou de combler les lacunes existant dans la législation ou la réglementation.

c) Weerlegging van sommige bezwaren :

— Het corporatistisch gevaar zou bestaan indien men aan de georganiseerde belangen beslissingsmacht zou verlenen; dit is niet het geval wanneer men hun slechts een initiatiefrecht verleent omringd met de reeds vermelde voorzorgen.

— Het is beter een onvermijdelijk conflict te institutionaliseren dan het buiten de instellingen te laten losbreken, want beslissingen genomen zonder de waarborgen eigen aan het parlementair regime kunnen het algemeen belang slechts nog meer schaden.

De Driepartijencommissie heeft niet beslist of het wetgevend initiatiefrecht dient toegekend aan de Cultuurraden of aan de Economische en Sociale Raad.

5. — Het zou wenselijk zijn dat het Parlement meer zou overgaan tot extra-parlementaire raadplegingen. Nochtans zou aan het Parlement terzake geen verplichting of beperking mogen opgelegd worden.

6. — De Raad van State, nadat zijn coördinatiebureau vooraf zou uitgebreid zijn, zou belast worden met de bestendige coördinatie der wetten op eigen initiatief. Hij zou de coördinatie-ontwerpen met begeleidende toelichtingen bij het Parlement indienen. Het Parlement zou deze behandelen volgens een verkorte procedure.

D. — Financiële functie.

1. — De Kamer zou het eerste aan de beurt komen voor de behandeling van het algemeen programma, de begroting van de inkomsten en de voorstellen betreffende de jaarlijkse uitgaven die zouden samengebracht worden in een enkele begroting die zoveel hoofdstukken zou tellen als er departementen zijn of een klein aantal begrotingen die overeenstemmen met gehergroepeerde departementen.

De Commissies zouden over een ruimere bevoegdheid moeten beschikken met het oog op een meer doeltreffende financiële controle.

Voorgesteld werd de aanvang van het begrotingsjaar uit te stellen tot 1 april of de aanvang van de parlementaire zitting te vervroegen tot 1 oktober.

2. — Een debat over het algemeen beleid zou plaats vinden ter gelegenheid van het indienen van de begroting(en) van inkomsten en uitgaven en niet meer bij de behandeling van de rijksmiddelenbegroting zoals thans.

3. — In de Senaat zouden de begrotingen afgehandeld worden volgens een versnelde procedure.

4. — Het statuut en de werking van het Rekenhof dienen herzien te worden met het oog op de huidige behoeften.

Het lijkt wenselijk aan dit Hof een ruimere bevoegdheid toe te kennen, o.m. over alle parastatale instellingen, en zijn procedure te versnellen door middel van controle ter plaatse. Daarentegen zou dit Hof geen enkele opportuniteitscontrole mogen uitoefenen.

Het Rekenhof zou aan de Kamer, binnen een korte termijn na het afsluiten van elk dienstjaar, zijn inleidende opmerkingen over de uitvoering van de begroting moeten mededelen, onverminderd het verslag dat de Algemene Rijksrekening begeleidt en dat slechts na verloop van tijd kan ingediend worden.

E. — Controle functie.

1. — De politieke controle zou in principe uitgeoefend worden door de Kamer.

De senatoren zouden het recht behouden hun vertrouwen aan de Regering te schenken of te weigeren. Zij zouden ook het recht behouden aan de Regering vragen te stellen en ze te interpelleren; maar hun interpellaties zouden bij voorkeur gevoegd worden bij de algemene discussie over de begroting van de Minister tot dewelke zij zouden gericht zijn.

2. — Het is niet gewenst het vertrouwensvotum of het votum van wantrouwen te institutionaliseren, want het behoort aan de Regering de betekenis hiervan te appreciëren.

3. — De aanstelling van speciale commissarissen werd overwogen om het Parlement bij te staan in zijn controle-functie en ter bescherming der individuele vrijheden.

4. — De Raad van State zou gemachtigd moeten worden om aan het Parlement een jaarlijks verslag voor te leggen over het administratief leven van het land, de administratieve misbruiken die hij heeft vastgesteld, vergezeld van suggesties met het oog op de wijziging van dubbelzinnige wetten of het aanvullen van leemten in de wetgeving of de reglementering.

F. — Harmonisation des relations entre les communautés (1).

1. — La Commission tripartite estime qu'un article 3bis devrait être inséré dans la Constitution pour exprimer les principes suivants.

Article 3bis. — La Belgique comprend quatre régions linguistiques : la région de langue française, la région de langue néerlandaise, la région de Bruxelles-capitale, la région de langue allemande.

La loi fixe les limites de ces régions.

Dans la région de langue française, la langue officielle est le français; dans la région de langue néerlandaise, la langue officielle est le néerlandais; dans le territoire de Bruxelles-capitale les langues officielles sont, à valeur égale, le français et le néerlandais; dans la région de langue allemande la langue officielle est l'allemand, exception faite des actes publics pour lesquels la loi impose l'usage officiel de l'allemand et du français.

Dans le respect de ce prescrit, la loi règle l'emploi des langues en matière administrative, judiciaire, militaire, scolaire et dans les rapports des entreprises privées avec leur personnel et les administrations publiques. Elle détermine les régimes spéciaux applicables à certaines communes ou institutions, sans compromettre le régime linguistique de la région.

Les régions de langue française et néerlandaise bénéficient de l'autonomie culturelle. La loi en fixe le contenu.

Le Roi arrêtera les institutions culturelles de la région de langue allemande.

Le vote des lois portées en vertu du présent article n'est pas acquis si, nonobstant la majorité simple, il fait apparaître l'opposition de la moitié plus un des membres inscrits dans un groupe linguistique.

2. — L'adoption de ces dispositions entraînera la nécessité de mettre en revision l'article 23, dans le sens suivant.

Article 23. — L'emploi des langues usitées en Belgique est facultatif; il ne peut être réglé que par la loi dans les conditions prévues par l'article 3bis.

3. — Par ailleurs, la Commission tripartite propose qu'un article 38bis soit inséré dans la Constitution pour exprimer les principes suivants.

Article 38bis. — Une « motion d'exception » motivée, contresignée par $\frac{3}{4}$ au moins des membres d'une des deux Communautés et déposée entre la fin du débat en commission et le vote final en séance publique peut, à l'exclusion des budgets, déclarer un projet de loi ou une proposition de loi comme étant de nature à porter gravement atteinte aux relations entre les deux Communautés nationales et comme devant être soumis à une procédure spéciale.

Si le vote de ce projet fait apparaître l'opposition de $\frac{2}{3}$ au moins des membres d'une des deux Communautés, il est procédé à une seconde lecture.

Si la seconde lecture fait apparaître la même opposition communautaire, le projet est renvoyé au Gouvernement.

Commentaire.

Il appartiendra à la Constituante de préciser toutes les modalités juridiques de cette procédure.

Toutefois, il est précisé que :

- a) le vote n'est pas acquis;
- b) le projet est envoyé au Gouvernement et remis par lui en délibéré;
- c) lorsque le Gouvernement prend l'initiative de soumettre à nouveau ce projet au Parlement, la procédure spéciale est appliquée si une nouvelle « motion d'exception » de même nature, de même représentativité et présentée dans les mêmes délais, est introduite;
- d) dans le cas où la procédure spéciale est appliquée, le règlement de l'assemblée devra prévoir un délai et une annonce de vote excluant tout vote par surprise;
- e) i) les $\frac{3}{4}$ au moins des membres d'une des deux Communautés signifie les $\frac{3}{4}$ des membres inscrits dans un groupe linguistique;
- ii) les $\frac{2}{3}$ au moins des membres d'une des deux Communautés signifie les $\frac{2}{3}$ des membres inscrits dans un groupe linguistique.

(1) Cf. aussi Annexe, p. 73.

F. — Het harmoniseren der relaties tussen de gemeenschappen (1).

1. — De Driepartijencommissie is van oordeel dat een artikel 3bis in de Grondwet zou moeten worden ingelast op basis van volgende principes :

Artikel 3bis. — België is ingedeeld in vier taalgebieden : het Nederlandse, het Franse, Hoofdstad-Brussel en het Duitse.

De grenzen van deze gebieden worden vastgelegd bij wet.

Het Nederlands is de officiële taal van het Nederlandse taalgebied; het Frans is de officiële taal van het Franse taalgebied; het Nederlands en het Frans zijn de officiële en gelijkwaardige talen in Hoofdstad-Brussel; het Duits is de officiële taal van het Duitse taalgebied, met uitzondering van die openbare akten waarvoor de wet het officiële gebruik van het Duits en het Frans oplegt.

Conform aan dit voorschrift, regelt de wet het taalgebruik in bestuurs-, gerechts-, militaire en onderwijszaken, en in de betrekkingen van het bedrijfsleven met personeel en Overheid. Zij omschrijft de speciale regimes welke van toepassing zijn voor bepaalde gemeenten of instellingen, zonder afbreuk te doen aan het taalsysteem van de streek.

Het Nederlandse en het Franse taalgebied zijn autonoom inzake culturele aangelegenheden. De inhoud van deze culturele autonomie wordt bij wet omschreven.

De culturele instellingen van het Duitse taalgebied worden bepaald door de Koning.

De stemming van de wetten, welke in uitvoering van dit artikel worden ingediend, is niet verworven zo zij, ondanks de eenvoudige meerderheid, de oppositie van de helft + 1 der bij een taalgroep ingeschreven leden uitlokken.

2. — Het aanvaarden van deze beschikkingen brengt mede dat dient overgegaan tot de herziening van artikel 23 in volgende zin.

Artikel 23. — Het gebruik der talen in België is vrij; het kan slechts worden geregeld bij wet en in de door artikel 3bis bepaalde voorwaarden.

3. — Verder stelt de Driepartijencommissie voor een artikel 38bis in de Grondwet in te lassen op basis van volgende principes :

Artikel 38bis. — Een « uitzonderingsmotie » kan bepalen dat een ontwerp voorstel van wet van aard is om de relaties tussen beide nationale gemeenschappen ernstig aan te tasten en dat het aan een speciale procedure zou moeten onderworpen worden. Deze motie geldt niet voor de begrotingen. Zij dient gemotiveerd te zijn, moet ondertekend worden door minstens $\frac{3}{4}$ van de leden van een Gemeenschap, en neergelegd tussen het einde van de bespreking in Commissie en de finale stemming in openbare vergadering.

Lokt de stemming van dit ontwerp de oppositie uit van ten minste $\frac{2}{3}$ van de leden van een van beide Gemeenschappen, dan wordt er overgegaan tot een tweede lezing.

Lokt de tweede lezing eenzelfde communautaire oppositie uit, dan wordt het ontwerp terug naar de Regering verwezen.

Commentaar.

De Constituante dient de juridische modaliteiten van deze procedure nader te bepalen.

Nu echter wordt reeds gepreciseerd dat :

- a) de stemming niet verworven is;
- b) het ontwerp naar de Regering wordt verwezen, die er opnieuw over beraadslaagt;
- c) legt de Regering het ontwerp opnieuw voor aan het Parlement, de speciale procedure van toepassing is, zo een nieuwe « uitzonderingsmotie », van dezelfde aard en met eenzelfde representatief karakter, wordt ingediend binnen dezelfde termijnen;
- d) het reglement van de Vergadering zal, voor het geval deze speciale procedure van toepassing is, een termijn en een aankondiging van de stemming voorzien, die elke verrassingsvotum onmogelijk maken;
- e) i) minstens $\frac{3}{4}$ van de leden van een van beide Gemeenschappen betekent : $\frac{3}{4}$ van de bij een taalgroep ingeschreven leden;
- ii) minstens $\frac{2}{3}$ van de leden van een van beide Gemeenschappen betekent : $\frac{2}{3}$ van de bij een taalgroep ingeschreven leden.

(1) Zie ook bijlage, p. 74.

G. — Délégation de pouvoirs.

La Commission a examiné l'opportunité de constitutionnaliser les pouvoirs spéciaux ou les lois de cadre.

Elle a estimé qu'un tel changement ne se justifiait pas et qu'il ne faut pas déroger au principe de la prééminence du Pouvoir législatif, doté de toutes les compétences résiduelles. Aussi ne croit-elle pas opportun de reviser la Constitution pour élargir ou restreindre les possibilités d'attribution de pouvoirs spéciaux à l'Exécutif, ainsi que le Parlement l'a admis dans des circonstances exceptionnelles et pour un temps limité, sans préjudice toutefois de ce qu'elle recommande en ce qui concerne l'état d'urgence (cf. Quatrième partie, lettre E, ci-dessous).

DEUXIEME PARTIE.

REFORME DU GOUVERNEMENT.

A. — Structure gouvernementale.

1. — Comme le Groupe de travail politique, la Commission a estimé que l'équilibre qui est de tradition, entre le nombre des Ministres de langue française et celui des Ministres de langue néerlandaise, devrait être maintenu. Elle a cependant considéré que cette coutume, inspirée de la sagesse politique, ne devrait pas faire l'objet d'une disposition constitutionnelle.

2. — Les fonctions du Premier Ministre ne doivent pas être précisées par un texte constitutionnel.

La responsabilité collective du Cabinet dont le Premier Ministre porte plus spécialement le poids, ne doit pas supprimer toute responsabilité individuelle des Ministres pour les objets de leur compétence propre.

3. — Le nombre des Ministres devrait être restreint, grâce notamment au regroupement des départements ministériels et à l'institution de Secrétaires d'Etat.

4. — Afin de permettre une organisation aussi souple que possible du travail gouvernemental, il n'y a pas lieu de consacrer constitutionnellement l'existence et la fonction des conseils interministériels restreints.

5. — Compte tenu notamment de l'impossibilité de soumettre les budgets à la procédure législative spéciale de protection, la Commission juge souhaitable d'étendre l'équilibre sus-mentionné à la composition de tous les Comités ou Conseils interministériels, économiques et financiers, et d'adjoindre au titulaire de chaque Département présentant un intérêt vital pour les relations entre les deux Communautés, un ou deux Secrétaires d'Etat de régime(s) linguistique(s) différent(s).

6. — Toutefois, il a été décidé que les propositions ci-dessus énumérées sous le chapitre A ne pouvaient être constitutionnalisées et que leur application ne pouvait être assurée que par un pacte national.

B. — Institution de Secrétaires d'Etat.

1. — L'institution de Secrétaires d'Etat se justifie tant par le souci d'assurer une meilleure répartition des tâches et des compétences au sein de l'Exécutif que par celui de contribuer à l'harmonisation des relations entre les deux Communautés.

2. — Il convient que la Constitution établisse le statut et la responsabilité des Secrétaires d'Etat, qui devraient présenter les caractéristiques suivantes.

a) Les Secrétaires d'Etat ne seraient pas des fonctionnaires mais des membres du Gouvernement. Ils disposeraient du contreseing pour les affaires de leur compétence mais ne feraient pas partie du Conseil des Ministres. Ils y seraient cependant appelés pour toute délibération concernant un objet de leur compétence.

b) Les Secrétaires d'Etat auraient accès aux Chambres qui pourraient requérir leur présence et qui devraient les entendre à leur demande.

c) Leur responsabilité s'apprécierait à l'égal de celle des Ministres.

3. — Il a été souligné que l'utilisation des Secrétaires d'Etat devrait pouvoir se faire avec le maximum de souplesse et que le but principal de l'institution serait manqué si elle conduisait, au total, à une inflation de l'Exécutif. En toute hypothèse, la doublure systématique des Ministres par des Secrétaires d'Etat devrait être catégoriquement écartée.

G. — Overdracht van machten.

De Commissie heeft onderzocht of het wenselijk is de speciale machten of de kaderwetten in de Grondwet te vermelden.

Zij is van mening dat een dergelijke wijziging niet gewettigd zou zijn en dat geen afbreuk mag gedaan worden aan het principe van de voorrang der Wetgevende Macht, die alle residuale bevoegdheden bezit. Ook acht zij het niet wenselijk de Grondwet te herzien om de bevoegdheid tot het toekennen van speciale machten aan de Uitvoerende Macht te verruimen of te beperken. Zulks overeenkomstig hetgeen het Parlement aanvaard heeft in uitzonderlijke omstandigheden en voor een beperkte duur, evenwel zonder afbreuk te doen aan haar aanbeveling betreffende de noodtoestand. (Zie 4^e deel, litt. E, hierna.)

TWEEDE DEEL.

HERVORMING VAN DE REGERING.

A. — Structuur van de Regering.

1. — Zoals de Werkgroep is de Commissie van mening dat het traditioneel evenwicht tussen het aantal der Nederlandstalige ministers en dat van de Franstalige dient gehandhaafd. Zij is nochtans van mening dat deze gewoonte, ingegeven door politieke wijsheid, niet dient geformuleerd in de Grondwet.

2. — De functies van de Eerste-Minister moeten niet gepreciseerd worden in de Grondwet.

De collectieve verantwoordelijkheid van het Kabinet, die vooral op de Eerste-Minister rust, mag de individuele verantwoordelijkheid der Ministers niet beperken i.v.m. de kwesties die onder hun eigen bevoegdheid ressorteren.

3. — Het aantal Ministers dient beperkt, o.m. door middel van een hergroepering der ministeriële departementen en de benoeming van Staatssecretarissen.

4. — Om het regeringswerk zo soepel mogelijk te organiseren heeft het bestaan en de functie der beperkte interministeriële raden niet in de Grondwet vermeld te worden.

5. — Rekening houdend o.m. met de onmogelijkheid de begrotingen aan de speciale beschermingsprocedure te onderwerpen, acht de Commissie het wenselijk voornoemd evenwicht uit te breiden tot de samenstelling van alle economische en financiële interministeriële comités en raden en aan de titularis van elk departement van vitaal belang voor de betrekkingen tussen beide Gemeenschappen één of twee Staatssecretarissen van verschillend taalregime toe te voegen.

6. — Nochtans werd besloten dat de voorstellen opgesomd in hoofdstuk A niet mogen geconstitucionaliseerd worden en dat de toepassing ervan alleen door een nationaal pact kan verzekerd worden.

B. — Aanstelling van Staatssecretarissen.

1. — De aanstelling van Staatssecretarissen is gerechtvaardigd om een betere verdeling der taken en bevoegdheden in de Uitvoerende Macht te bekomen en om de betrekkingen tussen de twee Gemeenschappen te harmoniëren.

2. — De Grondwet dient het statuut en de verantwoordelijkheid van de Staatssecretarissen te bepalen als volgt:

a) De Staatssecretarissen zouden geen ambtenaren zijn maar leden van de Regering. Zij zouden ministeriële verantwoordelijkheid dragen voor zaken die tot hun bevoegdheid behoren maar geen lid zijn van de Ministerraad. Zij zouden de Raad nochtans bijwonen bij elke beraadslaging die hen aanbelangt.

b) De Staatssecretarissen zouden toegang hebben tot de Kamers, die hun aanwezigheid zouden kunnen eisen en die hen zouden moeten horen op hun verzoek.

c) Hun verantwoordelijkheid zou gelijkgesteld worden met die van de Ministers.

3. — De Staatssecretarissen zouden met een maximale soepelheid gebruikt worden en het voornaamste doel van deze instelling zou niet bereikt worden indien zij zou leiden tot een inflatie van de Uitvoerende Macht. In elk geval dient volstrekt vermeden dat de Ministers systematisch door Staatssecretarissen gedoubleerd worden.

Les modalités de l'utilisation des Secrétaires d'Etat ne devraient pas être précisées dans la Constitution, mais elles permettraient selon les cas :

- a) de regrouper certaines activités au sein d'un même ministère;
- b) de coordonner certaines activités propres à plusieurs départements;
- c) de répartir certaines activités en tenant compte soit des connaissances linguistiques du Ministre, du ou des Secrétaire(s) d'Etat, soit de la connaissance plus spéciale du Secrétaire d'Etat ou du Ministre en ce qui concerne certains problèmes régionaux; ces Secrétaires d'Etat assisteraient leur(s) Ministre(s) dans l'élaboration des projets de lois; ils pourraient être également chargés de prendre certains règlements d'exécution en tenant compte des particularités de chacune des Communautés;
- d) d'établir des budgets complexes en tenant compte des problèmes régionaux et en assurant leur exécution selon ces besoins; l'un des rôles essentiels des Secrétaires d'Etat, dans les départements clés (mentionnés sous la lettre A 5 ci-dessus) serait d'harmoniser les intérêts des deux Communautés lors de l'établissement des budgets; cette harmonisation au sein même de l'Exécutif serait d'autant plus importante que, en matière budgétaire, il ne peut être envisagé d'instaurer une procédure parlementaire spéciale;
- e) de charger un Secrétaire d'Etat d'une tâche passagère.

C. — Statut des fonctionnaires.

La Commission a procédé à un échange de vues sur le statut des fonctionnaires et les grands problèmes de l'administration. Elle a mis l'accent sur la nécessité de dépolitiser cette dernière afin de la renforcer à tous égards.

Il est proposé de créer une Ecole supérieure des études administratives, dont les diplômés se verraient attribuer un pourcentage à déterminer des hautes fonctions administratives.

TROISIEME PARTIE.

PROBLEMES JUDICIAIRES ET JURIDICTIONNELS.

A. — Principes généraux.

Les représentants des trois Partis se déclarent d'accord sur la nécessité d'adopter en matière judiciaire des mesures qui mettent à complète égalité les deux langues nationales dans les ressorts et juridictions bilingues.

Ils se prononcent en faveur d'une parité linguistique à la Cour de Cassation.

Pour la détermination du rôle linguistique des magistrats, les mêmes règles devraient être adoptées qu'en matière administrative, sous réserve de périodes transitoires sauvegardant les droits acquis.

Les examens linguistiques ne seraient maintenus que pour les magistrats devant justifier de la connaissance d'une seconde langue nationale.

B. — Nombre des cours d'appel.

La majorité des membres de la Commission ont marqué leur adhésion à la proposition tendant à porter de trois à cinq le nombre des Cours d'appel. Il y aurait ainsi deux Cours d'appel unilingues dans chaque région linguistique et une Cour bilingue à Bruxelles. L'article 104 de la Constitution devrait être modifié en conséquence. Cette mesure se justifie par la volonté de décentralisation et des motifs d'ordre linguistique.

C. — Répartition des compétences juridictionnelles.

1. — Aux termes des articles 92 et 93 de la Constitution, les contestations qui ont pour objet des droits civils sont du ressort exclusif des tribunaux, de sorte que les juridictions administratives par exemple ne peuvent jamais en connaître. Or l'expérience a montré qu'il était difficile de définir les droits civils et plus encore de les distinguer, dans la pratique, des autres droits subjectifs. Il en est résulté une incertitude quant à la compétence des diverses juridictions, comme l'attestent les hésitations d'une jurisprudence qui a évolué en fonction de la doctrine.

2. — La Commission estime que la constitutionnalisation des principes suivants permettrait de mettre fin à cette confusion, en partant du principe que toute contestation juridique doit trouver son juge.

De Grondwet moet niet bepalen welk gebruik dient gemaakt van de Staatssecretarissen. Zij moeten dienen om naar gelang van het geval :

- a) sommige activiteiten in eenzelfde ministerie te hergroeperen;
- b) sommige activiteiten van verschillende departementen te coördineren;
- c) sommige activiteiten te verdelen, rekening houdend met de taalkennis van de Minister en de Staatssecretarissen, of met de speciale kennis van de Staatssecretaris of de Minister i.v.m. zekere regionale problemen. Deze Staatssecretarissen zouden hun Minister(s) bijstaan bij de voorbereiding van de wetsontwerpen. Zij zouden ook kunnen belast worden met sommige uitvoeringsmaatregelen rekening houdend met de particulariteiten van elke Gemeenschap;

d) complexe begrotingen op te stellen rekening houdend met de regionale problemen en de uitvoering ervan te verzekeren volgens de behoeften. Een der essentiële taken van de Staatssecretarissen in de sleuteldepartementen (vermeld sub A 5 hierboven) zou erin bestaan de belangen der twee Gemeenschappen te harmoniseren bij het opstellen der begrotingen. Deze harmonisering in de Uitvoerende Macht zou des te belangrijker zijn daar op budgettair gebied niet kan overwogen worden een speciale parlementaire procedure te volgen;

e) een Staatssecretaris te belasten met een tijdelijke taak.

C. — Statuut der ambtenaren.

De Commissie heeft van gedachten gewisseld over het statuut der ambtenaren en de voornaamste administratieve problemen. Zij heeft de nadruk gelegd op de noodzakelijke depolitisering van de administratie om ze in alle opzichten te verbeteren.

Voorgesteld wordt een Hoger Instituut voor Administratieve studiën op te richten waarvan de gediplomeerden een nader te bepalen percentage der hoge administratieve functies zouden toegewezen krijgen.

DERDE DEEL.

RECHTERLIJKE EN JURISDICTIEPROBLEMEN.

A. — Algemene principes.

De vertegenwoordigers der drie partijen zijn het eens om op gerechtelijk gebied maatregelen te treffen waardoor beide landstalen volledig op gelijke voet geplaatst worden in de tweetalige rechtsgebieden en jurisdicties.

Zij spreken zich uit voor een taalpariteit bij het Hof van Cassatie.

Voor het bepalen van de taalrol der magistraten zouden dezelfde regels moeten gelden als voor de administratie, onder voorbehoud van overgangperiodes voor de bevestiging van verworven rechten.

De taalexamen zouden alleen gehandhaafd worden voor de magistraten die het bewijs moeten leveren van de kennis van een tweede landstaal.

B. — Aantal Hoven van Beroep.

De meeste leden van de Commissie hebben hun instemming betuigd met het voorstel om het aantal Hoven van Beroep van drie op vijf te brengen. Er zouden aldus twee eentalige Hoven van Beroep zijn in elke taalstreek en een tweetalig Hof te Brussel. Artikel 104 van de Grondwet zou dienvolgens moeten gewijzigd worden. Deze maatregel is verantwoord wegens de vereiste decentralisatie en om taalredenen.

C. — Verdeling der rechtsbevoegdheden.

1. — Luidens artikelen 92 en 93 van de Grondwet behoren de geschillen over burgerlijke rechten uitsluitend tot de bevoegdheid van de rechtbanken, zodat b.v. de administratieve jurisdicties er nooit kennis kunnen van nemen. De ondervinding heeft nochtans uitgewezen dat het moeilijk was de burgerrechten te bepalen en nog moeilijker ze in de praktijk te onderscheiden van de andere subjectieve rechten. Hierdoor ontstond onzekerheid omtrent de bevoegdheid van de diverse jurisdicties, ten blijk hiervan de aarzelingen van een rechtspraak die in functie van de leer evolueerde.

2. — Naar het oordeel van de Commissie zou het in de Grondwet opnemen van onderstaande beginselen een einde kunnen stellen aan deze verwarring, uitgaande van het beginsel dat elk juridisch geschil zijn rechter moet vinden :

a) Les contestations ayant pour objet des droits (variante : les contestations juridiques...) sont du ressort des tribunaux.

b) La loi peut déferer certaines de ces contestations à d'autres juridictions, sauf pour les matières criminelles ainsi que pour les délits politiques et de presse.

c) L'existence du Conseil d'Etat pourrait faire l'objet d'un Chapitre IIIbis ajouté au Titre III de la Constitution.

D. — Extention des garanties judiciaires.

1. — La Commission s'est prononcée pour que les garanties assignées par les articles 96 et suivants de la Constitution aux seuls tribunaux de l'ordre judiciaire soient étendues à toutes les juridictions.

2. — De même le droit de défense, qui est souvent considéré comme un principe général du droit, devrait-il être strictement appliqué par toutes les juridictions sans exception.

3. — En revanche, la règle de publicité, garantie par la Constitution, devrait pouvoir être assouplie, avec l'accord du prévenu, au moins en matière de probation, de défense sociale et lors du jugement des enfants.

E. — Contrôle juridictionnel de la Constitutionnalité des lois.

L'étude de ce problème a donné lieu à un affrontement de deux thèses l'une favorable, l'autre opposée à l'instauration d'un tel contrôle.

Première thèse.

1. — Les caractères fondamentaux du régime parlementaire belge ont considérablement évolué depuis 1831. Ceci est vrai notamment en matière de libertés publiques. Selon les membres du Congrès national, la sauvegarde des droits individuels inscrits au Titre II de la Constitution devait constituer l'une des tâches primordiales des parlementaires que l'on voulait, pour cette raison notamment, aussi indépendants que possible.

2. — De nos jours, en revanche, les parlementaires comme les partis se soucient davantage de l'accomplissement ou de la contestation d'un programme gouvernemental que de la protection des individus voire même des minorités. C'est pourquoi il apparaît utile et nécessaire de confier à un organe apolitique, donc à une juridiction, le soin de veiller au respect effectif, notamment par le Parlement, des libertés constitutionnelles.

3. — Une telle solution irait-elle à l'encontre du principe de la souveraineté parlementaire ? Peut-être. Mais d'après la Constitution, la Souveraineté appartient à la Nation dont la Charte fondamentale constitue l'expression juridique et politique originaires. Au demeurant, plusieurs constitutions fondées sur la souveraineté nationale ou populaire établissent un contrôle juridictionnel de la constitutionnalité des lois.

4. — Dans une telle perspective, il semblerait logique, à première vue, de reconnaître ce contrôle au Pouvoir judiciaire, puisque aussi bien il est chargé de veiller à la conformité des actes de l'Exécutif aux lois. D'ailleurs, si le Constituant de 1831 n'a pas attribué au Judiciaire le contrôle de la constitutionnalité des lois, il ne lui en a pas non plus interdit l'exercice, de sorte que c'est à la doctrine et à la jurisprudence seulement que l'on doit d'avoir tranché la question par la négative.

5. — A cet égard, toutefois, la ratification par la Belgique de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales a créé une situation nouvelle en reconnaissant à toute personne physique la faculté de recourir à une instance européenne contre la violation de ladite convention, même par le Législatif. Ainsi le Parlement, qui ne peut être mis en cause sur le plan national s'il viole la Constitution, peut-il l'être sur le plan international s'il passe outre aux normes européennes de sauvegarde.

6. — Dans ces circonstances, ne convient-il pas d'instituer un recours national préalable en matière de libertés constitutionnelles et de reconnaître à des magistrats nationaux des prérogatives qui ont déjà été attribuées par la Belgique à des magistrats européens ?

Il est toutefois une grande objection que l'on oppose au contrôle judiciaire de la constitutionnalité des lois, c'est celle de créer un gouver-

a) De geschillen over rechten (variante : de juridische geschillen...) behoren tot de bevoegdheid van de rechtbanken.

b) De wet kan sommige van deze geschillen naar andere jurisdicties verwijzen, behoudens voor criminele zaken alsmede voor politieke en persmisdrijven.

c) De Raad van State zou kunnen opgenomen worden in een hoofdstuk IIIbis van Titel III der Grondwet.

D. — Uitbreiding van de rechterlijke waarborgen.

1. — De Commissie heeft zich uitgesproken opdat de bij artikelen 96 en volgende van de Grondwet alléén aan de rechtbanken van de rechterlijke macht verstrekte waarborgen tot de andere jurisdicties zouden uitgebreid worden.

2. — Evenzo zou het recht van verdediging, dat vaak beschouwd wordt als algemeen rechtsbeginsel, strikt dienen toegepast op alle jurisdicties zonder onderscheid.

3. — Daarentegen zou de door de Grondwet gewaarborgde regel van openbaarheid moeten kunnen versoepeld worden, met instemming van de verdachte, ten minste inzake proeftijd, maatschappelijk verweer en bij vonnissen van kinderrechters.

E. — Jurisdictionele controle van de grondwettelijkheid der wetten.

Het onderzoek van dit probleem stelde twee thesissen tegenover elkaar, de ene vóór de andere tegen het invoeren van een dergelijke controle.

Eerste thesis.

1. — De fundamentele kenmerken van het Belgisch parlementair stelsel zijn sedert 1931 fel geëvolueerd. Dit is ondermeer het geval inzake de openbare vrijheden. Volgens de leden van het nationaal Congres moest de in Titel II van de Grondwet opgenomen vrijwaring van de individuele rechten een van de voornaamste taken zijn van de parlementairen, die men onder meer om deze reden zo onafhankelijk mogelijk wenste.

2. — De parlementsleden en de partijen zijn thans echter meer bekommerd om het verwezenlijken of het betwisten van een regeringsprogramma dan wel om de bescherming van de enkeling, ja zelfs van de minderheden. Daarom lijkt het nuttig en nodig aan een politiek orgaan, dus aan een jurisdictie, de zorg toe te vertrouwen ervoor te waken dat de grondwettelijke vrijheden o.m. door het Parlement worden geëerbiedigd.

3. — Zou een dergelijke oplossing in strijd zijn met de soevereiniteit van het Parlement ? Misschien. Maar volgens de Grondwet gaan alle machten uit van de Natie; de Grondwet is hiervan de juridische en politieke oorsprong. Daarenboven voorzien verschillende Grondwetten, gesteund op de soevereiniteit van de Natie of van het Volk, een jurisdictionele controle van de grondwettelijkheid der wetten.

4. — In dit perspectief zou het op het eerste gezicht logisch zijn deze controle toe te vertrouwen aan de Rechterlijke Macht, vermits deze ermede belast is ervoor te waken dat de daden van de Uitvoerende Macht met de wetten overeenstemmen. Indien de Grondwetgever van 1831 de controle van de grondwettelijkheid der wetten niet aan de rechterlijke macht heeft toevertrouwd, heeft hij haar evenmin de uitoefening ervan verboden, zodat alleen de rechtsleer en de rechtspraak de aangelegenheid negatief hebben beslecht.

5. — In dit opzicht nochtans heeft de bekrachtiging door België van de Europese Conventie voor de vrijwaring van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, een nieuwe toestand geschapen door aan elke natuurlijke persoon het recht te verlenen beroep te doen op een Europese instantie tegen de schending van genoemde conventie, zelfs door de Wetgevende Macht. Aldus kan het Parlement, dat op het nationale vlak niet in een rechtsgeding kan betrokken worden indien het de Grondwet schendt, op het supranationale vlak aangevallen worden indien het de Europese normen van vrijwaring overtreedt.

6. — Dient derhalve niet vooraf een nationaal beroep inzake grondwettelijke vrijheden ingesteld en zouden aan de nationale magistraten geen prerogatieven dienen verleend, die reeds door België aan Europese magistraten werden toegekend ?

Tegen de rechterlijke controle van de grondwettelijkheid der wetten wordt echter een groot bezwaar geopperd, nl. dat zij een regering van

nement des juges. Les partisans de la première thèse en reconnaissent la pertinence, mais ils font observer que, dans leur système :

a) le contrôle ne viserait pas la loi elle-même, mais son application à des cas d'espèce; il ne pourrait être déclenché qu'à l'initiative des personnes se prétendant lésées par une disposition inconstitutionnelle;

b) il ne s'exercerait qu'au regard du Titre II de la Constitution libellé « Des Belges et de leurs droits » et ne porterait donc pas sur l'organisation et le fonctionnement des pouvoirs;

c) il ne devrait pas être attribué uniquement à des magistrats de l'ordre judiciaire, dont on reconnaît qu'ils sont peu préparés à une tâche ayant inévitablement des incidences politiques, mais à une juridiction *sui generis* à créer, dont le recrutement devrait être fonction de celles-ci.

Deuxième thèse.

1. — Nul ne conteste la nécessité d'un contrôle de la constitutionnalité, mais le problème qui se pose est de savoir si l'évolution politique exige qu'il soit enlevé en tout ou en partie au Parlement.

Certes il peut paraître choquant aux juristes que celui-ci soit en la matière juge et partie. Mais c'est là une de ces anomalies de principe inhérentes au régime parlementaire véritable et qui ont fait la force et la réussite d'un système dont la sagesse est de n'être pas toujours rigoureusement logique.

2. — En fait, les cas de violation manifeste de la Constitution par le Parlement sont rarissimes. Et qui oserait affirmer qu'en instaurant le suffrage universel dès 1919, ou en votant en faveur de l'adhésion aux Communautés européennes avant que la Constitution ne soit modifiée, le Législateur ait mal fait. L'auto-contrôle de la constitutionnalité de ses actes par le Parlement assure au régime une souplesse qu'aucun autre système ne comporterait.

3. — D'ailleurs l'instauration d'un contrôle juridictionnel de la constitutionnalité des lois, même limité au seul domaine des libertés individuelles, aboutirait à une mise en tutelle du Parlement par des magistrats, solution plus choquante dans notre société démocratique que le cumul des pouvoirs existant actuellement dans le chef des Chambres issues du suffrage universel.

4. — L'argument tiré de l'existence d'une juridiction européenne pour justifier la mise sur pied d'une juridiction nationale chargée de contrôler le respect des libertés constitutionnelles n'est pas convaincant car les obligations résultant d'un traité sont moins contraignantes que celles imposées par un texte constitutionnel.

5. — Du reste, il est à craindre que, en raison des inévitables variations de la jurisprudence, le contrôle préconisé ne conduise à l'insécurité législative dans un domaine où la souplesse inhérente au système actuel n'a pas nui à une réelle stabilité juridique.

6. — Enfin, le droit comparé enseigne que le contrôle juridictionnel de la constitutionnalité des lois est surtout pratiqué par des Etats fédéraux éloignés du régime parlementaire classique.

7. — Pour toutes ces raisons, les défenseurs de la deuxième thèse préconisent le rejet dudit contrôle.

* * *

8. — Les membres de la Commission n'étant pas unanimes pour introduire un tel contrôle, ce dernier n'a pas été retenu. En revanche, reconnaissant que la violation par le Parlement des libertés publiques serait particulièrement grave, ils recommandent que le Gouvernement soit désormais obligé de soumettre à l'avis motivé du Conseil d'Etat, même en cas d'urgence, tous les projets de lois ressortissant au domaine régi par le Titre II de la Constitution. Cette dernière proposition a recueilli l'assentiment unanime de la Commission.

QUATRIEME PARTIE.

AUTRES QUESTIONS.

A. — Les droits individuels et libertés publiques.

Il convient de compléter et de préciser le Titre II de la Constitution là où cela s'avère indispensable mais non point de le remanier complètement. Les études à cet effet pourraient être menées en dehors de la négociation tripartite en cours.

rechters in het leven roept. De voorstanders van de eerste thesis erkennen de gegrondheid van dit argument, maar doen opmerken dat in hun stelsel :

a) de controle niet toepasselijk zou zijn op de wet zelf, maar op specifieke gevallen: zij zou slechts kunnen uitgelokt worden op initiatief van personen die beweren geschaad te zijn door een ongrondwettelijke bepaling;

b) zij slechts van toepassing zijn op Titel II van de Grondwet « De Belgen en hun Rechten » en dus niet op de inrichting en de werking der machten;

c) zij niet uitsluitend zou moeten verleend worden aan magistraten van de rechterlijke orde, waarvan erkend wordt dat zij niet voorbereid zijn op een taak die onvermijdelijk een politieke weerslag zou hebben, maar aan een in het leven te roepen jurisdictie *sui generis*, waarvoor de aanwerving in functie hiervan zou moeten geschieden.

Tweede thesis.

1. — Niemand betwist dat een controle der grondwettelijkheid nodig is, maar het probleem is te weten of de politieke evolutie vereist dat ze geheel of gedeeltelijk aan het Parlement zou onttrokken worden.

De juristen kunnen er zeker aanstoot aan nemen dat het Parlement terzelfdertijd rechter en partij is. Dat is echter een van de beginsel-anomalieën, die deel uitmaken van een waarachtig parlementair stelsel en die de macht en het welslagen hebben uitgemaakt van een stelsel waarvan de wijsheid op een niet altijd strikte logica berust.

2. — In feite zijn de gevallen van klaarblijkelijke schending van de Grondwet uiterst zeldzaam. En wie zou durven beweren dat de Wetgever er verkeerd aan deed het algemeen stemrecht vanaf 1919 in te voeren of zijn stem uit te brengen ten gunste van de toetreding tot de Europese Gemeenschappen vóór de wijziging van de Grondwet. De zelfcontrole over de grondwettelijkheid van zijn daden door het Parlement verleent het stelsel een soepelheid die geen enkel ander stelsel zou kunnen geven.

3. — De invoering van een jurisdictionele controle op de grondwettelijkheid der wetten, zelfs beperkt tot het gebied van de individuele vrijheden, zou overigens het Parlement onder de voogdij van de magistraten brengen, en deze oplossing zou nog meer aanstoot geven in onze democratische maatschappij dan de thans bestaande cumul van machten door de uit het algemeen stemrecht gesproten Kamers.

4. — Het argument, geput uit het bestaan van een Europese jurisdictie om de invoering te verantwoorden van een nationale jurisdictie, belast met de controle van de eerbied der grondwettelijke vrijheden is niet overtuigend, want de verplichtingen voortvloeiend uit een verdrag zijn minder dwingend dan die opgelegd door een grondwettelijke tekst.

5. — Overigens dient gevreesd dat de voorgestelde controle ingevolge onvermijdelijke variaties in de rechtspraak, tot onzekerheid in de wetgeving zou leiden op een gebied waar de soepelheid, die deel uitmaakt van het huidig stelsel, de ware juridische stabiliteit niet heeft geschaad.

6. — Tenslotte leert het vergelijkend recht dat de jurisdictionele controle van de grondwettelijkheid der wetten vooral toegepast wordt in federale staten die geen klassiek parlementair stelsel bezitten.

7. — Om al deze redenen stellen de verdigers van de tweede thesis voor bedoelde controle te verwerpen.

* * *

8. — Daar er geen eensgezindheid bereikt werd betreffende de invoering van een dergelijke controle werd deze door de Commissie niet voorgesteld.

Daar ze nochtans erkent dat de schending door het Parlement van de openbare vrijheden zeer ernstig zou zijn, stelt zij voor dat de Regering ertoe zou verplicht worden, zelfs bij hoogdringende gevallen, aan de Raad van State alle wetsontwerpen voor te leggen die behoren tot het gebied beheerst door Titel II van de Grondwet. Laatstgenoemd voorstel werd door alle leden van de Commissie goedgekeurd.

VIERDE DEEL.

ANDERE AANGELEGENHEDEN.

A. — De individuele rechten en openbare vrijheden.

Titel II van de Grondwet dient aangevuld en gepreciseerd waarnodig maar niet volledig omgewerkt. Het voorbereidend onderzoek terzake zou kunnen gedaan worden buiten de aan gang zijnde onderhandelingen tussen de drie partijen.

B. — La presse.

1. — La Commission a estimé que le principe de la liberté de la presse, auquel il ne saurait être question de porter atteinte, n'interdit nullement l'organisation de la profession de journaliste, pour autant que quiconque puisse à tout moment faire œuvre de journaliste indépendant. Les instances responsables de cette profession pourraient alors veiller à l'observation des règles de déontologie qu'elles se donneraient.

2. — Sauf en matière politique, les règles relatives à la compétence des juridictions devraient être réexaminées.

3. — La liberté de la presse ne fait pas obstacle à ce que le Législateur érige en délits certaines manifestations abusives de cette liberté.

4. — Certains membres ont soulevé la question de la responsabilité de l'éditeur dans le contexte de l'article 18 de la Constitution mais aucune recommandation n'a été prise à ce sujet.

C. — Le référendum.

La Commission a estimé que l'introduction en Belgique du référendum de décision, quelles qu'en soient les modalités, risquerait de provoquer et d'aviver de graves oppositions entre les Communautés. Cette raison fondamentale justifie le maintien du régime purement représentatif pratiqué jusqu'ici, lequel n'exclut pas en principe le recours au référendum de consultation.

D. — La revision de la Constitution.

La Commission considère que la procédure prévue par l'article 131 de la Constitution ne doit pas être modifiée.

Elle estime que l'interdiction de reviser la Constitution sous une régence, contenue à l'article 84, doit être assouplie. En pareil cas, peut-être faut-il permettre la revision dans les seules matières qui ne touchent pas essentiellement aux prérogatives de la Couronne. Il y a lieu, toute fois, de ne prévoir cette faculté que pour autant que la régence se prolonge.

Par ailleurs il convient d'interdire également toute revision quand les Chambres se trouvent empêchées de se réunir librement sur le territoire national.

Enfin, après en avoir longuement débattu, la Commission a rejeté la proposition d'instaurer une procédure simplifiée d'amendement à la Constitution, en cas d'adhésion générale, sans recours à la dissolution.

E. — Etat d'urgence et état de guerre.

1. — La Constitution devrait être complétée par des dispositions soumettant à des conditions très strictes la proclamation de l'état d'urgence et assurant un fondement juridique plus solide à des mesures, telles que celles contenues dans les arrêtés-lois de 1916, prises en cas de déclaration de guerre, de constatation de l'état de guerre ou de proclamation de l'état d'urgence.

2. — Il y a lieu de définir les droits et les devoirs des fonctionnaires en temps de guerre.

F. — Adaptation de la Constitution aux conditions nouvelles de la vie internationale.

1. — Est-il nécessaire de reviser en même temps que l'article 18 l'article 25 ?

Il est résulté de l'échange de vues qu'il n'y a pas lieu de modifier la solution finalement envisagée en 1953. Cette solution est la suivante :

a) l'article 25, qui est une disposition-clé de la Constitution, ne doit pas être révisé;

b) il convient que la Constitution prévoit en termes exprès la possibilité d'attribuer certaines compétences aux organes supranationaux; une disposition distincte (art. 25bis par exemple) consacrerait cette possibilité.

2. — Les délégations aux organes supranationaux porteront-elles sur les pouvoirs eux-mêmes ou seulement sur l'exercice de ces pouvoirs ?

Il a été estimé qu'il n'y a pas lieu de renouveler la querelle juridique qui se produisit lors des travaux parlementaires de 1953-1954. La Constitution pourrait ne viser expressément que l'exercice des pouvoirs, étant entendu que l'organe supranational bénéficiaire en tirerait le droit

B. — De pers.

1. — De Commissie oordeelde dat het beginsel van de persvrijheid, waaraan niet mag getornd worden, de organisatie van het beroep van journalist helemaal niet verbiedt mits om het even wie op elk ogenblik zelfstandig journalist kan zijn. De verantwoordelijke instanties van dit beroep zouden dan kunnen waken over de inachtneming van de plichtenleer die zij zichzelf zouden voorschrijven.

2. — Behalve op politiek gebied zouden de regels betreffende de bevoegdheid der jurisdicties aan een nieuw onderzoek moeten onderworpen worden.

3. — De persvrijheid verhindert niet dat sommige misbruiken terzake als misdrijven moeten kunnen betoogd worden.

4. — Sommige leden hebben de aandacht gevestigd op de kwestie van de verantwoordelijkheid van de uitgever in het kader van artikel 18 G. W. maar terzake werd geen enkele aanbeveling geformuleerd.

C. — Referendum.

De Commissie was van oordeel dat de invoering in België van een beslissingsreferendum met om het even welke modaliteiten, het gevaar zou meebrengen sterke tegenstellingen tussen de Gemeenschappen uit te lokken en aan te wakkeren. Dit is een fundamentele reden ten gunste van het behoud van het totnogtoe toegepaste zuiver representatief stelsel dat in beginsel geen beroep op het consultatief referendum uitsluit.

D. — Grondwetsherziening.

De Commissie is van oordeel dat de bij artikel 131 van de Grondwet voorziene procedure niet moet gewijzigd worden.

Zij meent dat het verbod om de Grondwet te wijzigen tijdens een regentschap, dat door artikel 84 uitgevaardigd wordt, moet worden versoepeld. In dergelijk geval dient misschien alleen de herziening toegestaan van de materies die niet onmiddellijk de prerogatieven van de Kroon raken. Dit recht dient echter alleen voorzien wanneer het regentschap lange tijd duurt.

Ook dient elke herziening verboden wanneer de Kamers verhinderd zijn vrij te vergaderen op het nationaal grondgebied.

Tenslotte heeft de Commissie na een langdurige bespreking het voorstel verworpen om een vereenvoudigde amenderingsprocedure, mits algemeen accoord, voor de Grondwet te voorzien zonder parlamentsontbinding.

E. — Noodtoestand en staat van oorlog.

1. — De Grondwet zou moeten aangevuld worden met bepalingen waardoor het afkondigen van de noodtoestand aan zeer strikte voorwaarden onderworpen wordt en een solieder juridische grondslag gegeven wordt aan maatregelen zoals die welke voorkomen in de besluiten van 1916 getroffen in geval van oorlogsverklaring, vaststelling van de staat van oorlog en afkondiging van de noodtoestand.

2. — De rechten en plichten der ambtenaren in oorlogstijd dienen bepaald te worden.

F. — Aanpassing van de Grondwet aan de nieuwe omstandigheden van het internationaal leven.

1. — Is het nodig artikel 25 terzelfder tijd te herzien als artikel 68 ?

Uit de gedachtenwisseling is gebleken dat de in 1953 beoogde oplossing niet dient gewijzigd. Deze oplossing is de volgende :

a) artikel 25, dat een sleutelbepaling van de Grondwet is, moet niet worden gewijzigd;

b) de Grondwet dient uitdrukkelijk de mogelijkheid te voorzien zekere bevoegdheden te verlenen aan de supra-nationale organismen. Een bijzondere bepaling (art. 25bis b.v.) zou deze mogelijkheid kunnen voorzien.

2. — Zullen de overdrachten aan supranationale organismen betrekking hebben op de machten zelf of slechts op de uitoefening van deze machten ?

Men was van mening dat het juridisch getuigt, dat zich bij de parlementaire werkzaamheden van 1953-1954 heeft voorgedaan, niet dient herhaald. De Grondwet zou uitdrukkelijk alleen de uitoefening van de machten kunnen op het oog hebben, met dien verstande dat het betrok-

d'édicter, dans les limites de cette délégation, des mesures directement applicables en Belgique.

3. — Des règles spéciales doivent-elles présider à l'assentiment des traités par les Chambres?

Il a été rappelé que l'article 68 fait la distinction entre les traités dont le Roi doit en tout cas donner connaissance aux Chambres (alinéa 1), ceux qui exigent l'assentiment des Chambres (alinéa 2) et ceux qui exigent une loi (alinéa 3). En pratique, la distinction n'a cependant jamais été faite entre la procédure de l'assentiment et de la procédure législative; les traités visés aux alinéas 2 et 3 ont toujours fait l'objet de lois d'approbation.

L'échange de vues qui a suivi a conduit aux conclusions suivantes.

a) Compte tenu de l'intensification de la vie internationale, un grand nombre de conventions qui font actuellement l'objet de lois d'approbation ou qui, au contraire, échappent totalement aux Chambres, devraient pouvoir être soumises selon une procédure simple et rapide. Cette procédure pourrait prendre la forme d'un assentiment soit exprès, soit tacite, ou toute autre forme jugée appropriée (cf. le nouveau Règlement de la Chambre des Représentants). Si l'assentiment tacite était finalement retenu, il pourrait être réputé acquis lorsqu'une convention, déposée sur le bureau des Chambres pendant un laps de temps déterminé, n'aurait donné lieu à aucune observation (cf. la Constitution néerlandaise).

b) Quant aux traités importants — notamment ceux dont les dispositions concernant le Titre II de la Constitution, « Des Belges et de leurs Droits », ou comportent attribution de compétences à des autorités supranationales — il convient de maintenir l'obligation d'en faire l'objet de lois d'approbation.

4. — Y a-t-il lieu de définir dans la Constitution les pouvoirs de contrainte dont pourraient disposer en Belgique les institutions supranationales?

La Commission estime qu'il n'y a pas lieu de modifier la Constitution sur ce point.

5. — Y a-t-il lieu de définir l'effet interne des traités internationaux, notamment à l'égard des lois?

La plupart des constitutions récentes reconnaissent la primauté du traité — voire même du droit international — sur la loi interne.

En Belgique, nul ne conteste que les traités l'emportent sur les lois antérieures auxquelles ils dérogent. Toutefois, la Commission est restée divisée sur le point de savoir s'ils doivent primer les lois postérieures qui y dérogeraient et sur l'opportunité de consacrer dans la Constitution la prééminence des traités, internationaux par rapport au droit interne. A cet égard, l'opinion a été émise qu'il conviendrait de distinguer le droit communautaire européen du reste du droit international public.

DECENTRALISATION ET DECONCENTRATION.

PROBLEMES ABORDES ET ORDRE DES TRAVAUX.

Après avoir consacré, le 18 février et le 10 mars 1964, un échange de vues général aux problèmes de la décentralisation et de la déconcentration, la Commission a chargé une Section constituée en son sein d'approfondir ces problèmes et de lui faire des propositions (1).

La Section a tenu plusieurs réunions, du 17 mars au 12 mai 1964.

Ses conclusions, déposées le 15 mai, ont été examinées par la Commission au cours de ses séances des 29 et 11 juin 1964. Elles ont, avec les mises au point qui furent décidées à l'occasion de cet examen, servi de base au présent rapport.

Dès l'abord, la Commission a constaté que ses travaux seraient dominés par un double souci :

1. — réaliser une décentralisation aussi large et efficace que possible;

(1) La Section, présidée par M. Vanaudenhove, Président du P.L.P., était composée de :

- pour le P.S.C. : MM. De Saeger, Saint-Remy et Urbain;
- pour le P.S.B. : MM. Gelders, Merlot et Thone;
- pour le P.L.P. : MM. Lilar, Maisee et Van Olfelen.

ken supranationaal orgaan binnen de perken van deze overdracht rechtstreeks in België toepasselijke maatregelen zou mogen uitvaardigen.

3. — Zijn er speciale regels nodig voor de goedkeuring van de verdragen door de Kamers?

Er werd aan herinnerd dat artikel 68 een onderscheid maakt tussen de verdragen die de Koning in elk geval ter kennis moet brengen van de Kamers (eerste lid) en deze waarvoor een wet nodig is (3^e lid). In de praktijk werd nochtans nooit een onderscheid gemaakt tussen de procedure van goedkeuring en de wetgevende procedure; voor de in het 2^e en het 3^e lid bedoelde verdragen werden steeds goedkeuringswetten gestemd.

De daaropvolgende gedachtenwisseling leidde tot de volgende conclusies :

a) Rekening houdend met de intensivering van het internationaal leven, zou een groot aantal conventies, waarvoor thans goedkeuringswetten vereist zijn of die, integendeel, totaal aan de Kamers ontsnappen, op eenvoudige en snelle wijze aan de Kamers moeten voorgelegd worden. Deze procedure zou de vorm kunnen aannemen van een uitdrukkelijke of stilzwijgende instemming of elke andere passend geachte vorm (cf. Nieuw Reglement van de Kamer van Volksvertegenwoordigers). Indien de stilzwijgende goedkeuring aanvaard wordt zou de instemming b.v. als verkregen kunnen worden beschouwd wanneer een conventie gedurende een bepaalde tijd bij het bureau van de Kamer ingediend, geen opmerking zou uitgelokt hebben (zie de Nederlandse Grondwet).

b) Voor de belangrijke verdragen, met name die waarvan de bepalingen verband houden met Titel II van de Grondwet « De Belgen en hun Rechten », of die een toekenning van bevoegdheid aan supranationale overheden behelzen, zouden nog steeds goedkeuringswetten moeten worden voorzien.

4. — Moeten in de Grondwet de dwingende machten worden bepaald waarover de supranationale instellingen in België zouden kunnen beschikken?

De Commissie is van oordeel dat de Grondwet op dit punt niet dient gewijzigd.

5. — Moet de interne uitwerking van de internationale verdragen, onder meer ten opzichte van de wetten worden bepaald?

De meeste recente grondwetten erkennen de voorrang van het verdrag of zelfs van het internationaal recht op de interne wet.

In België betwist niemand dat de verdragen voorrang hebben op vroegere wetten waarop zij inbreuk maken. Nochtans is de Commissie verdeeld i.v.m. de vraag of zij moeten voorrang hebben op de latere wetten die ermee strijdig zouden zijn en over de wenselijkheid in de Grondwet de voorrang van de internationale verdragen ten overstaan van het interne recht plechtig te bevestigen. In dit verband werd de mening geopperd dat een onderscheid dient gemaakt tussen het Europese gemeenschapsrecht en het overige internationaal publiek recht.

DECENTRALISATIE EN DECONCENTRATIE.

BEHANDELDE PROBLEMEN EN VOLGORDE DER WERKZAAMHEDEN.

Na een algemene gedachtenwisseling, op 18 februari en 10 maart 1964, over de problemen i.v.m. decentralisatie en deconcentratie, heeft de Commissie een sectie ad hoc gevormd om deze problemen grondig te onderzoeken en voorstellen terzake te formuleren (1).

De sectie kwam herhaaldelijk bijeen van 17 maart tot 12 mei 1964.

Haar besluiten, ingediend op 15 mei, werden door de Commissie onderzocht op 2, 9 en 11 juni 1964. Zij hebben, inclusief de wijzigingen bij dit onderzoek, als basis gediend voor onderhavig verslag.

De Commissie heeft al dadelijk vastgesteld dat haar werkzaamheden zouden beheerst worden door een dubbele bekommernis :

1. — een zo ruime en doeltreffend mogelijke decentralisatie tot stand brengen;

(1) De sectie was samengesteld als volgt :

Voorzitter :

de h. Van Audenhove, Voorzitter van de P.V.V.

Leden :

- voor de C.V.P. : de heren De Saeger, Saint-Remy en Urbain;
- voor de B.S.P. : de heren Gelders, Merlot en Thone;
- voor de P.V.V. : de heren Lilar, Maisee en Van Olfelen.

2. — confier les compétences ainsi décentralisées aux institutions les plus compétentes pour les exercer, dans le ressort territorial le plus approprié.

Il fut d'autre part reconnu que pour certaines matières qui relèvent essentiellement d'une bonne gestion administrative, la décentralisation devrait, de l'accord unanime, se faire au bénéfice des institutions existantes et dans le cadre des ressorts territoriaux existants (communes et provinces); que pour certaines autres matières qui relèvent essentiellement de la politique économique régionale, la question du ressort territorial et des institutions susceptibles d'exercer les compétences décentralisées devrait faire l'objet d'un large débat, certains membres de la Commission étant favorables à l'utilisation des provinces, d'autres à la constitution de régions.

Cet ensemble de considérations a dicté la méthode à suivre.

Il fut convenu d'examiner d'abord les matières qui relèvent de la gestion administrative et ensuite celles qui relèvent de la politique économique régionale.

Cependant, comme certaines matières du premier groupe peuvent toucher à la politique économique régionale, les membres de la Commission qui sont en principe favorables à la constitution de régions économiques ont indiqué qu'en ce qui les concerne, la mention des provinces et des institutions provinciales n'aurait, pour les matières de ce premier groupe, qu'une valeur indicative jusqu'à ce que la Commission ait conclu en matière d'économie régionale.

Une attitude commune ayant pu être dégagée à ce propos à la fin des travaux, cette réserve a été levée et le présent rapport a été approuvé à l'unanimité.

CHAPITRE I.

DECENTRALISATION DANS LES MATIERES RELEVANT DE LA GESTION ADMINISTRATIVE.

Sont ici en cause :

— d'une part, un ensemble de *travaux* que les communes et les provinces ont déjà le pouvoir de réaliser de manière autonome et à leurs frais, avec l'aide financière et sous le contrôle du pouvoir central, ainsi que certains travaux routiers dont l'Etat transférera la compétence aux provinces;

— d'autre part, un ensemble de *décisions* que les communes et les provinces ont déjà le pouvoir de prendre de manière autonome, sous la tutelle du pouvoir central.

De l'avis unanime, il importe de fortifier dans ces matières l'autonomie des communes et des provinces. Lorsqu'il s'agit de travaux, cet objectif doit être atteint par une rationalisation du mécanisme de la subvention et par une simplification du contrôle. Lorsqu'il s'agit de décisions, c'est la tutelle proprement dite qui doit être réaménagée.

SECTION 1.

TRAVAUX COMMUNAUX ET PROVINCIAUX.

I. — Travaux publics.

La question préalable qui se posait était de savoir s'il convient de maintenir, en ce domaine, l'actuelle répartition des compétences entre l'Etat d'une part, les communes et les provinces d'autre part.

De l'avis unanime, l'Etat doit garder sa compétence pour les voies navigables, les barrages érigés ou à ériger sur les voies navigables, les ports, les routes axiales et les autoroutes.

Un nouveau plan de répartition doit en revanche transférer aux provinces le reste du réseau routier actuellement géré par l'Etat, celui-ci se bornant à édicter en la matière des normes techniques. Compte tenu du kilométrage important de routes à transférer (1), ce nouveau plan de répartition sera éventuellement progressif.

A. — Travaux publics communaux et provinciaux.

Sont visés ici les travaux d'infrastructure au sens le plus large ainsi que les constructions scolaires que les communes et les provinces réalisent déjà actuellement, à quoi s'ajouteront les travaux routiers,

(1) Selon les renseignements fournis par le Département des Travaux publics, les routes de l'Etat totalisaient, au 1^{er} janvier 1964, 11.203 km, dont 216 km d'autoroutes, 1.088 km de routes axiales et 9.899 km d'autres routes.

2. — de aldus gedecentraliseerde bevoegdheden toevertrouwen aan de meest bevoegde instellingen in de meest passende territoriale omschrijving.

Anderzijds werd eenparig erkend dat voor sommige aangelegenheden die essentieel verband houden met een degelijke administratie, de decentralisatie moet gebeuren ten gunste van bestaande instellingen en in het kader van bestaande territoriale omschrijvingen (gemeenten en provincies); dat voor sommige andere aangelegenheden die vooral verband houden met het regionaal economisch beleid, over de kwestie van de territoriale omschrijving en van de geschikte instellingen voor de uitoefening der gedecentraliseerde bevoegdheden nog diende van gedachten gewisseld, daar sommige leden de provincies verkiezen terwijl andere de vorming van gewesten voorstaan.

Deze overwegingen hebben volgende methode bepaald.

Er werd overeengekomen eerst de kwesties van administratief beheer en daarna die betreffende de gewestelijke economische politiek te onderzoeken.

Daar zekere kwesties van de eerste soort ook de gewestelijke economische politiek raken, hebben de leden van de Commissie die principieel gunstig staan t.o.v. de vorming van economische gewesten verklaard voor hen het vermelden van de provincies en de provinciale instellingen in verband met de kwesties van de eerste groep slechts een indicatieve waarde zou hebben tot op het ogenblik dat de Commissie besluiten zou geformuleerd hebben inzake de regionale economie.

Daar bij het einde der beraadslagingen een gemeenschappelijke houding kon bereikt worden terzake, is dit voorbehoud vervallen en werd onderhavig verslag eenparig goedgekeurd.

HOOFDSTUK I.

DECENTRALISATIE OP ADMINISTRATIEF GEBIED.

Het gaat hier om :

— enerzijds, een reeks *openbare werken* welke de gemeenten en de provincies reeds autonoom op hun kosten mogen uitvoeren, met financiële hulp en onder controle van het centrale gezag, alsmede om sommige wegenwerken waarvoor de Staat zijn bevoegdheid zal overdragen aan de provincies;

— anderzijds, een reeks *beslissingen* welke de gemeenten en provincies reeds autonoom mogen treffen onder de voogdij van het centrale gezag.

Men was eenparig van mening dat terzake de autonomie van gemeenten en provincies dient verstevigd. Wanneer het gaat om openbare werken dient dit doel bereikt door rationalisatie van het subsidiëeringsmechanisme en vereenvoudiging van de controle. Gaat het om beslissingen, dan dient de voogdij hervormd.

SECTIE I.

GEMEENTELIJKE EN PROVINCIALE WERKEN.

I. — Openbare werken.

Vooraf rees de vraag of op dat gebied de huidige verdeling der bevoegdheden tussen de Staat enerzijds, de gemeenten en provincies anderzijds diende gehandhaafd.

Men was eenparig van mening dat de Staat zijn bevoegdheid moet behouden voor de waterwegen, de bestaande en toekomstige stuwen op deze waterwegen, de havens, de hoofdwegen en autowegen. Een nieuw verdelingsplan moet daarentegen aan de provincies het overblijvende wegennet overdragen, thans beheerd door de Staat, die zich terzake zou beperken tot het vaststellen van de technische normen. Daar deze wegen zich over een groot aantal kilometers uitstrekken (1) zal dit nieuwe verdelingsplan eventueel progressief zijn.

A. — Gemeentelijke en provinciale openbare werken.

Beoogd worden de infrastructuurwerken in de ruimste betekenis alsmede de schoolgebouwen welke de gemeenten en provincies nu reeds optrekken. Daarbij komen dan de wegenwerken, met uitzondering van

(1) Volgens inlichtingen verstrekt door het Departement van Openbare Werken zouden de rijkswegen per 1 januari 1964 een lengte van 11.203 km bereiken, waarvan 216 km autowegen, 1.088 km hoofdwegen en 9.899 km andere wegen.

autres que ceux relatifs aux routes axiales et aux autoroutes, que l'Etat réalise actuellement et qui seront désormais, en vertu du nouveau plan de répartition dont il est question ci-dessus, de la compétence des provinces.

Le régime actuel, tel qu'il est défini par l'arrêté du Régent du 2 juillet 1949 (plusieurs fois modifié à ce jour), présente les deux caractéristiques suivantes :

1. d'une part, l'Etat subventionne directement les travaux projetés par les communes et les provinces (cette subvention est normalement de 60 % du montant total de la dépense à subventionner mais elle peut être plus élevée lorsqu'il s'agit de petites communes).

2. d'autre part, l'octroi de la subvention est assorti de contrôles, à divers stades de la procédure.

Unanimentement, la Commission estime que ces deux mécanismes doivent être rationalisés. Les lenteurs qu'ils provoquent ont en effet pour conséquence de ralentir et de perturber la réalisation du programme des travaux publics des communes et des provinces, dans une mesure qui constitue une sérieuse atteinte à leur autonomie et qui est, en définitive, préjudiciable à l'intérêt général.

Subventions.

Au lieu d'ouvrir un dossier pour chaque travail qu'il subventionne, il est plus simple et plus efficace que désormais l'Etat verse annuellement à l'ensemble des communes d'une part, à l'ensemble des provinces d'autre part, le total des sommes qu'il consacrera à la subside des travaux publics communaux et provinciaux. Les communes et les provinces se répartiront entre elles, selon des critères à déterminer, la dotation qui leur revient.

1. — Le mécanisme du versement de la dotation des communes et de la dotation des provinces paraît simple à fixer. Afin d'éviter que l'Etat n'amenuise d'année en année son effort, il doit cependant être entendu que la dotation ne pourra être inférieure au total des subsides antérieurs et que, chaque année, elle fera l'objet d'une péréquation automatique.

A cet égard, un membre s'est demandé, au cours des travaux de la Section, s'il est sage de prévoir une péréquation pure et simple, sans tenir compte de la conjoncture économique. Plusieurs membres ont cependant observé que le Crédit communal, où l'Etat a son mot à dire, tiendra compte de la conjoncture dans l'octroi de ses prêts. Au demeurant, il est possible qu'en période de dépression, l'Etat estime nécessaire d'augmenter sa dotation pour certains travaux, au lieu de la diminuer.

Les modalités de la péréquation, et notamment les références à prendre en considération, devront faire l'objet d'une étude technique; cette étude a été demandée au Ministre de l'Intérieur.

2. — La répartition annuelle de la dotation des communes et de la dotation des provinces soulève, sur le plan technique, un ensemble de questions complexes. La Commission ne pouvait songer à entreprendre elle-même l'étude de ces questions. Ici aussi, elle a demandé le concours des techniciens du Département de l'Intérieur. Elle a cependant estimé nécessaire de fixer un certain nombre de principes, en fonction desquels les modalités techniques de la répartition devront être conçues.

a) La répartition doit obéir à des règles objectives.

b) Afin d'encourager le dynamisme des communes et des provinces, les subsides accordés au moyen de la dotation sont octroyés par le fonds sur travaux entrepris et non sur travaux à entreprendre. Lorsque la commune ou la province a recouru à l'emprunt, ces subsides interviennent pour alléger la dette contractée. Lorsque la commune ou la province a recouru à ses moyens propres, ces subsides sont versés à son budget.

c) Il importe cependant que les communes et les provinces connaissent, au moment où elles décident d'entreprendre un travail, le subside minimum sur lequel elles peuvent compter. C'est pour elles un élément fondamental d'appréciation. La santé de leurs finances en dépend. Aussi la Commission propose-t-elle une procédure permettant de leur donner cette garantie.

A cette fin, les communes transmettront, chaque année, en temps opportun, au Fonds des travaux communaux la liste des travaux techniquement approuvés qu'elles comptent réaliser au cours de l'exercice suivant. De son côté, le Crédit communal de Belgique communiquera au Fonds ceux des travaux qui figurent sur cette liste qu'il compte financer par l'emprunt.

En possession de ces indications, le Fonds fera connaître aux communes intéressées le subside minimum sur lequel elles peuvent compter pour chaque travail prévu.

Si le volume des travaux effectivement réalisés par l'ensemble des communes est moins important que celui qui figurait sur la liste ayant permis de calculer le subside minimum, chaque commune bénéficiera, pour les travaux effectués par elle, d'un subside plus élevé dont le montant exact sera établi par le Fonds au moment du calcul définitif

die betreffende de hoofdwegen en autowegen, welke de Staat thans uitvoert en die voortaan tot de bevoegdheid der provincies zullen behoren overeenkomstig het nieuwe verdeelingsplan.

Het huidige regime, ingesteld bij Besluit van de Regent dd. 2 juli 1949 (herhaaldelijk gewijzigd) vertoont twee kenmerken :

1. — enerzijds subsidieert de Staat rechtstreeks de werken ondernomen door de gemeenten en de provincies (deze toelage bedraagt normaal 60 % van de globale uitgaven maar kan verhoogd worden voor de kleine gemeenten).

2. — anderzijds is de subsidie onderworpen aan controles in diverse stadia der procedure.

De Commissie is eenparig van mening dat deze twee mechanismen gerationaliseerd moeten worden. Deze procedure leidt tot vertragingen en storingen bij de verwezenlijking van het programma van openbare werken van gemeenten en provincies, zodanig dat hun autonomie ernstig in het gedrang komt, wat tenslotte schadelijk is voor het algemeen belang.

Toelagen.

In plaats van een dossier aan te leggen voor elk gesubsidieerd werk, zou het eenvoudiger en doeltreffender zijn dat de Staat voortaan jaarlijks aan alle gemeenten samen enerzijds en aan de provincies samen anderzijds het globale bedrag stort dat hij aan de openbare werken van gemeenten en provincies zal besteden. De gemeenten en provincies zullen onder elkaar deze dotatie verdelen overeenkomstig vast te stellen criteria.

1. — Het mechanisme voor het storten van deze dotaties kan gemakkelijk bepaald worden. Om te voorkomen dat de Staat zijn inspanning van jaar tot jaar zou verminderen, dient nochtans bepaald dat de dotatie niet lager zal mogen zijn dan het totaal der vorige toelagen en dat zij ieder jaar automatisch zal aangepast worden.

In de schoot van de Sectie heeft een lid in dit verband de vraag gesteld of het wijs is zonder meer een péréquation te voorzien ongeacht de economische conjunctuur. Verscheidene leden hebben nochtans aangestipt dat het Gemeentekrediet, waarover de Staat medezeggenschap heeft, rekening zal houden met de conjunctuur bij de toekenning van leningen. Overigens is het mogelijk dat in een periode van depressie de Staat het nodig acht zijn dotatie voor sommige werken te verhogen in plaats van ze te verlagen.

De aanpassingsmodaliteiten, o.m. de referentie-criteria, zullen aan een technisch onderzoek onderworpen worden; de Minister van Binnenlandse Zaken werd hierom verzocht.

2. — De jaarlijkse verdeling van de dotatie van de gemeenten en van de dotatie van de provincies stelt een reeks complexe vragen op technisch gebied. De Commissie kon dus zelf het onderzoek daarvan niet aanvaarden. Zij heeft beroep gedaan op de technici van Binnenlandse Zaken. Nochtans heeft zij het nodig geacht enkele principes te formuleren die de technische modaliteiten van de verdeling zullen moeten beheersen.

a) De verdeling moet gebeuren volgens objectieve normen.

b) Om het dynamisme der gemeenten en provincies te bevorderen worden de subsidies uit de dotatie door het fonds toegewezen voor werken waarmee reeds een aanvang werd gemaakt en niet voor werken die nog moeten aangevat worden. Wanneer de gemeente of de provincie een lening heeft aangegaan, mogen de subsidies dus gebruikt worden om deze lening af te lossen. Wanneer de gemeente of de provincie haar eigen middelen aanwendt, worden deze subsidies gestort op haar begroting.

c) Wanneer zij beslissen een werk aan te vatten moeten de gemeenten en de provincies weten op welke minimum-subsidie zij mogen rekenen. Dit is een elementair appreciatie-element. Hun financiële gezondheid staat op het spel. Derhalve stelt de Commissie een procedure voor waardoor deze waarborg verleend wordt.

Ieder jaar zullen de gemeenten daarom op het gepaste ogenblik aan het Fonds der gemeentewerken de lijst der technisch goedgekeurde werken overmaken welke zij tijdens het volgende dienstjaar willen verwezenlijken. Het Gemeentekrediet van België zal zijnerzijds aan het Fonds medelen welke werken, voorkomend op deze lijst, het wil financieren door middel van een lening.

Op grond van deze inlichtingen zal het Fonds aan de betrokken gemeenten medelen op welke minimum-toelage zij mogen rekenen voor elk voorzien werk.

Indien het volume der door de gemeenten effectief uitgevoerde werken minder belangrijk is dan wat voorzien werd op de lijst voor de berekening van de minimumtoelagen, dan zal elke gemeente voor de door haar uitgevoerde werken een hogere subsidie ontvangen waarvan het bedrag zal vastgesteld worden door het Fonds bij de definitieve

de la répartition de la dotation. La même procédure s'appliquera aux travaux provinciaux.

d) Sauf exceptions à déterminer, le subside ne peut excéder 60 % des dépenses engagées.

e) Au cours des travaux de la Section, le problème des petites communes a été longuement évoqué. D'une part, l'Etat intervient actuellement en leur faveur pour plus de 60 %. D'autre part, la faiblesse de leurs moyens leur permet plus difficilement d'emprunter auprès du Crédit communal. Enfin, le système du subside sur travaux entrepris risque de limiter davantage encore leurs possibilités de faire des travaux cependant indispensables.

Un membre a noté que la fusion des communes devrait théoriquement apporter une solution à ce problème. Comme il est possible que cette fusion ne se réalise pas d'une manière aussi générale qu'on pourrait l'espérer, il faut cependant trouver d'autres solutions. La première qui vient à l'esprit est celle des intercommunales; mais elle ne s'appliquera pas aux travaux qui ne concerneraient réellement qu'une seule petite commune. Dans ces cas, ce membre estime que la solution serait peut-être de décider que la province se substituera à la commune pour faire en sa faveur les travaux nécessaires qu'elle est incapable d'entreprendre.

D'autres membres ont redouté une telle solution, qui encouragerait les petites communes à ne rien faire et pourrait provoquer la rancœur de communes qui ne bénéficieraient pas du même avantage. Au surplus, la solution préconisée pourrait n'être pas valable lorsque la province elle-même dispose de moyens trop limités.

A la suite de cet échange de vues, la Section a proposé que, sans toucher à l'économie générale du système envisagé, le Département de l'Intérieur étudie les correctifs techniques à prévoir en faveur des petites communes.

Lorsque la Commission a pris connaissance des propositions de la Section, la question a été à nouveau débattue. Plusieurs membres ont fait valoir qu'il serait injustifiable de réserver aux petites communes le bénéfice de certains correctifs. Le système général de subside qui est préconisé peut également mettre en difficulté des communes plus importantes. En fait, ce sont les communes dont la situation financière est gravement obérée qui doivent recevoir une aide particulière.

Pour rencontrer cette préoccupation, la Commission a finalement décidé qu'une quotité à déterminer de la dotation annuelle serait consacrée à accorder à ces communes un subside complémentaire.

3. — En ce qui concerne les constructions scolaires, la Commission a estimé qu'il convient de transposer le système préconisé pour les autres travaux publics. L'Etat versera annuellement à un fonds la dotation de 600 millions prévue par le Pacte scolaire. Cette dotation sera répartie entre les communes et les provinces qui construisent des écoles communales et provinciales. Conformément aux stipulations du Pacte scolaire, les subsides accordés au moyen de la dotation représenteront 60 % des dépenses engagées.

Contrôle.

Les multiples contrôles que l'Etat exerce actuellement sur les travaux qu'il subventionne constituent un frein inutile. Aussi la Commission a-t-elle unanimement estimé que les décisions des communes et des provinces d'accomplir de tels travaux ne doivent plus être soumises au contrôle d'opportunité de l'Etat. Les projets des communes devraient, à l'avenir, être uniquement soumis au contrôle technique de l'administration provinciale.

B. — Travaux publics de l'Etat.

Les grands travaux d'infrastructure que l'Etat doit continuer à assumer — voies navigables, barrages érigés ou à ériger sur les voies navigables, ports, autoroutes, etc. — constitueront la contrepartie nécessaire d'une large décentralisation des autres travaux publics.

Aussi la Commission s'est-elle attachée à formuler certains principes destinés à rendre l'action de l'Etat plus efficace en ce domaine.

1. — Il a été unanimement considéré que ces grands travaux doivent se faire désormais dans le cadre d'une programmation s'étendant sur un nombre suffisant d'années.

Pour que cette programmation produise tous les effets qu'on doit en attendre, il a été insisté sur la nécessité de l'élaborer en tenant compte d'une part, de la rentabilité des travaux à entreprendre et d'autre part, des besoins des différentes régions du pays.

Trop de grands travaux ont été réalisés dans le passé, alors que les travaux complémentaires nécessaires pour assurer leur rentabilité étaient indéfiniment ajournés. Une programmation correcte est seule capable de remédier à cet inconvénient, en évitant de réaliser de grands travaux sans connaître exactement leur rentabilité.

D'autre part, c'est à l'occasion de cette programmation qu'il sera possible de déterminer avec clarté les grands travaux à accomplir pour répondre équitablement aux besoins des différentes régions.

berekening van de verdeling der dotatie. Deze procedure zal eveneens van toepassing zijn voor de provinciale werken.

d) Behalve uitzonderlijke gevallen welke dienen bepaald, mag de subsidie 60 % van de aangegane uitgaven niet overschrijden.

e) De Sectie heeft veel aandacht besteed aan de kleine gemeenten. Enerzijds komt de Staat thans voor hen tussenbeide voor meer dan 60 %. Anderzijds kunnen zij, ingevolge hun geringe middelen, moeilijker een lening bekomen bij het Gemeentekrediet. Tenslotte dreigt het systeem van toelagen voor reeds aangegane werken hen nog meer te hinderen bij het uitvoeren van nochtans noodzakelijke werken.

Een lid heeft opgemerkt dat de samenvoeging van gemeenten theoretisch een oplossing moet bieden. Maar vermits de samensmelting wellicht minder algemeen zal zijn dan men hoopt, moeten andere oplossingen gevonden worden. De eerste waaraan men denkt is wellicht die der intercommunales, doch deze is niet bruikbaar voor werken in slechts één kleine gemeente. Het lid meent dat in dit geval de provincie wellicht in de plaats van de gemeente moet optreden om de onontbeerlijke werken uit te voeren welke deze gemeente niet aankan.

Andere leden vreesden dat deze oplossing de kleine gemeenten zou aansporen tot immobilisme en de andere gemeenten zou ontstemmen. Bovendien zou de voorgestelde oplossing niet doeltreffend zijn, wanneer de provincie zelf niet beschikt over ruime middelen.

Derhalve heeft de Sectie besloten niet te raken aan de algemene opvatting van het overwogen systeem en heeft zij het Departement van Binnenlandse Zaken gevraagd welke technische correctieven dienen voorzien ten gunste van de kleine gemeenten.

Deze voorstellen van de Sectie werden door de Commissie aan een nieuw onderzoek onderworpen. Verschillende leden waren van mening dat het verlenen van zekere correctieven uitsluitend voor kleine gemeenten niet billijk zou zijn. Het voorgestelde subsidie-systeem kan ook meer belangrijke gemeenten in moeilijkheden brengen. In feite zijn het de gemeenten met een ongunstige financiële toestand die een bijzondere hulp moeten ontvangen.

Om tegemoet te komen aan deze bezorgdheid heeft de Commissie tenslotte besloten dat een nader te bepalen deel van de jaarlijkse dotatie zou dienen om aan deze gemeenten een bijkomende toelage te verlenen.

3. — Voor het optrekken van schoolgebouwen heeft de Commissie het wenselijk geacht het systeem over te nemen dat voorgesteld werd voor de andere openbare werken. De Staat zal jaarlijks in een fonds de dotatie van 600 miljoen storten voorzien door het Schoolpakt. Deze dotatie zal verdeeld worden tussen de gemeenten en provincies die gemeentelijke en provinciale scholen bouwen. De subsidies toegewezen uit deze dotatie zullen 60 % der aangegane uitgaven vertegenwoordigen overeenkomstig de bepalingen van het Schoolpakt.

Controle.

De talrijke controles welke de Staat thans uitoefent op de werken welke hij subsidieert zijn een nutteloze rem. De Commissie was dan ook eenparig van oordeel dat de beslissingen van de gemeenten en provincies terzake niet meer dienen onderworpen aan de opportuïteitscontrole van de Staat. De projecten van de gemeenten zouden voortaan uitsluitend onderworpen zijn aan de technische controle van de provinciale administratie.

B. — Openbare werken van de Staat.

De grote infrastructuurwerken welke de Staat moet blijven uitvoeren — bevaarbare waterwegen, bestaande of toekomstige stuwen op de bevaarbare waterwegen, havens, autowegen, enz. — zullen de noodzakelijke tegenhanger vormen van een ruime decentralisatie van de overige openbare werken.

Derhalve heeft de Commissie gepoogd enkele principes te formuleren met het oog op een meer doeltreffende actie van de Staat op dit gebied.

1. — Eenparig was men van mening dat deze grote werken voortaan moeten uitgevoerd worden in het raam van een programmatie gespreid over een voldoende aantal jaren.

Opdat deze programmatie alle verwachte effecten zou sorteren, werd aangedrongen opdat zij zou gebeuren rekening houdend met, enerzijds, de rentabiliteit der geplande werken, en anderzijds, de behoeften der verschillende gewesten.

In het verleden werden te veel grote werken uitgevoerd, terwijl de aanvullende werken, vereist om de rentabiliteit der grote werken te verzekeren, voor onbepaalde tijd uitgesteld werden. Alleen een correcte programmatie kan zulks verhelpen door te vermijden dat grote werken worden aangevat waarvan de rentabiliteit niet nauwkeurig bekend is.

Anderzijds zal het naar aanleiding van deze programmatie mogelijk zijn duidelijk te bepalen welke werken dienen uitgevoerd om de behoeften der verschillende gewesten adequaat te bevredigen.

2. — Au cours des travaux de la Section, un membre s'est demandé si les budgets annuels, établis dans le cadre de cette programmation, ne devraient pas refléter, dans leur présentation, l'effort fait par l'Etat en faveur des différentes régions. Techniquement, ceci reviendrait à grouper, dans le budget annuel, les dépenses d'investissement de l'Etat relatives aux grands travaux d'infrastructure, selon les régions dans lesquelles ces dépenses seront effectuées.

Deux autres membres ont déclaré n'être pas partisans de cette formule, car elle donnerait, à leur avis, une image inexacte des avantages que retire chaque région des grands travaux accomplis : ainsi une telle présentation ferait croire que seule la région anversoise a bénéficié du fait que les travaux de l'autoroute Anvers-Liège ont commencé à Anvers, alors qu'il est établi que la région liégeoise avait, elle aussi, un intérêt certain à ce que ces travaux commencent à Anvers et non à Liège. En donnant une image inexacte de la réalité, la présentation régionale des crédits pourrait conduire, sous la pression de l'opinion publique, à une dispersion anti-économique des grands travaux, préjudiciable à l'intérêt général comme à l'intérêt des régions elles-mêmes.

Le membre qui avait proposé la régionalisation de ces crédits souhaite que la question soit plus approfondie, par référence notamment à l'expérience française.

Sans reprendre le débat, la Commission a finalement décidé de laisser cette question ouverte.

3. — Pour la construction des autoroutes, il a été recommandé que l'Etat fasse appel, chaque fois qu'il l'estime opportun, à des intercommunales du type de l'intercommunale E 3 ou à des sociétés mixtes, constituées au moyen de capitaux publics et privés.

4. — Enfin, une large déconcentration a été jugée nécessaire pour tout ce qui touche à la construction et à la gestion des bâtiments de l'Etat. Ici aussi, la centralisation rend l'action de l'Etat trop rigide et trop lente. A l'avenir, les responsabilités seraient utilement exercées dans ce domaine, soit par des autorités déconcentrées dotées de pouvoirs réels de décision, soit même par des régions nationales déconcentrées dotées des mêmes pouvoirs et tenant une comptabilité de type industriel.

II. — Travaux relevant du domaine de la Santé publique.

Il s'agit ici des travaux que les communes (ou les C. A. P.) et les provinces réalisent déjà actuellement, avec l'aide financière et sous le contrôle du Département de la Santé publique et de la Famille (notamment les centres de santé, hôpitaux, ainsi que les abattoirs, etc.).

Le régime actuel, tel qu'il est défini par l'arrêté du Régent du 2 juillet 1949, est en tous points semblable à celui qui existe en matière de travaux publics communaux et provinciaux. Il comporte les mêmes inconvénients.

Aussi, la Commission a-t-elle unanimement estimé qu'une réforme identique s'impose. Compte tenu du caractère spécial de ces travaux, elle a cependant considéré que le contrôle technique des projets — à l'exclusion de tout contrôle d'opportunité — devrait continuer à être assuré par l'Etat.

Au cours de l'échange de vues au sein de la Section, un membre a signalé que pour la construction d'hôpitaux, les C. A. P. devraient se voir prescrire de présenter des dossiers complets et non, comme aujourd'hui, des dossiers fractionnés par catégories de travaux.

III. — Logement.

La politique du logement se fait actuellement dans le cadre d'une législation (loi du 27 juin 1956) qui institue, sur le plan de la conception, un Institut national du Logement et, sur le plan de l'action, une Société nationale du Logement ainsi que des sociétés locales ou régionales agréées. L'Etat finance les investissements de la Société nationale du Logement. Cette Société, de même que la Caisse générale d'Epargne et de Retraite, accorde des emprunts à ceux qui désirent acquérir une habitation sociale. L'Etat leur apporte son aide, sous diverses formes.

Il résulte de cette organisation que la politique du logement est extrêmement centralisée. Sans supprimer les institutions existantes, la Commission a unanimement considéré que des mesures de décentralisation devraient intervenir, afin d'associer plus étroitement les milieux provinciaux à une tâche pour laquelle ils ont une meilleure connaissance des situations régionales que l'Etat.

Tant pour empêcher l'arbitraire de l'administration provinciale que pour associer à la politique de logement tous les organismes compétents de la région, la Commission a estimé que les compétences décentralisées devraient être exercées, en la matière, par des Comités provinciaux de Logement composés de représentants de la Province, du Comité régional d'aménagement du territoire, des sociétés agréées et des organismes qui favorisent la construction d'habitations sociales.

2. — Tijdens de werkzaamheden van de Sectie heeft een lid de vraag gesteld op de presentatie van de jaarlijkse begrotingen, vastgesteld in het raam van deze programmering, de inspanning van de Senaat ten bate der verschillende gewesten niet moet weerspreiden. Technisch gezien betekent zulks een hergroepering, in het jaarlijks budget, van de investeringsuitgaven van de Staat voor grote infrastructuurwerken volgens de gewesten waar deze uitgaven gedaan worden.

Twee andere leden waren deze formule niet genegen omdat zij naar hun mening een onjuist beeld zou geven van de voordelen welke iedere streek uit de grote werken haalt : zo zou een dergelijke vaststelling doen geloven dat alleen het Antwerpse baat heeft bij het feit dat met de autoweg Antwerpen-Luik te Antwerpen begonnen werd, terwijl het vaststaat dat het Luikse evenzeer gebaat was bij het feit dat de werken te Antwerpen en niet te Luik gestart zijn. Aldus zou de regionale inleiding der kredieten, onder de druk van de openbare opinie, kunnen leiden tot een anti-economische versnippering der grote werken die noodlottig zou zijn voor het algemeen welzijn maar ook voor de streekontwikkeling.

Het lid dat de regionalisatie van deze kredieten had voorgesteld wenst dat de kwestie zou onderzocht worden, o.m. in het licht van de Franse ervaringen.

De Commissie heeft deze kwestie tenslotte in beraad gehouden.

3. — Voor het bouwen van autowegen werd aanbevolen dat de Staat, telkens wanneer hij zulks wenselijk acht, een beroep zou doen op intercommunales van het type E.3 of op gemengde maatschappijen opgericht met overheids- en privé-kapitaal.

4. — Tenslotte werd een ruime deconcentratie noodzakelijk geacht voor alles wat verband houdt met het optrekken en het beheren van rijksgebouwen. Ook hier is de centralisatie oorzaak van een strak en traag optreden. Voortaan zou de verantwoordelijkheid terzake met goed gevolg kunnen gedragen worden hetzij door gedeconcentreerde instanties beschikkend over een reële beslissingsmacht, hetzij door gedeconcentreerde nationale regio's, beschikkend over dezelfde machten die er een industriële boekhouding op nahouden.

II. — Werken op het gebied van de Volksgezondheid.

Dit zijn de werken welke de gemeenten (of de C. O. O.) en de provincies thans reeds uitvoeren met de financiële bijstand en onder de controle van het departement van Volksgezondheid en van het Gezin (o.m. slachthuizen, hospitalen, gestichten, gezondheidscentra, enz.).

Het huidige regime, bepaald bij besluit van de Regent d.d. 2 juli 1949 is in alle opzichten gelijk aan dat inzake gemeentelijke en provinciale openbare werken. Het biedt ook dezelfde nadelen.

Derhalve was de Commissie eenparig van mening dat een identieke hervorming vereist is. Gelet op de speciale aard van deze werken heeft zij nochtans geoordeeld dat de technische controle der projecten — met uitzondering van elke opportuniteitscontrole — tot de bevoegdheid van de Staat moet blijven behoren.

Tijdens de gedachtenwisseling in de Sectie heeft een lid gesignaleerd dat in verband met het bouwen van hospitalen, aan de C. O. O. de verplichting moet worden opgelegd volledige dossiers in te dienen en niet, zoals thans, fragmentaire dossiers voor diverse categorieën van werken.

III. — Huisvesting.

Het beleid inzake huisvesting wordt thans beheerst door de wet van 27 juli 1956 krachtens dewelke op het vlak der conceptie een Nationaal Instituut voor Huisvesting opgericht werd en op het aktieveld een Nationale Maatschappij voor Huisvesting alsook geagreëerde lokale of gewestelijke maatschappijen. De Staat financiert de investeringen van de Nationale Maatschappij voor Huisvesting. Deze Maatschappij, evenals de Algemene Spaar- en Lijfrentekas, staan leningen toe aan hen die een sociale woning willen bouwen. De Staat verleend hulp onder diverse vormen.

Deze organisatie heeft geleid tot een uiterst gecentraliseerd huisvestingsbeleid. Zonder de bestaande instellingen af te schaffen heeft de Commissie eenparig besloten dat decentralisatiemaatregelen moeten getroffen worden om de provincies nauwer te betrekken bij een aktie die zij kunnen voeren met meer kennis van de regionale toestanden van de Staat.

Om een willekeurig optreden van de provinciale administratie te verhinderen en om alle bevoegde streekorganismen bij het huisvestingsbeleid te betrekken, heeft de Commissie geoordeeld dat de gedecentraliseerde bevoegdheden terzake dienen uitgeoefend door provinciale huisvestingscomités, samengesteld uit vertegenwoordigers van de Provincie, het Gewestelijk Comité voor ruimtelijke ordening, de geagreëerde maatschappijen en de organismen die het bouwen van sociale woningen bevorderen.

Dans cet esprit, la Commission s'est arrêtée au système suivant.

1. — Les crédits qui sont actuellement affectés à la politique du logement sont désormais versés, annuellement, à des Comités provinciaux de Logement composés comme il est dit ci-dessus.

2. — La part de ces crédits qui revient à chaque Comité est établie selon des critères objectifs, pondérés et automatiques.

Un membre a noté que cette répartition doit tenir compte du fait que la situation varie fort d'une province à l'autre. Aussi ne suffirait-il pas, par exemple, de se fonder sur les critères du chiffre de la population et du nombre de taudis. Le critère de l'âge moyen des constructions, entre autres, devrait également être introduit.

Afin de répondre à cette préoccupation, il a été convenu que les critères de répartition devraient être assez nombreux et diversifiés pour tenir compte de toutes les situations. C'est le sens qu'il faut donner à l'expression « critères pondérés ».

3. — Chaque Comité provincial de Logement

a) établit le programme provincial de logement et fixe les priorités, sous le contrôle de l'Etat ou de la Société nationale du Logement;

b) répartit, dans le cadre de ce programme et compte tenu des priorités fixées, les crédits mis à sa disposition entre les sociétés de logement agréées. Cette répartition est effectuée selon des critères objectifs et pondérés. Afin de pouvoir répondre adéquatement aux situations locales, l'application de ces critères n'est pas automatique.

IV. — Travaux relevant du domaine de l'Agriculture.

Sont visés ici les travaux que les communes, les provinces et les associations des polders et de wateringen réalisent déjà actuellement avec l'aide financière et sous le contrôle du Département de l'Agriculture (amélioration de cours d'eau non naviguables ni flottables, voies d'évacuation, digues, etc.).

Le régime instauré par arrêté du Régent du 2 juillet 1949 présente les mêmes caractéristiques — et les mêmes inconvénients — que le régime applicable en matière de travaux publics communaux et provinciaux.

Aussi la Commission estime-t-elle unanimement qu'une réforme analogue s'impose. Compte tenu cependant du fait que ces travaux relèvent d'une technique très spécialisée, la Commission admet que les projets puissent, à la demande des autorités responsables, continuer à être établis par l'Etat. A défaut, elle considère qu'ils doivent en tout cas être soumis à son contrôle technique.

V. — Urbanisme.

Le régime instauré par la loi du 29 mars 1962 comporte des inconvénients auxquels la Commission unanime estime qu'il faut remédier.

D'une part, le plan national d'aménagement du territoire, qui devrait servir de cadre général aux plans régionaux, de secteurs et communaux, n'a pas encore été fixé.

D'autre part, la procédure relative aux plans communaux est d'une complexité telle qu'il faut un délai minimum de deux ans pour obtenir l'arrêté royal d'approbation. La plus légère modification aux plans approuvés est soumise à une procédure analogue.

Dans ces conditions, la Commission estime que des mesures doivent être prises, tant au niveau du plan national qu'au niveau des plans communaux.

Plan national.

Ce plan devrait être fixé dès que possible, par arrêté royal pris de l'avis conforme de la Commission nationale de l'Aménagement du Territoire.

Si la procédure proposée ci-dessous pour les plans communaux est approuvée, l'Administration centrale disposera désormais du temps nécessaire pour se consacrer à cette tâche essentielle.

Plans communaux.

Tout en assouplissant les procédures actuelles, il faut éviter que les décisions relatives aux plans communaux soient purement et simplement remises aux pouvoirs locaux et provinciaux. Le contrôle du pouvoir central reste nécessaire, à la fois pour assurer le respect du plan national, pour garantir la synthèse harmonieuse des plans régionaux et locaux, et pour protéger les pouvoirs locaux et provinciaux contre la tentation de prendre des décisions trop inspirées de l'opportunité politique.

In dat perspectief heeft de Commissie het volgende regime aanbevolen:

1. — De kredieten die thans gebruikt worden voor de huisvesting zullen voortaan jaarlijks aan provinciale huisvestingscomités worden gestort samengesteld zoals hierboven voorzien.

2. — Jaarlijks worden deze kredieten tussen deze comités volgens objectieve, gepondereerde en automatische criteria verdeeld.

Een lid heeft aangestipt dat deze verdeling rekening moet houden met het feit dat de toestand van provincie tot provincie sterk verschilt. Het zou b.v. niet volstaan zich te baseren op de criteria van het bevolkingscijfer en van het aantal krotten. Ook o.m. het criterium van de gemiddelde ouderdom der gebouwen dient gebruikt.

Derhalve werd overeengekomen dat de verdelingscriteria zeer talrijk en gediversifieerd moeten zijn om rekening te houden met alle toestanden. Dit is de betekenis van de uitdrukking « gepondereerde criteria ».

3. — Elk provinciaal huisvestingscomité.

a) stelt het provinciaal huisvestingsprogramma vast alsmede de prioriteiten onder controle van de Staat of van de Nationale Maatschappij voor Huisvesting;

b) verdeelt, in het raam van dit programma en rekening houdend met de prioriteiten, de kredieten tussen de aangenomen huisvestingsmaatschappijen. Deze verdeling gebeurt overeenkomstig objectieve en gepondereerde criteria. Om de lokale toestanden adequaat te kunnen behandelen, zal de toepassing van deze criteria niet automatisch zijn.

IV. — Werken op het gebied van de landbouw.

Dit zijn de werken welke de gemeenten, de provincies en de verenigingen van polders en wateringen nu reeds uitvoeren met de financiële steun en onder toezicht van het departement van Landbouw (verbetering der niet bevaarbare waterwegen, afwateringen, dijken, enz.).

Het regime ingesteld bij besluit van de Regent d.d. 2 juli 1949 heeft dezelfde kenmerken — en nadelen — als het regime van toepassing inzake gemeentelijke en provinciale openbare werken.

De Commissie is derhalve unaniem van oordeel dat hier een analoge hervorming dient toegepast. Daar deze werken een zeer gespecialiseerde techniek vergen, aanvaardt de Commissie dat de ontwerpen, op verzoek der verantwoordelijke instanties, zoals voorheen door de Staat opgesteld worden. Zoniet moeten zij in elk geval aan de technische controle van de Staat onderworpen worden.

V. — Urbanisme.

Het regime ingesteld bij de wet van 29 maart 1963 vertoont gebreken welke de Commissie unaniem wil verhelpen.

Enerzijds werd het nationaal plan voor de ruimtelijke ordening, dat als algemeen kader moest dienen voor de gewestelijke, sectoriële en gemeentelijke plannen, nog niet vastgesteld.

Anderzijds is de procedure betreffende de gemeentelijke plannen zo complex dat een minimum termijn van 2 jaar vereist is om de goedkeuring ervan bij koninklijk besluit te bekomen. De geringste wijziging aan de goedgekeurde plannen is aan een analoge procedure onderworpen.

In die omstandigheden is de Commissie van mening dat maatregelen dienen getroffen zowel op het nationaal vlak als op het niveau der gemeentelijke plannen.

Nationaal plan.

Dit plan dient zo spoedig mogelijk vastgesteld bij Koninklijk Besluit overeenkomstig gelijkkluidend advies van de Nationale Commissie voor Ruimtelijke Ordening.

Indien de voorgestelde procedure voor de gemeentelijke plannen goedgekeurd wordt, zal de centrale administratie voortaan over de nodige tijd beschikken om zich aan deze essentiële taak te wijden.

Gemeentelijke plannen.

Bij het versoepelen der huidige procedures dient vermeden dat de beslissingen betreffende de gemeentelijke plannen zonder meer zouden toevertrouwd worden aan de lokale en provinciale overheden. De controle van het centrale gezag blijft vereist voor de handhaving van het nationaal plan, voor een harmonische synthese van de gewestelijke en lokale plannen en om de lokale en provinciale overheden te beschermen tegen de bekoring beslissingen te treffen die al te zeer geïnspireerd zouden zijn door politieke opportuniteits-overwegingen.

A cet égard, l'Etat doit assumer la double responsabilité

- de fixer les normes selon lesquelles doivent être établies les études régionales et locales d'aménagement du territoire;
- d'assurer en toutes circonstances la concordance des plans communaux avec le plan national.

Quant à l'approbation des plans communaux, deux solutions ont été d'abord envisagées.

Un membre s'est demandé si la meilleure formule ne serait pas de déconcentrer le pouvoir d'approuver les plans communaux, au lieu de le décentraliser. Ce pouvoir serait confié, par la loi, au directeur provincial de l'Urbanisme.

Cette formule n'a cependant pas paru adéquate à d'autres membres. Ceux-ci ont fait valoir que la déconcentration ne donnerait pas les effets utiles escomptés: même s'il tient sa compétence de la loi, le directeur provincial de l'Urbanisme restera soumis, en effet, au pouvoir hiérarchique de l'Administration centrale, qui pourra exiger qu'il lui soumette tous ses projets de décisions. Dans ces conditions, un membre s'est demandé si la meilleure solution ne serait pas de confier l'approbation des plans communaux au Conseil provincial ou à la Députation permanente, sur avis conforme d'une Commission technique restreinte composée de personnes réellement compétentes en matière d'urbanisme.

Pour concilier les différentes préoccupations en présence, il a finalement été convenu de recourir à un procédé qui combine la déconcentration et la décentralisation. Le système retenu consiste à faire approuver désormais les plans communaux par la Députation permanente, mais sur proposition conforme du Directeur provincial de l'Urbanisme et après avis de la Commission régionale d'Aménagement du Territoire. La même procédure sera appliquée aux modifications et dérogations.

VI. — Travaux et tâches relevant d'autres domaines de la gestion administrative.

La Commission a unanimement estimé que les principes dégagés par elle dans les rubriques qui précèdent doivent être appliqués à d'autres domaines de la gestion administrative. Une œuvre parallèle de décentralisation et de déconcentration doit être accomplie, notamment, dans le domaine de la politique sociale, en ce compris les questions relatives aux pensions, aux allocations de chômage et à la main-d'œuvre étrangère.

A cette fin, la Commission recommande que le Gouvernement dresse aussitôt que possible, à l'intervention de chaque Ministre, la liste des mesures de décentralisation et de déconcentration qui devront être prises, pour chaque Département, par le pouvoir exécutif ou par le législateur.

SECTION 2.

DECISIONS DES COMMUNES ET DES PROVINCES.

I. — Généralités.

1. — De l'avis unanime, une grande partie des excès de la tutelle est due au fait que la notion d'intérêt général n'a jamais été définie par la loi. Il en est de même de la notion d'intérêt local. Aussi, il arrive souvent que des mesures de tutelle, prises au nom de l'intérêt général, sans motivation précise, blessent inutilement l'intérêt local.

Au cours de ses travaux, la Section avait préconisé que, pour remédier à cet état de choses, les notions d'intérêt général et d'intérêt local reçoivent désormais une définition légale. Elle ne s'était pas dissimulé, cependant, qu'il serait difficile et peut-être même hasardeux d'enfermer ces notions, malaisément cernables sur le plan purement juridique, dans une définition exhaustive ayant force de loi.

Compte tenu de cette difficulté, la Commission a donné sa préférence à une solution moins abstraite. Elle recommande qu'à l'avenir l'autorité qui invoque l'intérêt général soit tenue de motiver en fait et en droit le recours à cette notion. Cette obligation permettra la formation progressive d'une jurisprudence en la matière.

2. — Un autre facteur défavorable réside dans les règles relatives aux délais accordés au pouvoir central pour exercer ses prérogatives de tutelle.

A cet égard, deux améliorations s'imposent.

a) Les délais dont dispose l'autorité de tutelle devraient désormais lui être impartis, non seulement pour prendre sa décision, mais aussi pour la notifier. Entre la décision et sa notification, il s'écoule trop souvent aujourd'hui un laps de temps inadmissible.

Aan de Staat dient terzake een dubbele verantwoordelijkheid toe-
vertrouwd om

- de normen vast te stellen voor het opstellen van regionale en lokale surveys van ruimtelijke ordening
- in alle omstandigheden het nationaal plan te doen eerbiedigen door de gemeentelijke plannen.

Inzake de goedkeuring van de gemeentelijke plannen werden eerst twee oplossingen overwogen.

Een lid heeft de vraag gesteld of de beste formule niet zijn zou de bevoegdheid voor het goedkeuren der gemeentelijke plannen te deconcentreren in plaats van ze te decentraliseren. Deze bevoegdheid zou bij de wet verleend worden aan de provinciale directeur van het Urbanisme.

Deze formule leek andere leden niet adequaat. Zij deden opmerken dat de deconcentratie niet het verwachte nuttige effect zou opleveren: zelfs zo hij zijn bevoegdheid ontleent aan de wet, zou de provinciale directeur van het Urbanisme immers onderworpen blijven aan het hiërarchisch gezag van de centrale administratie die kan eisen dat haar alle ontwerp-beslissingen voorgelegd worden.

Derhalve heeft een lid de vraag gesteld of de beste oplossing niet zou zijn de goedkeuring van de gemeentelijke plannen toe te vertrouwen aan de Provinciale Raad of aan de Bestendige Deputatie overeenkomstig gelijklozend advies van een beperkte technische commissie samengesteld uit personen die inzake urbanisme een reële bevoegdheid bezitten.

Om de verschillende bekommernissen te verzoenen werd tenslotte besloten een procédé toe te passen dat de deconcentratie combineert met decentralisatie. Het voorgestelde systeem bestaat erin voortaan de gemeentelijke plannen te laten goedkeuren door de Bestendige Deputatie maar overeenkomstig gelijklozend voorstel van de provinciale directeur van het Urbanisme en na advies van de gewestelijke commissie voor ruimtelijke ordening. Dezelfde procedure zou toegepast worden op de wijzigingen en afwijkingen.

VI. — Werken en taken op andere terreinen van het administratief beheer.

De Commissie was eenparig van oordeel dat de principes door haar in de voorgaande rubrieken geformuleerd moeten toegepast worden op andere terreinen van het administratief beheer. Een parallelle decentralisatie en deconcentratie dient verwezenlijkt, o.m. inzake sociaal beleid, inclusief de kwesties i.v.m. pensioenen, werkloosheidsvergoedingen en buitenlandse werkkrachten.

Derhalve beveelt de Commissie aan dat de Regering zo spoedig mogelijk met de medewerking van alle ministers, een lijst zou opstellen van de decentralisatie- en deconcentratie maatregelen welke voor elk departement dienen genomen door de Uitvoerende Macht of door de Wetgever.

SECTIE 2.

BESLISSINGEN VAN GEMEENTEN EN PROVINCIËS.

I. — Algemene beschouwingen.

1. — Eenparig wordt erkend dat een groot deel van de overdrijvingen der voogdij te wijten zijn aan het feit dat het begrip « algemeen belang » nooit door de wet bepaald werd. Hetzelfde geldt voor het begrip « lokaal belang ». Zo gebeurt het dan dat voogdijmaatregelen, getroffen in de naam van het algemeen belang, zonder enig nut lokale belangen schaden.

De sectie had derhalve voorgesteld dat de begrippen algemeen nut en plaatselijk nut voortaan wettelijk gedefinieerd zouden worden. Nochtans verheelde zij zich niet dat het moeilijk en zelfs gewaagd zou zijn deze begrippen, die op het zuiver juridisch vlak moeilijk te vatten zijn, vast te leggen in een volledige definitie met kracht van wet.

Gezien deze moeilijkheid heeft de Commissie de voorkeur gegeven aan een minder abstracte oplossing. Zij wenst dat de overheid die het algemeen belang inroep, haar beroep op dit begrip in rechte en in feite zou motiveren. Deze verplichting zal de geleidelijke normen van een rechtspraak terzake mogelijk maken.

2. — Een andere ongunstige faktor schuilt in de regeling inzake de termijnen aan het centraal gezag opgelegd voor het uitoefenen van zijn voogdij.

Twee verbeteringen zijn vereist:

a) De termijnen waarover het voogdigezag beschikt zouden voortaan moeten opgelegd worden niet alleen voor het treffen van een beslissing, maar ook voor de betekening ervan. Tussen beslissing en betekening verloopt thans al te dikwijls al te veel tijd.

b) La prolongation des délais — qui ne peut intervenir qu'une fois, mais pour une durée indéfinie — devrait désormais comporter, comme les délais eux-mêmes, une limite de temps strictement précisée par la loi.

3. — Certaines mesures de tutelle sont tombées en désuétude. Il convient de les éliminer de la législation.

4. — La multiplication des échelons de tutelle constitue un frein inutile. Le principe devrait être désormais que la tutelle s'exerce à un seul échelon, un autre échelon n'étant prévu, lorsqu'il y a lieu, que pour les recours. Nous trouverons l'application de ce principe dans différentes matières examinées ci-dessous.

5. — Enfin, la protection des libertés individuelles exige que les citoyens disposent d'un recours contre l'arbitraire administratif. Pour leur ouvrir ce recours, il convient d'exiger désormais que toute décision des Administrations soit motivée.

II. — Barèmes et régime social du personnel des communes et des provinces.

Cette question a fait l'objet d'un long échange de vues au sein de la Section.

Un membre a exposé qu'il s'agit ici d'une matière où, dans l'intérêt bien compris des communes et des provinces, il faudrait non pas accentuer la décentralisation mais, au contraire, procéder à une certaine recentralisation.

Dans la mesure même où les communes et les provinces recevront des compétences accrues, elles seront obligées d'étouffer leurs administrations. Si une pleine autonomie leur est laissée en matière de barèmes et de régime social, elles risquent d'être soumises à de constantes surenchères. D'autre part, la diversité des statuts rend aujourd'hui difficile, sinon impossible, le passage des agents d'une administration communale dans une administration provinciale ou de l'Etat ou vice versa, de même que leur passage dans le secteur privé. Ce cloisonnement est manifestement nuisible à l'intérêt général.

Pour l'ensemble de ces motifs, il y aurait lieu, de l'avis de ce membre, d'appliquer au personnel communal et provincial le statut pécuniaire et social des Agents de l'Etat. Ce système existe déjà pour le personnel enseignant et fonctionne à la satisfaction de tous.

Si cette solution paraissait inapplicable, il pourrait être envisagé, soit de doter le personnel communal et provincial d'un statut national propre, inspiré du statut des Agents de l'Etat mais tenant compte des particularités nécessaires, soit à la rigueur de réaliser un statut par province.

En tout état de cause, le statut serait élaboré par le Ministère de l'Intérieur, avec la participation de délégués des communes, des provinces et des syndicats. Il pourrait faire l'objet d'un arrêté royal pris en vertu d'une loi. Le statut dont bénéficierait actuellement les agents en service leur serait maintenu, à titre de droits acquis.

Au cours de la discussion qui a suivi, les éléments suivants ont été dégagés.

a) Un statut uniforme serait entièrement inapplicable au personnel ouvrier. Chaque commune doit, en effet, lorsqu'elle engage ce personnel, tenir compte des salaires et avantages accordés à cette catégorie de travailleurs dans le secteur privé. Pour résoudre cette difficulté, il a été envisagé qu'à l'avenir, les ouvriers des administrations communales et provinciales jouissent des salaires horaires reconnus, en vertu des conventions collectives, aux ouvriers du secteur privé de la région.

b) Quant au personnel administratif et de la police, certains membres se sont déclarés favorables à l'instauration d'un statut national uniforme, tandis que d'autres ont estimé qu'il serait sans doute difficile, techniquement et politiquement, d'élaborer un tel statut et de définir l'autorité qui en serait chargée.

c) Sur la question des carrières mixtes, tous les membres ont souhaité la levée des obstacles qui empêchent le passage des agents d'une administration dans une autre ou dans le secteur privé. Ils ont observé qu'il suffit à cet égard d'aménager le régime des pensions. Dans cette perspective il appartiendra aux pouvoirs publics, et spécialement à l'Etat, de se défendre, par une politique réaliste en matière de traitements, contre le passage des agents de valeur dans le secteur privé.

Lorsque la Commission a réexaminé l'ensemble de ces questions, elle a constaté qu'en son sein les avis étaient partagés. Le problème n'étant pas d'une importance fondamentale pour l'accord national à conclure, elle a décidé de ne pas le trancher. Elle a tenu cependant à affirmer la nécessité, reconnue par tous ses membres, de faciliter les carrières mixtes.

b) De verlenging der termijnen — slechts éénmaal maar voor een onbepaalde duur toegestaan — zou voortaan, zoals de termijnen zelf, een tijdslijniet moeten hebben, nauwkeurig gepreciseerd in de wet.

3. — Zekere voogdijmaatregelen zijn in onbruik geraakt. Zij moeten geschrapt worden.

4. — De vermenigvuldiging der voogdij-niveaus is een nutteloze rem. Voortaan zou het principe moeten zijn dat de voogdij door één enkele instantie uitgeoefend wordt, terwijl een andere wordt aangeduid uitsluitend voor eventueel beroep. De toepassing van dit principe zullen wij terugvinden in diverse materies die verder onderzocht worden.

5. — Tenslotte vergt de bescherming der individuele vrijheden dat de burgers beschikken over verweermiddelen tegen administratieve willekeur. Daarom dient voortaan elke administratieve beslissing gemotiveerd te worden.

II. — Weddeschalen en sociaal regime van het personeel van gemeenten en provincies.

Deze kwestie werd in de sectie uitvoerig besproken.

Een lid heeft betoogd dat het hier gaat om een kwestie die, in het welbegrepen belang van gemeenten en provincies, geen accentuering vergt van de decentralisatie maar integendeel een zekere hercentralisatie.

In de mate dat gemeenten en provincies meer bevoegdheden zullen krijgen, zullen zij hun administratie beter moeten stofferen. Indien hun een volledige autonomie gelaten wordt inzake weddeschalen en sociaal regime, zullen zij voortdurend blootgesteld zijn aan opbod. Anderzijds maakt de diversiteit der statuten thans de overgang van agenten van een gemeentelijke administratie naar een provinciale of naar de rijksadministratie, of omgekeerd, moeilijk zonet onmogelijk, evenals hun overgang naar de privé-sektor. Deze compartimentering is kennelijk schadelijk voor het algemeen belang.

Om al deze redenen dient, volgens dit lid, op het gemeentelijk en provinciaal personeel het geldelijk en sociaal statuut van het rijkspersoneel toegepast. Dit systeem bestaat reeds voor het onderwijzend personeel tot ieders voldoening.

Indien deze oplossing niet toepasselijk moest blijken, zou kunnen overwogen worden: ofwel een eigen nationaal statuut te verlenen aan het gemeentelijk en provinciaal personeel, naar het model van het statuut van het Rijkspersoneel maar rekening houdend met de nodige particulariteiten; ofwel een statuut per provincie uitwerken.

Hoe dan ook, het statuut dient opgesteld door het Ministerie van Binnenlandse Zaken met deelneming van afgevaardigden van de gemeenten, de provincies en de syndicaten. Het zou kunnen uitgevaardigd worden bij koninklijk besluit op grond van een wet. Het statuut dat de in dienst zijnde agenten thans bezitten, zou behouden blijven als een verworven recht.

Tijdens de discussie kwamen de volgende elementen aan het licht:

a) Een eenvormig statuut zou niet toepasselijk zijn op het werkliedenpersoneel. Elke gemeente moet immers, wanneer zij dit personeel aanwerft, rekening houden met de lonen en voordelen aan deze categorie toegekend in de privé-sektor. Om deze moeilijkheid op te lossen werd overwogen dat voortaan de arbeiders der gemeentelijke en provinciale administraties de uurlonen zouden ontvangen die, krachtens de collectieve overeenkomsten, aan de arbeiders van het gewest toegekend worden.

b) I.v.m. het administratief personeel en de politie waren sommige leden gunstig gestemd t.o.v. de invoering van een eenvormig nationaal statuut, terwijl andere van mening waren dat het in technische en politiek opzicht moeilijk zou zijn een dergelijk statuut op te stellen en de overheidsinstanties aan te duiden die daarmede zouden moeten belast worden.

I.v.m. de gemengde loopbanen wensten alle leden dat de hindernissen zouden wegvallen die de overgang van agenten van de ene naar de andere administratie en naar de privé-sektor belemmeren. Zij deden opmerken dat daartoe een aanpassing van het pensioenstelsel zou volstaan. In dit perspectief moet de overheid, inzonderheid de Staat, zich weten te verdedigen tegen de overgang van waardevolle agenten naar de privésektor door een realistische wedderegeling.

Bij het globale onderzoek van deze kwesties heeft de Commissie vastgesteld dat de meningen verdeeld waren. Daar het probleem niet van fundamenteel belang is voor het nationale akkoord dat dient bereikt, heeft zij besloten de knoop niet door te hakken. Zij heeft er nochtans aan gehouden eenparig de noodzakelijkheid te beklemtonen de gemengde loopbanen te vergemakkelijken.

III. — Cadres et nominations du personnel des communes et des provinces.

La Commission a unanimement estimé que le pouvoir d'arrêter les cadres et de procéder aux nominations doit être exercé avec une réelle autonomie par l'autorité communale et par l'autorité provinciale. Ces autorités ne pourraient gonfler à l'excès leurs administrations sans mettre leur budget en déséquilibre ou aggraver la fiscalité : leur mauvaise gestion serait, le cas échéant, sanctionnée par le corps électoral.

Autonomie ne signifie cependant pas indépendance. La tutelle du pouvoir central sur ces décisions ne peut être supprimée, car le problème des cadres touche étroitement à la gestion financière des communes et des provinces. Mais cette tutelle doit être simplifiée. Elle doit être exercée sur les communes par le gouverneur ou la députation permanente. Dans les quatre grandes villes, dont les administrations dépassent de loin l'ampleur des administrations provinciales, la tutelle doit être exercée directement par le Ministre de l'Intérieur, sans passer par le canal des autorités provinciales.

L'instauration d'une tutelle à un seul échelon ne peut faire perdre de vue la nécessité de prévoir, dans certains cas, une instance de recours au profit des communes et des provinces.

IV. — Budgets communaux et provinciaux.

1. — De l'avis unanime, les communes et les provinces ne disposent pas aujourd'hui d'une autonomie suffisante sur le plan de la responsabilité financière. Le mal vient surtout de ce que l'Etat exige qu'elles équilibrent leur budget mais leur en refuse fréquemment les moyens : il accapare des taxes communales intéressantes (par exemple les taxes sur certains divertissements) et il limite trop souvent le pouvoir fiscal des communes par des règles aberrantes (par exemple, en exigeant qu'elles recourent à des taxes dont la perception coûte plus cher qu'elle ne rapporte, avant d'autoriser le relèvement de certaines autres taxes). C'est à cela qu'il faut surtout remédier.

Les communes et les provinces doivent jouir désormais d'une autonomie réelle dans l'exercice de leurs responsabilités financières. L'Etat doit leur assurer la possibilité d'équilibrer leur budget par des dotations suffisantes, ainsi que par une répartition stable et équitable des matières taxables.

2. — L'autonomie budgétaire des communes et des provinces ne peut toutefois être totale. Dans le domaine fiscal notamment, il ne serait pas possible d'admettre que les communes et les provinces puissent désormais taxer ce qu'elles veulent, au taux qu'elles veulent. La fiscalité communale doit obéir à certaines règles de justice distributive. Toutes les taxes ne pourraient être concentrées sur une seule matière imposable ou sur un nombre trop restreint de matières.

Aussi faut-il prendre pour principe qu'un rapport raisonnable doit exister entre les taxes essentielles. L'Etat doit veiller en tout temps à ce que ce rapport soit respecté. C'est en fonction de ce rapport, notamment, qu'il appréciera les décisions ou les demandes de renforcement de la fiscalité communale ou provinciale.

3. — Si donc la tutelle sur les budgets doit incontestablement subsister, encore faut-il que dans son exercice elle soit rationnelle et efficace.

A cet égard, le principe fondamental doit être désormais qu'il est institué un seul échelon de tutelle sur les budgets communaux et un seul échelon de recours au profit des communes.

L'échelon de tutelle doit être l'échelon provincial : gouverneur ou députation permanente. Si la députation permanente est désignée pour cette tâche, le gouverneur ne doit plus avoir le droit de prendre recours contre ces décisions d'approbation.

En ce qui concerne les quatre grandes villes, il convient cependant de ne pas situer la tutelle au niveau provincial. La province, qui dispose d'une administration beaucoup moins étoffée et beaucoup moins complexe que celle des quatre grandes villes, n'est pas outillée pour apprécier leurs budgets. La tutelle sur ces budgets doit donc, par exception, être exercée directement par le Ministre de l'Intérieur. Mais ici aussi, le principe de l'échelon unique doit être respecté : c'est dire que, pour exercer sa tutelle, le Ministre de l'Intérieur ne pourra passer par le canal des autorités provinciales.

4. — En relation avec ce qui vient d'être dit au sujet des quatre grandes villes, la question s'est posée de savoir si la tutelle directe du Ministre de l'Intérieur devrait s'exercer aussi sur le budget des communes qui composent les agglomérations de ces villes.

Au cours des travaux de la Section, un membre a penché pour cette solution, afin d'éviter les discordances entre la tutelle exercée par le Département de l'Intérieur sur les villes proprement dites et la tutelle exercée par l'échelon provincial sur leurs faubourgs. Dans le même ordre d'idées, ce membre s'est demandé s'il ne conviendrait pas d'adopter aux quatre grandes villes Charleroi et son agglomération.

Un membre s'est déclaré adverse d'une telle solution. Il estime en effet qu'enlever à l'échelon provincial toute tutelle sur le budget des

III. — Personeelskader en benoemingen in de gemeenten en provincies.

De Commissie was eenparig van mening dat de bevoegdheid om de kaders te bepalen en benoemingen te doen met een reële autonomie dient uitgeoefend door de gemeentelijke en de provinciale overheden. Deze overheden zouden niet aan administratieve inflatie kunnen doen zonder hun begroting te ontwrichten of de belastingen te verhogen : dit wanbeheer zou door het kiezerskorps bestraft worden.

Autonomie betekend nochtans niet onafhankelijkheid. De voogdij van het centraal gezag over deze beslissingen mag niet afgeschaft worden want het probleem der kaders is nauw verbonden met het financieel beheer van gemeenten en provincies. Doch deze voogdij dient vereenvoudigd. Zij moet over de gemeenten uitgeoefend worden door de Gouverneur of de Bestendige Deputatie. In de 4 grote steden, wier administraties veel talrijker zijn dan de provinciale, dient de voogdij rechtstreeks uitgeoefend door de Minister van Binnenlandse Zaken zonder tussenkomst der provinciale overheden.

De instelling van een voogdij op één enkel niveau mag niet uit het oog doen verliezen dat het in sommige gevallen noodzakelijk is een instantie voor beroep te voorzien ten behoeve van de gemeenten en provincies.

IV. — Gemeentelijke en provinciale begrotingen.

1. — Algemeen wordt erkend dat de gemeenten en provincies thans niet beschikken over een voldoende autonomie op het stuk van financiële verantwoordelijkheid. Het is niet aanvaardbaar dat de Staat eist dat hun begroting in evenwicht weze maar hun dikwijls de middelen daartoe weigert : hij legt de hand op de interessantste gemeentetaksen (b.v. op sommige spelen) en beperkt al te zeer de fiskale bevoegdheid der gemeenten door dwaze regels (b.v. de eis dat zij taksen toepassen waarvan de inning meer kost dan zij opbrengt alvorens de heffing van sommige andere taksen toe te staan).

Dit vooral dient verholpen.

De gemeenten en de provincies moeten voortaan over een reële autonomie beschikken in de uitoefening van hun financiële verantwoordelijkheid. De Staat moet hun de mogelijkheid geven hun begroting in evenwicht te brengen, door toereikende dotaties en door een vaste en billijke verdeling der belastbare materies.

2. — De budgettaire autonomie van gemeenten en provincies mag nochtans niet totaal zijn. Op fiscaal gebied b.v. zou het niet aanvaardbaar zijn dat gemeenten en provincies voortaan om 't even wat en hoeveel zou mogen takseren. De gemeentelijke fiscaliteit moet gehoorzamen aan zekere regels van verdelende rechtvaardigheid. Alle taksen zouden niet mogen geconcentreerd worden op een enkele belastbare materie of op zeer weinige.

Als principe dient erkend dat een redelijke verhouding moet bestaan tussen de essentiële taksen. De Staat moet er over waken dat deze verhouding in acht genomen wordt. Zo zal hij in functie van deze verhouding de beslissingen of de aanvragen tot verhoging van de gemeentelijke of provinciale fiscaliteit beoordelen.

3. — Indien de voogdij over de begrotingen onbetwistbaar moet blijven bestaan, dan moet de uitoefening ervan rationeel en doelmatig zijn.

Het grondbeginsel terzake moet voortaan zijn dat de voogdij over de gemeentelijke begrotingen door een enkele instantie uitgeoefend wordt, terwijl ook het beroep ten gunste der gemeenten tot één niveau dient beperkt.

De voogdij-instantie moet de provinciale zijn : gouverneur of bestendige deputatie. Indien het de bestendige deputatie is, dan mag de gouverneur niet meer het recht hebben om tegen haar beslissingen van goedkeuring beroep aan te tekenen.

Over de 4 grote steden mag de voogdij nochtans niet op het provinciaal niveau uitgeoefend worden. De provincie, die over een veel geringer administratie beschikt dan deze 4 grote steden, is niet uitgerust om hun begrotingen te beoordelen. De voogdij dient in dit geval uitgeoefend door het Ministerie van Binnenlandse Zaken. Doch, ook hier dient het principe van een enkele instantie geobserveerd : d. w. z. om zijn voogdij uit te oefenen mag de Minister van Binnenlandse Zaken geen gebruik maken van de provinciale instanties.

4. — I.v.m. de 4 grote steden werd de vraag gesteld of de rechtstreekse voogdij van de Minister van Binnenlandse Zaken ook dient uitgeoefend over de begroting van de gemeenten die behoren tot de agglomeraties van deze steden.

In de Sectie stelde een lid deze oplossing voor om tegenstellingen te vermijden tussen de voogdij over de steden zelf door het Departement van Binnenlandse Zaken en de provinciale voogdij over hun voorsteden. Dit lid vroeg ook of Charleroi en haar agglomeratie niet bij de 4 steden diende gevoegd.

Een ander lid was tegen deze oplossing gekant. Hij meende dat zo men de provincie de voogdij over de gemeenten van de agglomeratie

communes de l'agglomération des grandes villes conduirait à vider le pouvoir de tutelle de cet échelon d'une grande partie de sa substance.

Un membre a fait observer que Charleroi pose, en tout cas, un problème particulier : la ville est peu peuplée, mais certaines communes de son agglomération, Jumet par exemple, le sont plus. Il s'agit dans ce cas, comme dans d'autres, du problème du statut des agglomérations, qui est un problème tout différent de celui de la tutelle sur les finances des grandes villes.

Un membre a appuyé cette manière de voir. Indépendamment du problème ici examiné, il faudra aborder la question du statut des grandes agglomérations, et notamment du statut de la capitale.

Un membre a encore suggéré qu'on pourrait concevoir que le Département de l'Intérieur exerce directement sa tutelle sur les grandes villes et les « pouvoirs d'agglomérations », l'échelon provincial continuant à exercer la sienne sur les communes qui composent les agglomérations.

Il a finalement été convenu qu'après avoir proposé de soumettre le budget des quatre grandes villes à la tutelle directe du Ministre de l'Intérieur, le rapport préciserait que la question des grandes agglomérations — en ce compris celle de Charleroi — doit faire l'objet d'un examen séparé.

La Commission a fait sienne cette conclusion. Elle a chargé une Section d'étudier les problèmes relatifs aux grandes agglomérations et à la Capitale.

V. — Emprunts, patrimoines des communes et des provinces.

La Commission a unanimement estimé que les règles de tutelle proposées pour les budgets doivent s'appliquer également en ces matières.

ENONCE SYNTHETIQUE DES CONCLUSIONS DEGAGEES A PROPOS DU CHAPITRE I.

SECTION 1.

TRAVAUX COMMUNAUX ET PROVINCIAUX.

I. — Travaux publics.

A. — Travaux publics communaux et provinciaux.

1. — Sont visés ici :

a) les travaux d'infrastructure au sens le plus large, ainsi que les constructions scolaires que les communes et les provinces réalisent déjà actuellement;

b) les travaux routiers, autres que ceux relatifs aux routes axiales et aux autoroutes, que l'Etat réalisait antérieurement et qui seront désormais, en vertu d'un nouveau plan de répartition éventuellement progressif, de la compétence des provinces.

2. — Les décisions des communes et des provinces d'accomplir de tels travaux ne sont plus soumises au contrôle d'opportunité de l'Etat. Les projets des communes sont uniquement soumis au contrôle technique de l'administration provinciale.

3. — Il est mis fin au système par lequel l'Etat accorde directement des subsides aux communes et aux provinces.

4. — L'Etat verse chaque année une dotation à un fonds des travaux communaux. Cette dotation :

a) ne peut être inférieure au montant total des subsides que l'Etat octroyait aux communes avant l'entrée en vigueur du nouveau régime;

b) fait l'objet d'une péréquation annuelle automatique.

5. — L'Etat verse chaque année une dotation à un fonds des travaux provinciaux. Cette dotation :

a) ne peut être inférieure au montant cumulé

— des subsides que l'Etat octroyait aux provinces avant l'entrée en vigueur du nouveau régime;

der grote steden ontnam, de provinciale voorgedij niet veel zaaks meer zou zijn.

Een lid deed opmerken dat Charleroi een apart probleem stelt : de stad zelf telt niet veel inwoners; sommige gemeenten van haar agglomeratie, Jumet b.v. tellen er meer. In dat geval gaat het dus om het zeer verschillen probleem van het statuut der agglomeraties.

Een lid steunde deze zienswijze. Ongeacht het hier onderzochte probleem, moet men eerst de kwestie van het statuut der grote agglomeraties aanpakken, o.m. het statuut van de hoofdstad.

Een lid heeft nog gesuggereerd dat het mogelijk zou zijn dat het Departement van Binnenlandse Zaken rechtstreeks voorgedij uitoefent over de grote steden en de « agglomeratie-bevoegdheden », terwijl de provincie voorgedij zou blijven uitoefenen over de gemeenten die deel uitmaken van de agglomeraties.

Tenslotte werd overengekomen dat het verslag zou voorstellen de rechtstreekse voorgedij van de Minister van Binnenlandse Zaken te beperken tot de 4 grote steden, maar tevens zou onderstrepen dat het probleem der grote agglomeraties — inclusief Charleroi — een afzonderlijk onderzoek vergt.

De Commissie heeft dit besluit aanvaard. Zij heeft een Sectie belast met het onderzoek der problemen betreffende de grote agglomeraties en de hoofdstad.

V. — Lenigen en patrimonium van gemeenten en provincies.

De Commissie was eenparig van oordeel dat de voorgedijregels voorgesteld voor de begrotingen ook op deze aangelegenheden moeten toegepast worden.

SYNTHETISCH OVERZICHT VAN DE BESLUITEN IN VERBAND MET HOOFDSTUK I.

SECTIE I.

GEMEENTELIJKE EN PROVINCIALE WERKEN.

I. — Openbare werken.

A. — Gemeentelijke en provinciale openbare werken.

1. — Dit zijn :

a) de infrastructuurwerken in de ruimste betekenis alsmede de schoolgebouwen welke de gemeenten en de provincies nu reeds optrekken;

b) de wegenwerken andere dan die betreffende hoofdwegen en auto-wegen welke de Staat vroeger uitvoerde en die voortaan overeenkomstig een nieuw en eventueel progressief verdelingsplan onder de bevoegdheid der provincies zullen ressorteren.

2. — De gemeentelijke en provinciale beslissingen i.v.m. dergelijke werken zijn niet meer onderworpen aan de opportuïteitscontrole van de Staat. De plannen der gemeenten zijn alleen onderworpen aan de technische controle van de provinciale administratie.

3. — Aan het systeem van rechtstreekse subsidiëring van gemeenten en provincies door de Staat wordt een einde gemaakt.

4. — De Staat stort jaarlijks een dotatie in een fonds voor gemeentewerken. Deze dotatie

a) mag niet geringer zijn dan het totale bedrag der subsidies welke de Staat aan de gemeenten verleende vóór de inwerkingtreding van het nieuwe regime.

b) wordt jaarlijks automatisch aangepast.

5. — De Staat stort jaarlijks een dotatie in een fonds voor provinciale werken. Deze dotatie

a) mag niet geringer zijn dan het totaal gekumuleerd bedrag :

— van de subsidies welke de Staat verleende aan de provincies vóór de inwerkingtreding van het nieuwe regime;

— des crédits que l'Etat consacrait, avant l'entrée en vigueur de ce régime, aux travaux routiers qui étaient de sa compétence et qui incombent désormais aux provinces (voy. B. 1.);

b) fait l'objet d'une péréquation annuelle automatique.

6. — La dotation et le fonds des travaux communaux, de même que la dotation et le fonds des travaux provinciaux doivent être spécialisés selon les catégories de travaux.

7. — Il convient d'établir les modalités techniques de la répartition annuelle de la dotation des communes et de la dotation des provinces.

Ces modalités doivent tenir compte des principes ou facteurs suivants :

a) La répartition doit obéir à des règles objectives.

b) Afin d'encourager le dynamisme des communes et des provinces, les subsides accordés au moyen de la dotation sont octroyés par le fonds sur travaux entrepris et non sur travaux à entreprendre. Lorsque la commune ou la province a recouru à l'emprunt, ces subsides interviennent pour alléger la dette contractée. Lorsque la commune ou la province a recouru à ses moyens propres, ces subsides sont versés à son budget.

c) Les communes transmettent en temps opportun au Fonds des travaux communaux la liste des travaux techniquement approuvés qu'elles comptent réaliser au cours de l'exercice suivant.

Le Crédit communal de Belgique communique au Fonds ceux des travaux qui figurent sur cette liste qu'il compte financer par l'emprunt.

En possession de ces indications, le Fonds fait connaître aux communes intéressées le subside minimum sur lequel elles peuvent compter pour chaque travail prévu.

Lorsque le volume des travaux effectivement réalisés par l'ensemble des communes est moins important que celui qui figurait sur la liste ayant permis de calculer le subside minimum, chaque commune bénéficie, pour les travaux effectués par elle, d'un subside plus élevé dont le montant exact est établi par le Fonds au moment du calcul définitif de la répartition de la dotation.

La même procédure s'applique aux travaux provinciaux.

d) Sauf exceptions à déterminer, le subside ne peut excéder 60 % des dépenses engagées.

e) Le Fonds des travaux communaux accorde, au moyen d'une quotité à déterminer de sa dotation annuelle, une aide complémentaire aux communes dont la situation financière est gravement obérée.

8. — En ce qui concerne les constructions scolaires, l'Etat verse annuellement à un Fonds scolaire la dotation de 600 millions prévue par le Pacte scolaire. Le Fonds accorde des subsides aux communes et aux provinces qui ont entrepris la construction d'écoles communales et provinciales, à concurrence de 60 % des dépenses engagées.

9. — Il est demandé au Ministre de l'Intérieur de bien vouloir faire examiner par son Administration les solutions techniques à apporter aux points 4, b), et 5, b) (modalités de la péréquation), 6 et 7.

B. — Travaux publics de l'Etat.

1. — L'Etat est déchargé, en vertu d'un nouveau plan de répartition éventuellement progressif, de la partie du réseau routier qui ne concerne pas les routes axiales et les autoroutes. Les grands travaux d'infrastructure relatifs notamment aux voies navigables, aux barrages érigés ou à ériger sur les voies navigables, aux ports et aux autoroutes font l'objet d'une programmation s'étendant sur un nombre suffisant d'années. Cette programmation tient compte de la rentabilité des travaux à entreprendre ainsi que de la nécessité de satisfaire équitablement les besoins des différentes régions du pays.

2. — La question reste ouverte de savoir s'il convient de « régionaliser » les crédits d'investissement relatifs aux grands travaux d'infrastructure, c'est-à-dire de grouper, dans le budget annuel, les dépenses d'investissement de l'Etat relatives à ces travaux selon les régions dans lesquelles ces dépenses seront effectuées.

3. — Pour la construction des autoroutes, l'Etat fait appel, chaque fois qu'il l'estime opportun, à des intercommunales du type de l'intercommunale E3 ou à des sociétés mixtes, constituées au moyen de capitaux publics et privés.

4. — Les bâtiments de l'Etat sont construits et gérés soit par des autorités déconcentrées dotées de pouvoirs réels de décision, soit par des régies nationales déconcentrées dotées des mêmes pouvoirs et tenant une comptabilité de type industriel.

— van de kredieten welke de Staat, vóór de inwerkingtreding van dit regime, besteedde aan wegenwerken die tot zijn bevoegdheid behoorden en thans ressorteren onder de provincies (zie B. 1);

b) wordt jaarlijks automatische aangepast.

6. — De dotaties en de fondsen voor gemeentelijke en provinciale werken moeten gespecialiseerd zijn overeenkomstig de categorieën der werken.

7. — Er dient overgegaan tot het vaststellen van de technische modaliteiten der jaarlijkse verdeling van de dotatie der gemeenten en de dotatie der provincies.

Deze modaliteiten moeten rekening houden met de volgende principes of factoren :

a) De verdeling moet gebeuren volgens objectieve normen.

b) Om het dynamisme der gemeenten en provincies te bevorderen worden de subsidies uit de dotatie door het fonds toegewezen voor werken waarmee reeds een aanvang werd gemaakt en niet voor werken die nog moeten aangevat worden; wanneer de gemeente of de provincie een lening aangaat, mogen de subsidies dus gebruikt worden om de lening af te lossen. Wanneer de gemeente of de provincie haar eigen middelen aanwendt, worden deze subsidies gestort in haar begroting.

c) De gemeenten leggen tijdig aan het Fonds der gemeentewerken de lijst voor van de technische goedgekeurde werken welke zij tijdens het volgende dienstjaar willen uitvoeren. Het Gemeentekrediet van België deelt aan het Fonds mede welke werken voorkomend op deze lijst het wil financieren door middel van een lening. Het Fonds deelt dan aan de gemeenten mede op welke minimum-subsidie zij mogen rekenen voor elk gepland werk.

Wanneer het volume der door de gemeenten effectief uitgevoerde werken minder belangrijk is dan dat voorkomend op de lijst voor de berekening van de minimumtoelage, zal elke gemeente voor de door haar uitgevoerde werken een hogere toelage ontvangen waarvan het bedrag vastgesteld wordt door het Fonds bij de definitieve berekening van de verdeling der dotaties.

Dezelfde procedure is van toepassing voor de provinciale werken.

d) Behalve uitzonderlijke gevallen welke dienen bepaald, mag de subsidie 60 % van de aangegane uitgaven niet overschrijden.

e) Het Fonds der gemeentewerken verleent door middel van een te bepalen deel van zijn jaarlijkse dotatie, een bijkomende hulp aan gemeenten wier financiële toestand zorgwekkend is.

8. — Voor het optrekken van schoolgebouwen, stort de Staat jaarlijks in een schoolfonds de dotatie van 600 miljoen voorzien door het Schoolpact. Het Fonds verleent subsidies aan de gemeenten en de provincies die gemeentelijke en provinciale scholen gebouwd hebben, tot een bedrag van 60 % der aangegane uitgaven.

9. — De Minister van Binnenlandse Zaken wordt verzocht door zijn Administratie de voor punten 4 b) en 5 b) (perekwatiemodaliteiten), 6 en 7 vereiste technische oplossingen te laten onderzoeken.

B. — Openbare werken van het Rijk.

1. — Krachtens een nieuw, eventueel geleidelijk verdelingsplan wordt de Staat ontlast van het wegnen behalve hoofdwegen en autowegen. De grote infrastructuurwerken o.m. betreffende bevaarbare waterwegen, bestaande of toekomstige stuwen op de bevaarbare waterwegen, havens en autowegen worden opgenomen in een programmatie gespreid over een voldoende aantal jaren. Deze programmatie houdt rekening met de rentabiliteit der geplande werken alsmede met een billijke verdeling overeenkomstig de behoeften der verschillende gewesten.

2. — De vraag blijft gesteld of de investeringskredieten voor de grote infrastructuurwerken dienen « geregionaliseerd » d.w.z. in de jaarlijkse begroting van de investeringsuitgaven van de Staat voor deze werken dienen gegroepeerd per gewest.

3. — Voor het bouwen van autowegen doet de Staat, telkens wanneer zulks wenselijk geacht wordt, een beroep op intercommunales van het type E.3 of op de gemengde maatschappijen, opgericht met openbare en private kapitalen.

4. — De gebouwen van de Staat worden opgetrokken en beheerd hetzij door gedeconcentreerde autoriteiten met een reële beslissingsmacht of door nationale gedeconcentreerde regies met een gelijkaardige macht die er een industriële boekhouding op nahouden.

II. — Travaux relevant du domaine de la Santé publique.

1. — Sont visés ici les travaux que les communes (ou les C. A. P.) et les provinces réalisent déjà actuellement avec l'aide financière et sous le contrôle du Département de la Santé publique et de la Famille (notamment les centres de santé, hôpitaux et hospices, ainsi que les abattoirs, etc.).

2. — Ces travaux sont désormais soumis au même régime que celui qui est préconisé pour les travaux publics communaux et provinciaux, sauf que le contrôle technique des projets est assuré par l'Etat.

III. — Logement.

1. — Les crédits actuellement affectés à la politique du logement sont désormais versés, annuellement, à des Comités provinciaux de Logement.

2. — La part de ces crédits qui revient à chaque Comité est établie selon des critères objectifs, pondérés et automatiques.

3. — Les Comités provinciaux de Logement sont composés de représentants de la Province, du Comité régional d'aménagement du territoire, des sociétés agréées ainsi que des organismes qui favorisent la construction d'habitations sociales.

4. — Chaque Comité provincial de Logement :

a) établit le programme provincial de logement et fixe les priorités, sous le contrôle de l'Etat ou de la Société nationale du Logement;

b) répartit, dans le cadre de ce programme et compte tenu des priorités fixées, les crédits mis à sa disposition entre les sociétés de logement agréées; cette répartition est effectuée selon des critères objectifs et pondérés; afin de pouvoir répondre adéquatement aux situations locales, l'application de ces critères n'est pas automatique.

IV. — Travaux relevant du domaine de l'Agriculture.

1. — Sont visés ici les travaux que les communes, les provinces et les associations des polders et de waterings réalisent déjà actuellement avec l'aide financière et sous le contrôle du Département de l'Agriculture (amélioration de cours d'eau non navigables ni flottables, voies d'évacuation, digues, etc.).

2. — Ces travaux obéissent désormais au même régime que celui qui est préconisé pour les travaux publics communaux et provinciaux, sauf que les projets peuvent être établis par l'Etat et qu'ils doivent en tout cas être soumis à son contrôle technique.

V. — Urbanisme.

1. — Il est indispensable que le plan national d'aménagement du territoire soit fixé le plus rapidement possible.

2. — Les plans communaux sont approuvés par la Députation permanente, sur proposition conforme du directeur provincial de l'Urbanisme, et après avis de la Commission régionale d'aménagement du territoire. La même procédure est appliquée aux modifications et dérogations.

3. — L'Etat :

a) fixe les normes selon lesquelles sont établies les études régionales et locales d'aménagement du territoire;

b) assure la concordance des plans communaux avec le plan national.

VI. — Travaux et tâches relevant d'autres domaines de la gestion administrative.

1. — La rationalisation du mécanisme des subventions de l'Etat et la simplification de son contrôle sur les institutions décentralisées d'une part, l'octroi de pouvoirs réels de décision à des autorités déconcentrées de l'Etat d'autre part, forment l'essentiel du système proposé dans les rubriques qui précèdent. Les mêmes principes doivent être appliqués à d'autres domaines de la gestion administrative. Une œuvre parallèle de décentralisation et de déconcentration doit être accomplie, notam-

II. — Werken i.v.m. de Volksgezondheid.

1. — Dit zijn reeds werken welke de gemeenten (of de C. O. O.) en de provincies thans reeds uitvoeren met de financiële bijstand en onder de controle van het departement van Volksgezondheid en van het Gezin (o.m. slachthuizen, hospitalen, gestichten, gezondheidscentra enz.).

2. — Deze werken zullen voortaan onderworpen worden aan hetzelfde regime als dat voorgesteld voor de gemeenschappelijke en provinciale openbare werken, behalve de technische controle der projecten die door de Staat verricht wordt.

III. — Huisvesting.

1. — De kredieten die thans gebruikt worden voor de huisvesting zullen voortaan jaarlijks gestort worden aan provinciale huisvestingscomités.

2. — De verdeling van deze kredieten tussen de Comités gebeurt volgens objectieve, gepondereerde en automatische criteria.

3. — De provinciale huisvestingscomités zijn samengesteld uit vertegenwoordigers van de provincie, het gewestelijk comité voor ruimtelijke ordening, de aangenomen maatschappijen en organismen tot bevordering van de sociale woningbouw.

4. — Elke provinciaal huisvestingscomité :

a) stelt het provinciaal huisvestingsprogramma op en stelt de prioriteiten vast onder controle van de Staat of van de Nationale Maatschappij voor Huisvesting;

b) verdeelt in het kader van dit programma en rekening houdend met de vastgestelde prioriteiten, de beschikbare kredieten tussen de aangenomen huisvestingsmaatschappijen. Deze verdeling geschiedt overeenkomstig objectieve en geponcerde criteria. Met het oog op een billijke behandeling der plaatselijke toestanden zal de toepassing van deze criteria niet automatisch zijn.

IV. — Werken i.v.m. de Landbouw.

1. — Dit zijn de werken welke de gemeenten, provincies en verenigingen van polders en wateringen nu reeds uitvoeren met financiële steun en onder toezicht van het departement van Landbouw (verbetering van de niet bevaarbare waterwegen, afwateringen, dijken, enz.).

2. — Deze werken zullen voortaan onderworpen zijn aan het regime voorgesteld voor de gemeentelijke en provinciale werken, behalve dat de ontwerpen mogen opgemaakt worden door de Staat en in elk geval aan zijn technische controle moeten onderworpen worden.

V. — Urbanisme.

1. — Het nationaal plan voor de ruimtelijke ordening dient zo spoedig mogelijk vastgesteld.

2. — De gemeentelijke plannen worden goedgekeurd door de Bestendige deputatie op gelijkkluidend voorstel van de provinciale directeur van het Urbanisme en na advies van de gewestelijke commissie voor ruimtelijke ordening. Deze procedure wordt ook toegepast op wijzigingen en afwijkingen.

3. — De Staat

a) stelt de normen vast voor het opstellen van gewestelijke en lokale projecten voor ruimtelijke ordening.

b) waakt er over dat de gemeentelijke plannen overeenkomen met het nationale plan.

VI. — Werkzaamheden en taken op andere gebieden van het administratief beheer.

1. — De rationalisatie van het subsidiëeringsmechanisme van de Staat en de vereenvoudiging van zijn controle op de gedecentraliseerde instellingen enerzijds, het verlenen van reële beslissingsmacht aan gedecentraliseerde rijksinstanties anderzijds vormen de essentie van het systeem voorgesteld in de voorgaande rubrieken. Deze principes moeten ook toegepast worden op andere administratieve gebieden. Een parallelle decentralisatie en deconcentratie dient tot stand gebracht o. m. op het

ment, dans le domaine de la politique sociale, en ce compris les questions relatives aux pensions, aux allocations de chômage et à la main-d'œuvre étrangère.

2. — Il se recommande que, dans ce but, le Gouvernement dresse aussitôt que possible, à l'intervention de chaque Ministre, la liste des mesures de décentralisation et de déconcentration qui devront être prises, pour chaque Département, par le pouvoir exécutif ou par le législateur.

SECTION 2.

DECISIONS DES COMMUNES ET DES PROVINCES.

I. — Généralités.

1. — La notion de l'intérêt général, lorsqu'elle est invoquée, doit être motivée en fait et en droit.

2. — Les délais dont dispose l'autorité de tutelle lui sont désormais impartis non seulement pour prendre sa décision, mais aussi pour la notifier. La prolongation de ces délais ne peut intervenir qu'une fois, pour un laps de temps fixé par la loi.

3. — Il convient d'éliminer de la législation les mesures de tutelle dont il n'est plus fait un usage effectif.

4. — Le dispositif de la tutelle doit être rationalisé.

5. — Toute décision des Administrations doit être motivée.

II. — Barèmes et régime social du personnel des communes et des provinces.

Il convient d'organiser un régime de carrière mixte permettant aux membres du personnel communal, du personnel provincial et du personnel de l'Etat de passer d'une administration dans une autre, et même d'entrer dans le secteur privé, sans perte des droits acquis à la pension. Il appartient aux pouvoirs publics, et spécialement à l'Etat, de se défendre par une politique appropriée en matière de traitements contre le passage des agents de valeur dans le secteur privé.

III. — Cadres et nominations du personnel des communes et des provinces.

1. — Le pouvoir d'arrêter les cadres et de procéder aux nominations doit être exercé avec une réelle autonomie par l'autorité communale et par l'autorité provinciale.

2. — Autonomie ne signifie cependant pas indépendance. En ces matières, la tutelle sur les communes est exercée par le gouverneur ou la députation permanente. Pour les quatre grandes villes, elle est exercée directement par le Ministre de l'Intérieur, sans passer par le canal des autorités provinciales.

IV. — Budgets communaux et provinciaux.

1. — Les communes et les provinces doivent jouir d'une autonomie réelle dans l'exercice de leurs responsabilités financières.

2. — L'Etat doit assurer aux communes et aux provinces la possibilité d'équilibrer leur budget par des dotations suffisantes ainsi que par une répartition stable et équitable des matières taxables.

3. — Un rapport raisonnable doit exister entre les taxes essentielles. L'Etat doit veiller en tout temps à ce que ce rapport soit respecté. C'est en fonction de ce rapport, notamment, qu'il appréciera les décisions ou les demandes de renforcement de la fiscalité communale ou provinciale.

4. — Compte tenu de ces principes, il est institué un seul échelon de tutelle sur les budgets communaux et un seul échelon de recours au profit des communes.

5. — L'échelon de tutelle est l'échelon provincial : gouverneur ou députation permanente. Si la députation permanente est désignée pour cette tâche, le gouverneur n'a pas le droit de prendre recours contre ses décisions d'approbation.

gebied van het Sociaal beleid, inclusief de kwesties i.v.m. pensioenen, werkloosheidsvergoedingen en vreemde werkkrachten.

2. — Derhalve is het wenselijk dat de Regering zo spoedig mogelijk, met de medewerking van alle Ministers, een lijst opstelt van de decentralisatie- en de concentratiemaatregelen per departement die door de uitvoerende macht om de wetgever moeten genomen worden.

SECTIE 2.

BESLISSINGEN VAN DE GEMEENTEN EN DE PROVINCIËS.

I. — Algemene beschouwingen.

1. — Het begrip « algemeen belang » moet door de overheid die het inroept in rechte en in feite gemotiveerd worden.

2. — De termijnen waarover het voogdijgezag beschikt zijn voorzien niet alleen beslissingen te treffen, maar ook om ze te betekenen. Deze termijnen mogen slechts eenmaal verlengd worden voor een periode bepaald bij de wet.

3. — In de wetgeving moeten de voogdijmaatregelen geschrapt worden die niet meer effectief toegepast worden.

4. — De voogdijregeling dient gerationaliseerd.

5. — Elke beslissing van de administraties dient gemotiveerd.

II. — Weddeschalen en sociaal regime van het personeel van gemeenten en provincies.

Een regime van gemengde loopbaan dient ingesteld om de leden van het gemeentelijk, provinciaal en rijkspersoneel de gelegenheid te bieden van de ene administratie naar een andere en zelfs naar de privé-sektor over te gaan zonder verworven rechten op een pensioen te verliezen. De overheden, inzonderheid het staatsgezag, moeten zich door een passende wedderegeling teweerstellen tegen de overgang van waardevolle personeelsleden naar de privé-sektor.

III. — Personeelskader en benoemingen in de gemeenten en provincies.

1. — De bevoegdheid om de kaders vast te stellen en benoemingen te doen dient met een reële autonomie uitgeoefend door de gewestelijke overheid en door de provinciale overheid.

2. — Autonomie betekent nochtans niet onafhankelijk. De voogdij over de gemeenten dient in dit verband uitgeoefend door de Gouverneur of de bestendige deputatie. Voor de vier grote steden wordt zij rechtstreeks uitgeoefend door de Minister van Buitenlandse Zaken zonder tussenkomst der provinciale overheid.

IV. — Gemeentelijke en provinciale begrotingen.

1. — De gemeenten en provincies moeten beschikken over een reële autonomie in de uitoefening van hun financiële bevoegdheden.

2. — De Staat moet de gemeenten en provincies de mogelijkheid bieden hun begroting in evenwicht te brengen, door middel van toereikende dotaties alsmede door een vaste en billijke verdeling der belastbare materies.

3. — Een redelijke verhouding dient in acht genomen tussen de essentiële taken. De Staat moet er steeds voor zorgen dat deze verhouding in acht genomen wordt. Zo zal hij in functie van deze verhouding de beslissingen of de aanvragen beoordelen om de gemeentelijke of provinciale fiscaliteit te verhogen.

4. — De voogdij over de gemeentelijke begroting wordt uitgeoefend door een enkele instantie, rekening houdend met voornoemde principes. Ook het beroep tegen de voogdij wordt op een enkel niveau georganiseerd.

5. — Deze voogdij-instantie is de provinciale : de Gouverneur of de bestendige deputatie. Indien het de bestendige deputatie is, heeft de Gouverneur geen verhaal tegen haar goedkeuringsbeslissingen.

6. — Par exception au principe, la tutelle sur le budget des quatre grandes villes est exercée directement par le Ministre de l'Intérieur, sans passer par le canal des autorités provinciales.

7. — La question de savoir si la tutelle directe du Ministre de l'Intérieur doit s'exercer également sur les faubourgs des quatre grandes villes, ainsi que sur la ville de Charleroi et ses faubourgs, est liée au problème des grandes agglomérations, qui fera l'objet d'un examen séparé.

V. — Emprunts, patrimoine des communes et des provinces.

Les règles de tutelle proposées pour les budgets doivent s'appliquer également en ces matières.

CHAPITRE II.

DECENTRALISATION ECONOMIQUE.

Le problème de la décentralisation économique a fait l'objet de longs échanges de vues, tant au sein de la Commission et de la Section qu'entre les présidents des trois délégations.

Au terme de ces travaux, la Commission s'est unanimement prononcée en faveur du régime suivant.

SECTION 1.

PRINCIPES GENERAUX.

La décentralisation économique répond à plusieurs préoccupations :

1. favoriser la croissance ou le renouvellement économique des régions;
2. faire participer à cette réalisation les populations intéressées;
3. adapter et simplifier le fonctionnement des institutions compétentes.

La politique économique générale est du ressort des pouvoirs centraux, aidés dans cette mission par la collaboration des intérêts sociaux et privés. Elle se réalise dans le cadre d'un programme de développement économique qui exécute les objectifs indiqués par les besoins des populations, en stimulant et en intégrant les initiatives privées ou locales et les investissements publics.

Les besoins des populations sont dictés par des critères objectifs ressortant par exemple de la comparaison de l'évolution des investissements, de la démographie, de l'emploi et du revenu dans les différentes régions.

Sur la base de ces critères, les objectifs sont classés par le Gouvernement selon une liste de priorités et exécutés grâce à l'octroi de stimulants.

Les initiatives locales bénéficient de ces stimulants.

La participation des populations au programme s'effectue dans le cadre des institutions publiques, provinciales, intercommunales et communales et des institutions mixtes dénommées « Sociétés régionales d'Investissements » (S. R. I.) et « Sociétés de développement régional » (S. D. R.).

L'initiative de créer des sociétés de développement régional est prise par les institutions provinciales et communales, avec la participation des forces vives de la région.

Les ressorts de ces institutions mixtes sont déterminés d'après la nature des besoins.

L'imputation des deniers publics est effectuée par les différents pouvoirs publics dans le cadre de leurs compétences respectives.

Les études et l'impulsion qui s'intègrent dans le programme économique et le plan national d'aménagement sont, pour chaque région, du domaine des sociétés de développement régional.

L'exécution des travaux d'infrastructure est respectivement de la compétence de l'Etat, des provinces, des communes, des intercommunales et, éventuellement, des interprovinciales.

L'aménagement local est du domaine des communes ou des intercommunales. Celles-ci, de même que les interprovinciales, peuvent en outre poursuivre des activités spécifiques.

6. — Bij wijze van uitzondering op dit principe, wordt de voogdij over de begroting der vier grote steden rechtstreeks uitgeoefend door de Minister van Binnenlandse Zaken zonder tussenkomst van de provinciale autoriteiten.

7. — De vraag blijft gesteld of de rechtstreekse voogdij van de Minister van Binnenlandse Zaken ook dient uitgeoefend over de voorsteden der vier grote steden, alsmede over de stad Charleroi en haar voorsteden. Deze vraag houdt verband met het probleem der grote agglomeraties dat afzonderlijk zal onderzocht worden.

V. — Leningen, patrimonium van gemeenten en provincies.

De voogdijregels voorgesteld voor de begrotingen moeten ook in deze aangelegenheden toegepast worden.

HOOFDSTUK II.

ECONOMISCHE DECENTRALISATIE.

Het probleem van de economische decentralisatie werd uitvoerig besproken zowel in de Commissie als in de Sectie alsook door de Voorzitters der drie delegaties.

Tenslotte heeft de Commissie zich eenparig uitgesproken ten gunste van het volgende regime.

SECTIE 1.

ALGEMENE PRINCIPES.

De economische decentralisatie beantwoordt aan verscheidene betrachtingen :

1. De economische groei of de verjonging der gewesten bevorderen;
2. De betrokken bevolkingsgroepen hierbij inschakelen;
3. De werking der bevoegde instellingen aanpassen en vereenvoudigen.

Het algemeen economisch beleid behoort tot de bevoegdheid van het centraal gezag, bijgestaan door de vertegenwoordigers der sociale en private belangen. Het wordt verwezenlijkt in het raam van een economisch ontwikkelingsprogramma dat de objectieven gebaseerd op de behoeften der bevolkingsgroepen realiseert door het stimuleren en integreren van de private of plaatselijke initiatieven en de openbare investeringen.

De behoeften der bevolkingsgroepen worden bepaald op grond van objectieve criteria zoals b.v. door vergelijking van de evolutie van de investeringen, de demografie, de werkgelegenheid en het inkomen der verschillende gewesten.

Op basis van deze criteria worden de objectieven geklasseerd door de regering volgens een lijst van prioriteiten en uitgevoerd door middel van aangepaste stimulansen.

De lokale initiatieven worden hierdoor bevorderd.

De deelneming der bevolkingsgroepen aan het programma gebeurt in het kader der openbare instellingen : provinciale, intercommunale, gemeentelijke en van gemengde instellingen met name de Gewestelijke Investeringsmaatschappijen (« G. I. M. ») en Gewestelijke Ontwikkelingsmaatschappijen (« G. O. M. »).

Het initiatief tot het oprichten van Gewestelijke Ontwikkelingsmaatschappijen wordt genomen door de provinciale en gemeentelijke instellingen met deelneming van de dynamische krachten van het gewest.

De bevoegdheidsgebieden van deze gemengde instellingen worden bepaald overeenkomstig de aard der behoeften.

De besteding der overheidsgelden geschiedt door de verschillende overheidsinstanties in het raam van hun respectievelijke bevoegdheden.

Het onderzoek en de impulsen die geïntegreerd worden in het economisch programma en in het nationaal plan voor ruimtelijke ordening behoren, voor elk gewest, tot de bevoegdheid van de G. O. M.

De uitvoering van de infrastructuurwerken behoort respectievelijk tot de bevoegdheid van de Staat, de provincies, de gemeenten, de intercommunales en, eventueel, de interprovinciales.

De plaatselijke ruimtelijke ordening behoort tot de bevoegdheid van de gemeenten en de intercommunales. Deze, alsmede de interprovinciales, mogen bovendien specifieke activiteiten uitoefenen.

SECTION 2.

ORGANES DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE.

I. — Au niveau du pouvoir central.

1. — *Programme économique national.*

L'élaboration du programme économique national est assurée :

- sur le plan sectoriel, en ce compris la localisation du programme, par le Bureau de Programmation économique;
- sur le plan géographique, par la Direction Générale de l'Aménagement du Territoire.

Le Bureau de Programmation économique consulte, pour l'établissement de la partie sectorielle du programme, les milieux économiques et sociaux intéressés au niveau national, ainsi que les organismes représentant les intérêts régionaux, notamment les sociétés de développement régional.

La Direction Générale de l'Aménagement du Territoire consulte, pour l'établissement de la partie géographique du programme, les provinces et les sociétés de développement régional.

Le Bureau de Programmation et la Direction Générale, ainsi que les Départements dont ils relèvent, prennent toutes les mesures utiles pour coordonner leurs travaux.

Le programme est arrêté par le Conseil des Ministres, sur la proposition du Comité ministériel de Coordination économique et sociale (« C. M. C. E. S. »).

Il est adopté par le législateur.

2. — *Mesures d'entraînement économique.*

Le programme économique national précise, notamment, les secteurs et les régions dans lesquels le pouvoir exécutif estime nécessaire de prendre des mesures d'entraînement économique.

II. — Au niveau régional.

Dans le cadre du programme économique national, les provinces et les communes prennent, sur le plan régional, les initiatives nécessaires en vue d'assurer la promotion et l'accueil économiques.

Au nombre de ces initiatives figure la création de sociétés de développement régional.

1. — La province peut décider de constituer une ou plusieurs sociétés de développement régional. Deux ou plusieurs provinces peuvent s'entendre pour constituer ensemble une telle société. La société de développement régional peut donc, selon les réalités et nécessités économiques, couvrir une région correspondant à l'aire géographique d'une ou de plusieurs provinces, ou encore une région constituée par des parties de provinces différentes ou une partie d'une province.

Au cas où la province intéressée ne prendrait pas d'initiative appropriée, un ensemble de communes peuvent décider de constituer une société de développement dans l'aire de leur compétence.

Les aires des sociétés de développement régional ne peuvent jamais se superposer.

2. — La société de développement régional constituée à l'initiative de la ou des provinces est composée de représentants de la ou des provinces, des communes, des milieux économiques et des milieux sociaux de la région.

La société de développement régional constituée à l'initiative des communes est composée de représentants de ces communes, des milieux économiques et sociaux de la région et, éventuellement, de la ou des provinces.

3. — La province et les communes disposent ensemble de la majorité au sein de la société de développement régional. Lorsque deux ou plusieurs provinces ont décidé en commun de constituer un tel organisme, elles se répartissent cette majorité en fonction du chiffre des populations considérées.

4. — La société de développement régional et les autres initiatives régionales coopèrent avec les pouvoirs économiques centraux pour l'élaboration des aspects régionaux du programme de développement économique.

Les provinces et les communes peuvent leur confier l'exécution de tout ou partie de ce programme.

SECTIE 2.

ORGANEN VAN DE ECONOMISCHE ONTWIKKELING.

I. — Op het vlak van het centraal gezag.

1. — *Nationaal economisch programma.*

De voorbereiding van het nationaal economisch programma wordt verzekerd.

- op het sectorieel vlak, inclusief de lokalisatie van het programma, door het Bureau voor Economische Programmatie;
- op het geografisch vlak, door de Algemene Directie voor de Ruimtelijke ordening.

Het Bureau voor Economische Programmatie raadpleegt, voor het opstellen van het sectorieel deel van het programma, de betrokken economische en sociale kringen op het nationaal vlak, alsook de organismen die de gewestelijke belangen vertegenwoordigen, o.m. de G.O.M.

De Algemene Directie voor de Ruimtelijke Ordening raadpleegt, voor het opstellen van het geografisch deel van het programma, de provincies en de maatschappijen voor streekontwikkeling.

Het Programmatiebureau en de Algemene Directie alsook de Departementen waaronder zij ressorteren, treffen alle vereiste maatregelen om hun werkzaamheden te coördineren.

Het programma wordt vastgesteld door de Ministerraad, op voorstel van het M. C. E. S. C.

Het wordt goedgekeurd door de wetgever.

2. — *Economische prikkels.*

Het nationaal economisch programma preciseert o.m. de sectoren en de streken waar de uitvoerende macht het nodig oordeelt economische prikkels aan te wenden.

II. — Op het gewestelijk vlak.

In het raam van het Nationaal economisch programma nemen de provincies en de gemeenten, op het gewestelijk vlak, de vereiste initiatieven inzake economische promotie en onthaalmaatregelen, o.m. de oprichting van gewestelijke ontwikkelingsmaatschappijen.

1. — De provincie kan beslissen een of meer maatschappijen voor streekontwikkeling op te richten. Twee of meer provincies mogen eventueel samen een dergelijke maatschappij oprichten. De maatschappij voor streekontwikkeling mag dus, overeenkomstig de economische realiteiten en behoeften, een gewest vormen dat overeensteemt met de geografische omschrijving van een of meer provincies, of een gewest gevormd door delen van verschillende provincies of door een deel van één provincie.

Indien de belanghebbende provincie geen passend initiatief zou nemen, mag een groep van gemeenten beslissen een ontwikkelingsmaatschappij te vormen op het grondgebied waarover zij bevoegd zijn.

De territoria der G. O. M. mogen elkaar nooit overlappen.

2. — De gewestelijke ontwikkelingsmaatschappij, opgericht op initiatief van de provincie, is samengesteld uit vertegenwoordigers van de provincie(s), de gemeenten, de economische en sociale belangengroepen van het gewest.

De gewestelijke ontwikkelingsmaatschappij gevormd op initiatief der gemeenten is samengesteld uit vertegenwoordigers van deze gemeenten, de economische en sociale belangengroepen van de streek en, eventueel, van de provincie.

3. — De provincie en de gemeenten beschikken samen over de meerderheid in de gewestelijke ontwikkelingsmaatschappij. Wanneer twee of meer provincies besloten hebben samen een dergelijk organisme op te richten, verdelen zij deze meerderheid onder elkaar overeenkomstig de betrokken bevolkingscijfers.

4. — De G. O. M. en de andere gewestelijke initiatieven werken samen met de centrale economische instanties voor het uitwerken van de regionale aspecten van het economisch ontwikkelingsprogramma.

De provincies en de gemeenten mogen hun de uitvoering van dit programma geheel of gedeeltelijk toevertrouwen.

5. — La société de développement régional ou, à son défaut, les initiatives régionales existantes ont deux missions.

a) Elles établissent, en termes comparables pour l'ensemble du pays, l'inventaire des besoins de la région sur la base de critères relatifs notamment à l'évolution des investissements, de la démographie, de l'emploi et du revenu; l'inventaire des besoins comporte l'indication des objectifs à réaliser pour y répondre.

Cet inventaire est transmis par la société de développement régional ou, à son défaut, par les initiatives régionales existantes au pouvoir central ainsi qu'à la ou aux provinces dont elles relèvent. Les provinces font, s'il y a lieu, leurs commentaires.

b) Elles prennent, pour le compte de qui il appartient, les mesures de promotion économique nécessaires. A cette fin, elles font les diligences requises :

— auprès du secteur privé et du pouvoir central, afin d'obtenir d'eux les décisions d'entraînement économique souhaitées;

— auprès de la ou des administrations des provinces, des communes, des intercommunales et, éventuellement, des interprovinciales, afin d'obtenir d'elles soit la mise en œuvre des mesures d'accompagnement, soit les délégations nécessaires.

6. — La société de développement régional est constituée sous la forme juridique des intercommunales, qui permet d'ailleurs la participation de toutes les forces vives de la région.

7. — Il est proposé qu'un fonds spécial de promotion économique régionale soit constitué. Sa répartition se fera sur base de critères objectifs, suivant les principes énoncés au chapitre de la décentralisation administrative.

AUTONOMIE CULTURELLE.

I.

1. — Un accord s'est dégagé sur la création par la loi d'un Conseil culturel pour la communauté de langue française et d'un Conseil culturel pour la communauté de langue néerlandaise.

L'adoption de ce principe entraîne la nécessité d'une révision de la loi du 2 août 1963 qui se réfère à trois Conseils culturels.

Une institution culturelle pour les Belges de langue allemande serait créée par arrêté royal.

2. — Chacun des deux Conseils culturels serait composé de 50 membres, de façon à assurer une représentation adéquate des grands courants d'opinion, des diverses activités culturelles et des différentes régions.

Chacun des Conseils compterait également 24 à 26 membres suppléants.

3. — Les membres des Conseils culturels sont nommés à la représentation proportionnelle des suffrages recueillis, dans chaque région linguistique, par les partis qui les présentent.

4. — Quarante membres de chaque Conseil et leurs suppléants sont nommés par un collège régional composé des élus nationaux et provinciaux de la région linguistique correspondante et des élus de l'arrondissement de Bruxelles qui s'y inscrivent. Les élus bruxellois ont toutefois la faculté de ne s'inscrire dans aucun des deux collèges.

5. — Les candidats sont présentés, en nombre double des mandats à pourvoir, sur des listes dont chacune doit compter pour moitié des candidats présentés par les académies et autres organismes désignés par la loi.

6. — Les opérations de nomination des membres des Conseils culturels se déroulent aux chefs-lieux des provinces.

7. — Les quarante membres de chaque Conseil culturel nommés selon cette procédure se réunissent, en groupes, pour désigner par cooptation les membres titulaires des mandats qui restent à pourvoir ainsi que 4 à 6 suppléants.

8. — La durée des mandats des membres des Conseils culturels est de six ans.

9. — Le Roi détermine, sur proposition du Ministre de l'Intérieur, le nombre des mandats revenant à chaque liste sur base des résultats de la dernière élection pour le renouvellement de la Chambre des représentants, les suffrages de l'arrondissement de Bruxelles étant partagés par moitié entre les deux régions linguistiques.

5. — De gewestelijke ontwikkelingsmaatschappij, of zo zij ontbreekt, de bestaande gewestelijke initiatieven, hebben twee opdrachten:

a) In termen vergelijkbaar voor geheel het land, maken zij de inventaris op van de behoeften van het gewest op basis van criteria in verband met o.m. de evolutie van de investeringen, de demografie, de werkgelegenheid en het inkomen; de inventaris der behoeften behelst de aanduiding der objectieven die eraan beantwoorden.

Deze inventaris wordt door de G.O.M. of, zo deze ontbreekt, door de bestaande gewestelijke initiatiefnemers overgemaakt aan het centraal gezag alsmede aan de provinciale instantie(s) waaronder zij ressorteren. De provincies voegen hierbij, zo nodig, hun commentaar.

b) Voor rekening van de bevoegde instanties nemen zij de vereiste economische ontwikkelingsmaatregelen. Daartoe dringen zij aan bij :

— de privé-sector en het centraal gezag, om van hen de gewenste economische activeringsmaatregelen te bekomen.

— de administratie der provincies, gemeenten, intercommunales en eventueel interprovinciales, om van hen de geleidelende maatregelen of de vereiste machtsoverdrachten te bekomen.

6. — De gewestelijke ontwikkelingsmaatschappij komt tot stand onder de juridische vorm van een intercommunale, waardoor de deelneming van alle dynamische krachten van het gewest mogelijk wordt.

7. — De vorming van een speciaal fonds voor gewestelijk economische expansie wordt voorgesteld. De verdeling van dit fonds gebeurt volgens objectieve criteria overeenkomstig de principes geformuleerd in het hoofdstuk over de administratieve decentralisatie.

CULTURELE AUTONOMIE.

I.

1. — Een accoord kwam tot stand om bij een wet over te gaan tot het instellen van een cultuurraad voor de Nederlandstalige gemeenschap en van een cultuurraad voor de Franstalige gemeenschap.

Het aanvaarden van dit beginsel vereist een herziening van de wet van 2 augustus 1963, waarin drie cultuurraden worden vermeld.

Een culturele instelling voor de Duitstalige Belgen zou bij koninklijk besluit worden ingesteld.

2. — Ieder van beide cultuurraden zou uit 50 leden bestaan, derwijze dat een juiste vertegenwoordiging van de grote opiniestromingen, van de diverse culturele activiteiten en van de verschillende gewesten gewaarborgd weze.

Iedere raad zou bovendien 24 tot 26 plaatsvervangende leden tellen.

3. — De leden van de cultuurraden worden benoemd volgens de evenredige vertegenwoordiging van de stemmen in ieder taalgebied bekomen door de partijen die hen voordragen.

4. — Veertig leden van iedere raad alsook hun plaatsvervangers worden benoemd door een gewestelijk college samengesteld uit de nationale en provinciale verkozenen van het overeenstemmende taalgebied en uit de verkozenen van het arrondissement Brussel, die zich bij dit college laten inschrijven. Het staat de Brusselse verkozenen nochtans vrij zich in geen van beide colleges te laten inschrijven.

5. — De kandidaten worden, in dubbel aantal van de toe te kennen mandaten, voorgedragen op lijsten die ieder voor de helft kandidaten moeten omvatten die zijn voorgedragen door de academiën en andere bij de wet aangeduide instellingen.

6. — De verrichtingen tot benoeming van de leden der cultuurraden geschieden in de hoofdplaatsen der provincies.

7. — De volgens deze procedure benoemde veertig leden van iedere cultuurraad vergaderen in groepen teneinde over te gaan tot de aanduiding door coöptatie van de leden, titularissen van de nog toe te kennen mandaten alsook van 4 tot 6 plaatsvervangers.

8. — De duur van de mandaten van de leden der cultuurraden wordt op zes jaar vastgesteld.

9. — De Koning bepaalt, op voordracht van de Minister van Binnenlandse Zaken, het aantal mandaten dat aan iedere lijst toekomt op grond van de uitslagen van de jongste verkiezing voor de hernieuwing van de Kamer van Volksvertegenwoordigers, met dien verstande dat in het arrondissement Brussel aan ieder van de taalgebieden de helft van de stemmen wordt toegekend.

10. — Les académies et autres organismes visés au n° 5 sont :

- a) l'Académie royale de langue et de littérature françaises;
- b) l'Académie royale des sciences, des lettres et des beaux-arts de Belgique;
- c) le Comité de l'art musical;
- d) le Conseil national de l'art dramatique d'expression française;
- e) le Conseil national de la jeunesse;
- f) le Conseil supérieur des bibliothèques publiques;
- g) le Conseil supérieur de l'éducation populaire;
- h) la Koninklijk Vlaamse Academie voor Taal en Letterkunde;
- i) la Koninklijke Vlaamse Academie voor Wetenschappen, Letteren en Schone Kunsten van België;
- j) le Nationale Raad voor de Dramatische Kunst in het Nederlands;
- k) les Universités.

11. — Les Conseils culturels disposeraient chacun d'un Bureau élu à la représentation proportionnelle et d'un Secrétariat limité.

II.

1. — Chaque Conseil culturel veillerait au développement de la culture dans sa région linguistique et dans l'agglomération bruxelloise.

2. — Sous réserve des dispositions à adopter en ce qui concerne le statut général de Bruxelles-Capitale, une Commission permanente serait constituée pour l'agglomération bruxelloise. Elle serait composée de deux délégations égales de 12 à 15 membres désignés à la représentation proportionnelle par les deux Conseils et comportant chacune une majorité de membres bruxellois. Elle se réunirait à la requête de l'un des Conseils ou de l'une des délégations.

Elle donnerait ses avis aux Conseils culturels pour l'harmonisation et la coordination de leur action sur le territoire de l'agglomération bruxelloise, notamment par l'attribution à celle-ci d'une part suffisante de leurs dotations spéciales respectives et formulerait des propositions pour promouvoir le rôle de Bruxelles au point de vue culturel sur le plan national et européen. Les Conseils en délibéreraient soit séparément, chacun en ce qui le concerne, soit en commun.

3. — Les deux Conseils culturels se réuniraient ensemble pour examiner les problèmes d'intérêt commun, soit dans les cas prévus par la loi, par exemple pour l'examen annuel du projet du budget de l'éducation nationale et de la culture, soit à l'initiative de l'un d'eux, soit encore à la demande du ou des ministres compétents, qui pourraient en décider ainsi notamment en cas d'avis divergents des deux Conseils.

III.

1. — Un accord s'est dégagé pour l'octroi aux Conseils culturels d'une compétence large et réelle.

2. — Les Conseils culturels étudient, chacun en ce qui le concerne, les problèmes relatifs au développement culturel de la nation.

Siégeant séparément ou conjointement, ils émettraient des avis en se prononçant à la majorité ordinaire, mais en mentionnant les opinions minoritaires, dans les cas suivants.

- a) Ils pourraient formuler, de leur propre initiative, des avis sur tout problème relatif au développement de la culture.
- b) Les assemblées parlementaires et les Ministres pourraient demander l'avis motivé des Conseils culturels sur tout problème relatif au développement de la culture et notamment sur les projets ou propositions de loi intéressant ce développement. Les Ministres pourraient demander l'avis motivé des Conseils culturels sur les projets de règlement relatifs au même objet ou charger les Conseils culturels de préparer l'élaboration de ces projets.

c) Les Ministres soumettent à l'avis motivé des Conseils culturels les textes des avant-projets de loi et de règlement qui intéressent de manière fondamentale le développement culturel, notamment dans les domaines suivants :

- 1° l'emploi des langues;
- 2° l'enseignement;
- 3° les beaux-arts et les lettres;
- 4° les bibliothèques et musées;
- 5° l'éducation populaire et les loisirs;
- 6° les organisations et œuvres de la jeunesse;
- 7° la radiodiffusion et la télévision;
- 8° les monuments et sites;
- 9° les relations culturelles avec l'étranger;
- 10° les œuvres et institutions qui exercent une activité en rapport avec les objets visés ci-dessus.

10. — De academiën en andere instellingen bedoeld in n° 5 zijn :

- a) de « Académie royale des sciences, des lettres et des beaux-arts de Belgique »;
- b) de « Académie royale de langue et de littérature françaises »;
- c) het Comité voor de toonkunst;
- d) de « Conseil national de l'art dramatique d'expression française »;
- e) de Nationale Raad voor de jeugd;
- f) de Hoge Raad voor de openbare bibliotheken;
- g) de Hoge Raad voor de volksopleiding;
- h) de Koninklijke Vlaamse Academie voor taal en letterkunde;
- i) de Koninklijke Vlaamse Academie voor wetenschappen, letteren en schone kunsten van België;
- j) de Nationale Raad voor de dramatische kunst in het Nederlands;
- k) de Universiteiten.

11. — Iedere Cultuurraad zou beschikken over een Bureau verkozen op basis van de evenredige verleggenwoordiging en over een beperkt secretariaat.

II.

1. — Iedere Cultuurraad zou instaan voor de ontwikkeling van de cultuur in zijn taalgebied en in de Brusselse agglomeratie.

2. — Onder voorbehoud van de schikkingen te treffen in verband met het algemeen statuut van Hoofdstad-Brussel, zou een vaste commissie worden ingesteld voor de Brusselse agglomeratie. Zij zou zijn samengesteld uit twee gelijke afvaardigingen van 12 tot 15 leden aangewezen door de twee Raden overeenkomstig de evenredige vertegenwoordiging en die ieder een meerderheid van Brusselse leden zouden tellen. Zij zou vergaderen op verzoek van een der raden of van een der afvaardigingen.

Zij zou de cultuurraden van advies dienen inzake de harmonisatie en de coördinatie van hun actie op het grondgebied van de Brusselse agglomeratie, o.m. door de toewijzing aan deze agglomeratie van een toereikend deel van hun respectieve speciale dotaties, en zou voorstellen formuleren tot bevordering van de rol van Brussel in cultureel opzicht op het nationaal en op het Europees vlak. De raden zouden hierover beraadslagen hetzij afzonderlijk, ieder voor wat hem betreft, hetzij gemeenschappelijk.

3. — De twee cultuurraden zouden samen vergaderen om de problemen van gemeenschappelijk belang te onderzoeken, hetzij in de bij de wet bedoelde gevallen, inzonderheid voor het jaarlijks onderzoek van het ontwerp van begroting van nationale opvoeding en cultuur, hetzij op initiatief van een van beide, hetzij nog op verzoek van de bevoegde minister of ministers, die daartoe zouden kunnen besluiten o.m. wanneer de twee raden van mening zouden verschillen.

III.

1. — Een accoord werd bereikt om aan de cultuurraden een ruime en werkelijke bevoegdheid toe te kennen.

2. — De cultuurraden onderzoeken, ieder wat hem betreft, de vraagstukken in verband met de culturele ontwikkeling van de natie.

In afzonderlijke of gemeenschappelijke vergaderingen zouden zij adviezen uitbrengen bij gewone meerderheid maar met vermelding van de minderheidsopinies in de hiernavolgende gevallen :

- a) Op eigen initiatief zouden zij adviezen mogen uitbrengen in verband met elk probleem betreffende de culturele ontwikkeling.
- b) De parlementaire vergaderingen en de ministers zouden het gemotiveerd advies van de cultuurraden kunnen vragen over elk vraagstuk in verband met de ontwikkeling van de cultuur en inzonderheid over de ontwerpen en voorstellen van wet in verband met die ontwikkeling. De ministers zouden het gemotiveerd advies van de cultuurraden kunnen vragen over de ontwerpen van verordeningen betreffende diezelfde aangelegenheden of de cultuurraden ermede belasten het opmaken van bedoelde ontwerpen voor te bereiden;
- c) De ministers onderwerpen de teksten van de voorontwerpen van wet en van de verordeningen, die fundamenteel verband houden met de ontwikkeling der cultuur, aan het gemotiveerd advies van de cultuurraden, inzonderheid op de hiernavolgende gebieden :

- 1° het gebruik der talen;
- 2° het onderwijs;
- 3° de schone kunsten en letteren;
- 4° de bibliotheken en musea;
- 5° de voortgezette opleiding en de vrijetijdsbesteding;
- 6° de jeugdorganisaties en jeugdwerken;
- 7° de radio en de televisie;
- 8° de monumenten en landschappen;
- 9° de culturele betrekkingen met het buitenland;
- 10° de werken en instellingen die enige activiteit hebben in verband met voornoemde aangelegenheden.

Lorsque, dans des cas exceptionnels, les Ministres ne consultent pas les Conseils culturels, les motifs de cette abstention sont exposés dans le préambule de l'arrêté de présentation du projet de loi ou dans l'exposé des motifs de celui-ci ou dans le préambule du règlement ou dans un rapport au Roi, publié en même temps que celui-ci.

3. — Les Conseils culturels pourraient se voir conférer le pouvoir de faire des règlements d'exécution, dans les matières et dans les conditions déterminées par la loi. Ces règlements devraient être soumis à l'approbation du Roi.

4. — Chaque conseil donne son avis sur la partie du budget culturel consacrée au secteur qui tombe sous sa compétence. Il propose éventuellement de nouveaux critères ou de nouvelles procédures pour la distribution des subventions qui y sont prévues.

Les Conseils culturels, siégeant conjointement, donnent leur avis sur le projet du budget culturel de l'Etat. Ils proposent éventuellement de nouveaux critères pour la distribution des subventions qui y sont prévues.

Les avis et propositions des Conseils culturels délibérant séparément ou conjointement dans les cas prévus au présent paragraphe, sont adoptés à la majorité ordinaire, mais comportent la mention des opinions minoritaires.

5. — Le budget de la culture prévoira une dotation spéciale pour permettre à chaque Conseil de réaliser un programme complémentaire d'encouragement d'initiatives culturelles. Les Conseils culturels soumettront à l'approbation du Roi les règlements généraux et particuliers d'utilisation de cette dotation, qui sera égale pour chacun des Conseils.

Le Roi veille, dans l'usage de son pouvoir d'approbation, au respect des principes d'égalité et de non-discrimination. Il se substitue au Conseil culturel intéressé si celui-ci ne s'est pas conformé, dans un certain délai, aux indications de l'arrêté d'improbation éventuel.

Le Roi annule les actes des Conseils culturels qui comportent attribution de subventions, si ces actes ne sont pas conformes aux règlements généraux ou particuliers d'utilisation des dotations.

6. — Les Conseils culturels pourront se voir reconnaître le droit de présentation ou de nomination à certains postes d'organes ou institutions relevant de leur compétence. La représentation proportionnelle sera appliquée pour les nominations ou présentations collectives.

7. — La Commission a étudié le problème de la reconnaissance du droit d'initiative législative aux Conseils culturels dans les matières de leur compétence. Elle a toutefois décidé de surseoir à toute décision en la matière jusqu'à l'étude globale de la fonction consultative.

8. — Il a été jugé souhaitable de préciser en les rationalisant les relations futures entre les Conseils culturels et les conseils spécialisés existants.

9. — La loi fixerait les modalités de la consultation des Conseils culturels et les délais, notamment d'urgence, dans lesquels ils devraient émettre leurs avis.

Les dispositions essentielles des avis et décisions des Conseils culturels feraient l'objet d'une publication officielle en français et en néerlandais, étant entendu que seul fera foi le texte rédigé dans la langue propre à chacun d'eux. Les traductions seront effectuées par le Département de l'Education nationale et de la Culture.

IV.

1. — La nécessité a été reconnue de protéger selon les mêmes normes, dans tout le pays, les minorités philosophiques et idéologiques.

2. — Cette protection serait assurée par l'affirmation dans la loi sur les Conseils culturels des principes d'égalité et de non discrimination, et par la reconnaissance au tiers des membres de chaque Conseil d'un recours en annulation auprès du Gouvernement, sous réserve de recours de légalité auprès du Conseil d'Etat prévu par la législation existante.

Note complémentaire.

1. — La Commission estime que les questions relatives à l'enseignement ne doivent normalement pas relever de la compétence des Conseils culturels, sauf dans la mesure où l'avis de ceux-ci pourrait être requis quand un projet de loi ou de règlement relatif à l'enseignement intéresse

Wanneer in uitzonderlijke gevallen de ministers de cultuurraden niet raadplegen, worden de redenen daarvan aangegeven in de inleiding van het besluit waarbij het ontwerp van wet wordt voorgelegd of in de memorie van toelichting ervan of in de inleiding van de verordening of in een verslag aan de Koning dat gelijktijdig hiermede wordt bekendgemaakt.

3. — De cultuurraden zouden kunnen bevoegdheid krijgen om in de bij de wet bepaalde aangelegenheden uitvoeringsverordeningen op te maken. Deze verordeningen zouden aan de goedkeuring van de Koning moeten worden onderworpen.

4. — Iedere raad geeft zijn advies over het gedeelte van de culturele begroting bestemd voor de sector die binnen zijn bevoegdheid valt. Hij stelt gebeurlijk nieuwe maatstaven of nieuwe procedures voor, wat de verdeling van de daarin bepaalde toelagen betreft.

In gemeenschappelijke vergadering brengen de cultuurraden advies uit over het ontwerp van culturele begroting van het Rijk. Voor de daarin bepaalde toelagen stellen zij gebeurlijk nieuwe verdelingsmaatstaven voor.

De adviezen en voorstellen die de cultuurraden, afzonderlijk of gezamenlijk beraadslagend, uitbrengen in de in deze paragraaf bedoelde gevallen, worden goedgekeurd bij gewone meerderheid, doch maken gewag van de meningen van de minderheid.

5. — Op de culturele begroting wordt en bijzondere dotatie uitgetrokken teneinde iedere raad de mogelijkheid te bieden om een aanvullend programma tot aanmoediging van culturele initiatieven te verwezenlijken. De cultuurraden zullen de algemene en bijzondere regelingen betreffende de aanwending van deze dotatie aan de koninklijke goedkeuring onderwerpen. Bedoelde dotatie zal voor elk der raden gelijk zijn.

Bij het gebruik maken van zijn goedkeuringsbevoegdheid waakt de Koning over het eerbiedigen van de beginselen van gelijkheid en van non-discriminatie. Hij treedt in de plaats van de betrokken cultuurraad, indien deze zich niet, binnen een bepaalde termijn, heeft gevoegd naar de aanwijzingen van het eventuele afkeuringsbesluit.

De Koning vernietigt de handelingen van de cultuurraden, houdende toewijzing van toelagen, indien die handelingen niet in overeenstemming zijn met de algemene of bijzondere aanwendingsregelingen voor de dotaties.

6. — Aan de cultuurraden zal het recht kunnen worden toegekend om voordrachten of benoemingen te doen voor sommige ambten bij organen of instellingen die onder hun bevoegdheid ressorteren. De evenredige vertegenwoordiging zal worden toegepast bij gezamenlijke benoemingen of voordrachten.

7. — De commissie heeft zich ook bezig gehouden met het vraagstuk van de toekenning van het recht op wetgevend initiatief aan de cultuurraden wat de onder hun bevoegdheid ressorterende aangelegenheden betreft. Evenwel heeft zij beslist terzake geen enkele beslissing te treffen tot op het ogenblik van het globale onderzoek van de problemen in verband met de adviserende functie.

8. — Het werd wenselijk geoordeeld de toekomstige betrekkingen tussen de cultuurraden en de bestaande gespecialiseerde raden nader te bepalen en te rationaliseren.

9. — De modaliteiten voor het raadplegen der Cultuurraden en de termijnen, o.m. in geval van hoogdringendheid, binnen dewelke zij hun adviezen zouden moeten uitbrengen, zouden bij de wet bepaald worden.

De essentiële beschikkingen van de adviezen en beslissingen der Cultuurraden zouden officieel gepubliceerd worden in het Nederlands en het Frans, met dien verstande dat alleen de tekst opgesteld in hun respectieve eigen taal geldig zou zijn. De vertalingen zouden gemaakt worden door het Departement van Nationale Opvoeding en Cultuur.

IV.

1. — De noodzakelijkheid werd erkend om de filosofische en de ideologische minderheden in geheel het land te beschermen volgens dezelfde normen.

2. — De bedoelde bescherming zou verzekerd zijn door in de wet op de cultuurraden de beginselen van gelijkheid en van non-discriminatie op te nemen en door aan een derde van de leden van elke raad het recht toe te kennen om een beroep tot vernietiging in te dienen bij de Regering, onder voorbehoud van het door de thans bestaande wetgeving bepaalde annulatieberoep bij de Raad van State.

Aanvullende nota.

1. — De Commissie meent dat de problemen in verband met het onderwijs normaal niet moeten ressorteren onder de bevoegdheid van de cultuurraden, tenzij in de mate waarin hun advies zou kunnen vereist zijn wanneer ontwerpen van wetten of verordeningen fundamenteel

de manière fondamentale le développement de la culture (Voir III, § 2, c), 2°, ci-dessus).

La Commission considère en effet que les problèmes de l'enseignement doivent être réglés essentiellement dans le cadre du pacte scolaire et des dispositions prises en vertu de celui-ci, ainsi que dans le respect des lois relatives au régime linguistique de l'enseignement.

Elle constate, par ailleurs, que l'autonomie culturelle est déjà dans une très large mesure réalisée tant dans l'organisation de l'enseignement libre que dans celle de l'enseignement officiel.

2. — Constatant que l'organisation des services est déjà largement dédoublée au ministère de l'Éducation nationale et de la Culture au niveau de l'administration, la Commission souhaite que la dualité culturelle de la Nation se traduise d'une manière adéquate au niveau de l'organisation gouvernementale, notamment par la nomination de secrétaires d'État, chargés plus particulièrement des affaires relatives à chacune des deux grandes régions linguistiques.

ANNEXE.

On trouvera ci-après, à titre d'information, les propositions dont la Commission tripartite avait été saisie par sa Section pour la réforme des institutions centrales.

On a fait figurer, à la suite de chaque système, les avantages et les inconvénients qui lui ont été attribués au cours de la discussion par ses partisans et ses adversaires.

I. — Premier système.

1. — Il n'y aurait ni matières ni lois réservées.

Mais hormis les budgets, tout texte susceptible de provoquer un affrontement des deux Communautés pourrait faire l'objet d'une procédure spéciale dans la première assemblée qui en serait saisie, et elle seule.

Pour cela, il devrait être déclaré tel par une Commission parlementaire paritairement composée du point de vue linguistique.

2. — Chaque assemblée comporterait, à cet effet, une Commission paritaire permanente, composée à la proportionnelle des groupes politiques.

Un système adéquat de suppléance serait organisé en vue de maintenir en toutes occasions une stricte parité au sein de cette Commission.

Celle-ci se prononcerait à la majorité ordinaire, mais, par dérogation au droit commun des assemblées délibérantes belges, tout partage égal des voix aurait valeur de décision positive et entraînerait donc le déclenchement de la procédure spéciale.

3. — Dans la première assemblée saisie, le Président, le tiers des membres ou la majorité des parlementaires de l'une des Communautés pourraient, sur proposition motivée, renvoyer à la Commission paritaire sus-mentionnée tout projet, proposition ou amendement d'ordre législatif, après son passage, le cas échéant, en Commission permanente ou spéciale et avant le vote des articles en séance plénière.

4. — La Commission paritaire n'examinerait pas quand au fond les textes qui lui seraient ainsi renvoyés. Elle se bornerait à rechercher s'ils risquent d'opposer de façon caractérisée les parlementaires des deux communautés et, dans l'affirmative, elle déclarerait qu'il y a lieu de les soumettre, en tout ou en partie, à la procédure spéciale.

5. — Les dispositions appelées à bénéficier de cette procédure devraient, pour être adoptées d'emblée en séance plénière, recueillir non seulement la majorité absolue de tous les suffrages mais encore la majorité absolue des suffrages des parlementaires de chaque communauté.

6. — Les dispositions en question, qui recueilleraient la majorité requise au sein de l'assemblée mais non point parmi les représentants de chacune des communautés, seraient soumises à une lecture supplémentaire.

Entretemps, le Gouvernement ou les deux communautés seraient toujours représentées de façon équilibrée, s'emploierait à rechercher une solution susceptible de rencontrer une large adhésion et il serait habilité à amender les textes litigieux en conséquence.

Lors de la lecture supplémentaire, l'assemblée se prononcerait définitivement à la majorité ordinaire sur la solution en question. En revanche, les amendements d'origine parlementaire devraient, pour être adoptés, recueillir non seulement la majorité absolue de tous les suffrages, mais encore la majorité absolue des suffrages des parlementaires de chaque Communauté.

verband houden met de ontwikkeling van de cultuur (zie III, O 2, c), 2° hierboven).

De Commissie meent inderdaad dat de onderwijsproblemen wezenlijk moeten geregeld worden binnen het raam van het schoolpact en van de krachtens dit pakt getroffen regelingen, en met naleving van de wetten betreffende de taalregeling in het onderwijs.

Overigens stelt zij vast dat de culturele autonomie reeds in zeer ruime mate is verwezenlijkt wat betreft zowel de inrichting van het vrije onderwijs als die van het officieel onderwijs.

2. — Vaststellende dat de splitsing van de diensten van het Ministerie van Nationale Opvoeding en Cultuur reeds in ruime mate is verwezenlijkt op het administratieve vlak, drukt de Commissie de wens uit dat met de culturele tweeledigheid van de natie ook op een aangepaste wijze zou worden rekening gehouden op het vlak van de regeringsorganisatie, met name door het benoemen van staatssecretarissen, die meer bepaaldelijk zouden belast zijn met de zaken van elk van beide grote taalgebieden.

BIJLAGE.

Ter informatie volgen hierna de voorstellen die aan de Driepartijencommissie werden voorgelegd door haar sectie « Hervorming der Centrale Instellingen ».

Na elk systeem volgen de voordelen en nadelen door voorstanders en tegenstanders tijdens de discussie aangevoerd.

I. — Eerste systeem.

1. — Geen voorbehouden materies of wetten.

Maar met uitzondering van de begrotingen zou elke tekst, die een botsing tussen de twee Gemeenschappen kan veroorzaken, onderworpen worden aan een speciale procedure in de Assemblée waar de tekst eerst aanhangig werd gemaakt, en in die Assemblée alleen.

Of zulks het geval is, zou door een parlementaire commissie, paritair samengesteld in taalkundig opzicht, uitgemaakt moeten worden.

2. — Elke Assemblée zou daartoe een vaste paritaire commissie aanstellen, waarin de politieke groepen evenredig zouden vertegenwoordigd worden.

Een adequaat systeem van plaatsvervangings zou georganiseerd worden om in alle omstandigheden een stricte pariteit in deze commissie te verzekeren.

Deze zou zich met een gewone meerderheid uitspreken, maar een afwijking zou voorzien worden t.o.v. het gemeen recht der Belgische assemblys: elke gelijkverdeling der stemmen zou beschouwd worden als een positieve beslissing en dus de speciale procedure op gang brengen.

3. — In de Assemblée waar een wetsontwerp, wetsvoorstel of amendement het eerst aanhangig gemaakt worden, kunnen zij op voorstel van de voorzitter, van een derde der leden of van de meerderheid der leden van een der beide Gemeenschappen teruggezonden worden naar voornoemde paritaire commissie nadat zij door de vaste of speciale commissie zijn behandeld en vóór de stemming over de artikelen in de pleno-vergadering.

4. — De Paritaire commissie zou de teruggezonden teksten niet ten gronde behandelen. Zij zou alleen onderzoeken of zij de vertegenwoordigers der twee Gemeenschappen kennelijk dreigen te verdelen en, zo ja, zou zij verklaren dat er reden bestaat om ze geheel of gedeeltelijk aan de speciale procedure te onderwerpen.

5. — De bepalingen onderworpen aan deze procedure zouden in de pleno-vergadering niet alleen de absolute meerderheid van alle stemmen moeten bekomen maar ook nog de absolute meerderheid van de stemmen der parlementsleden van elke Gemeenschap.

6. — De bepalingen die de vereiste meerderheid zouden bekomen in de assemblée maar niet bij de vertegenwoordigers van elk van beide Gemeenschappen, zouden aan een bijkomende lezing onderworpen worden.

Intussen zou de Regering, waarin de twee Gemeenschappen altijd evenwichtig zouden vertegenwoordigd zijn, een oplossing zoeken die een ruime instemming kan vinden en zij zou de betwiste teksten dienovereenkomstig mogen amenderen.

Bij de supplementaire lezing zou de assemblée zich definitief en met gewone meerderheid uitspreken over de kwestie. Daarentegen zouden de amendementen uitgaande van het Parlement slechts goedgekeurd worden mits een absolute meerderheid van al de stemmen maar bovendien mits een absolute meerderheid van de stemmen der vertegenwoordigers van elke Gemeenschap.

7. — Question réservée.

La Section n'a pas tranché le point de savoir si les communautés qui interviendraient dans la procédure législative spéciale, aux termes du système ci-dessus, seraient linguistiques ou régionales.

Dans le premier cas, tous les parlementaires devraient être répartis en deux rôles ou groupes linguistiques. Ils pourraient être départagés en fonction de la langue, ou de la première langue, qu'ils ont utilisée dans leur serment. Cette solution n'en poserait pas moins un problème délicat pour les élus de Bruxelles.

Dans le second cas, seuls interviendraient dans la procédure spéciale, en tant que représentants des communautés, les parlementaires des arrondissements wallons et flamands. Toutefois, cette solution n'éviterait le problème de la capitale qu'en infligeant, a-t-on dit, une sorte de *capitis diminutio* aux élus bruxellois. En outre, elle s'avérerait d'une application malaisée au Sénat.

8. — Avantages et inconvénients du système.

a) Avantages allégués :

Le système exposé aux chiffres 1 à 6 ci-dessus comporte des avantages évidents.

Il est souple.

Il évite toutes les difficultés inhérentes à la détermination des matières ou des lois réservées.

En ouvrant largement le recours à la Commission paritaire, presque d'un bout à l'autre du processus législatif, il place les représentants minoritaires dans une position psychologique telle qu'ils ne réclameront ce recours qu'en dernière instance, lorsque les procédures parlementaires ordinaires se sont avérées révélées inefficaces.

Il fait intervenir, en cas de difficulté persistante, le Gouvernement, qui est l'organe le mieux outillé pour trouver une solution.

Il laisse la décision finale dans les mains de la majorité ordinaire.

b) Ce système a été critiqué pour sa complexité, son inefficacité quant à la protection des minorités et aussi du fait qu'il s'en remet au Gouvernement, donc à la formation ou à la coalition politique au pouvoir, pour trouver la solution à un litige entre les parlementaires des deux communautés. Il serait, a-t-on dit, plus logique et plus conforme à l'indépendance du Parlement d'organiser le renvoi de l'affaire à la Commission paritaire qui élaborerait elle-même un compromis mutuellement acceptable.

II. — Deuxième système.

1. — Il n'y aurait pas de matières réservées, mais l'on instituerait un système de sonnette d'alarme.

2. — Si, lors de l'élaboration d'une loi quelconque, un vote était acquis malgré l'opposition de 75 % des représentants de la communauté flamande ou francophone de l'une des Chambres, le texte en question serait renvoyé à une Commission de conciliation. Cette Commission paritaire serait composée d'un nombre égal de parlementaires flamands, bruxellois ($\frac{1}{2}$ de néerlandophones et $\frac{1}{2}$ de francophones) et wallons. Elle se prononcerait à la majorité ordinaire sur les amendements à apporter au texte dont il s'agit et sur celui-ci même, à condition cependant que cette majorité comporte toujours au moins un suffrage flamand, wallon et bruxellois.

3. — La Chambre intéressée se prononcerait à la majorité ordinaire sur le texte émanant de la Commission de conciliation.

4. — Avantages et inconvénients.

a) Avantages allégués :

Ce système évite la difficulté des matières réservées. Force resterait, en principe, à la majorité ordinaire.

b) Inconvénients opposés.

D'une part, la garantie serait insuffisante car elle pourrait être mise en échec par 26 % des représentants de chaque communauté.

D'autre part, elle serait excessive puisqu'elle pourrait être déclenchée dans toutes les matières.

III. — Autres systèmes initialement proposés.

1. — a) Il n'y aurait pas de matières réservées. Mais tout texte législatif, budgets exceptés, pourrait faire l'objet d'une procédure spéciale de protection s'il est de nature à opposer de façon caractérisée

7. — Voorbehoudende kwestie :

De Sectie heeft niet beslist of de Gemeenschappen die in de speciale wetgevende procedure zouden tussnbeide komen, overeenkomstig voor-noemd systeem, taalgemeenschappen of gewestelijke gemeenschappen zouden zijn.

In het eerste geval zouden alle parlementsleden moeten verdeeld worden in twee taalrollen of groepen. Het criterium terzake zou kunnen zijn de taal of de eerste taal die zij gebruikt hebben bij hun eedaflegging. Deze oplossing zou nochtans een delikaat probleem doen rijzen voor de Brusselse mandatarissen.

In het tweede geval zouden bij de speciale procedure als vertegenwoordigers der Gemeenschappen alleen betrokken worden de parlementairen der Vlaamse en Waalse arrondissementen. Deze oplossing zou het probleem der hoofdstad nochtans slechts ontwijken door een *capitis diminutio* der Brusselse verkozenen. Bovendien zou zij moeilijk kunnen toegepast worden in de Senaat.

8. — Voordelen en nadelen van het systeem :

a) Voordelen :

Het systeem uiteengezet sub 1 tot 6 hierboven biedt duidelijk voordelen.

Het is soepel.

Het vermijdt alle moeilijkheden i.v.m. de aanduiding van voorbehouden materies of wetten.

Door een ruim beroep te doen op de Paritaire commissie gedurende heel het wetgevend verloop, plaatst het de minoritaire vertegenwoordigers in een zodanige psychologische positie dat zij dat middel slechts in extremis zullen invoeren, wanneer de gewone parlementaire procedures ondoeltreffend gebleken zijn.

Wanneer een moeilijkheid niet uit de weg kan geruimd worden, treedt de Regering op, die het best uitgerust orgaan is om een oplossing te vinden.

De eindbeslissing blijft in handen van de gewone meerderheid.

b) Dit systeem werd geheld wegens zijn complexiteit, zijn ondoeltreffendheid inzake bescherming der minderheden en ook omdat het de zaak in handen geeft van de Regering, dus van de coalitie die aan de macht is, om de oplossing te vinden voor een betwisting tussen de parlementairen der twee Gemeenschappen. Het zou logischer zijn en meer in overeenstemming met de onafhankelijkheid van het Parlement de zaak terug te verwijzen naar de Paritaire commissie die zelf een wederzijds aanvaardbaar compromis zou kunnen uitwerken.

II. — Tweede systeem.

1. — Geen voorbehouden materies, maar een « alarmbel »-systeem.

2. — Indien bij de goedkeuring van om 't even welke wet een oppositie van 75 % der vertegenwoordigers van de Vlaamse of de franstalige Gemeenschap van een van beide Kamers zou blijken te bestaan, zou de tekst teruggezonden worden naar een Verzoeningscommissie. Deze paritaire commissie zou samengesteld zijn uit een gelijk aantal Vlaamse, Brusselse ($\frac{1}{2}$ nederlandsstalige en $\frac{1}{2}$ franstalige) en Waalse parlementsleden. Zij zou zich met een gewone meerderheid uitspreken over de amendementen die vereist zijn en over de tekst zelf, op voorwaarde nochtans dat deze meerderheid tenminste één Vlaamse, één Waalse en één Brusselse stem zou tellen.

3. — De betrokken Kamer zou zich met gewone meerderheid uitspreken over de tekst van de Verzoeningscommissie.

4. — Voordelen en nadelen.

a) Voordelen :

De moeilijkheid der voorbehouden materies wordt vermeden. De gewone meerderheid zou in principe beslissen.

b) Nadelen :

Eenzijds zou de waarborg ontoereikend zijn, want hij zou door 26 % der vertegenwoordigers van elke Gemeenschap kunnen uitgeschakeld worden.

Anderzijds zou hij overdreven zijn vermits men hem in alle aan-gelegenheden zou kunnen doen gelden.

III. — Andere systemen, die oorspronkelijk voorgesteld werden.

1. — a) Geen voorbehouden materies. Maar elke wettekst, behalve de begrotingen, zou aan een speciale beveiligingsprocedure kunnen onderworpen worden indien hij tussen de Vlaamse en franstalige par-

les parlementaires flamands et francophones. Pour cela, il devrait être déclaré tel, dans l'assemblée où il est déposé en premier lieu, par une Commission paritairement composée du point de vue linguistique, qui serait saisie à l'initiative du Président. Le cas échéant, la procédure spéciale serait exigée non pour tout le texte mais pour certaines de ses dispositions seulement.

b) Les dispositions ainsi protégées devraient, pour être adoptées au terme du processus législatif habituel dans la première Chambre saisie, recueillir non seulement la majorité de tous les membres mais aussi la majorité au sein des deux groupes linguistiques.

c) Au cas où la majorité ordinaire serait atteinte mais où la majorité ne serait pas acquise dans l'un des groupes linguistiques, il y aurait lieu à une troisième lecture. Dans l'intervalle le Gouvernement, notamment, s'emploierait à rechercher une solution susceptible de rencontrer une large adhésion. En troisième lecture, les dispositions protégées seraient adoptées à la majorité ordinaire. Mais les amendements émanant de l'assemblée ne pourraient l'être qu'en recueillant les $\frac{2}{3}$ au moins des suffrages.

d) Avantages et inconvénients :

— Avantages allégués :

Ce système ne figerait pas la liste des matières réservées. Pour la détermination de celles-ci, la Commission compétente établirait sans doute une jurisprudence.

Force resterait toujours à la majorité nationale ordinaire.

— Inconvénients opposés :

La minorité régionale ne se verrait pas reconnaître une vraie garantie et ne pourrait même pas déclencher la sonnette d'alarme.

Les parlementaires bruxellois devraient être répartis en deux groupes linguistiques.

2. — a) Un certain nombre de lois ou de dispositions législatives seraient réservées.

b) La décision de modifier ces textes devrait recueillir la double majorité des élus d'expression française et d'expression néerlandaise, dans l'assemblée saisie en premier lieu.

c) Un moyen parlementaire devrait être trouvé pour trancher les contestations et pour étendre éventuellement à d'autres lois la procédure de protection des matières réservées, sans pour autant inclure ces lois dans la liste desdites matières.

Dans les autres domaines, une procédure parlementaire pourrait être trouvée pour harmoniser les intérêts wallons et flamands.

d) Avantages et inconvénients :

— Avantages allégués :

L'exigence d'une double majorité pour légiférer dans les domaines vitaux pour l'une ou l'autre des communautés serait de nature à rassurer et à satisfaire l'opinion publique.

— Inconvénients opposés :

Ce système aboutirait à protéger les lois réservées mais non les minorités. Rien n'empêcherait le Parlement d'intervenir dans un domaine qui fait l'objet d'une loi réservée sans modifier pour autant celle-ci.

Par ailleurs, la détermination des lois réservées présenterait de réelles difficultés techniques.

3. — a) Certaines matières essentielles pour l'unité et la cohésion du pays, pour la sauvegarde de l'intégrité et des intérêts fondamentaux des communautés culturelles, seraient réservées.

b) Pour légiférer dans ces matières, une majorité des $\frac{2}{3}$ serait requise dans les deux Chambres.

c) Les intérêts fondamentaux des deux communautés doivent être effectivement harmonisés au sein du Parlement et du Gouvernement.

d) Avantages et inconvénients :

— Avantages allégués :

L'exigence d'une majorité des $\frac{2}{3}$ pour légiférer dans les domaines vitaux pour l'une ou l'autre des communautés serait de nature à rassurer et à satisfaire l'opinion publique. Par ailleurs, elle éviterait tout comptage linguistique ou régional séparé des parlementaires.

— Inconvénients opposés :

L'interprétation du champ des matières réservées susciterait inévitablement de graves difficultés pratiques.

lementsleden onenigheid verwekt. Daarom zou dit moeten vastgesteld worden in de assemblee waar de tekst oorspronkelijk aanhangig gemaakt werd, door een commissie paritair samengesteld op taalbasis, die zou aan 't werk gaan op initiatief van de voorzitter. Desgevraagd zou de speciale procedure vereist worden niet voor geheel de tekst maar alleen voor sommige bepalingen ervan.

b) Om goedgekeurd te worden na de gebruikelijke wetgevende procedure in de Kamer die met de behandeling begint, zouden de aldus beschermde bepalingen niet alleen de meerderheid van al de leden moeten bekomen maar ook de meerderheid in beide taalgroepen.

c) Wanneer de gewone meerderheid zou bereikt zijn maar niet de meerderheid in beide taalgroepen, zou men overgaan tot een derde lezing. Intussen zou de Regering een oplossing zoeken die een ruime meerderheid kan verwerven. In derde lezing zouden de beschermde beschikkingen goedgekeurd worden met een gewone meerderheid. Doch de amendementen uitgaande van de assemblee zouden slechts aangenomen worden indien zij tenminste $\frac{2}{3}$ der stemmen bekomen.

d) Voor- en nadelen :

Voordelen :

Dit systeem zou de lijst der voorbehouden materies niet bevriezen. De bevoegde commissie zou ongetwijfeld een bevredigende regeling vinden.

De gewone nationale meerderheid zou steeds het laatste woord hebben.

Nadelen :

De gewestelijke meerderheid zou geen reële waarborg krijgen en zelfs geen alarmbel kunnen hanteren.

De Brusselse parlementsleden zouden moeten verdeeld worden in twee taalgroepen.

2. — a) Een zeker aantal wetten en wetsbepalingen zouden gereserveerd worden.

b) De beslissing om deze teksten te wijzigen zou de dubbele meerderheid van franstalige en nederlandstalige mandatarissen moeten verkrijgen in de assemblee die eerst aan bod komt.

c) Er zou een parlementaire techniek moeten gevonden worden om de betwistingen te beslechten en de beschermingsprocedure eventueel uit te breiden tot andere wetten zonder deze wetten in de voorbehouden materies op te nemen.

Op de andere gebieden zou een parlementaire procedure kunnen gevonden worden om de Vlaamse en Waalse belangen te harmoniseren.

d) Voor- en nadelen :

Voordelen :

De eis van een dubbele meerderheid in voor de Gemeenschappen vitale aangelegenheden zou de openbare opinie geruststellen.

Nadelen :

Dit systeem zou ertoe leiden de voorbehouden wetten te beschermen, maar niet de minderheden. Niets belet het Parlement op te treden op een gebied dat een gereserveerde wet raakt, zonder deze te wijzigen.

Overigens zou de aanduiding van voorbehouden wetten reële technische moeilijkheden opleveren.

3. — a) Sommige materies, van essentieel belang, voor de eenheid en de cohesie van het land, voor de integriteit en de fundamentele belangen der culturele gemeenschappen zouden beveiligd worden.

b) Om terzake te legiferen zou een $\frac{2}{3}$ meerderheid vereist zijn in beide Kamers.

c) De fundamentele belangen der twee Gemeenschappen moeten effectief geharmoniseerd worden in Parlement en Regering.

d) Voor- en nadelen :

Voordelen :

Een $\frac{2}{3}$ meerderheid eisen voor aangelegenheden die van vitaal belang zijn voor een van beide Gemeenschappen zou de openbare opinie geruststellen. Overigens zou zij elke afzonderlijke telling der parlementaire volgens taal of streek vermijden.

Nadelen :

De interpretatie van de omvang der voorbehouden materies zou onvermijdelijk ernstige praktische moeilijkheden veroorzaken.

IV. — Proposition subsidiaire.

A titre subsidiaire, la Section a estimé que, si le système de protection finalement retenu prévoyait l'établissement d'une liste de matières ou de lois réservées, une procédure devrait être mise au point en vue de trancher les contestations et de compléter cette liste sans recourir à une révision de la Constitution.

Toutefois, les membres du P. L. P., étant opposés par principe aux matières réservées, ont déclaré ne pas vouloir prendre position sur ce point.

IV. — Aanvullend voorstel.

In ondergeschikte orde heeft de Sectie geoordeeld dat, zo het aanvaarde beschermingssysteem een lijst van gereserveerde wetten of materies zou voorzien, een procedure dient ontworpen om de betwistingen te beslechten en deze lijst aan te vullen zonder Grondwetsherziening.

De P. V. V.-leden, die principieel gekant zijn tegen de gereserveerde materies, hebben terzake geen standpunt willen innemen.

ANNEXE D.

CONCLUSIONS DES DELEGATIONS
DU PARTI SOCIAL CHRETIEN
ET DU PARTI SOCIALISTE BELGE
SUR LES TRAVAUX
DE LA COMMISSION POUR LA REFORME
DES INSTITUTIONS.

(26 janvier 1965.)

DECLARATION LIMINAIRE.

I.

Les représentants du P.S.C. et du P.S.B. siégeant à la Commission pour la réforme des institutions ont exprimé leur volonté de proposer des solutions répondant aux exigences de la modernisation de l'Etat et à la nécessité d'assurer des relations harmonieuses entre les Communautés, sans compromettre le bon fonctionnement de nos institutions et la formation normale des gouvernements futurs.

Ils ont estimé qu'il ne leur appartenait pas de rédiger des textes constitutionnels, laissant cette mission à la prochaine Constituante, mais bien d'indiquer les principes essentiels sur lesquels les Constituants pourront baser leurs travaux sans altérer les fondements et l'esprit de l'accord national réalisé. Il en est de même pour les réformes qui trouveront leur solution par la voie législative.

II.

Il est proposé de créer une « Commission permanente pour l'amélioration des relations communautaires ».

Paritaire sur le plan linguistique, cette Commission comprendra un nombre égal de représentants des partis nationaux, choisis parmi des personnalités du monde politique, universitaire, culturel, scientifique, économique et social.

Elle sera créée par une loi inspirée par le texte de la Loi du 3 mai 1948, portant création d'un « Centre de Recherches pour la solution nationale des problèmes sociaux, politiques et juridiques en régions wallonne et flamande ».

Cet organisme aura pour mission :

1° de rechercher et de proposer soit à l'Exécutif soit au Législatif, toutes mesures susceptibles d'améliorer et de favoriser les relations entre les Communautés non seulement dans les textes légaux, mais dans l'esprit et l'application de ceux-ci;

2° d'élaborer les modalités d'un statut qui doit permettre à l'Agglomération bruxelloise de remplir, dans les meilleures conditions son indispensable fonction de « Bruxelles capitale de la Belgique » et de « capitale de l'Europe ».

III.

Les délégations estiment que n'importe quelle réforme des institutions serait sans efficacité si un esprit d'entente nationale et une volonté commune d'union ne sont pas sans cesse recherchés et voulus. C'est une mentalité de collaboration et de confiance entre les Communautés qu'il convient de fortifier par un grand nombre de mesures et d'attitudes qui ne sauraient s'exprimer en des lois.

BIJLAGE D.

BESLUITEN VAN DE AFVAARDIGINGEN
VAN DE BELGISCHE SOCIALISTISCHE PARTIJ
EN VAN DE CHRISTELIJKE VOLKSPARTIJ
BETREFFENDE DE WERKZAAMHEDEN
VAN DE COMMISSIE VOOR DE HERVORMING
VAN DE INSTELLINGEN.

(26 januari 1965.)

INLEIDENDE VERKLARING.

I.

De vertegenwoordigers van de Christelijke Volkspartij en van de Belgische Socialistische Partij, leden der Commissie voor de hervorming der instellingen, hebben oplossingen willen voorstellen welke beantwoorden aan de vereiste modernisering van de Staat en aan de noodzaak de relaties tussen de Gemeenschappen te harmoniëren, zonder dat evenwel de goede werking van onze instellingen en de normale regeringsvorming in de toekomst hiërdoor in het gedrang zouden worden gebracht.

Zij waren van oordeel dat het hen niet toekwam de grondwettelijke teksten zelf te redigeren; deze taak hebben zij aan de volgende Constituante overgelaten. Zij hebben echter de essentiële principes willen vastleggen waarop de Grondwetgevers zich bij hun werkzaamheden zullen kunnen baseren, zonder de grondslagen en de geest te wijzigen van het nationaal akkoord. Hetzelfde geldt voor de hervormingen die bij de wet zullen verwezenlijkt worden.

II.

De oprichting van een « Vaste Commissie voor de verbetering der communautaire relaties » wordt voorgesteld.

Deze Commissie zal op taalparitaire basis worden samengesteld, en bestaan uit eenzelfde aantal vertegenwoordigers van elk der nationale partijen, gekozen tussen vooraanstaanden uit politieke, universitaire, kulturele, wetenschappelijke, sociale en economische middelen.

Zij zal worden opgericht bij wet, waarbij men zich zal inspireren aan de tekst van de wet van 3 mei 1948 « houdende inrichting van een Centrum van Onderzoek voor de nationale oplossing van de maatschappelijke en rechtskundige vraagstukken in de Vlaamse en Waalse gewesten ».

De taak van dit organisme zal bestaan in :

1° het zoeken naar en het voorstellen van — hetzij aan de Uitvoerende Macht, hetzij aan de Wetgevende Macht — alle maatregelen welke ertoe kunnen bijdragen de relaties tussen de Gemeenschappen te verbeteren en te begunstigen, en dit niet alleen in de wetteksten maar ook in hun geest en toepassing;

2° het uitwerken van de modaliteiten van een statuut voor de Brusselse Agglomeratie dat deze moet toelaten haar onmisbare rol van « Hoofdstad van België » en « Hoofdstad van Europa » in de beste voorwaarden te vervullen.

III.

De afvaardigingen zijn van mening dat elke hervorming der instellingen ondoeltreffend zou zijn, indien de geest van nationale verstandhouding en de gemeenschappelijke wil tot samenleven niet voortdurend nagestreefd worden. Een mentaliteit van samenwerking en vertrouwen tussen de Gemeenschappen dient bevorderd door een groot aantal maatregelen en houdingen die niet kunnen geformuleerd worden in wetten.

CHAPITRE I.

REFORME DES INSTITUTIONS CENTRALES.

PREMIERE PARTIE.

REFORME DU PARLEMENT.

A. — Composition.

I. — Principes généraux.

Il convient de maintenir le bicamérisme, le système de la représentation proportionnelle et la division du pays en arrondissements électoraux.

II. — Elections législatives.

1. La répartition des sièges entre les arrondissements est proportionnelle à leur population respective. Si elle n'est pas faite par la loi pendant les 18 mois suivant ceux où le recensement décennal est publié ou si ce recensement n'est pas publié dans les 18 mois de sa date, le Roi attribue à chaque arrondissement un nombre de sièges de représentants égal au nombre de fois que le chiffre de sa population comprend le quotient national, c'est-à-dire le chiffre de la population du Royaume divisé par 212. Les sièges non directement attribués par ce premier calcul seront répartis entre les arrondissements ayant les plus forts restes. A défaut de recensement publié dans le délai indiqué, le Roi utilisera les dernières statistiques publiées par l'Institut national de Statistique.

2. Il y a lieu de revoir la législation électorale afin notamment d'assouplir la condition de résidence dans la commune au moment de l'établissement des listes pour les votations législatives et provinciales, de permettre aux miliciens de participer aux scrutins et de retirer aux listes le bénéfice de l'apparentement dans chaque province où elles n'auraient pas recueilli 5 % des suffrages exprimés.

3. Il y a lieu de réduire le délai de deux ans prévu à l'article 56ter de la Constitution.

III. — Chambre des représentants.

Il convient de limiter à 212 le nombre des membres de la Chambre des Représentants. Proportions gardées, ce nombre est déjà plus considérable que dans la plupart des Etats.

IV. — Sénat.

1. Le maintien de sénateurs provinciaux et cooptés s'avère souhaitable à condition que les sénateurs élus au suffrage universel direct restent largement majoritaires.

2. Il convient d'adopter un nombre fixe, tant pour le total des sénateurs que pour chaque catégorie. Outre les sénateurs de droit, le Sénat comptera 178 membres, dont 106 élus directs, 48 sénateurs provinciaux et 24 sénateurs cooptés.

La répartition des sénateurs provinciaux évoluera en fonction de l'évolution du chiffre de la population des différentes provinces, le minimum constitutionnel de trois sénateurs provinciaux par province étant maintenu.

3. Rien ne justifie plus le maintien des qualifications imposées aux sénateurs élus au suffrage universel direct par l'article 56bis de la Constitution. En revanche, il convient de prévoir des qualifications assez strictes pour les autres sénateurs, en vue de favoriser l'élection de spécialistes des diverses activités économiques, sociales, culturelles et juridiques. La détermination de ces qualifications est laissée à la sagesse du Constituant.

V. — Absence des parlementaires et délégations de vote.

Les Ministres retenus hors du Parlement pour représenter officiellement le Gouvernement et les Parlementaires mandatés officiellement dans une Organisation internationale hors du territoire belge doivent être autorisés, dans des conditions restrictives, soit à déléguer leur vote à leurs collègues, soit à se faire remplacer par des suppléants.

HOOFDSTUK I.

CENTRALE INSTELLINGEN.

EERSTE DEEL.

HERVORMING VAN HET PARLEMENT.

A. — Samenstelling.

I. — Algemene beginselen.

Het bicamérisme, de evenredige vertegenwoordiging en de indeling van het land in kiesdistrikten dienen gehandhaafd.

II. — Wetgevende verkiezingen.

1. De verdeling der mandaten tussen de arrondissementen is evenredig met hun respectieve bevolking. Indien zij niet gebeurt bij de wet binnen de 18 maanden volgend op de publicatie van de tienjaarlijkse volkstelling of indien deze telling niet gepubliceerd wordt binnen de 18 maanden na datum, wijst de Koning aan ieder arrondissement een aantal mandaten toe gelijk aan het aantal keren dat zijn bevolkingscijfer het nationale quotient omvat, d.w.z. het bevolkingscijfer van het Rijk gedeeld door 212. De zetels die overeenkomstig deze eerste berekening niet rechtstreeks toegewezen zijn zullen verdeeld worden tussen de arrondissementen met de grootste overschotten. Indien de volkstelling niet binnen de gestelde termijn gepubliceerd wordt, zal de Koning gebruik maken van de laatste statistieken gepubliceerd door het Nationaal Instituut voor de Statistiek.

2. De kieswetgeving dient herzien, o.m. om de voorwaarden te versoepelen i.v.m. de duur van het verblijf in de gemeente wanneer de lijsten opgemaakt worden voor de wetgevende en provinciale verkiezingen, alsook om de miliciens in de gelegenheid te stellen deel te nemen aan de verkiezingen en om het voordeel van de apparentering te ontnemen aan de lijsten in elke provincie waar zij minder dan 5 % der uitgebrachte stemmen behaald hebben.

3. De termijn van twee jaar voorzien in artikel 56ter van de Grondwet dient verminderd te worden.

III. — Kamer van Volksvertegenwoordigers.

Het aantal Kamerleden dient beperkt tot 212 omdat dit cijfer proportioneel reeds hoger ligt dan in de meeste landen.

IV. — Senaat.

1. Het behoud van de provinciale en gecoöpteerde senatoren lijkt wenselijk op voorwaarde dat de rechtstreeks verkozen senatoren een ruime meerderheid blijven vormen.

2. Het is passend het aantal senatoren onveranderlijk vast te stellen, zowel globaal als voor elke categorie. Behalve de senatoren van rechtswege zou de Senaat 178 leden tellen, waarvan 106 rechtstreeks gekozen senatoren, 48 provinciale en 24 gecoöpteerde senatoren.

De verdeling der provinciale senatoren zal geschieden overeenkomstig de evolutie van het bevolkingscijfer der verschillende provincies, met dien verstande dat het constitutioneel minimum van drie provinciale senatoren per provincie zal gehandhaafd worden.

3. Niets wettigt nog langer het behoud der door artikel 56bis van de Grondwet opgelegde kwalificaties voor de rechtstreeks verkozen senatoren. Daarentegen moeten vrij strikte kwalificaties geëist worden voor de andere senatoren met het oog op de aanduiding van specialisten op economisch, sociaal, cultureel en juridisch gebied. De bepaling van deze kwalificaties wordt overgelaten aan het inzicht van de Constituante.

V. — Afwezigheid der parlementsleden en overdracht van stemrecht.

De Ministers weerhouden buiten het Parlement om officieel de Regering te vertegenwoordigen en de parlementsleden officieel gemandateerd in een Internationale Organisatie buiten het Belgisch grondgebied, zullen hun collega's mogen machtigen om in hun plaats te stemmen of zich door plaatsvervangers laten vervangen mits bepaalde restrictieve voorwaarden zouden vervuld zijn.

Dans les autres cas d'absence justifiée, la pratique du pairage, qu'il ne saurait être question d'imposer, constitue une solution suffisante.

B. — Organisation.

1. Les deux assemblées doivent conserver des compétences identiques dans l'exercice des fonctions législatives, financières et de contrôle reconnues au Parlement.

2. Dans toute la mesure compatible avec le respect de ce principe, il est souhaitable que le Sénat se spécialise dans la législation et la Chambre en matière financière et de contrôle.

La spécialisation « préférentielle » des deux assemblées permettra d'éviter des répétitions et des doubles emplois qui nuisent au crédit du système actuel.

3. Pour résoudre les conflits entre les deux assemblées, il convient de conserver la procédure de la navette.

Le recours à une réunion des deux assemblées ou à une commission mixte de conciliation n'est pas indiqué.

En revanche, une collaboration organique des Commissions compétentes des deux assemblées est préconisée en vue de prévenir, autant que faire se peut, conflits et navettes.

4. Il y a lieu de renforcer le rôle des Commissions permanentes des deux assemblées.

A cet effet, il convient de les outiller de façon plus efficace :

a) pour l'exécution de leur tâche législative, les Commissions du Sénat doivent être assistées de fonctionnaires spécialisés dans leurs domaines respectifs;

b) pour l'exécution de leur tâche budgétaire et financière, les Commissions de la Chambre doivent être assistées d'un service de techniciens aptes à les aider sur le triple plan de la structure du budget, du contrôle de son exécution et du contrôle de la reddition des comptes.

C. — Fonction législative.

1. Le Sénat est saisi en principe le premier des projets de loi, sauf des projets les plus politiques et des projets financiers, fiscaux et militaires.

2. La procédure de l'assemblée saisie en premier lieu des projets de loi, donc en principe du Sénat, est modifiée selon les indications générales suivantes :

a) les projets font l'objet d'une étude préalable dans la Commission permanente compétente siégeant comme à présent, sauf ce qui a été dit au § B 3 ci-dessus en ce qui concerne la collaboration éventuelle des commissions des deux assemblées;

b) les Commissions peuvent consacrer une séance publique à l'audition et à la discussion du projet de rapport relatif aux projets en question; les autres membres de l'assemblée sont autorisés à intervenir, sans droit de vote;

c) la séance plénière de l'assemblée est consacrée à un débat général limité et à la discussion et au vote des amendements ainsi que des articles.

3. Dans l'assemblée saisie en second lieu, donc en principe la Chambre, le projet est soumis à une procédure abrégée.

4. Le droit de faire des propositions soit à l'Exécutif, soit au Législatif, sera reconnu aux Conseils culturels et au Conseil économique et social, sous réserve de la détermination par la Constituante des conditions mises à l'exercice de ce droit (notamment, par la fixation de majorités largement qualifiées).

Le Gouvernement, recevant pareille proposition, appréciera sa transmission aux Chambres.

Si les propositions sont directement adressées aux Chambres, celles-ci apprécieront, suivant leur règlement d'ordre intérieur (qui devra être amendé en fonction de la présente réforme), si elles estiment devoir entamer la procédure parlementaire.

5. Il est souhaitable que le Parlement recoure plus fréquemment aux consultations extra-parlementaires. Toutefois, il ne doit se voir imposer en la matière ni obligation ni limitation.

6. Le Conseil d'Etat, son Bureau de coordination préalablement renforcé, est chargé d'opérer d'initiative et de façon permanente la coordination des lois. Il saisit le Parlement de projets de coordination de lois accompagnés de rapports explicatifs. Le Parlement les adopte selon une procédure abrégée.

In de andere gevallen van gewettigde afwezigheid zal de praktijk van het paireren volstaan zonder evenwel opgelegd te worden.

B. — Organisatie.

1. De twee assemblées moeten dezelfde bevoegdheid behouden in de uitoefening van de wetgevende, financiële en controlebevoegdheid toegekend aan het Parlement.

2. In de mate dat zulks verenigbaar is met de eerbiediging van dit principe, is het wenselijk dat de Senaat zich zou specialiseren op het gebied van de wetgeving en de Kamer op het gebied van de financiële en controlebevoegdheid.

De « preferentiële » specialisatie der twee assemblées zal herhalingen en « overlappings » voorkomen die het huidige systeem enigszins diskrediteren.

3. Om de conflicten tussen de twee assemblées op te lossen dient de pendelprocedure gehandhaafd.

Een gezamenlijke zitting van de twee assemblées of een gemengde verzoeningscommissie zijn niet wenselijk.

Daarentegen wordt een organische samenwerking der bevoegde commissies van de twee assemblées aanbevolen om zoveel mogelijk conflicten en pendelwerk te voorkomen.

4. De taak der Vaste Commissies van beide assemblées dient uitgebreid.

Daartoe moeten deze over een adequate staf beschikken :

a) voor de uitoefening van hun wetgevende taak moeten de Senaatcommissies bijgestaan worden door terzake gespecialiseerde ambtenaren;

b) voor de uitvoering van hun budgétaire en financiële taak moeten de Kamercommissies bijgestaan worden door een Technische Dienst op het drievoudig gebied van de structuur der begroting, de controle op de uitvoering ervan en de controle op de rekeningen.

C. — Wetgevende functie.

1. De wetsontwerpen moeten in principe eerst ingediend worden bij de Senaat, behalve de uitgesproken politiek ontwerpen, de financiële, fiscale en militaire ontwerpen.

2. De procedure van de assemblée die de behandeling van de wetsontwerpen het eerst aanvat, in principe dus de Senaat, wordt gewijzigd als volgt.

a) de ontwerpen worden vooraf onderzocht in de Vaste bevoegde Commissies zoals thans, behalve i.v.m. wat gezegd werd in paragraaf B 3 hierboven betreffende de eventuele samenwerking van de commissies der twee assemblées;

b) de commissies mogen een openbare zitting wijden aan een discussie van het ontwerp-verslag over de behandelde ontwerpen. De andere leden van de assemblée mogen hieraan deelnemen, zonder stemrecht;

c) de pleno-zitting van de assemblée is gewijd aan een beperkt algemeen debat en aan de discussie en de stemming over de amendementen en de artikelen.

3. In de assemblée die daarna het ontwerp behandelt, in principe dus de Kamer, wordt een verkorte procedure toegepast.

4. Aan de Cultuurraden en aan de Economische en Sociale Raad zal het recht verleend worden voorstellen te doen aan de Regering of aan de Wetgever, onder voorbehoud van de bepaling door de Constituante van de voorwaarden waarin dit recht kan uitgeoefend worden (o.m. door het vaststellen van ruime gekwalificeerde meerderheden).

Indien de Regering een dergelijk voorstel ontvangt, zal zij oordelen of het aan de Kamers dient overgemaakt.

Indien de voorstellen rechtstreeks ingediend worden bij de Kamers zullen deze oordelen, overeenkomstig hun reglement (dat zal moeten aangepast worden aan de voorgestelde hervorming) of zij het nodig oordelen de parlementaire procedure aan te vatten.

5. Het is wenselijk dat het Parlement meer zou overgaan tot extra-parlementaire raadplegingen. Nochtans mag aan het Parlement terzake geen verplichting of beperking opgelegd worden.

6. De Raad van State, nadat zijn coördinatiebureau vooraf zal uitgebreid zijn, wordt belast met de bestendige coördinatie der wetten op eigen initiatief. Hij zal de coördinatieontwerpen met begeleidende toelichtingen bij het Parlement indienen. Het Parlement zal deze behandelen volgens een verkorte procedure.

D. — Fonction financière.

1. La Chambre est saisie en premier lieu du programme général, du budget des recettes et des propositions de dépenses annuelles lesquelles sont rassemblées en un seul budget comprenant autant de chapitres qu'il y a de départements ou en un petit nombre de budgets correspondant à des départements regroupés.

Les Commissions recevront des pouvoirs accrus afin d'exercer un contrôle financier plus efficace.

Il convient, soit de reporter le début de l'année budgétaire au 1^{er} avril, soit d'avancer la rentrée parlementaire au 1^{er} octobre.

2. Un débat de politique générale a lieu à l'occasion du dépôt du ou des budgets des recettes et des dépenses, et non plus lors de la discussion du seul budget des voies et moyens comme à présent.

3. Au Sénat, les budgets sont soumis à une procédure accélérée.

4. Il y a lieu de mettre en révision l'article 115 de la Constitution, uniquement pour permettre le vote de programmes financiers s'étendant sur plusieurs années.

5. Il convient de revoir le statut et le fonctionnement de la Cour des Comptes en fonction des exigences actuelles. Il est souhaitable de reconnaître à cette Cour une compétence plus large englobant notamment tous les parastataux et d'accélérer sa procédure en lui permettant de recourir à un contrôle sur place. En revanche, ladite Cour ne devra pas se voir attribuer un quelconque contrôle d'opportunité.

La Cour des Comptes sera tenue de présenter à la Chambre, dans un court délai après la clôture de chaque exercice, ses observations préliminaires sur l'exécution du budget, sans préjudice du rapport accompagnant le Compte général de l'État, lequel ne peut intervenir qu'après un certain temps.

E. — Fonction de contrôle.

1. Le contrôle politique s'exerce en principe à la Chambre.

Les Sénateurs gardent le droit d'accorder ou de retirer leur confiance au Gouvernement. Ils conservent également le droit de poser des questions au Gouvernement et de l'interpeller; mais, de préférence, leurs interpellations sont jointes à la discussion générale du budget du Ministre auquel elles sont adressées.

2. Il convient de ne pas institutionnaliser les votes de confiance ou de méfiance, car il appartient au Gouvernement d'en apprécier la portée.

3. L'institution de Commissaires spéciaux désignés par le Parlement a été envisagée pour assister ce dernier dans sa fonction de contrôle et de protection des libertés individuelles.

4. Le Conseil d'État doit être autorisé à présenter au Parlement un Rapport annuel consacré aux abus administratifs et aux défauts de légistique qu'il aurait pu constater dans l'exercice de sa double mission, ainsi qu'à ses suggestions en vue de combler les lacunes existant dans la législation ou la réglementation.

F. — Harmonisation des relations entre les communautés.

Le présent chapitre comporte l'énoncé des réformes constitutionnelles ayant pour objet la garantie des Communautés. Indépendamment des indispensables procédures de protection définies ci-après à cette fin, les représentants du P. S. C. et du P. S. B. souhaitent que le Constituant recherche également des formules positives donnant à chaque Communauté des instruments et des moyens, limités mais concrets, dans les matières où leurs intérêts propres seraient spécialement en cause.

1. Il y a lieu d'insérer un article 3bis dans la Constitution pour exprimer les principes suivants.

Article 3bis. — La Belgique comprend 4 régions linguistiques :

la région de langue française, la région de langue néerlandaise, la région de Bruxelles-capitale, la région de langue allemande.

La loi fixe les limites de ces régions.

Dans la région de langue française, la langue officielle est le français; dans la région de langue néerlandaise, la langue officielle est le néerlandais; dans le territoire de Bruxelles-capitale les langues officielles sont, à valeur égale, le français et le néerlandais; dans la région de langue allemande, la langue officielle est l'allemand, exception faite des actes publics pour lesquels la loi impose l'usage officiel de l'allemand et du français.

D. — Financiële functie.

1. De Kamer komt het eerst aan de beurt voor de behandeling van het algemeen programma, de begroting van de inkomsten en de voorstellen betreffende de jaarlijkse uitgaven die samengebracht worden in een enkele begroting die evenveel hoofdstukken zou tellen als er departementen zijn of in een klein aantal begrotingen die overeenstemmen met heergroepende departementen. De Commissies krijgen een ruimere bevoegdheid met het oog op een meer doeltreffende financiële controle.

Het past de aanvang van het begrotingsjaar uit te stellen tot 1 april of de aanvang van de parlementaire zitting te vervroegen tot 1 oktober.

2. Een debat over het algemeen beleid zal plaats vinden ter gelegenheid van het indienen van de begroting(en) van de inkomsten en uitgaven en niet meer bij de behandeling van de rijksmiddelenbegroting zoals thans.

3. In de Senaat worden de begrotingen afgehandeld volgens een versnelde procedure.

4. Artikel 115. G. W. dient herzien uitsluitend om de goedkeuring van financiële programma's, over verscheidene jaren gespreid, mogelijk te maken.

5. Het statuut en de werking van het Rekenhof dienen herzien te worden met het oog op de huidige behoeften.

Het is wenselijk aan dit Hof een ruimere bevoegdheid toe te kennen, o.m. over alle parastatale instellingen, en zijn procedure te vernieuwen door middel van controle ter plaatse. Daarentegen mag dit Hof geen enkele opportuniteitscontrole uitoefenen.

Het Rekenhof moet aan de Kamer, binnen een korte termijn na het afsluiten van elk dienstjaar, zijn inleidende opmerkingen over de uitvoering van de begroting mededelen, onverminderd het verslag dat de Algemene Rijksrekening begeleidt en dat slechts na verloop van tijd kan ingediend worden.

E. — Controle functie.

1. De politieke controle wordt in principe uitgeoefend door de Kamer.

De Senatoren behouden het recht hun vertrouwen aan de Regering te schenken of te weigeren. Zij behouden ook het recht de regering vragen te stellen en te interpelleren; maar hun interpellaties worden bij voorkeur gevoegd bij de algemene discussie over de begroting van de Minister tot dewelke zij gericht zijn.

2. Het is niet gewenst het vertrouwensvotum of het votum van wantrouwen te institutionaliseren, want het behoort aan de Regering de betekenis hiervan te appreciëren.

3. De aanstelling van speciale commissarissen door het Parlement werd overwogen om het Parlement bij te staan in zijn controle-functie en ter bescherming der individuele vrijheden.

4. De Raad van State moet gemachtigd worden om aan het Parlement een jaarlijks verslag voor te leggen over de administratieve misbruiken en de gebreken inzake wetgeving die hij heeft vastgesteld bij de uitoefening van zijn dubbele taak, vergezeld van suggesties met het oog op het aanvullen van leemten in de wetgeving of de reglementering.

F. — Het harmoniseren der relaties tussen de gemeenschappen.

Dit hoofdstuk formuleert de constitutionele hervormingen i.v.m. de waarborgen aan de Gemeenschappen. Ongeacht de onmisbare beveiligingsprocedures terzake die hier worden vermeld, wensen de vertegenwoordigers van C. V. P. en B. S. P. dat de grondwetgever eveneens zou uitzien naar positieve formules om aan elke Gemeenschap beperkte maar concrete instrumenten en middelen te bezorgen voor aangelegenheden waarbij hun eigen belangen speciaal zouden op het spel staan.

1. Een artikel 3bis dient in de Grondwet te worden ingelast op basis van volgende principes.

Artikel 3bis. — België is ingedeeld in vier taalgebieden :

het Nederlandse, het Franse, Hoofdstad-Brussel en het Duitse.

De grenzen van deze gebieden worden vastgelegd bij wet.

Het Nederlands is de officiële taal van het Nederlandse taalgebied; het Frans is de officiële taal van het Franse taalgebied; het Nederlands en het Frans zijn de officiële en gelijkwaardige talen in Hoofdstad-Brussel; het Duits is de officiële taal van het Duitse taalgebied, met uitzondering van die openbare akten waarvoor de wet het officiële gebruik van het Duits en het Frans oplegt.

Dans le respect de ce prescrit, la loi règle l'emploi des langues en matière administrative, judiciaire, militaire, scolaire et dans les rapports des entreprises privées avec leur personnel et les administrations publiques. Elle détermine les régimes spéciaux applicables à certaines communes ou institutions, sans compromettre le régime linguistique de la région.

Les régions de langue française et néerlandaise bénéficient de l'autonomie culturelle. La loi en fixe le contenu.

Le Roi arrêtera les institutions culturelles de la région de langue allemande.

Le vote des lois portées en vertu du présent article n'est pas acquis si, nonobstant la majorité simple, il faut apparaître l'opposition de la moitié plus un des membres inscrits dans un groupe linguistique.

2. L'adoption de ces dispositions entraînera la nécessité de mettre en revision l'article 23, dans le sens suivant.

Article 23. — L'emploi des langues usitées en Belgique est facultatif; il ne peut être réglé que par la loi dans les conditions prévues par l'article 38bis.

3. Par ailleurs, il y a lieu d'insérer un article 38bis dans la Constitution pour exprimer les principes suivants.

Article 38bis. — Une « motion d'exception » motivée, contresignée par $\frac{3}{4}$ au moins des membres d'une des deux Communautés et déposée entre la fin du débat en commission et le vote final en séance publique peut, à l'exclusion des budgets, déclarer un projet de loi ou une proposition de loi comme étant de nature à porter gravement atteinte aux relations entre les deux Communautés nationales et comme devant être soumis à une procédure spéciale.

Si le vote de ce projet fait apparaître l'opposition de $\frac{2}{3}$ au moins des membres d'une des deux Communautés, il est procédé à une seconde lecture.

Si la seconde lecture fait apparaître la même opposition communautaire, le projet est renvoyé au Gouvernement.

* * *

Commentaire.

Il appartiendra à la Constituante de préciser toutes les modalités juridiques de la procédure prévue à l'article 38bis.

Toutefois, il est précisé que lorsqu'il est recouru à cette procédure :

- a) le vote n'est pas acquis;
- b) le projet est envoyé au Gouvernement et remis par lui en délibéré;
- c) lorsque le Gouvernement prend l'initiative de soumettre à nouveau ce projet au Parlement, la procédure spéciale est appliquée si une nouvelle « motion d'exception » de même nature, de même représentativité et présentée dans les mêmes délais est introduite;
- d) dans le cas où la procédure spéciale est appliquée, le règlement de l'assemblée devra prévoir un délai et une annonce de vote excluant tout vote par surprise;
- e) i) les $\frac{3}{4}$ au moins des membres d'une des deux Communautés signifie les $\frac{3}{4}$ des membres inscrits dans un groupe linguistique;
- ii) les $\frac{2}{3}$ au moins des membres d'une des deux Communautés signifie les $\frac{2}{3}$ des membres inscrits dans un groupe linguistique.

Le recours à la procédure spéciale ne peut être détourné de son objet, qui est la recherche d'une meilleure harmonisation des rapports communautaires. Son instauration ne peut avoir pour conséquence de permettre à l'une des deux Communautés d'empêcher l'expansion de l'autre. Le Gouvernement devra tirer les conclusions politiques d'une éventuelle répétition de cette procédure sur le même projet.

DEUXIEME PARTIE.

REFORME DU GOUVERNEMENT.

A. — Structure gouvernementale.

1. L'équilibre, qui est de tradition, entre le nombre des Ministres de langue française et celui des Ministres de langue néerlandaise, doit être maintenu. Cette coutume, inspirée de la sagesse politique, ne doit pas faire l'objet d'une disposition constitutionnelle.

2. Les fonctions du Premier Ministre ne doivent pas être précisées par un texte constitutionnel.

Conform aan dit voorschrift, regelt de wet het taalgebruik in bestuurs-, gerecht-, militaire en onderwijszaken, en in de betrekkingen van het bedrijfsleven met personeel en Overheid. Zij omschrijft de speciale regimes welke van toepassing zijn voor bepaalde gemeenten of instellingen, zonder afbreuk te doen aan het taalstelsel van de strek.

Het Nederlandse en het Franse taalgebied zijn autonoom inzake culturele aangelegenheden. De inhoud van deze culturele autonomie wordt bij de wet omschreven.

De culturele instellingen van het Duitse taalgebied worden bepaald door de Koning.

De stemming van de wetten, welke in uitvoering van dit artikel worden ingediend, is niet verworven zo zij, ondanks de eenvoudige meerderheid, de oppositie van de helft + 1 der bij een taalgroep ingeschreven leden uitlokket.

2. Het aanvaarden van deze beschikkingen brengt mede dat dient overgegaan tot de herziening van artikel 23 van de Grondwet in volgende zin.

Artikel 23. — Het gebruik der talen in België is vrij; het kan slechts worden geregeld bij wet en in de door artikel 38bis bepaalde voorwaarden.

3. Bovendien is het passend een artikel 38bis in de Grondwet in te lassen op basis van volgende principes.

Artikel 38bis. — Een « uitzonderingsmotie » kan bepalen dat een ontwerp of voorstel van wet van aard is om de relaties tussen beide nationale Gemeenschappen ernstig aan te tasten en dat het aan een speciale procedure zou moeten onderworpen worden. Deze motie geldt niet voor de begrotingen. Zij dient gemotiveerd te zijn, moet ondertekend worden door minstens $\frac{3}{4}$ van de leden van een Gemeenschap, en neergelegd tussen het einde van de bespreking in commissie en de finale stemming in openbare vergadering.

Lokt de stemming van dit ontwerp de oppositie uit van ten minste $\frac{2}{3}$ van de leden van een van beide Gemeenschappen, dan wordt er overgegaan tot een tweede lezing.

Lokt de tweede lezing eenzelfde communautaire oppositie uit, dan wordt het ontwerp terug naar de Regering verwezen.

* * *

Commentaar.

De Constituante dien alle juridische modaliteiten van de procedure voorzien in artikel 38bis, nader te bepalen. Nu echter wordt reeds gepreciseerd dat, zo van deze procedure gebruik gemaakt wordt :

- a) de stemming niet verworven is;
- b) het ontwerp naar de Regering wordt verwezen, die er opnieuw over beraadslaagt;
- c) legt de Regering het ontwerp opnieuw voor aan het Parlement, de speciale procedure van toepassing is, zo een nieuwe « uitzonderingsmotie », van dezelfde aard en met eenzelfde representatief karakter, wordt ingediend binnen dezelfde termijnen;
- d) het reglement van de assemblee zal, voor het geval deze speciale procedure van toepassing is, een termijn en een aankondiging van de stemming voorzien, die elke verrassingsvotum onmogelijk maken;
- e) i) minstens $\frac{3}{4}$ van de leden van een van beide Gemeenschappen betekend : $\frac{3}{4}$ van de bij een taalgroep ingeschreven leden;
- ii) minstens $\frac{2}{3}$ van de leden van een van beide Gemeenschappen betekend : $\frac{2}{3}$ van de bij een taalgroep ingeschreven leden.

Het beroep op de speciale procedure mag niet afgewend worden van zijn doel, met name het bevorderen van een betere harmonisatie der communautaire betrekkingen. Deze procedure mag niet tot gevolg hebben dat een van beide Gemeenschappen de expansie van de andere zou hinderen. De Regering zal de nodige politieke conclusies trekken uit de gebeurlijke herhaling van deze procedure i.v.m. eenzelfde ontwerp.

TWEEDE DEEL.

HERVORMING VAN DE REGERING.

A. — Structuur van de Regering.

1. Het traditioneel evenwicht tussen het aantal der Nederlandstalige ministers en dat van de Franstalige dient gehandhaafd. Deze gewoonte, ingegeven door politieke wijsheid, dient niet geformuleerd in de Grondwet.

2. De functies van de Eerste-Minister moeten hier niet gepreciseerd worden in de Grondwet.

La responsabilité collective du Cabinet, dont le Premier Ministre porte plus spécialement le poids, ne doit pas supprimer toute responsabilité individuelle des Ministres pour les objets de leur compétence propre.

3. Le nombre des Ministres doit être restreint, grâce notamment au regroupement des départements ministériels et à l'institution de Secrétaires d'Etat.

4. Afin de permettre une organisation aussi souple que possible du travail gouvernemental, il n'y a pas lieu de consacrer constitutionnellement l'existence et la fonction des conseils interministériels restreints.

5. Compte tenu notamment de l'impossibilité de soumettre les budgets à la procédure législative spéciale de protection, il est souhaitable d'étendre l'équilibre sus-mentionné à la composition de tous les Comités ou Conseils interministériels, économiques et financiers, et d'adjoindre au titulaire de chaque Département présentant un intérêt vital pour les relations entre les deux Communautés, un ou deux Secrétaires d'Etat de régime(s) linguistique(s) différent(s).

6. Les propositions ci-dessus énumérées sous le chapitre A ne doivent pas être constitutionnalisées; leur application ne peut être assurée que par un pacte national.

B. — Institution de Secrétaires d'Etat.

1. L'institution de Secrétaires d'Etat se justifie tant par le souci d'assurer une meilleure répartition des tâches et des compétences au sein de l'Exécutif que par celui de contribuer à l'harmonisation des relations entre les deux Communautés.

2. Il convient que la Constitution établisse le statut et la responsabilité des Secrétaires d'Etat, qui devront présenter les caractéristiques suivantes :

a) Les Secrétaires d'Etat ne seront pas des fonctionnaires mais des membres du Gouvernement. Ils disposeront du contreseing pour les affaires de leur compétence mais ne feront pas partie du Conseil des Ministres. Ils y seront cependant appelés pour toute délibération concernant un objet de leur compétence.

b) Les Secrétaires d'Etat auront accès aux Chambres qui pourront requérir leur présence et qui devront les entendre à leur demande.

c) Leur responsabilité s'appréciera à l'égal de celle des Ministres.

3. L'utilisation des Secrétaires d'Etat doit pouvoir se faire avec le maximum de souplesse. Le but principal de l'institution serait manqué si elle conduisait, au total, à une inflation de l'Exécutif. En toute hypothèse, la doublure systématique des Ministres par des Secrétaires d'Etat doit être catégoriquement écartée.

Les modalités de l'utilisation des Secrétaires d'Etat ne doivent pas être précisées dans la Constitution, mais elles doivent permettre selon les cas :

a) de regrouper certaines activités au sein d'un même ministère;

b) de coordonner certaines activités propres à plusieurs départements;

c) de répartir certaines activités en tenant compte soit des connaissances linguistiques du Ministre, du ou des Secrétaire(s) d'Etat, soit de la connaissance plus spéciale du Secrétaire d'Etat ou du Ministre en ce qui concerne certains problèmes régionaux; ces Secrétaires d'Etat assisteront leur(s) Ministre(s) dans l'élaboration des projets de lois; ils pourront être également chargés de prendre certains règlements d'exécution en tenant compte des particularités de chacune des Communautés;

d) d'établir des budgets complexes en tenant compte des problèmes régionaux et en assurant leur exécution selon ces besoins; l'un des rôles essentiels des Secrétaires d'Etat, dans les départements clés (mentionnés sous la lettre A 5 ci-dessus) sera d'harmoniser les intérêts des deux Communautés lors de l'établissement des budgets. Cette harmonisation au sein même de l'Exécutif sera d'autant plus importante que, en matière budgétaire, il ne peut être envisagé d'instaurer une procédure parlementaire spéciale;

e) de charger un Secrétaire d'Etat d'une tâche passagère.

C. — Statut des fonctionnaires.

1. Il est nécessaire de dépolitiser l'administration afin de la renforcer à tous égards.

De collectieve verantwoordelijkheid van het Kabinet, die vooral op de Eerste-Minister rust, mag de individuele verantwoordelijkheid der ministers niet opheffen i.v.m. de kwesties die onder hun eigen bevoegdheid ressorteren.

3. Het aantal der ministers dient beperkt, o.m. door middel van een hergroepering der ministeriële departementen en de benoeming van Staatssecretarissen.

4. Om het regeringswerk zo soepel mogelijk te organiseren heeft het bestaan en de functie der beperkte interministeriële raden niet in de grondwet vermeld te worden.

5. Rekening houdend o.m. met de onmogelijkheid de begrotingen aan de speciale beschermingsprocedure te onderwerpen, is het wenselijk voornemd evenwicht uit te breiden tot de samenstelling van alle economische en financiële interministeriële comités en raden en aan de titularis van elk departement van vitaal belang voor de betrekkingen tussen beide Gemeenschappen één of twee staatssecretarissen van verschillend taalregime toe te voegen.

6. De voorstellen, opgesomd in hoofdstuk A hierboven, mogen niet geconstitucionaliseerd worden; de toepassing ervan mag alleen door een nationaal pact verzekerd worden.

B. — Aanstelling van Staatssecretarissen.

1. De aanstelling van Staatssecretarissen gerechtvaardigd om een betere verdeling der taken en bevoegdheden in de uitvoerende macht te bekomen en om de betrekkingen tussen de twee Gemeenschappen te harmoniëren.

2. De Grondwet dient het statuut en de verantwoordelijkheid van de Staatssecretarissen te bepalen als volgt :

a) De Staatssecretarissen zullen geen ambtenaren zijn maar leden de Regering. Zij zullen ministeriële verantwoordelijkheid dragen voor zaken die tot hun bevoegdheid behoren maar geen lid zijn van de Ministerraad. Zij zullen de Raad nochtans bijwonen bij elke beraadslaging die hen aanbelangt.

b) De Staatssecretarissen zullen toegang hebben tot de Kamers die hun aanwezigheid zullen kunnen eisen en die hen zullen moeten horen op hun verzoek.

c) Hun verantwoordelijkheid zal gelijkgesteld worden met die van de Ministers.

3. De Staatssecretarissen moeten met een maximale soepelheid gebruikt worden. Het voornaamste doel van deze instelling zal niet bereikt worden indien zij zou leiden tot een inflatie van de Uitvoerende Macht. In elk geval dient volstrekt vermeden dat de Ministers systematisch door staatssecretarissen gedoubleerd worden.

De Grondwet moet niet bepalen welk gebruik dient gemaakt van de Staatssecretarissen. Zij moeten dienen om naar gelang van het geval :

a) sommige activiteiten in eenzelfde ministerie te hergroeperen;

b) sommige activiteiten van verschillende departementen te coördineren;

c) sommige activiteiten te verdelen, rekening houdend met de taalkennis van de Minister en de Staatssecretaris(sen), of met de speciale kennis van de Staatssecretaris of de Minister i.v.m. zekere regionale problemen; deze Staatssecretarissen zullen hun Minister(s) bijstaan bij de voorbereiding van de wetsontwerpen; zij zullen ook kunnen belast worden met sommige uitvoeringsmaatregelen rekening houdend met de particulariteiten van elke Gemeenschap;

d) complexe begrotingen op te stellen rekening houdend met de regionale problemen en de uitvoering ervan te verzekeren volgens de behoeften; een der essentiële taken van de Staatssecretarissen in de sleuteldepartementen (vermeld Sub A 5 hierboven) zal erin bestaan de belangen der twee Gemeenschappen te harmoniëren bij het opstellen der begrotingen; deze harmonisering in de Uitvoerende Macht zal des te belangrijker zijn daar op het budgetair gebied niet kan overwogen worden een speciale parlementaire procedure te volgen;

e) een Staatssecretaris te belasten met een tijdelijke taak.

C. — Statuut der ambtenaren.

1. Het is noodzakelijk de administratie te depolitiseren om ze in alle opzichten te verbeteren.

2. Il est proposé de créer une Ecole supérieure des études administratives dont les diplômés se verraient attribuer un pourcentage à déterminer des hautes fonctions administratives.

TROISIEME PARTIE.

PROBLEMES JUDICIAIRES ET JURIDICTIONNELS.

A. — Principes généraux.

Il est nécessaire d'adopter en matière judiciaire des mesures qui mettent à complète égalité les deux langues nationales dans les ressorts et juridictions bilingues.

Il convient d'instaurer une parité linguistique à la Cour de Cassation. Pour la détermination du rôle linguistique des magistrats, les mêmes règles devront être adoptées qu'en matière administrative, sous réserve de périodes transitoires sauvegardant les droits acquis.

Les examens linguistiques ne seront maintenus que pour les magistrats devant justifier de la connaissance d'une seconde langue nationale.

B. — Nombre des Cours d'appel.

Les délégations du P.S.C. et du P.S.B. se rallient à l'opinion exprimée par la majorité de la Commission tripartite, qui a marqué son adhésion à la proposition tendant à porter de trois à cinq le nombre des Cours d'appel. Il y aura ainsi deux Cours d'appel unilingues dans chaque région linguistique et, à Bruxelles, une Cour bilingue ayant un ressort territorial suffisant.

C. — Répartition des compétences juridictionnelles.

1. Aux termes des articles 92 et 93 de la Constitution, les contestations qui ont pour objet des droits civils sont du ressort exclusif des tribunaux, de sorte que les juridictions administratives par exemple ne peuvent jamais en connaître. Or l'expérience a montré qu'il était difficile de définir les droits civils et plus encore de les distinguer, dans la pratique, des autres droits subjectifs. Il en est résulté une incertitude quant à la compétence des diverses juridictions, comme l'attestent les hésitations d'une jurisprudence qui a évolué en fonction de la doctrine.

2. Les délégations estiment que la constitutionnalisation des principes suivants permettrait de mettre fin à cette confusion en partant du principe que toute contestation juridique doit trouver son juge :

- a) les contestations ayant pour objet des droits (variante : les contestations juridiques...) sont du ressort des tribunaux;
- b) la loi peut déléguer certaines de ces contestations à d'autres juridictions, sauf pour les matières criminelles ainsi que pour les délits politiques et de presse;
- c) l'existence du Conseil d'Etat doit être consacrée par la Constitution; elle pourrait faire l'objet d'un chapitre IIIbis ajouté au titre III de la Constitution.

D. — Extension des garanties judiciaires.

1. Les délégations se sont prononcées pour que les garanties assignées par les articles 96 et suivants de la Constitution aux seuls tribunaux de l'ordre judiciaire soient étendues à toutes les juridictions.

2. De même le droit de défense, qui est souvent considéré comme un principe général du droit, devra-t-il être strictement appliqué par toutes les juridictions sans exception.

3. En revanche, la règle de publicité, garantie par la Constitution, devra pouvoir être assouplie, avec l'accord du prévenu, au moins en matière de probation, de défense sociale et lors du jugement des enfants.

E. — Protection des libertés publiques.

1. Le Gouvernement sera désormais tenu de soumettre à l'avis motivé du Conseil d'Etat, même en cas d'urgence, tous les projets de lois ressortissant au domaine régi par le titre II de la Constitution.

2. Il convient de compléter et de préciser le titre II de la Constitution là où cela s'avère indispensable.

2. Voorgesteld wordt een Hoger Instituut voor Administratieve Studiën op te richten waarvan de gediplomeerden een nader te bepalen percentage der hoge administratieve functies zouden toegewezen krijgen.

DERDE DEEL.

RECHTERLIJKE EN JURISDICTIEPROBLEMEN.

A. — Algemene principes.

Het is noodzakelijk op gerechtelijke gebied maatregelen te treffen waardoor beide landstalen volledig op gelijke voet geplaatst worden in de tweetalige rechtsgebieden en jurisdicties.

Taalpariteit dient ingevoerd bij het Hof van Cassatie.

Voor het bepalen van de taalrol der magistraten zullen dezelfde regels moeten gelden als voor de administratie, onder voorbehoud van overgangsp periodes voor de bevestiging van verworven rechten.

De taalexamen zullen alleen gehandhaafd worden voor de magistraten die het bewijs moeten leveren van de kennis van een tweede landstaal.

B. — Aantal Hoven van Beroep.

De delegaties van de C.V.P. en de B.S.P. sluiten zich aan bij de mening uitgedrukt door de meerderheid der driepartijencommissie, die haar instemming betuigd heeft met het voorstel om het aantal Hoven van Beroep van drie op vijf te brengen. Er zullen aldus twee eentalige Hoven van Beroep zijn in elke taalstreek en te Brussel een tweetalig Hof, met een passend rechtsgebied.

C. — Verdeling der rechtsbevoegdheden.

1. Luidens artikelen 92 en 93 van de Grondwet behoren de geschillen over burgerlijke rechten uitsluitend tot de bevoegdheid van de rechtbanken, zodat b.v. de administratieve jurisdicties er nooit kennis kunnen van nemen. De ondervinding heeft nochtans uitgewezen dat het moeilijk was de burgerrechten te bepalen en nog moeilijker ze in de praktijk te onderscheiden van de andere subjectieve rechten. Hierdoor ontstond onzekerheid omtrent de bevoegdheid van de diverse jurisdicties, ten blijk hiervan de aarzelingen van een rechtspraak die in functie van de leer evolueerde.

2. Naar het oordeel van de delegaties zou het in de Grondwet opnemen van onderstaande beginselen een einde kunnen stellen aan deze verwarring, uitgaande van het beginsel dat elk juridisch geschil zijn rechter moet vinden :

- a) de geschillen over rechten (variante : de juridische geschillen...) behoren tot de bevoegdheid van de rechtbanken;
- b) de wet kan sommige van deze geschillen naar andere jurisdicties verwijzen, behoudens voor criminele zaken alsmede voor politieke en persmisdrijven;
- c) de Raad van State dient geconstitucionaliseerd; zulks kan gebeuren in een hoofdstuk IIIbis gevoegd bij titel III der Grondwet.

D. — Uitbreiding van de rechterlijke waarborgen.

1. De delegaties hebben zich uitgesproken opdat de bij artikelen 96 en volgende van de Grondwet alléén aan de rechtbanken van de rechterlijke macht verstrekte waarborgen tot de andere jurisdicties zouden uitgebreid worden.

2. Evenzo zou het recht van verdediging, dat vaak beschouwd wordt als algemeen rechtsbeginsel, strikt dienen toegepast op alle jurisdicties zonder onderscheid.

3. Daarentegen zou de door de Grondwet gewaarborgde regel van openbaarheid moeten kunnen versoepeld worden, met instemming van de verdachte, ten minste inzake proeftijd, maatschappelijk verweer en bij vonnissen van kinderrechtters.

E. — Bescherming der openbare vrijheden.

1. De Regering zal voortaan ertoe gehouden zijn, zelfs bij hoogdringende gevallen aan de Raad van State alle wetsontwerpen voor te leggen die behoren tot het gebied beheerst door titel II van de Grondwet.

2. Titel II van de Grondwet dient aangevuld en gepreciseerd waar nodig.

QUATRIEME PARTIE.

AUTRES QUESTIONS.

A. — La revision de la Constitution.

1. La procédure prévue par l'article 131 de la Constitution ne doit pas être modifiée.

2. L'interdiction de reviser la Constitution sous une régence, contenue à l'article 84, doit être assouplie pour les matières qui ne touchent pas essentiellement aux prérogatives de la Couronne.

Il y a lieu, toutefois, de ne prévoir cette faculté que pour autant que la régence se prolonge.

3. Il convient d'interdire toute revision quand les Chambres se trouvent empêchées de se réunir librement sur le territoire national.

B. — Etat d'urgence et état de guerre.

1. La Constitution devra être complétée par des dispositions soumettant à des conditions très strictes la proclamation de l'état d'urgence et assurant un fondement juridique plus solide à des mesures, telles que celles contenues dans les arrêtés-lois de 1916, prises en cas de déclaration de guerre, de constatation de l'état de guerre ou de proclamation de l'état d'urgence.

2. Il y a lieu de définir les droits et les devoirs des fonctionnaires en temps de guerre.

C. — Adaptation de la Constitution aux conditions nouvelles de la vie internationale.

1. a) L'article 25, qui est une disposition-clé de la Constitution, ne doit pas être révisé.

b) Il convient que la Constitution prévoit en termes exprès la possibilité d'attribuer certaines compétences aux organes supranationaux. Une disposition distincte (art. 25bis par exemple) consacrerait cette possibilité.

2. a) Compte tenu de l'intensification de la vie internationale, un grand nombre de conventions qui font actuellement l'objet de lois d'approbation ou qui, au contraire, échappent totalement aux Chambres, doivent pouvoir leur être soumises selon une procédure simple et rapide.

b) Quant aux traités importants — notamment ceux dont les dispositions concernent le titre II de la Constitution, « Des Belges et de leurs Droits », ou comportent attribution de compétences à des autorités supranationales — il convient de maintenir l'obligation d'en faire l'objet de lois d'approbation.

CHAPITRE II.

DECENTRALISATION ET DECONCENTRATION.

PREMIERE PARTIE.

DECENTRALISATION DANS LES MATIERES RELEVANT DE LA GESTION ADMINISTRATIVE.

SECTION I.

TRAVAUX COMMUNAUX ET PROVINCIAUX.

A. — Travaux publics.

I. — Travaux publics communaux et provinciaux.

1. Sont visés ici :

a) les travaux d'infrastructure au sens le plus large, ainsi que les constructions scolaires que les communes et les provinces réalisent déjà actuellement;

VIERDE DEEL.

ANDERE AANGELEGENHEDEN.

A. — Grondwetsherziening.

1. De bij artikel 131 van de Grondwet voorziene procedure dient niet gewijzigd.

2. Het verbod om de Grondwet te wijzigen tijdens een regentschap, dat door artikel 84 uitgevaardigd wordt, moet worden versoepeld voor de materies die niet onmiddellijk de prerogatieven van de Kroon raken. Dit recht dient echter alleen voorzien wanneer het regentschap lange tijd duurt.

3. Elke herziening dient verboden wanneer de Kamers verhinderd zijn vrij te vergaderen op het nationaal grondgebied.

B. — Noodtoestand en staat van oorlog.

1. De Grondwet zou moeten aangevuld worden met bepalingen waardoor het afkondigen van de noodtoestand aan zeer strikte voorwaarden onderworpen wordt en een solieder juridische grondslag gegeven wordt aan maatregelen zoals die welke voorkomen in de besluitwetten van 1916 getroffen in geval van oorlogsverklaring, vaststelling van de staat van oorlog en aankondiging van de noodtoestand.

2. De rechten en plichten der ambtenaren in oorlogstijd dienen bepaald te worden.

C. — Aanpassing van de Grondwet aan de nieuwe omstandigheden van het internationaal leven.

1. a) Artikel 25, dat een sleutelbepaling van de Grondwet is, moet niet worden gewijzigd.

b) De Grondwet dient uitdrukkelijk de mogelijkheid te voorzien zekere bevoegdheden te verlenen aan de supranationale organismen. Een bijzondere bepaling (art. 25bis b.v.) zou deze mogelijkheid kunnen voorzien.

2. a) Rekening houdend met de intensivering van het internationaal leven, dient een groot aantal conventies, waarvoor thans goedkeuringswetten vereist zijn of die, integendeel, totaal aan de Kamers ontsnappen, op eenvoudige en snelle wijze aan de Kamers voorgelegd te worden.

b) Voor de belangrijke verdragen, met name die waarvan de bepalingen verband houden met titel II van de Grondwet « De Belgen en hun Rechten », of die een toekenning van gevoegdheid aan supranationale overheden behelzen, zouden nog steeds goedkeuringswetten moeten worden voorzien.

HOOFDSTUK II.

DECENTRALISATIE EN DECONCENTRATIE.

EERSTE DEEL.

ADMINISTRATIEVE DECENTRALISATIE.

SECTIE I.

GEMEENTELIJKE EN PROVINCIALE WERKEN.

A. — Openbare werken.

I. — Gemeentelijke en provinciale openbare werken.

1. Dit zijn :

a) de infrastructuurwerken in de ruimste betekenis alsmede de schoolgebouwen welke de gemeenten en de provincies nu reeds optrekken;

b) les travaux routiers, autres que ceux relatifs aux routes axiales et aux autoroutes, que l'Etat réalisait antérieurement et qui seront désormais, en vertu d'un nouveau plan de répartition éventuellement progressif, de la compétence des provinces.

2. Les décisions des communes et des provinces d'accomplir de tels travaux ne sont plus soumises au contrôle d'opportunité de l'Etat. Les projets des communes sont uniquement soumis au contrôle technique de l'administration provinciale.

3. Il est mis fin au système par lequel l'Etat accorde directement des subsides aux communes et aux provinces.

4. L'Etat verse chaque année une dotation à un fonds des travaux communaux. Cette dotation :

a) ne peut être inférieure au montant total des subsides que l'Etat octroyait aux communes avant l'entrée en vigueur du nouveau régime;

b) fait l'objet d'une péréquation annuelle automatique.

5. L'Etat verse chaque année une dotation à un fonds des travaux provinciaux. Cette dotation :

a) ne peut être inférieure au montant cumulé

— des subsides que l'Etat octroyait aux provinces avant l'entrée en vigueur du nouveau régime;

— des crédits que l'Etat consacrait, avant l'entrée en vigueur de ce régime, aux travaux routiers qui étaient de sa compétence et qui incombent désormais aux provinces (voy. I. 1);

b) fait l'objet d'une péréquation annuelle automatique.

6. La dotation et le fonds des travaux communaux, de même que la dotation et le fonds des travaux provinciaux doivent être spécialisés selon les catégories de travaux.

7. Il convient d'établir les modalités techniques de la répartition annuelle de la dotation des communes et de la dotation des provinces.

Ces modalités doivent tenir compte des principes ou facteurs suivants.

a) La répartition doit obéir à des règles objectives.

b) Afin d'encourager le dynamisme des communes et des provinces, les subsides accordés au moyen de la dotation sont octroyés par le fonds sur travaux entrepris et non sur travaux à entreprendre. Lorsque la commune ou la province a recouru à l'emprunt, ces subsides interviennent pour alléger la dette contractée. Lorsque la commune ou la province a recouru à ses moyens propres, ces subsides sont versés à son budget.

c) Les communes transmettent en temps opportun au Fonds des travaux communaux la liste des travaux techniquement approuvés qu'elles comptent réaliser au cours de l'exercice suivant.

Le Crédit communal de Belgique communique au Fonds ceux des travaux qui figurent sur cette liste qu'il compte financer par l'emprunt.

En possession de ces indications, le Fonds fait connaître aux communes intéressées le subside minimum sur lequel elles peuvent compter pour chaque travail prévu.

Lorsque le volume des travaux effectivement réalisés par l'ensemble des communes est moins important que celui qui figurait sur la liste ayant permis de calculer le subside minimum, chaque commune bénéficie, pour les travaux effectués par elle, d'un subside plus élevé dont le montant exact est établi par le Fonds au moment du calcul définitif de la répartition de la dotation.

La même procédure s'applique aux travaux provinciaux.

d) Sauf exceptions à déterminer, le subside ne peut excéder 60 % des dépenses engagées.

e) Le Fonds des travaux communaux accorde, au moyen d'une quotité à déterminer de sa dotation annuelle, une aide complémentaire aux communes dont la situation financière est gravement obérée.

8. En ce qui concerne les constructions scolaires, l'Etat verse annuellement à un fonds scolaire la dotation de 600 millions prévue par le Pacte scolaire. Le Fonds accorde des subsides aux communes et aux provinces qui ont entrepris la construction d'écoles communales et provinciales, à concurrence de 60 % des dépenses engagées.

II. — Travaux publics de l'Etat.

1. L'Etat est déchargé, en vertu d'un nouveau plan de répartition éventuellement progressif, de la partie du réseau routier qui ne concerne

b) de wegenwerken andere dan die betreffende hoofdwegen en autowegen welke de Staat vroeger uitvoerde en die voortaan overeenkomstig een nieuw en eventueel progressief verdelingsplan onder de bevoegdheid der provincies zullen ressorteren.

2. De gemeentelijke en provinciale beslissingen i.v.m. dergelijke werken zijn niet meer onderworpen aan de opportuñiteitscontrole van de Staat. De plannen der gemeenten zijn alleen onderworpen aan de technische controle van de provinciale administratie.

3. Aan het systeem van rechtstreekse subsidiëring van gemeenten en provincies door de Staat wordt een einde gemaakt.

4. De Staat stort jaarlijks een dotatie in een fonds voor gemeentewerken. Deze dotatie :

a) mag niet geringer zijn dat het totale bedrag der subsidies welke de Staat aan de gemeenten verleende vóór de inwerkingtreding van het nieuw regime;

b) wordt jaarlijks automatisch aangepast.

5. De Staat stort jaarlijks een dotatie in een fonds voor provinciale werken. Deze dotatie :

a) mag niet geringer zijn dan het totaal gecumuleerd bedrag :

— van de subsidies welke de Staat verleende aan de provincies vóór de inwerkingtreding van het nieuw regime;

— van de kredieten welke de Staat, vóór de inwerkingtreding van dit regime, besteedde aan wegenwerken die tot zijn bevoegdheid behoorden en thans ressorteren onder de provincies (zie II. 1);

b) wordt jaarlijks automatisch aangepast.

6. De dotaties en de fondsen voor gemeentelijke en provinciale werken moeten gespecialiseerd zijn overeenkomstig de categorieën der werken.

7. Er dient overgegaan tot het vaststellen van de technische modaliteiten der jaarlijkse verdeling van de dotatie der gemeenten en de dotatie der provincies.

Deze modaliteiten moeten rekening houden met de volgende principes of factoren.

a) De verdeling moet gebeuren volgens objectieve normen.

b) Om het dynamisme der gemeenten en provincies te bevorderen worden de subsidies uit de dotatie door het fonds toegewezen voor werken waarmede reeds een aanvang werd gemaakt en niet voor werken die nog moeten aangevat worden. Wanneer de gemeente of de provincie een lening aangaat, mogen de subsidies dus gebruikt worden om de lening af te lossen. Wanneer de gemeente of de provincie haar eigen middelen aanwendt, worden deze subsidies gestort in haar begroting.

c) De gemeenten leggen tijdig aan het Fonds der gemeentewerken de lijst voor van de technisch goedgekeurde werken welke zij tijdens het volgende dienstjaar willen uitvoeren. Het Gemeentekrediet van België deelt aan het Fonds mede welke werken voorkomend op deze lijst het wil financieren door middel van een lening. Het Fonds deelt dan aan de gemeenten mede op welke minimumsubsidie zij mogen rekenen voor elk gepland werk.

Wanneer het volume der door de gemeenten effectief uitgevoerde werken minder belangrijk is dan dat voorkomend op de lijst voor de berekening van de minimumtoelage, zal elke gemeente voor de door haar uitgevoerde werken een hogere toelage ontvangen waarvan het bedrag vastgesteld wordt door het Fonds bij de definitieve berekening van de verdeling der dotatie. Dezelfde procedure is van toepassing voor de provinciale werken.

d) Behalve uitzonderlijke gevallen welke dienen bepaald, mag de subsidie 60 % van de aangegane uitgaven niet overschrijden.

e) Het Fonds der gemeentewerken verleent, door middel van een te bepalen deel van zijn jaarlijkse dotatie, een bijkomende hulp aan gemeenten wier financiële toestand zorgwekkend is.

8. Voor het optrekken van schoolgebouwen, stort de Staat jaarlijks in een schoolfonds de dotatie van 600 miljoen voorzien door het Schoolpact. Het Fonds verleent subsidies aan de gemeenten en de provincies die gemeentelijke en provinciale scholen gebouwd hebben, tot een bedrag van 60 % der aangegane uitgaven.

II. — Openbare Rijkswerken.

1. Krachtens een nieuw, eventueel geleidelijk verdelingsplan wordt de Staat ontlast van het wegennet behalve hoofdwegen en autowegen.

pas les routes axiales et les autoroutes. Les grands travaux d'infrastructure relatifs notamment aux voies navigables, aux barrages érigés ou à ériger sur les voies navigables, aux ports et aux autoroutes font l'objet d'une programmation s'étendant sur un nombre suffisant d'années.

Cette programmation tient compte de la rentabilité des travaux à entreprendre ainsi que de la nécessité de satisfaire équitablement les besoins des différentes régions du pays.

2. La question reste ouverte de savoir s'il convient de « régionaliser » les crédits d'investissement relatifs aux grands travaux d'infrastructure, c'est-à-dire de grouper, dans le budget annuel, les dépenses d'investissement de l'Etat relatives à ces travaux selon les régions dans lesquelles ces dépenses seront effectuées.

3. Pour la construction des autoroutes, l'Etat fait appel, chaque fois qu'il l'estime opportun, à des intercommunales du type de l'intercommunale E 3.

4. Les bâtiments de l'Etat sont construits et gérés soit par des autorités déconcentrées dotées de pouvoirs réels de décision, soit par des régies nationales déconcentrées dotées des mêmes pouvoirs et tenant une comptabilité de type industriel.

B. — Travaux relevant du domaine de la santé publique.

1. Sont visés ici les travaux que les communes (ou les C. A. P.) et les provinces réalisent déjà actuellement avec l'aide financière et sous le contrôle du Département de la Santé publique et de la Famille (notamment les centres de santé, hôpitaux et hospices, ainsi que les abattoirs, etc.).

2. Ces travaux sont désormais soumis au même régime que celui qui est préconisé pour les travaux publics communaux et provinciaux, sauf que le contrôle technique des projets est assuré par l'Etat.

C. — Logement.

1. Les crédits actuellement affectés à la politique du logement sont désormais versés, annuellement, à des Comités provinciaux de logement.

2. La part de ces crédits qui revient à chaque Comité est établie selon des critères objectifs, pondérés et automatiques.

3. Les Comités provinciaux de logement sont composés de représentants de la Province, du Comité régional d'aménagement du territoire, des sociétés agréées ainsi que des organismes qui favorisent la construction d'habitations sociales.

4. Chaque Comité provincial de logement :

a) établit le programme provincial de logement et fixe les priorités, sous le contrôle de l'Etat ou de la Société nationale du Logement;

b) répartit, dans le cadre de ce programme et compte tenu des priorités fixées, les crédits mis à sa disposition entre les sociétés de logement agréées; cette répartition est effectuée selon des critères objectifs et pondérés; afin de pouvoir répondre adéquatement aux situations locales, l'application de ces critères n'est pas automatique.

D. — Travaux relevant du domaine de l'agriculture.

1. Sont visés ici les travaux que les communes, les provinces et les associations des polders et de wateringues réalisent déjà actuellement avec l'aide financière et sous le contrôle du Département de l'Agriculture (amélioration de cours d'eau non navigables ni flottables, voies d'évacuation, digues, etc.).

2. Ces travaux obéissent désormais au même régime que celui qui est préconisé pour les travaux publics communaux et provinciaux, sauf que les projets peuvent être établis par l'Etat et qu'ils doivent en tout cas être soumis à son contrôle technique.

E. — Urbanisme.

1. Il est indispensable que le plan national d'aménagement du territoire soit fixé le plus rapidement possible.

2. Les plans communaux sont approuvés par la Députation permanente, sur proposition conforme du directeur provincial de l'Urbanisme, et après avis de la Commission régionale d'aménagement du territoire. La même procédure est appliquée aux modifications et dérogations.

De grote infrastructuurwerken o.m. betreffende bevaarbare waterwegen, bestaande of toekomstige stuwen op de bevaarbare waterwegen, havens en autowegen worden opgenomen in een programmering gespreid over een voldoende aantal jaren.

Deze programmering houdt rekening met de rentabiliteit der geplande werken alsmede met een billijke verdeling overeenkomstig de behoeften der verschillende gewesten.

2. De vraag blijft gesteld of de investeringskredieten voor de grote infrastructuurwerken dienen « geregionaliseerd », d.w.z. in de jaarlijkse begroting van de investeringsuitgaven van de Staat voor deze werken dienen gegroepeerd per gewest.

3. Voor het bouwen van autowegen doet de Staat, telkens wanneer zulks wenselijk geacht wordt, een beroep op intercommunales van het type E 3.

4. De gebouwen van de Staat worden opgetrokken en beheerd hetzij door gedeconcentreerde autoriteiten met een reële beslissingsmacht of door nationale gedeconcentreerde regies met een gelijkaardige macht die er een industriële boekhouding op nahouden.

B. — Werken i.v.m. de volksgezondheid.

1. Dit zijn de werken welke de gemeenten (of de C. O. O.) en de provincies thans reeds uitvoeren met de financiële bijstand en onder de controle van het departement van Volksgezondheid en van het Gezin (o.m. slachthuizen, hospitalen, gestichten, gezondheidscentra, enz.).

2. Deze werken zullen voortaan onderworpen worden aan hetzelfde regime als dat voorgesteld voor de gemeentelijke en provinciale openbare werken, behalve de technische controle der projecten die door de Staat verricht wordt.

C. — Huisvesting.

1. De kredieten die thans gebruikt worden voor de Huisvesting zullen voortaan jaarlijks gestort worden aan provinciale huisvestingscomités.

2. De verdeling van deze kredieten tussen de Comités gebeurt volgens objectieve, gepondereerde en automatische criteria.

3. De provinciale huisvestingscomités zijn samengesteld uit vertegenwoordigers van de provincie, het gewestelijk comité voor ruimtelijke ordening, de aangenomen maatschappijen en organismen tot bevordering van de sociale woningbouw.

4. Elk provinciaal huisvestingscomité :

a) stelt het provinciaal huisvestingsprogramma op en stelt de prioriteiten vast onder controle van de Staat of van de Nationale Maatschappij voor Huisvesting;

b) verdeelt, in het kader van dit programma en rekening houdend met de vastgestelde prioriteiten, de beschikbare kredieten tussen de aangenomen huisvestingsmaatschappijen; deze verdeling geschiedt overeenkomstig objectieve en gepondereerde criteria; met het oog op een billijke behandeling der plaatselijke toestanden zal de toepassing van deze criteria niet automatisch zijn.

D. — Werken i.v.m. de landbouw.

1. Dit zijn de werken welke de gemeenten, provincies en verenigingen van polders en wateringues nu reeds uitvoeren met financiële steun en onder toezicht van het departement van Landbouw (verbetering van de niet bevaarbare waterwegen, afwateringen, dijken, enz.).

2. Deze werken zullen voortaan onderworpen zijn aan het regime voorgesteld voor de gemeentelijke en provinciale openbare werken, behalve dat de ontwerpen mogen opgemaakt worden door de Staat en in elk geval aan zijn technische controle moeten onderworpen worden.

E. — Urbanisme.

1. Het nationaal plan voor de ruimtelijke ordening dient zo spoedig mogelijk vastgesteld.

2. De gemeentelijke plannen worden goedgekeurd door de Bestendige Deputatie op gelijkkluidend voorstel van de provinciale directeur van het Urbanisme en na advies van de gewestelijke commissie voor ruimtelijke ordening. Deze procedure wordt ook toegepast op wijzigingen en afwijkingen.

3. L'Etat :

- a) fixe les normes selon lesquelles sont établies les études régionales et locales d'aménagement du territoire;
- b) assure la concordance des plans communaux avec le plan national.

F. — Travaux et tâches relevant d'autres domaines de la gestion administrative.

1. La rationalisation du mécanisme des subventions de l'Etat et la simplification de son contrôle sur les institutions décentralisées d'une part, l'octroi de pouvoirs réels de décision à des autorités déconcentrées de l'Etat d'autre part, forment l'essentiel du système proposé dans les rubriques qui précèdent. Les mêmes principes doivent être appliqués à d'autres domaines de la gestion administrative. Une œuvre parallèle de décentralisation et de déconcentration doit être accomplie, notamment dans le domaine de la politique sociale, en ce compris les questions relatives aux pensions, aux allocations de chômage et à la main-d'œuvre étrangère.

2. Il se recommande que dans ce but, le Gouvernement dresse aussi-tôt que possible, à l'intervention de chaque Ministre, la liste des mesures de décentralisation et de déconcentration qui devront être prises, pour chaque Département, par le pouvoir exécutif ou par le législateur.

SECTION II.

DECISIONS DES COMMUNES ET DES PROVINCES.

A. — Généralités.

- 1. La notion de l'intérêt général, lorsqu'elle est invoquée, doit être motivée en fait et en droit.
- 2. Les délais dont dispose l'autorité de tutelle lui sont désormais impartis non seulement pour prendre sa décision, mais aussi pour la notifier. La prolongation de ces délais ne peut intervenir qu'une fois, pour un laps de temps fixé par la loi.
- 3. Il convient d'éliminer de la législation les mesures de tutelle dont il n'est plus fait un usage effectif.
- 4. Le dispositif de la tutelle doit être rationalisé.
- 5. Toute décision des Administrations doit être motivée.

B. — Barèmes et régime social du personnel des communes et des provinces.

Il convient d'organiser un régime de carrière mixte permettant aux membres du personnel communal, du personnel provincial et du personnel de l'Etat de passer d'une administration dans une autre, et même d'entrer dans le secteur privé, sans perte des droits acquis à la pension. Il appartient aux pouvoirs publics, et spécialement à l'Etat de se défendre, par une politique appropriée en matière de traitements, contre le passage des agents de valeur dans le secteur privé.

C. — Cadres et nominations du personnel des communes et des provinces.

- 1. Le pouvoir d'arrêter les cadres et de procéder aux nominations doit être exercé avec une réelle autonomie par l'autorité communale et par l'autorité provinciale.
- 2. Autonomie ne signifie cependant pas indépendance. En ces matières, la tutelle sur les communes est exercée par le Gouverneur ou la députation permanente. Pour les quatre grandes villes, elle est exercée directement par le Ministre de l'Intérieur, sans passer par le canal des autorités provinciales.

D. — Budgets communaux et provinciaux.

- 1. Les communes et les provinces doivent jouir d'une autonomie réelle dans l'exercice de leurs responsabilités financières.
- 2. L'Etat doit assurer aux communes et aux provinces la possibilité d'équilibrer leur budget par des dotations suffisantes ainsi que par une répartition stable et équitable des matières taxables.

3. De Staat :

- a) stelt de normen vast voor het opstellen van gewestelijke en lokale projecten voor ruimtelijke ordening;
- b) waakt erover dat de gemeentelijke plannen overeenkomen met het nationale plan.

F. — Werkzaamheden en taken op andere gebieden van het administratief beheer.

1. De rationalisatie van het subsidiëeringsmechanisme van de Staat en de vereenvoudiging van zijn controle op de gedecentraliseerde instellingen enerzijds, het verlenen van reële beslissingsmacht aan gedecentraliseerde rijksinstanties anderzijds vormen de essentie van het systeem voorgesteld in de voorgaande rubrieken. Deze principes moeten ook toegepast worden op andere administratieve gebieden. Een parallelle decentralisatie en deconcentratie dient tot stand gebracht o.m. op het gebied van het sociaal beleid, inclusief de kwesties i.v.m. pensioenen, werkloosheidsvergoedingen en vreemde werkkrachten.

2. Derhalve is het wenselijk dat de Regering zo spoedig mogelijk, met de medewerking van alle Ministers, een lijst opstelt van de decentralisatie- en deconcentratie maatregelen per departement die door de uitvoerende macht of de wetgever moeten genomen worden.

SECTIE II.

BESLISSINGEN VAN DE GEMEENTEN EN DE PROVINCIËS.

A. — Algemene beschouwingen.

- 1. Het begrip « algemeen belang » moet door de Overheid die het inroept in rechte en in feite gemotiveerd worden.
- 2. De termijnen waarover het voogdijgezag beschikt zijn voortaan voorzien niet alleen om beslissingen te treffen, maar ook om ze te betekenen. Deze termijnen mogen slechts eenmaal verlengd worden voor een periode bepaald bij de wet.
- 3. In de wetgeving moeten de voogdijmaatregelen geschrapt worden die niet meer effectief toegepast worden.
- 4. De voogdijregeling dient gerationaliseerd.
- 5. Elke beslissing van de administraties dient gemotiveerd.

B. — Weddeschalen en sociaal régime van het personeel van gemeenten en provincies.

Een regime van gemengde loopbaan dient ingesteld om de leden van het gemeentelijk, provinciaal en rijkspersoneel de gelegenheid te bieden van de ene administratie naar een andere zelfs naar de privé-sector over te gaan zonder verworven rechten op een pensioen te verliezen. De overheden, inzonderheid het staatsgezag, moeten zich door een passende wedderegeling teweerstellen tegen de overgang van waardevolle personeelsleden naar de privé-sector.

C. — Personeelskader en benoemingen in de gemeenten en provincies.

- 1. De bevoegdheid om de kaders vast te stellen en benoemingen te doen dient met een reële autonomie uitgeoefend door de gemeentelijke overheid en door de provinciale overheid.
- 2. Autonomie betekent nochtans niet onafhankelijkheid. De voogdij over de gemeenten dient in dit verband uitgeoefend door de gouverneur of de bestendige deputatie. Voor de vier grote steden wordt zij rechtstreeks uitgeoefend door de Minister van Binnenlandse Zaken zonder tussenkomst der provinciale overheid.

D. — Gemeentelijke en provinciale begrotingen.

- 1. De gemeenten en provincies moeten beschikken over een reële autonomie in de uitoefening van hun financiële bevoegdheden.
- 2. De Staat moet de gemeenten en provincies de mogelijkheid bieden hun begroting in evenwicht te brengen, door middel van toereikende dotaties alsmede door een vaste en billijke verdeling der belastbare materies.

3. Un rapport raisonnable doit exister entre les taxes essentielles. L'Etat doit veiller en tout temps à ce que ce rapport soit respecté. C'est en fonction de ce rapport, notamment, qu'il appréciera les décisions ou les demandes de renforcement de la fiscalité communale ou provinciale.

4. Compte tenu de ces principes, il est institué un seul échelon de tutelle sur les budgets communaux et un seul échelon de recours au profit des communes.

5. L'échelon de tutelle est l'échelon provincial : gouverneur ou députation permanente. Si la députation permanente est désignée pour cette tâche, le Gouverneur n'a pas le droit de prendre recours contre ses décisions d'approbation.

6. Par exception au principe, la tutelle sur le budget des quatre grandes villes est exercée directement par le Ministre de l'Intérieur, sans passer par le canal des autorités provinciales.

7. La question de savoir si la tutelle directe du Ministre de l'Intérieur doit s'exercer également sur les faubourgs des quatre grandes villes, ainsi que sur la ville de Charleroi et ses faubourgs, est liée au problème des grandes agglomérations, qui doit faire l'objet d'un examen séparé.

E. — Emprunts, patrimoine des communes et des provinces.

Les règles de tutelle proposées pour les budgets doivent s'appliquer également en ces matières.

DEUXIEME PARTIE.

DECENTRALISATION ECONOMIQUE.

A. — Principes généraux.

La décentralisation économique répond à plusieurs préoccupations :

1. favoriser la croissance ou le renouvellement économique des régions;
2. faire participer à cette réalisation les populations intéressées;
3. adapter et simplifier le fonctionnement des institutions compétentes.

La politique économique générale est du ressort des pouvoirs centraux, qui ont recours aux consultations nécessaires. Elle se réalise dans le cadre d'un programme de développement économique qui exécute les objectifs indiqués par les besoins des populations, en stimulant et en intégrant les initiatives privées ou locales et les investissements publics.

Les besoins des populations sont dictés par des critères objectifs ressortant par exemple de la comparaison de l'évolution des investissements, de la démographie, de l'emploi et du revenu dans les différentes régions.

Sur la base de ces critères, les objectifs sont classés par le Gouvernement selon une liste de priorités et exécutés grâce à l'octroi de stimulants appropriés.

Les initiatives locales bénéficient de ces stimulants.

La participation des populations au programme s'effectue dans le cadre des institutions publiques, provinciales, intercommunales et communales et des institutions mixtes dénommées « Sociétés régionales d'Investissements » (S.R.I.) et « Sociétés de développement régional » (S.D.R.).

L'initiative de créer des sociétés de développement régional est prise par les institutions provinciales et communales avec la participation des forces vives de la région.

Les ressorts de ces institutions mixtes sont déterminés d'après la nature des besoins.

L'imputation des deniers publics est effectuée par les différents pouvoirs publics dans le cadre de leurs compétences respectives.

Les études et l'impulsion qui s'intègrent dans le programme économique et le plan national d'aménagement sont, pour chaque région, du domaine des sociétés de développement régional.

3. Een redelijke verhouding dient in acht genomen tussen de essentiële taken. De Staat moet er steeds voor zorgen dat deze verhouding in acht genomen wordt. Zo zal hij in functie van deze verhouding de beslissingen of de aanvragen beoordelen om de gemeentelijke of provinciale fiscaliteit te verhogen.

4. De voogdij over de gemeentelijke begrotingen wordt uitgeoefend door een enkele instantie, rekening houdend met voornoemde principes. Ook het beroep tegen de voogdij wordt op een enkel niveau georganiseerd.

5. Deze voogdij-instantie is de provinciale : de gouverneur of de bestendige deputatie. Indien het de bestendige deputatie is, heeft de Gouverneur geen verhaal tegen haar goedkeuringsbeslissingen.

6. Bij wijze van uitzondering op dit principe, wordt de voogdij over de begroting der vier grote steden rechtstreeks uitgeoefend door de Minister van Binnenlandse Zaken zonder tussenkomst van de provinciale autoriteiten.

7. De vraag blijft gesteld of de rechtstreekse voogdij van de Minister van Binnenlandse Zaken ook dient uitgeoefend over de voorsteden der vier grote steden, alsmede over de stad Charleroi en haar voorsteden. Deze vraag houdt verband met het probleem der grote agglomeraties dat afzonderlijk moet onderzocht worden.

E. — Leningen, patrimonium van gemeenten en provincies.

De voogdijregels voorgesteld voor de begrotingen moeten ook in deze aangelegenheden toegepast worden.

TWEEDE DEEL.

ECONOMISCHE DECENTRALISATIE.

A. — Algemene principes.

De economische decentralisatie beantwoordt aan verscheidene betrachtingen :

1. de economische groei of de verjonging der gewesten bevorderen;
2. de betrokken bevolkingsgroepen hierbij inschakelen;
3. de werking der bevoegde instellingen aanpassen en vereenvoudigen.

Het algemeen economisch beleid behoort tot de bevoegdheid van het centraal gezag, dat beroep doet op de nodige adviezen. Het wordt verwezenlijkt in het raam van een economisch ontwikkelingsprogramma dat de objectieven gebaseerd op de behoeften der bevolkingsgroepen realiseert door het stimuleren en integreren van de private of plaatselijke initiatieven en de openbare investeringen.

De behoeften der bevolkingsgroepen worden bepaald op grond van objectieve criteria zoals b.v. voor vergelijking van de evolutie van de investeringen, de demografie, de werkgelegenheid en het inkomen der verschillende gewesten.

Op basis van deze criteria worden de objectieven geklasseerd door de Regering volgens een lijst van prioriteiten en uitgevoerd door middel van aangepaste stimulansen.

De lokale initiatieven worden hierdoor bevorderd.

De deelneming der bevolkingsgroepen aan het programma gebeurt in het kader der openbare instellingen : provinciale, intercommunale, gemeentelijke en van gemengde instellingen met name de Gewestelijke Investeringsmaatschappijen (« G.I.M. ») en de Gewestelijke Ontwikkelingsmaatschappijen (« G.O.M. »).

Het Initiatief tot het oprichten van Gewestelijke Ontwikkelingsmaatschappijen wordt genomen door de provinciale en gemeentelijke instellingen met deelneming van de dynamische krachten van het gewest.

De bevoegdheidsgebieden van deze gemengde instellingen worden bepaald overeenkomstig de aard der behoeften.

De besteding der overheidsgelden geschiedt door de verschillende overheidsinstanties in het raam van hun respectievelijke bevoegdheden.

Het onderzoek en de impulsen die geïntegreerd worden in het economisch programma en in het nationaal plan voor ruimtelijke ordening behoren, voor elk gewest, tot de bevoegdheid van de gewestelijke ontwikkelingsmaatschappijen.

L'exécution des travaux d'infrastructure est respectivement de la compétence de l'Etat, des provinces, des communes, des intercommunales et, éventuellement, des interprovinciales.

L'aménagement local est du domaine des communes ou des intercommunales. Celles-ci, de même que les interprovinciales, peuvent en outre poursuivre des activités spécifiques.

B. — Organes du développement économique.

I. — Au niveau du pouvoir central.

1. Programme économique national.

L'élaboration du programme économique national est assurée :

— sur le plan sectoriel, en ce compris la localisation du programme, par le Bureau de Programmation économique;

— sur le plan géographique, par la Direction Générale de l'Aménagement du Territoire.

Le Bureau de Programmation économique consulte, pour l'établissement de la partie sectorielle du programme, les milieux économiques et sociaux intéressés au niveau national, ainsi que les organismes représentant les intérêts régionaux, notamment les sociétés de développement régional.

La Direction Générale de l'Aménagement du Territoire consulte, pour l'établissement de la partie géographique du programme, les provinces et les sociétés de développement régional.

Le Bureau de Programmation et la Direction Générale, ainsi que les Départements dont ils relèvent, prennent toutes les mesures utiles pour coordonner leurs travaux.

Le programme est arrêté par le Conseil des Ministres, sur la proposition du Comité ministériel de Coordination économique et sociale (« C. M. C. E. S. »).

Il est adopté par le Législateur.

2. Mesures d'entraînement économique.

Le programme économique national précise, notamment, les secteurs et les régions dans lesquels le pouvoir exécutif estime nécessaire de prendre des mesures d'entraînement économique.

3. Conseil économique et social.

Les délégations n'ont pas abordé l'étude de la réforme du Conseil central de l'Economie et du Conseil national du Travail. Il convient de se reporter au § 4 de la Première Partie, Section C du Chapitre I en ce qui concerne le pouvoir à reconnaître au futur Conseil économique et social de faire des propositions au Parlement.

II. — Au niveau régional.

Dans le cadre du programme économique national, les provinces et les communes prennent, sur le plan régional, les initiatives nécessaires en vue d'assurer la promotion et l'accueil économiques.

Au nombre de ces initiatives figure la création de sociétés de développement régional.

1. La province peut décider de constituer une ou plusieurs sociétés de développement régional. Deux ou plusieurs provinces peuvent s'entendre pour constituer ensemble une telle société.

La société de développement régional peut donc, selon les réalités et nécessités économiques, couvrir une région correspondant à l'aire géographique d'une ou de plusieurs provinces, ou encore une région constituée par des parties de provinces différentes ou une partie d'une province.

Au cas où la province intéressée ne prendrait pas d'initiative appropriée, un ensemble de communes peuvent décider de constituer une société de développement dans l'aire de leur compétence.

Les aires des sociétés de développement régional ne peuvent jamais se superposer.

2. La société de développement régional constituée à l'initiative de la ou des provinces est composée de représentants de la ou des provinces, des communes, des milieux économiques et des milieux sociaux de la région.

La société de développement régional constituée à l'initiative des communes est composée de représentants de ces communes, des milieux économiques et sociaux de la région et, éventuellement, de la ou des provinces.

3. La province et les communes disposent ensemble de la majorité au sein de la société de développement régional. Lorsque deux ou plusieurs provinces ont décidé en commun de constituer un tel orga-

De uitvoering van de infrastructuurwerken behoort respectievelijk tot de bevoegdheid van de Staat, de provincies, de gemeenten, de intercommunales en, eventueel, de interprovinciales.

De plaatselijke ruimtelijke ordening behoort tot de bevoegdheid van de gemeenten en de intercommunales. Deze, alsmede de interprovinciales, mogen bovendien specifieke activiteiten uitoefenen.

B. — Organen van de economische ontwikkeling.

I. — Op het vlak van het centraal gezag.

1. Nationaal economisch programma.

De voorbereiding van het nationaal economisch programma wordt verzekerd :

— op het sectorieel vlak, inclusief de lokalisatie van het programma, door het Bureau voor Economische Programmatie;

— op het geografisch vlak, door de Algemene Directie voor de Ruimtelijke Ordening.

Het Bureau voor Economische Programmatie raadpleegt, voor het opstellen van het sectorieel deel van het programma, de betrokken economische en sociale kringen op het nationaal vlak, alsook de organismen die de gewestelijke belangen vertegenwoordigen, o.m. de gewestelijke ontwikkelingsmaatschappijen.

De Algemene Directie voor de Ruimtelijke Ordening raadpleegt, voor het opstellen van het geografisch deel van het programma, de provincies en de gewestelijke ontwikkelingsmaatschappijen.

Het Programmatiebureau en de Algemene Directie alsook de Departementen waaronder zij ressorteren, treffen alle vereiste maatregelen om hun werkzaamheden te coördineren.

Het programma wordt vastgesteld door de Ministerraad, op voorstel van het Ministerieel Comité voor Economische en Sociale Coördinatie (M. C. E. S. C.).

Het wordt goedgekeurd door de wetgever.

2. Economische prikkels.

Het nationaal economisch programma preciseert o.m. de sectoren en de streken waar de uitvoerende macht het nodig oordeelt economische prikkels aan te wenden.

3. Economische en Sociale Raad.

De delegaties hebben het onderzoek van de hervorming van de Centrale Raad van het bedrijfsleven en van de Nationale Arbeidsraad niet aangevat. Betreffende de bevoegdheid welke dient verleent eraan de toekomstige Economische en Sociale Raad i.v.m. het indienen van voorstellen bij het Parlement, zie par. 4 van het eerste deel, litt. C, hoofdstuk I.

II. — Op het gewestelijk vlak.

In het raam van het nationaal economisch programma nemen de provincies en de gemeenten, op het gewestelijk vlak, de vereiste initiatieven inzake economische promotie en onthaalmaatregelen.

Ondermeer de oprichting van gewestelijke ontwikkelingsmaatschappijen.

1. De provincie kan beslissen een of meer gewestelijke ontwikkelingsmaatschappijen op te richten. Twee of meer provincies mogen eventueel samen een dergelijke maatschappij oprichten. De gewestelijke ontwikkelingsmaatschappij mag dus, overeenkomstig de economische realiteiten en behoeften, een gewest vormen dat overeenstemt met de geografische omschrijving van een of meer provincies, of een gewest gevormd door delen van verschillende provincies of door een deel van een provincie. Indien de belanghebbende provincie geen passend initiatief zou nemen, mag een groep van gemeenten beslissen een ontwikkelingsmaatschappij te vormen op het grondgebied waarover zij bevoegd zijn.

De territoria der G. O. M. mogen elkaar nooit overlappen.

2. De gewestelijke ontwikkelingsmaatschappij opgericht op initiatief van de provincie(s) is samengesteld uit vertegenwoordigers van de provincie(s), de gemeenten, de economische en sociale belangengroepen van het gewest.

De gewestelijke ontwikkelingsmaatschappij gevormd op initiatief der gemeenten is samengesteld uit vertegenwoordigers van deze gemeenten, de economische en sociale belangengroepen van de streek en, eventueel, van de provincie(s).

3. De provincie(s) en de gemeenten beschikken samen over de meerderheid in de gewestelijke ontwikkelingsmaatschappij. Wanneer twee of meer provincies besloten hebben samen een dergelijk organisme op

nisme, elles se répartissent cette majorité en fonction du chiffre des populations considérées.

4. La société de développement régional et les autres initiatives régionales coopèrent avec les pouvoirs économiques centraux pour l'élaboration des aspects régionaux du programme de développement économique.

Les provinces et les communes peuvent leur confier l'exécution de tout ou partie de ce programme.

5. La société de développement régional ou, à son défaut, les initiatives régionales existantes ont deux missions.

a) Elles établissent, en termes comparables pour l'ensemble du pays, l'inventaire des besoins de la région sur la base de critères relatifs notamment à l'évolution des investissements, de la démographie, de l'emploi et du revenu; l'inventaire des besoins comporte l'indication des objectifs à réaliser pour y répondre.

Cet inventaire est transmis par la société de développement régional ou, à son défaut, par les initiatives régionales existantes au pouvoir central ainsi qu'à la ou aux provinces dont elles relèvent. Les provinces font, s'il y a lieu, leurs commentaires.

b) Elles prennent, pour le compte de qui il appartient, les mesures de promotion économique nécessaires. A cette fin, elles font les diligences requises,

— auprès du secteur privé et du pouvoir central, afin d'obtenir d'eux les décisions d'entraînement économique souhaitées;

— auprès de la ou des administrations des provinces, des communes, des intercommunales et, éventuellement, des interprovinciales, afin d'obtenir d'elles, soit la mise en œuvre des mesures d'accompagnement, soit les délégations nécessaires.

6. La société de développement régional est constituée sous la forme juridique des intercommunales, qui permet d'ailleurs la participation de toutes les forces vives de la région.

7. Il est proposé qu'un fonds spécial de promotion économique régionale soit constitué. Sa répartition se fera sur base de critères objectifs, suivant les principes énoncés pour la décentralisation administrative.

CHAPITRE III.

AUTONOMIE CULTURELLE.

Les représentants du P. S. C. et du P. S. B. considèrent que l'autonomie culturelle est une des meilleures réformes susceptibles d'éviter les heurts et les oppositions inutiles entre les deux Communautés. Le contenu d'une réelle autonomie culturelle suppose des compétences d'avis, de décision et d'exécution. La réalisation complète de pareille autonomie culturelle est entravée non par des oppositions communautaires mais idéologiques au sein de chaque Communauté culturelle. L'existence de ces oppositions a obligé à limiter les propositions à une première étape. Les représentants du P. S. C. et du P. S. B. souhaitent qu'une négociation s'engage rapidement, grâce aux institutions dont la mise en place est proposée, pour permettre d'éliminer les entraves actuelles à la parfaite réalisation de l'autonomie culturelle. Ils estiment que l'esprit qui a présidé à la conclusion du Pacte scolaire doit permettre la réalisation de cet objectif.

A. — Organes de l'autonomie culturelle.

1. Il y a lieu de créer par la loi un Conseil culturel pour la Communauté de langue française et un Conseil culturel pour la Communauté de langue néerlandaise.

Une institution culturelle pour les Belges de langue allemande sera créée par arrêté royal.

2. Chacun des deux Conseils culturels est composé de 50 membres, de façon à assurer une représentation adéquate des grands courants d'opinion, des diverses activités culturelles et des différentes régions.

Chacun des Conseils comptera également 24 à 26 membres suppléants.

3. Les membres des Conseils culturels sont nommés à la représentation proportionnelle des suffrages recueillis, dans chaque région linguistique, par les partis qui les présentent.

4. Quarante membres de chaque Conseil et leurs suppléants sont nommés par un collège régional composé des élus nationaux et provinciaux de la région linguistique correspondante et des élus de l'arron-

te richten, verdelen zij deze meerderheid onder elkaar overeenkomstig de betrokken bevolkingscijfers.

4. De G. O. M. en de andere gewestelijke initiatieven werken samen met de centrale economische instanties voor het uitwerken van de regionale aspecten van het economisch ontwikkelingsprogramma. De provincies en de gemeenten mogen hen de uitvoering van dit programma geheel of gedeeltelijk toevertrouwen.

5. De gewestelijke ontwikkelingsmaatschappij, of zo zij ontbreekt, de bestaande gewestelijke initiatieven, hebben twee opdrachten.

a) In termen vergelijkbaar voor geheel het land, maken zij de inventaris op van de behoeften van het gewest op basis van criteria in verband met o.m. de evolutie van de investeringen, de demografie, de werkgelegenheid en het inkomen; de inventaris der behoeften behelst de aanduiding der objectieven die eraan beantwoorden.

Deze inventaris wordt door de G. O. M. of, zo deze ontbreekt, door de bestaande gewestelijke initiatiefnemers overgemaakt aan het centraal gezag alsmede aan de provinciale instantie(s) waaronder zij ressorteren. De provincies voegen hierbij, zo nodig, hun commentaar.

b) Voor rekening van de bevoegde instanties nemen zij de vereiste economische ontwikkelingsmaatregelen. Daartoe dringen zij aan bij

— de privé-sector en het centraal gezag, om van hen de gewenste economische activeringsmaatregelen te bekomen;

— de administraties der provincies, gemeenten, intercommunales en eventueel interprovinciales, om van hen de begeleidende maatregelen of de vereiste machtsoverdracht te bekomen.

6. De gewestelijke ontwikkelingsmaatschappij komt tot stand onder de juridische vorm van een intercommunale, waardoor de deelneming van alle dynamische krachten van het gewest mogelijk wordt.

7. De vorming van een speciaal fonds voor gewestelijke economische expansie wordt voorgesteld. De verdeling van dit fonds gebeurt op volgende objectieve criteria overeenkomstig de principes geformuleerd voor de administratieve decentralisatie.

HOOFDSTUK III.

CULTURELE AUTONOMIE.

De vertegenwoordigers van de C. V. P. en de B. S. P. zijn van mening dat de culturele autonomie een der beste hervormingen is om nutteloze botsingen en tegenstellingen tussen de twee Gemeenschappen te vermijden. Een reële autonomie onderstelt bevoegdheden inzake advies, beslissing en uitvoering. De verwezenlijking van een dergelijke culturele autonomie wordt niet gehinderd door communautaire maar wel door ideologische tegenstellingen in elke culturele Gemeenschap. Wegens het bestaan van deze tegenstellingen moesten de voorstellen tot een eerste stadium beperkt worden. De vertegenwoordigers van de C. V. P. en de B. S. P. wensen dat spoedig onderhandelingen zouden gevoerd worden, dank zij de instellingen waarvan de oprichting voorgesteld wordt, met het oog op het verwijderen van de hindernissen die thans de volmaakte verwezenlijking van de culturele autonomie belemmeren. Zij menen dat de geest die geleid heeft tot het sluiten van het Schoolpact ook de verwezenlijking van dit doel mogelijk moet maken.

A. — Organen der culturele autonomie.

1. Bij een wet dient overgegaan tot het instellen van een Cultuuraad voor de Nederlandstalige gemeenschap en van een Cultuuraad voor de Franstalige gemeenschap.

Een culturele instelling voor de Duitstalige Belgen zal bij koninklijk besluit worden ingesteld.

2. Ieder van beide Cultuurraden telt 50 leden, derwijze dat een juiste vertegenwoordiging van de grote opiniestromingen, van de diverse culturele activiteiten en van de verschillende gewesten gewaarborgd weze.

Iedere Raad zal bovendien 24 tot 26 plaatsvervangende leden tellen.

3. De leden van de Cultuurraden worden benoemd volgens de evenredige vertegenwoordiging van de stemmen in ieder taalgebied bekomen door de partijen die hen voordragen.

4. Veertig leden van iedere raad alsook hun plaatsvervangers worden benoemd door een gewestelijk college samengesteld uit de nationale en provinciale verkozenen van het overeenstemmende taalgebied en uit

dissement de Bruxelles qui s'y inscrivent. Les élus bruxellois ont toutefois la faculté de ne s'inscrire dans aucun des deux collèges.

5. Les candidats sont présentés, en nombre double des mandats à pourvoir, sur des listes dont chacune doit compter pour moitié des candidats présentés par les académies et autres organismes désignés par la loi.

6. Les opérations de nomination des membres des Conseils culturels se déroulent aux chefs-lieux des provinces.

7. Les quarante membres de chaque Conseil culturel nommés selon cette procédure se réunissent, en groupes, pour désigner par cooptation les membres titulaires des mandats qui restent à pourvoir ainsi que 4 à 6 suppléants.

8. La durée des mandats des membres des Conseils culturels est de six ans.

9. Le Roi détermine, sur proposition du Ministère de l'Intérieur, le nombre des mandats revenant à chaque liste sur base des résultats de la dernière élection pour le renouvellement de la Chambre des Représentants, les suffrages de l'arrondissement de Bruxelles étant partagés par moitié entre les deux régions linguistiques.

10. Les académies et autres organismes visés au n° 5 sont :

- a) l'Académie royale de langue et de littérature françaises;
- b) l'Académie royale des sciences, des lettres et des beaux-arts de Belgique;
- c) le Comité de l'art musical;
- d) le Conseil national de l'art dramatique d'expression française;
- e) le Conseil national de la jeunesse;
- f) le Conseil supérieur des bibliothèques publiques;
- g) le Conseil supérieur de l'éducation populaire;
- h) la Koninklijke Vlaamse Academie voor Taal- en Letterkunde;
- i) la Koninklijke Vlaamse Academie voor Wetenschappen, Letteren en Schone Kunsten van België;
- j) le Nationale Raad voor de Dramatische Kunst in het Nederlands;
- k) les Universités.

11. Les Conseils culturels disposent chacun d'un Bureau élu à la représentation proportionnelle et d'un Secrétariat limité.

B. — Mission des Conseils culturels.

1. Chaque Conseil culturel veille au développement de la culture dans sa région linguistique et dans l'agglomération bruxelloise.

2. Sous réserve des dispositions à adopter en ce qui concerne le statut général de Bruxelles-Capitale, une Commission permanente est constituée pour l'agglomération bruxelloise. Elle est composée de deux délégations égales de 12 à 15 membres désignés à la représentation proportionnelle par les deux Conseils et comportant chacune une majorité de membres bruxellois. Elle se réunit à la requête de l'un des Conseils ou de l'une des délégations.

Elle donne ses avis aux Conseils culturels pour l'harmonisation et la coordination de leur action sur le territoire de l'agglomération bruxelloise, notamment par l'attribution à celle-ci d'une part suffisante de leurs dotations spéciales respectives; elle formule des propositions pour promouvoir le rôle de Bruxelles au point de vue culturel sur le plan national et européen. Les Conseils en délibèrent soit séparément, chacun en ce qui le concerne, soit en commun.

3. Les deux Conseils culturels se réunissent ensemble pour examiner les problèmes d'intérêt commun, soit dans les cas prévus par la loi, par exemple pour l'examen annuel du projet du budget de l'éducation nationale et de la culture, soit à l'initiative de l'un d'eux, soit encore à la demande du ou des Ministres compétents, qui peuvent en décider ainsi notamment en cas d'avis divergents des deux Conseils.

C. — Compétences des Conseils culturels.

1. Les Conseils culturels doivent jouir d'une compétence large et réelle.

2. Les Conseils culturels étudient, chacun en ce qui le concerne, les problèmes relatifs au développement culturel de la Nation.

Siégeant séparément ou conjointement, ils émettent des avis en se prononçant à la majorité ordinaire, mais en mentionnant les opinions minoritaires, dans les cas suivants.

de verkozenen van het arrondissement Brussel die zich bij dit college laten inschrijven. Het staat de Brusselse verkozenen nochtans vrij zich in geen van beide colleges te laten inschrijven.

5. De kandidaten worden, in dubbel aantal van de toe te kennen mandaten, voorgedragen op lijsten die ieder voor de helft kandidaten moeten omvatten die zijn voorgedragen door de academiën en andere bij de wet aangeduide instellingen.

6. De verrichtingen tot benoeming van de leden der Cultuurraden geschieden in de hoofdplaatsen der provincies.

7. De volgens deze procedure benoemde veertig leden van iedere Cultuurraad vergaderen in groepen teneinde over te gaan tot de aanduiding door coöptatie van de leden, titularissen van de nog toe te kennen mandaten alsook van 4 tot 6 plaatsvervangers.

8. De duur van de mandaten van de leden der Cultuurraden wordt op zes jaar vastgesteld.

9. De Koning bepaalt, op voordracht van de Minister van Binnenlandse Zaken, het aantal mandaten dat aan iedere lijst toekomt op grond van de uitslagen van de jongste verkiezing voor de hernieuwing van de Kamer van Volksvertegenwoordigers, met dien verstaande dat in het arrondissement Brussel aan ieder van de taalgebieden de helft van de stemmen wordt toegekend.

10. De academiën en andere instellingen bedoeld in n° 5 zijn :

- a) de Koninklijke Vlaamse Academie voor wetenschappen, letteren en schone Kunsten van België;
- b) de Koninklijke Vlaamse Academie voor taal en letterkunde;
- c) het Comité voor de toonkunst;
- d) de Nationale Raad voor de dramatische Kunst in het Nederlands;
- e) de Nationale Raad voor de jeugd;
- f) de Hoge Raad voor de openbare bibliotheken;
- g) de Hoge Raad voor de volksopleiding;
- h) de « Académie royale de langue et de littérature françaises »;
- i) de « Académie royale des sciences, des lettres et des beaux-arts de Belgique »;
- j) de « Conseil national de l'art dramatique d'expression française »;
- k) de Universiteiten.

11. Iedere Cultuurraad beschikt over een Bureau verkozen op basis van de evenredige vertegenwoordiging en over een beperkt Secretariaat.

B. — Taak der Cultuurraden.

1. Iedere Cultuurraad staat in voor de ontwikkeling van de cultuur in zijn taalgebied en in de Brusselse agglomeratie.

2. Onder voorbehoud van de schikkingen te treffen in verband met het algemeen statuut van hoofdstad-Brussel, wordt een Vaste Commissie ingesteld voor de Brusselse agglomeratie. Zij is samengesteld uit twee gelijke afvaardigingen van 12 tot 15 leden aangeduid door de twee Raden overeenkomstig de evenredige vertegenwoordiging en die ieder een meerderheid van Brusselse leden tellen. Zij vergadert op verzoek van een der raden of van een der afvaardigingen.

Zij zal de cultuurraden van advies dienen inzake de harmonisatie en de coördinatie van hun actie op het grondgebied van de Brusselse agglomeratie, o.m. door de toewijzing aan deze agglomeratie van een toereikend deel van hun respectieve speciale dotaties, en zal voorstellen formuleren tot bevordering van de rol van Brussel onder cultureel oogpunt op het nationaal en op het Europees vlak. De Raden beraadslagen hierover hetzij afzonderlijk, ieder voor wat hem betreft, hetzij gemeenschappelijk.

3. De twee Cultuurraden vergaderen samen om de problemen van gemeenschappelijk belang te onderzoeken, hetzij in de bij de wet bedoelde gevallen, inzonderheid voor het jaarlijks onderzoek van het ontwerp van begroting van nationale opvoeding en cultuur, hetzij op initiatief van een van beide, hetzij nog op verzoek van de bevoegde minister of ministers, die daartoe kunnen besluiten o.m. wanneer de twee Raden van mening zouden verschillen.

C. — Bevoegdheid der Cultuurraden.

1. De Cultuurraden moeten over een ruime en werkelijke bevoegdheid beschikken.

2. De Cultuurraden onderzoeken, ieder wat hem betreft, de vraagstukken in verband met de culturele ontwikkeling van de Natie.

In afzonderlijke of gemeenschappelijke vergaderingen brengen zij adviezen uit bij gewone meerderheid maar met vermelding van de minderheidsopinionen in de hiernavolgende gevallen.

a) Ils peuvent formuler de leur propre initiative des avis sur tout problème relatif au développement de la culture.

b) Les Assemblées parlementaires et les Ministres peuvent demander l'avis motivé des Conseils culturels sur tout problème relatif au développement de la culture et notamment sur les projets ou propositions de loi intéressant ce développement. Les Ministres peuvent demander l'avis motivé des Conseils culturels sur les projets de règlement relatifs au même objet ou charger les Conseils culturels de préparer l'élaboration de ces projets.

c) Les Ministres soumettent à l'avis motivé des Conseils culturels les textes des avant-projets de loi et de règlement qui intéressent de manière fondamentale le développement culturel, notamment dans les domaines suivants :

- 1° l'emploi des langues;
- 2° l'enseignement;
- 3° les beaux-arts et les lettres;
- 4° les bibliothèques et musées;
- 5° l'éducation populaire et les loisirs;
- 6° les organisations et œuvres de jeunesse;
- 7° la radiodiffusion et la télévision;
- 8° les monuments et sites;
- 9° les relations culturelles avec l'étranger;
- 10° les œuvres et institutions qui exercent une activité en rapport avec les objets visés ci-dessus.

Lorsque, dans des cas exceptionnels, les Ministres ne consultent pas les Conseils culturels, les motifs de cette abstention sont exposés dans le préambule de l'arrêté de présentation du projet de loi ou dans l'exposé des motifs de celui-ci ou dans le préambule du règlement ou dans un rapport au Roi, publié en même temps que celui-ci.

3. Les Conseils culturels peuvent se voir conférer le pouvoir de faire des règlements d'exécution, dans les matières et dans les conditions déterminées par la loi. Ces règlements sont soumis à l'approbation du Roi.

4. Chaque Conseil donne son avis sur la partie du budget culturel consacrée au secteur qui tombe sous sa compétence. Il propose éventuellement de nouveaux critères ou de nouvelles procédures pour la distribution des subventions qui y sont prévues.

Les Conseils culturels, siégeant conjointement, donnent leur avis sur le projet du budget culturel de l'Etat. Ils proposent éventuellement de nouveaux critères pour la distribution des subventions qui y sont prévues.

Les avis et propositions des Conseils culturels, délibérant séparément ou conjointement dans les cas prévus au présent paragraphe, sont adoptés à la majorité ordinaire, mais comportent la mention des opinions minoritaires.

5. Le budget de la culture prévoit une dotation spéciale pour permettre à chaque Conseil de réaliser un programme complémentaire d'encouragement d'initiatives culturelles. Les Conseils culturels soumettent à l'approbation du Roi les règlements généraux et particuliers d'utilisation de cette dotation, qui est égale pour chacun des Conseils.

Le Roi veille, dans l'usage de son pouvoir d'approbation, au respect des principes d'égalité et de non-discrimination. Il se substitue au Conseil culturel intéressé si celui-ci ne s'est pas conformé, dans un certain délai, aux indications de l'arrêté d'improbation éventuel.

Le Roi annule les actes des Conseils culturels qui comportent attribution de subventions, si ces actes ne sont pas conformes aux règlements généraux ou particuliers d'utilisation des dotations.

6. Les Conseils culturels peuvent se voir reconnaître le droit de présentation ou de nomination à certains postes d'organes ou institutions relevant de leur compétence. La représentation proportionnelle est appliquée pour les nominations ou présentations collectives.

7. La compétence de faire des propositions au Parlement a été visée au paragraphe 4 de la première partie, section C du Chapitre I.

8. Il est souhaitable de préciser en les rationalisant les relations futures entre les Conseils culturels et les conseils spécialisés existants.

9. La loi fixe les modalités de la consultation des Conseils culturels et les délais, notamment d'urgence, dans lesquels ces Conseils doivent émettre leurs avis.

Les dispositions essentielles des avis et décisions des Conseils culturels font l'objet d'une publication officielle en français et en néerlandais, étant entendu que seul fait foi le texte rédigé dans la langue propre à

a) Op eigen initiatief mogen zij adviezen uitbrengen in verband met elk probleem betreffende de culturele ontwikkeling.

b) De parlementaire Vergaderingen en de Ministers mogen het gemotiveerd advies van de Cultuurraden vragen over elk vraagstuk in verband met de ontwikkeling van de cultuur en inzonderheid over de ontwerpen en voorstellen van wet in verband met die ontwikkeling. De Ministers mogen het gemotiveerd advies van de Cultuurraden vragen over de ontwerpen van verordeningen betreffende diezelfde aangelegenheden of de Cultuurraden ermede belasten het opmaken van bedoelde ontwerpen voor te bereiden.

c) De Ministers onderwerpen de teksten van de voorontwerpen van wet en van de verordeningen, die fundamenteel verband houden met de ontwikkeling der cultuur, aan het gemotiveerd advies van de Cultuurraden, inzonderheid op de hiernavolgende gebieden :

- 1° het gebruik der talen;
- 2° het onderwijs;
- 3° de schone kunsten en letteren;
- 4° de bibliotheken en musea;
- 5° de voortgezette opleiding en de vrijetijdsbesteding;
- 6° de jeugdorganisaties en jeugdwerken;
- 7° de radio en de televisie;
- 8° de monumenten en landschappen;
- 9° de culturele betrekkingen met het buitenland;
- 10° de werken en instellingen die enige activiteit hebben in verband met voornoemde aangelegenheden.

Wanneer in uitzonderlijke gevallen de Ministers de Cultuurraden niet raadplegen, worden de redenen daarvan aangegeven in de inleiding van het besluit waarbij het ontwerp van wet wordt voorgelegd of in de memorie van toelichting ervan of in de inleiding van de verordening of in een verslag aan de Koning dat gelijktijdig hiermede wordt bekendgemaakt.

3. De Cultuurraden mogen de bevoegdheid krijgen om in de bij de wet bepaalde aangelegenheden uitvoeringsverordeningen op te maken. Deze verordeningen worden aan de goedkeuring van de Koning onderworpen.

4. Iedere Raad geeft zijn advies over het gedeelte van de culturele begroting bestemd voor de sector die binnen zijn bevoegdheid valt. Hij stelt gebeurlijk nieuwe maatstaven of nieuwe procedures voor, wat de verdeling van de daarin bepaalde toelagen betreft.

In gemeenschappelijke vergadering brengen de Cultuurraden advies uit over het ontwerp van culturele begroting van het Rijk. Voor de daarin bepaalde toelagen stellen zij gebeurlijk nieuwe verdelingsmaatstaven voor.

De adviezen en voorstellen die de Cultuurraden, afzonderlijk of gezamenlijk beraadslagend, uitbrengen in de in deze paragraaf bedoelde gevallen, worden goedgekeurd bij gewone meerderheid, doch maken melding van de meningen van de minderheid.

5. Op de culturele begroting wordt een bijzondere dotatie uitgetrokken teneinde iedere raad de mogelijkheid te bieden om een aanvullend programma tot aanmoediging van culturele initiatieven te verwezenlijken. De Cultuurraden zullen de algemene en bijzondere regelingen betreffende de aanwending van deze dotatie aan de koninklijke goedkeuring onderwerpen. Bedoelde dotatie is voor elk der Raden gelijk.

Bij het gebruik maken van zijn goedkeuringsbevoegdheid waakt de Koning over het eerbiedigen van de beginselen van gelijkheid en van non-discriminatie. Hij treedt in de plaats van de betrokken Cultuurraad, indien deze zich niet, binnen een bepaalde termijn, heeft gevoegd naar de aanwijzingen van het eventuele afkeuringsbesluit.

De Koning vernietigt de handelingen van de Cultuurraden houdende toewijzing van toelagen, indien die handelingen niet in overeenstemming zijn met de algemene of bijzondere aanwendingsregelingen voor de dotaties.

6. Aan de Cultuurraden zal het recht kunnen worden toegekend om voordrachten of benoemingen te doen voor sommige ambten bij organen of instellingen die onder hun bevoegdheid ressorteren. De evenredige vertegenwoordiging wordt toegepast bij gezamenlijke benoemingen of voordrachten.

7. De bevoegdheid om voorstellen in te dienen bij het Parlement, zie § 4 van het eerste deel, littera C, Hoofdstuk I.

8. Het is wenselijk de toekomstige betrekkingen tussen de Cultuurraden en de bestaande gespecialiseerde raden nader te bepalen en te rationaliseren.

9. De modaliteiten voor het raadplegen der Cultuurraden en de termijnen, o.m. in geval van hoogdringendheid, binnen dewelke zij hun adviezen moeten uitbrengen, worden bij de wet bepaald.

De essentiële beschikkingen van de adviezen en beslissingen der Cultuurraden worden officieel gepubliceerd in het Nederlands en het Frans, met dien verstande dat alleen de tekst opgesteld in hun respec-

chacun d'eux. Les traductions seront effectuées par le Département de l'Education nationale et de la Culture.

D. — Protection des minorités philosophiques et idéologiques.

1. Il est nécessaire de protéger selon les mêmes normes, dans tout le pays, les minorités philosophiques et idéologiques.

2. Cette protection sera assurée par l'affirmation dans la loi sur les Conseils culturels des principes d'égalité et de non-discrimination, et par la reconnaissance au tiers des membres de chaque Conseil d'un recours en annulation auprès du Gouvernement, sous réserve du recours de légalité auprès du Conseil d'Etat prévu par la législation existante.

E. — Observations complémentaires.

1. Les questions relatives à l'enseignement ne doivent pas relever de la compétence des Conseils culturels, sauf dans la mesure où l'avis de ceux-ci pourrait être requis quand un projet de loi ou de règlement relatif à l'enseignement intéresse de manière fondamentale le développement de la culture (voir C, § 2, c), 2°, ci-dessus).

Les problèmes de l'enseignement doivent être réglés essentiellement dans le cadre du Pacte scolaire et des dispositions prises en vertu de celui-ci, ainsi que dans le respect des lois relatives au régime linguistique de l'enseignement.

L'autonomie culturelle est déjà dans une très large mesure réalisée tant dans l'organisation de l'enseignement libre que dans celle de l'enseignement officiel.

2. L'organisation des services étant déjà largement dédoublée au Ministère de l'Education nationale et de la Culture au niveau de l'administration, il est souhaitable que la dualité culturelle de la Nation se traduise d'une manière adéquate au niveau de l'organisation gouvernementale, notamment par la nomination de Secrétaires d'Etat, chargés plus particulièrement des affaires relatives à chacune des deux grandes régions linguistiques.

tieve eigen taal geldig is. De vertalingen worden gemaakt door het Departement van Nationale Opvoeding en Cultuur.

D. — Bescherming der filosofische en ideologische minderheden.

1. Het is noodzakelijk de filosofische en ideologische minderheden in het gehele land te beschermen volgens dezelfde normen.

2. De bedoelde bescherming zal verzekerd zijn door in de wet op de Cultuurraden de beginselen van gelijkheid en van non-discriminatie op te nemen en door aan een derde van de leden van elke raad het recht toe te kennen om een beroep tot vernietiging in te dienen bij de Regering, onder voorbehoud van het door de thans bestaande wetgeving bepaalde annulatieberoep bij de Raad van State.

E. — Aanvullende beschouwingen.

1. De problemen in verband met het onderwijs moeten niet ressorteren onder de bevoegdheid van de Cultuurraden, tenzij in de mate waarin hun advies zou kunnen vereist zijn wanneer ontwerpen van wetten of verordeningen fundamenteel verband houden met de ontwikkeling van de cultuur (zie C, § 2, c), 2° hierboven).

De onderwijsproblemen moeten essentieel geregeld worden binnen het raam van het Schoolpakt en van de krachtens dit pakt getroffen regelingen, en met naleving van de wetten betreffende de taalregeling in het onderwijs.

De culturele autonomie is reeds in zeer ruime mate verwezenlijkt wat betreft zowel de inrichting van het vrij onderwijs als die van het officieel onderwijs.

2. Daar de splitsing van de diensten van het Ministerie van Nationale Opvoeding en Cultuur reeds in ruime mate verwezenlijkt is op het administratieve vlak, is het gewenst dat met de culturele tweeledigheid van de Natie ook op een aangepaste wijze zou worden rekening gehouden op het vlak van de regeringsorganisatie, met name door het benoemen van Staatssecretarissen, die inzonderheid zouden belast zijn met de zaken van elk van beide grote taalgebieden.